



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 06735390 8



Olivier
LTC





783796

EMILIO OLLIVIER

La Intervención Francesa
Y EL
IMPERIO DE MAXIMILIANO EN MEXICO

TRADUCCION

DE

Manuel Puga y Acal

Con una introducción y notas del traductor

GUADALAJARA

TIP. DE LA ESCUELA DE ARTES DEL ESTADO

1906

EMILIO OLLIVIER

La Intervención Francesa
Y EL
IMPERIO DE MAXIMILIANO EN MEXICO

TRADUCCION

DE

Manuel Puga y Acal

Con una introducción y notas del traductor

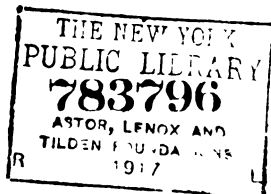
GUADALAJARA

TIP. DE LA ESCUELA DE ARTES DEL ESTADO

1906

1. Mexico - History, 1861-67.
2. Maximilian. —

A. H.



QUEDA REGISTRADA LA PROPIEDAD LITERARIA
CONFORME A LA LEY

Dedico este trabajo, que no puede tener más mérito que haber sido emprendido con el objeto de honrar la memoria del Benemérito de las Américas, C. Benito Juárez, al C. Gobernador del Estado, Coronel Miguel Ahumada, quien participa de aquel mérito por haber ordenado que se hiciera esta edición por cuenta del gobierno.

EL TRADUCTOR.



INTRODUCCION.



ESTE libro debió haber salido á luz el 21 de marzo del corriente año, centenario del natalicio del Benemérito de las Américas, C. Benito Juárez; porque habiendo, desde que acabé de leer los diez tomos que van publicados de la interesantísima obra de Emilio Ollivier titulada *El Imperio Liberal*, empezado á traducir los capítulos y fragmentos referentes á la intervención francesa y al imperio de Maximiliano en México, y habiendo, á principios de enero, obtenido que el gobierno del Estado hiciera la edición de mi traducción, como un homenaje rendido á la memoria del hombre insigne que fué el depositario del honor nacional durante aquel aciago, pero luminoso período de nuestra historia, desde entonces comenzó la labor tipográfica, que no pudo, por desgracia y por causas ajenas á mi voluntad, quedar terminada en la referida fecha.

Mas no creo que este involuntario retardo sea tras-

cidental; pues si bien es cierto que la publicación oficial hecha entonces de este humilde trabajo—encaminado á dar á conocer en México y en los demás países de habla castellana, la opinión que un estadista esclarecido, un historiador sereno y probo, como es Emilio Ollivier, se ha formado de la actitud que nuestra nación y sus prohombres asumieron en el transcurso de aquel cielo histórico cuya alfa y omega fueron dos fechas vergonzosas para Francia y gloriosas para México: 5 de Mayo de 1862 y 19 de Junio de 1867—habría sido, como expresión de la verdad, brotada de la pluma de un enemigo, homenaje digno de la memoria de Juárez, recientemente escarnecida y calumniada por otra pluma de que no debió jamás brotar más que el elogio, exigido por la justicia, ó el ditirambo, inspirado por la gratitud, cierto es también que en cualquiera ocasión es útil la publicación de este libro.

Muchas han sido las obras en que se ha narrado y comentado ese episodio de la historia del siglo XIX, que ha influido más de lo que ordinariamente se cree en el desarrollo de los acontecimientos políticos en el mundo de civilización occidental; porque numerosos han sido los actores de aquel drama que han dado á conocer el papel que en él desempeñaron, ora en cartas escritas en los momentos de la acción, ora en Memorias evocadas después, y no pocos los que, con ayuda de esas impresiones personales y de otros documentos, han historiado en conjunto aquel episodio. Pero ninguna de estas obras—y eso que entre ellas hay que contar el tomo V de *México á través de los siglos*, debido á la honrada pluma del sabio historiador nuestro D. José María Vigil, y la trilogía *Sueño de Imperio*, *El imperio de Maximiliano* y *Fin de imperio* del justiciero publicista francés D. Pablo Gaulot—tie-

ne la abundancia de documentación, la imparcialidad y elevación de criterio que resaltan en estas páginas y que voy á hacer más patentes todavía.

Hasta que comenzó la publicación de la grande obra de que hemos traducido las páginas que forman este libro, Ollivier, más bien que á la historia, se había dedicado á la crítica histórica. Literato hasta la médula, sus libros 1789-1889, *Lamartine*, *La Iglesia y el Estado en el concilio del Vaticano*, habían sido análisis de determinadas épocas, á las que había aplicado su recto criterio y su extensa y profunda erudición. Pero todos ellos dejaban ver que, en su concepto, la historia debe escribirse como la escribieron Agustín Thierry y Fustel de Coulanges; es decir, «únicamente con textos; porque el mejor historiador es el que más se apega á los textos y no escribe, ni siquiera piensa sino conforme á los textos», como ha dicho en alguna parte el último de esos historiógrafos. Por eso, á pesar de que llamó á *El Imperio Liberal*, estudios, relatos, recuerdos; á pesar de que con esa obra persigue su propia justificación, procurando sincerarse de los tremendos cargos que se le han hecho por la participación que tomó en la política francesa en las postrimerías del segundo imperio, en la narración, pasmosamente minuciosa, de todos los acontecimientos que agitaron á Europa durante el reinado de Napoleón III, se apega á los textos, á los documentos, intercalándolos como partes integrantes de su obra; y no hace una reflexión, no saca una consecuencia que no se funde en los hechos mismos, exactos é incontrovertibles, ó no se desprenda de ellos (1).

1 De entre los servidores del segundo imperio que sobrevivieron al desastre de 1870, ninguno ha sido tan aborrecido en

Y no es, por cierto, en la narración de los episodios de la intervención francesa y del imperio de Maximiliano en México, en donde se hace menos palmaria esa su pasión por la verdad histórica. Antes de escribir, había leído todos los documentos particulares y oficiales—entre éstos muchos informes y cartas desconocidos en México hasta hoy—que se escribieron entonces, y todos los relatos y comentarios que se han escrito después—entre ellos los libros de Vigil, del Dr. Rivera, de Iglesias Calderón, que deben ser poco conocidos en Francia;—y de esa manera su narración ha venido á ser la más exacta que se ha escrito, á pe-

Francia como Emiliø Ollivier. Más que al embustero ministro de Guerra que declaró que la nación estaba apercebida para combatir y que no faltaba «ni un botón de polaina»; más que á los generales que, por su ineptitud, hicieron que se perdieran las batallas; más que á los contratistas que suministraron al ejército zapatos con zuelas de cartón, la Francia republicana ha maldecido al ministro de Justicia, cuasi presidente del Consejo, que declaró, al ser declarada la guerra, que el gobierno imperial «aceptaba la responsabilidad que contraía, con el corazón sereno (*le cœur léger*)». Y eso se explica por haber el partido republicano odiado á Ollivier desde los principios de su carrera política. Como su padre había sido perseguido y encarcelado por Napoleón III después del golpe de Estado del 2 de diciembre, se le tuvo á mal que, al ser electo representante del pueblo, no se mostrara irreconciliable, sino simplemente liberal; y sus mismos compañeros del grupo de los Cinco y sus colegas de Tercer Partido, que en 1860 y en 1863 obtuvieron la gradual liberalización del imperio, le acusaron de contentarse con la liberalización y de no procurar la destrucción de un régimen de origen criminal. Pero la aversión que inspiraba llegó hasta el desprecio cuando se le vió acercarse resueltamente á la corte de las Tullerías y obtener, el 19 de enero de 1867, que el emperador y la emperatriz aceptaran su programa de reformas liberales, que podían dar por resultado la consolidación del imperio. Y como desde entonces su influencia fué aumentando,

sar de contener algunos ligeros errores de detalle (1).

Para convencerse de que también es imparcial, basta reflexionar un poco en las circunstancias personales y políticas de Ollivier. Francés, liberal y bonapartista, más liberal de corazón que bonapartista, tenía, como francés, que hablar con benevolencia y hasta con patriótico entusiasmo, de aquél ejército expedicionario que vino á pasear por los valles y montañas de este rincón de la tierra americana, las águilas que las huestes del primero y tercero de los Napoleones habían paseado por Europa, Africa y Asia; aunque, como liberal y bonapartista, tenía que convenir en que aquella expedición fué un atentado contra la

hasta que, en el apogeo de ella, sólo pudo derribarle la catástrofe, nada ha podido atenuar aquel desprecio.

¿Fué Ollivier tan culpable como se dice, y mereció el aborrecimiento de que ha sido objeto? No seré yo quien resuelva en asunto tan delicado. Pero sí debo decir que su defensa, emprendida á los setenta años con la publicación del primer tomo de *El Imperio Liberal*, y no terminada todavía ahora que cuenta ochenta y uno (nació en 1825), es la labor formidable y conmovedora de un cerebro privilegiado, y que si no le sirve para sincerarse de los cargos que se le hacen, sí le servirá para dejar un monumento imperecedero de sus facultades intelectuales y de su probidad como historiador. Porque estoy cierto de que, así como nosotros los mexicanos lo podemos, después de leer la parte de su libro que se refiere á nuestra historia, los pueblos de Europa, después de leer lo que á la suya se refiere, pueden atestiguar que Ollivier ha cumplido con el precepto de Marco Aurelio que escogió como epígrafe: «Que todas tus palabras tengan un acento de heroica verdad».

1 He dejado todos esos errores en mi traducción, porque he querido que ésta sea absolutamente fiel, y por falta de tiempo no los he rectificado por medio de notas. Sin embargo, si este libro tiene el éxito que espero, haré de él una segunda edición y en ella, previa autorización del Sr. Ollivier, corregiré esos errores que, repito, son de poca importancia.

libertad, una contradicción de la tradición napoleónica, que había sido manumitir, no sojuzgar á los pueblos. Y así habla, en efecto, de eso que llama un «gigantesco error». Rechazando necias imputaciones —sobre todo la ridícula conseja de que Napoleón III emprendiera la expedición de México con el único objeto de hacer ganar algunos millones al duque de Morny, su hermano adulterino, obteniendo el pago del crédito Jecker,—al través de los proyectos de Inglaterra, Francia y España para poner coto á la expansión anglosajona en América, al través de las veleidades de la emperatriz Eugenia para vengar los agravios que México, rompiendo al fin el último eslabón de la cadena que le había forjado España, había inferido á la Santa Sede, Ollivier busca, y según creo encuentra, el plan político que desarrollaba Napoleón al intervenir en los asuntos de México: obligar á Francisco José, quitándole de en medio á su revoltoso hermano, á quien daba una corona, para que aquél, más tarde, consintiera en dejar libre á la Venecia para que formara parte de la Italia unificada. Pero no por haber descubierto esa mira oculta, ese pensamiento de *derrière la tête* de quien era todavía en 1861 un político sagaz, disculpa Ollivier su conducta. Antes bien, en el fondo, hace resaltar la violación del principio de las nacionalidades, que regía la diplomacia francesa desde 1848, y la inconsecuencia que entrañaba el querer hacer la unificación integral de una nación que iba á formarse con las disgregadas provincias de habla italiana, á costa de la independencia y de la libertad de otra nación ya formada allende el Atlántico y reconocida; y en los detalles, no deja de patentizar que Napoleón fué miserablemente engañado, primero por sus ministros Gabriac y Du-

bois de Saligny, cómplices de los emigrados mexicanos, después por sus generales Lorencez, Forey y Bazaine, acerca de la situación real y del valer de los partidos que en México contendían. Y como resultado lógico de esas observaciones justísimas, de las páginas de este libro se desprende con más claridad que nunca, que la conducta del principal autor de la intervención y del imperio en México, Napoleón III, fué injusta y contradictoria; la de Maximiliano, necia y servil; la de Pío IX, del clero y de los emigrados mexicanos, tortuosa y torpe, y la de Almonte, Miramón, Márquez y otros, infame; mientras brillan con mayor esplendor la abnegación, el heroísmo y hasta la clarividencia política de los defensores de nuestro derecho, de los hombres de pluma y de espada que fueron el cerebro y el brazo de la resistencia nacional: de los Juárez, Lerdo é Iglesias, de los Escobedós, Díaz y Coronas.

Cierto es que iguales consecuencias se deducen de otras obras publicadas antes acerca del mismo asunto, y especialmente de las de Vigil y Gaulot; pero esa verdad histórica brota más luminosa de la obra de Ollivier, porque hay en ella mayor serenidad de criterio que en la de nuestro historiógrafo, que tomó en aquellos episodios parte suficientemente activa, y más profundo conocimiento de las causas y los hechos que en la del publicista parisiense, que sólo dispuso de los documentos del pagador del ejército expedicionario Ernesto Louet. Y ésta es la ocasión de hacer resaltar la elevación de criterio que informó las páginas originales de este libro.

Habiendo sido uno de los Cinco que formaron el grupo liberal opositor que, en el seno del Cuerpo Legislativo, combatió desde sus principios la loca

aventura de la intervención, pero habiendo después sido también factor principalísimo en la liberalización del régimen imperial, liberalización que se inició, entre otros actos de política extranjera, con la evacuación de México por el ejército expedicionario, Ollivier no podía tener interés en atenuar ni en agravar la responsabilidad del emperador en esa expedición: tenía que juzgar de ella, si bien con la franqueza de quien siempre la censuró, con la benevolencia de quien con sus censuras obtuvo el éxito deseado. Por eso ve las cosas desde lo alto, y está tan lejos de ser deturpador sistemático de la intervención, como de ser su panegirista.

Con respecto á nuestro país y á sus hombres, el juicio de Ollivier no es menos elevado. Desde las primeras páginas compara la situación de México en 1861 con la de Francia en 1814, y aprueba y admira á nuestro pueblo, que hizo á Juárez, perseguido por el odio de los conservadores y clericales unidos con el extranjero, depositario del honor nacional, como aprueba y admira al pueblo francés, que manifestó más que nunca su adhesión á Napoleón I al verle perseguido por los aliados invasores apoyados por los borbonistas. Pero si esa comparación no es del todo exacta, porque mientras la adhesión de los franceses á un glorioso hombre de guerra, les condujo al fin al abismo de Waterloo, la adhesión nuestra, no á Juárez, sino á la república, no abrió para nosotros abismo ninguno, sino que levantó para nuestros enemigos el Calvario de las Campanas, en cambio, sí ofrece ocasión para hacer constar la alteza de criterio de que he hablado.

En efecto, el epíteto de traidor de que tanto abusamos en aquellos terribles días, de que tanto debieron

abusar los franceses en 1814 y en 1815 y que todavía estampan en sus obras los historiadores patriotas de allende y aquende el Atlántico, no brota una sola vez de la pluma de Ollivier, ni para calificar á los borbonistas que llevaron á París á los aliados, ni para calificar á los monarquistas, conservadores y clericales que trajeron á México á los franceses. ¿Por qué? ¿Acaso ignora el autor de *El Imperio Liberal* que, como ha dicho con sobrada razón la Sra. de Stael, “hay en política, como en moral, deberes inflexibles, y el primero de todos es no entregar su país á los extranjeros”? No, no puede ignorarlo, no lo ignora ciertamente. Pero el anciano ministro de Justicia de Napoleón III al estallar la guerra franco-prusiana en 1870, *l’homme au cœur léger* sobre quien han pesado tantos odios, sobre quien han llovido tantas maldiciones, es natural que, después de haber visto tantas pasiones políticas desencadenadas, tantos errores cometidos, tantas desdichadas sufridas, no quiera lanzar los grandes anatemas sino con plena justificación.

Actitud es ésa que en otros grandes pensadores me había sorprendido. Así, Chaix d’Est-Ange, en su interesantísimo estudio histórico-jurídico sobre el proceso de María Antonieta, ha escrito estas bellas páginas:

«Por encima de todos los partidos, por encima de todas las discordias civiles está la patria, que no es sólo una *expresión geográfica*, sino la gran familia de aquellos cuyos antepasados, nacidos en el mismo suelo, que hablan la misma lengua, viven con las mismas costumbres, obedecen las mismas leyes y han trabajado, combatido y sufrido juntos para dejar á sus descendientes la común herencia del honor, del poderío y de la grandeza de la nación. La Revolución y el Imperio deben glorificarse de haber recorda-

do al mundo este principio de la antigüedad, que se había olvidado; de haberlo desprendido de toda mezcla impura, de toda obscuridad, y proclamado, en una lucha de veinte años contra la Europa coaligada, con una energía y un esplendor inmortales.

«Pero después de reconocer ese principio y de inclinarse ante él, paréceme que debe ser permitido investigar cómo María Antonieta llegó á desconocerlo, y bajo la presión de qué necesidades, hasta qué punto y con qué intenciones lo violó.

«Desde luego, encuentro una confusión fácil de disipar. El llamar al extranjero es un acto gravísimo, que debe llevar en sí mismo su sentencia y que, sin embargo, sirve para designar situaciones muy diversas. La primera idea que trae al espíritu es la del condestable de Borbón y de aquel grande de España (el conde D. Julián) que abrió á los moros las puertas de la Península. Ahora bien, acerca de actos como éstos, no ha podido haber duda en ninguna época, por más remota que se la suponga, siempre que en ella se encuentre con la tribu la idea de patria. Que un hombre traicione á su país en beneficio de otro país; que, movido por un sentimiento de cólera, de venganza ó de ambición, se ponga á la cabeza de un ejército enemigo; que le sirva de espía; que le entregue la plaza fuerte que está encargado de defender, que le revele el plan de campaña que se le ha encomendado ejecutar, cometiendo cualquiera de esos actos para satisfacerse á sí mismo y dañar á sus conciudadanos, y no habrá quien no considere ese acto como culpable y á su autor como merecedor de un castigo ejemplar. La conciencia universal no da á ese respecto ni puede dar sino una sola contestación.

«Al contrario, muchas veces ha variado en la apre-

ciación del hecho de que voy hablar. Un país está desolado por la guerra civil y varios partidos se disputan el poder; atraviesa, en fin, por una de esas épocas de turbación en que, entre las tinieblas y el desconcierto, cada quien busca á tientas su camino y se pregunta ansioso cuál es su deber. Las pasiones religiosas ó políticas han enardecido los ánimos. Los unos, como en el siglo XVI, por ejemplo combaten por la unidad de la fe; los otros, por la libertad de la conciencia. Estos invocan el pasado y se fundan en derechos adquiridos; aquéllos señalan el porvenir, y á los derechos que derivan de las costumbres ó de la ley escrita, oponen los derechos imprescriptibles de la ley natural ó de la razón.

«Supongamos que se recurre á las armas y que uno de esos partidos llama en su apoyo al extranjero. ¿Con qué objeto? Bien sé que los partidos se cubren siempre con sofismas y con pretextos honrosos. Pero, en fin, ¿con qué objeto se ha llamado al extranjero? ¿Por qué los calvinistas franceses pidieron socorro á los cantones suizos, á los príncipes alemanes, á la reina de Inglaterra? ¿Por qué los católicos llamaron á los españoles? ¿A qué sentimientos obedecían? ¿Querían perjudicar á su país? No, al contrario: unos y otros tenían la pretensión de combatir solos por sus intereses y por su honor, y de libertarlo de los tiranos y facciosos que lo deshonoraban. ¿Qué eran para ellos los extranjeros? Auxiliares, aliados, coreligionarios, que iban á trabajar con ellos para hacer triunfar la buena causa.

«Así razonan los partidos en sus arrebatos, pero sinceramente, y si desencadenan sobre su país males terribles, atrayendo al extranjero, que es siempre el peor de los amos, y si hay que condenarles, al menos,

los móviles que les guían pueden en cierto modo servirles de excusa, y jamás se les podrá juzgar con el mismo rigor con que se juzga á los traidores de que antes hablé».

La moderación de Ollivier en la apreciación de la conducta de los borbonistas franceses en 1814 y de los intervencionistas mexicanos en 1861, me recordó estas páginas, que antaño me impresionaron y en que he vuelto á meditar; porque, indudablemente, el acto ejecutado por Gutiérrez de Estrada, Hidalgo, Labastida, Aguilar y Marocho, al solicitar la ayuda de Napoleón III para combatir á los constitucionalistas mexicanos, vencedores en Calpulalpan, es idéntico al ejecutado por María Antonieta y por los emigrados de 1791, al solicitar la ayuda del emperador de Austria para combatir á los constitucionalistas, dueños de Francia después de la aventura de Varennes. Pero esos actos ¿constituían lo que propiamente se llama una traición? Chaix d'Est-Ange, ya lo hemos visto, sostiene con razonamientos de indiscutible peso, que, en todo caso, no es comparable con las cometidas por el conde D. Julián y el condestable de Borbón, tipos de infidencia que la conciencia humana ha presentado siempre á la execración universal.

Por otra parte, para juzgar con absoluta equidad de la conducta de los intervencionistas mexicanos sinceros, hay que considerar el hecho de que un partido busque el apoyo de las armas extranjeras, como se le consideraba en la sexta década del siglo anterior, conforme á los principios y teorías que privaban entonces en el mundo civilizado. Haciendo á un lado el ejemplo de los hugonotes evocado por Chaix d'Est-Ange, haciendo á un lado que, en guerras civiles como fueron las de independencia de los Estados Unidos y de Mé-

xico, en ambos países habían los partidos insurgentes, sin que se les acusara de traición, recurrido al extranjero, aceptando en el primer caso el auxilio armado de Francia y procurando obtener en el segundo el apoyo material de los mismos Estados Unidos, hay que tener en cuenta que, desde la Revolución Francesa, el principio de intervención había sido en todo el mundo europeo aceptado y aplicado, ya fuese con el nombre de *principio de las nacionalidades* ó con el de *principio del equilibrio*, flamante aquél, redorado éste.

La Convención, en efecto, al derecho que proclamaban los gobiernos monárquicos de Rusia, Austria y de la misma Inglaterra, para ingerirse en los asuntos de Francia, con el objeto de sostener el trono de Luis XVI, había opuesto el derecho que decía tener la República Francesa para aliarse en Italia, en Polonia, en Holanda, en los principados alemanes, con los partidos populares que luchaban contra las dinastías reinantes. De ahí las campañas napoleónicas libertadoras de pueblos y destructoras de tronos, que habían de tener, como resultado lógico, después de Waterloo, las expediciones de Francia y Austria, llevadas al cabo, de... 1820 á 1823 y en nombre de la Santa Alianza, para echar por tierra al orden constitucional en España y restablecer el poder absoluto de Fernando VII, y hacer otro tanto en Nápoles y en el Piamonte. Y este derecho de intervención, que se atribuían los gobiernos europeos, era forzosamente correlativo del derecho de recurrir á esa intervención, que se atribuían los partidos; al grado que fué preciso que Monroe, temeroso de que uno ú otro de esos derechos ó ambos unidos, dieran por resultado que volviera á ponerse en tela de juicio la independendencia de las antiguas colonias españolas, lo cual hubiera podido poner en el

mismo caso á las antiguas colonias inglesas, se creyó obligado á proclamar la doctrina que lleva su nombre (diciembre de 1823) y que no era más que una nueva teoría intervencionista en favor de los pueblos americanos manumisos.

Entretanto, en Europa, que lentamente se liberalizaba, esas ideas hacían surgir el principio de las nacionalidades, profesado por los pueblos, que lo habían impuesto á los gobiernos desde 1825—sobre todo cuando Inglaterra reconoció la independencia de las antiguas colonias españolas y cuando Rusia, Francia é Inglaterra, aliadas, aseguraron en Navarino la independencia de Grecia—y transformado en 1848, en Francia, en diplomacia de Estado. Ese principio, en el fondo, no era más que el principio de intervención aplicado á la defensa de la independencia y libertad de los pueblos, como el principio del equilibrio, profesado por la Santa Alianza, era el principio de intervención aplicado á la conservación ó restablecimiento de los gobiernos dinásticos; pero uno y otro reconocían á los sostenedores de un gobierno y á sus opositores el derecho de recurrir al extranjero, aunque, mientras á la ingerencia de éste se la llamaba intervención, conforme al principio reaccionario del equilibrio, y como tal se la aceptaba (1), no se la llamaba así conforme al principio liberal de las nacionalidades (2) y por no ser intervención se la admitía.

1 Pío IX, en el *Syllabus*, declaró contrario á la fe católica sostener el principio de *no intervención*.

2 Ollivier, en su primer tomo de *El Imperio Liberal*, al definir el principio de las nacionalidades, hace constar que, conforme á ese principio, una nación «no interviene cuando presta el apoyo de sus armas á otra nación que, habiéndose dado instituciones libres, con el asentimiento inequívoco de la mayoría,

Por tanto, ya fuese que los intervencionistas mexicanos buscaran la aplicación del principio del equilibrio, como lo hicieron sin duda Gutiérrez de Estrada, Hidalgo y los obispos que prepararon la venida del ejército francés expedicionario, ya fuese que se acogieran al principio de las nacionalidades, que quiso aplicar Napoleón III, como lo hicieron sin duda Ramírez, Escudero y Echanove, Lacunza y demás liberales que se adhirieron al imperio ya establecido y sostenido por las armas francesas, el entrometimiento de Francia en nuestros asuntos era tan conforme á la práctica de los gobiernos, cuanto el solicitar ese entrometimiento era conforme á las costumbres de los partidos. Porque los primeros no hacían más que lo que había hecho Pío IX al aceptar la asistencia armada de Francia para sostener el poder temporal, y los segundos lo que habían hecho Cavour y Garibaldi al aceptar la misma asistencia para hacer la unificación de Italia; y ni los unos ni los otros creían traicionar á la patria ni la traicionaban; porque no trataban de dañar á sus conciudadanos satisfaciendo aspiraciones personales ni beneficiando al extranjero.

Que fueron engañadores ó engañados, nadie lo puede poner en duda. Los emigrados mexicanos que solicitaron la intervención, engañaron á Napoleón ha-

está amenazada por una potencia extranjera protectora del gobierno caído; ni cuando, en sentido inverso, protege á un gobierno legítimo contra la insurrección de una minoría facciosa sostenida desde el exterior, abierta ó hipocritamente, por un gobierno ó por sectas políticas; porque en ninguno de esos dos casos hay *intervención* sino alianza con un Estado independiente, alianza que debe ser voluntaria, puesto que de que una asistencia sea jurídicamente posible no se sigue que deba ser obligatoria».

ciéndole creer que su ejército venía á derrocar á un gobierno usurpador, establecido contra la voluntad nacional, es decir, á aplicar el principio de las nacionalidades, cuando en realidad aplicaba el principio del equilibrio; los liberales que después se adhirieron al imperio, se engañaron creyendo que se estaba aplicando aquel principio. Pero engañadores y engañados recibieron su justo castigo: aquéllos siendo eliminados de toda participación en la cosa pública desde los comienzos del imperio; éstos hundiéndose con él; porque el principio de las nacionalidades, que Napoleón no supo aplicar ni en México ni en Roma, sí lo aplicaron los Estados Unidos, prestando al gobierno republicano su apoyo moral y hasta aperciéndose á prestarle su auxilio armado. Mas no hay que agravar aquel castigo calificando de traidores á los que lo sufrieron.

Por lo demás, bueno es reflexionar en que ese criterio benévolo no puede menos de poner fin á las interminables recriminaciones que hace medio siglo se dirigen los dos partidos que unas veces intelectual, otras materialmente, dividen al pueblo mexicano; porque mientras los liberales sigamos llamando traidores á los intervencionistas, los conservadores no cesarán de arrojarnos á la faz no sólo aquel apoyo que los Estados Unidos nos dieron para arrojar de nuestro territorio al extranjero, sino también el incidente de Antón Lizardo y el tratado Mac Lane-Ocampo, difícilmente justificables á la luz de un criterio intransigente.

Así pues, esa terrible acusación de traición á la patria debe dejarse sólo para casos excepcionales de ambición personal y desenfrenada, para lanzarse á individuos como Santa Anna, Almonte, Miramón y Márquez, capaces de ofrecer su espada y de vender su al-

ma, no ya al extranjero, sino hasta al diablo, para recuperar su predominio sobre la nación; nunca á aquellos que, como Mejía y Méndez, por ejemplo, serán siempre, por su firmeza de convicciones y su impavidez ante la muerte, timbres de orgullo para nuestra raza.

Pero Ollivier no se limita á no aplicar el epíteto de traidores á los intervencionistas mexicanos; sino que, al tratar de la entrega de Querétaro por Maximiliano—hecho que por primera vez reconoce como indiscutible un historiador extranjero,—lava al archiduque de la mancha de traición hacia sus generales, que le hemos nosotros atribuido. Y aquí también tengo que aprobar la conducta del autor de *El Imperio Liberal*, por más que me duela ponerme en contradicción con mi respetado y admirado amigo D. Fernando Iglesias Calderón.

No; Maximiliano no traicionó á nadie al enviar á López para que entregara á Escobedo la llave de la plaza que sitiaba. Esa acción, hija de la debilidad de carácter, pero también de los nobles sentimientos de un príncipe incapaz de provocar un derramamiento de sangre inútil, lejos de deshonar á Maximiliano—aunque la tuvo que ejecutar subrepticamente, obligado por las circunstancias,—puede considerarse como el primer paso que dió, después de tantos errores, después de tantas vacilaciones culpables, después de tantas contradicciones vergonzosas, para reasumir una actitud digna de su estirpe y que debía tomar todos los caracteres del heroísmo más conmovedor á la hora del sacrificio.

Y hay que advertir que, juzgando así las cosas, con criterio sereno y elevado, se obtendrá también que cesen controversias ridículas, que dejen de publicarse

imbecilidades como las de Blasio, el último acaso de los fetichistas del imperio.

Bien sé que todo lo escrito anteriormente no será por todos aceptado. Los liberales exaltados seguirán llamando traidores á los intervencionistas, y los conservadores rabiosos, llamando traiciones lo de Antón Lizardo y el tratado Mac Lane-Ocampo; pero también sé que los espíritus desapasionados me darán la razón. En todo caso, no creo que nadie pueda acusarme de ser inconsecuente ó inoportuno al consignar estas reflexiones en un libro dedicado á honrar la memoria de Juárez.

Traidores ó no los fautores de la intervención y del imperio, siempre los pensadores y los héroes que contrarrestaron su labor nefanda, que predicaron á nuestro pueblo el evangelio de la libertad y que regaron con su sangre los campos de batalla, seguirán mereciendo el amor y la gratitud de los mexicanos y el respeto y la admiración del mundo. Y si, como dice Ollivier, al meditar en el fin de la aventura imperialista en México, «jamás un atentado contra el principio de las nacionalidades ha sido tan pronta ni tan terriblemente castigado», hay que pensar también en que los principios democráticos que hoy rigen á la humanidad, jamás han recibido sanción más alta que la que recibieron cuando la vida de un Hapsburgo, nacido en el palacio de Schœnbrunn y coronado por la voluntad de dos emperadores, de un pontífice y del rey de los belgas, se apagó bajo el soplo de un indio zapoteca, nacido en un jacal de San Pablo Guelatao.

Manuel Puga y Acal.

Guadalajara, junio de 1906.

La Intervención Francesa
Y EL
Imperio de Maximiliano en México

CAPITULO I.

México y la convención del 31 de octubre de 1861.

I

La guerra civil no es la peor calamidad que puede afligir á una nación; porque es el movimiento, la fe, la vida. Mucho más nefanda es la languidez cobarde ó escéptica que sufre sin reaccionar todas las violencias de los partidos audaces y soporta dominaciones que desprecia. Sin embargo, las guerras civiles no son todas de la misma especie: las hay disolventes, como las de Polonia y de la Fronda en Francia, porque no se combatía en ellas más que por ambiciones que se hacían competencia; las hay saludables, como la Liga y la Revolución, también en Francia, y la guerra de Secesión en los Estados Unidos, porque fueron determinadas por impulsos pasionales del alma y del pensamiento, con fines civilizadores.

La guerra civil en México era de estas últimas. No tenía por único objeto la adquisición de elevados puestos públicos. El nombre de cada partido indicaba que se perseguían más altos intereses: el uno se llamaba *Religión*, el otro se llamaba *Libertad*. El partido de la religión era el de la religión intolerante, rica, privilegiada, señora absoluta del Estado lo mismo que de las conciencias, en nombre del cielo. El partido de la libertad no era enemigo de la religión, sino que la quería tolerante, sometida al derecho común, ocupada sólo en sus funciones espirituales. El ideal del primero era la tesis absoluta de Felipe II y de la Inquisición; el del segundo, la hipótesis conciliadora de la Revolución Francesa y del Concordato. Monarquía, república, dictadura, no eran más que palabras escritas en las fachadas: en el fondo se luchaba por la Religión y por la Libertad.

Una guerra civil en que la religión entra en juego es siempre terrible. El hombre se vuelve feroz cuando cree vengar ultrajes hechos á la divinidad. Para celebrar dignamente el Viernes Santo, después de un combate en que había obtenido el triunfo, Iturbide fusiló trescientos prisioneros con el pretexto de que estaban excomulgados. Estos excesos de piedad provocaban represalias; las rentas públicas se agotaban en tales convulsiones; cada partido las suplía por medio de rapiñas y de dilapidaciones, y, siguiendo su ejemplo, los particulares pillaban por su propia cuenta. Cierta espíritu militar predisponía á los mexicanos para esas luchas. Antaño, los virreyes españoles distribuían con largueza, mediante retribución, grados de oficial del ejército, y se veían coroneles, capitanes, con uniformes de gala, pesando azúcar y vainilla en sus tiendas. De ahí la afición que se tenía á las aventuras militares. Los extranjeros, sujetos á la regla común, eran tasados, despojados, asesinados como los indígenas, sobre todo si eran españoles. Muchos, por lo demás, justificaban esta igualdad de tratamiento por la pasión con que se afiliaban en uno ú otro partido. Sin embargo, no abandonaban el país, y hasta encontraban medios para enriquecerse.

Después de largas y sangrientas peripecias, de la tentativa desastrosa del imperio de Iturbide, de la dictadura soldadesca de Santa Anna, el partido liberal triunfó con el Gral. D. Juan Alvarez, que tuvo por sucesor á Comonfort (1856). Las ideas que llevaba al poder eran las de Tercer Estado francés en 1789. Algunos mexicanos, como Ocampo, las habían aprendido en Francia. Entre las libertades de que querían dotar á su país, se colocaba en primer término la de cultos. Un clero ignorante, supersticioso, disoluto, poseía la tercera parte del territorio. Poner en circulación ese inmenso dominio malamente administrado, parecía condición indispensable de dicha libertad. Comonfort, sin esperar la reunión del Congreso Constituyente que había sido convocado, expulsó á los jesuitas, y á propuesta de Miguel Lerdo de Tejada, muy versado en la jurisprudencia eclesiástica, expidió, en 25 de junio de 1856, el primer decreto contra los bienes de la iglesia. No era una ley de confiscación, sino una ley de desamortización, es decir, de destrucción de las manos muertas. Ordenaba el remate inmediato de los bienes de las congregaciones civiles y religiosas, con excepción de los

edificios consagrados al culto; autorizaba á los arrendatarios á conservar la propiedad de esos bienes por un precio equivalente á las rentas que pagaban, considerando éstas como un rédito de 6 % sobre el capital que debía ser reconocido por la Iglesia.

La Constitución consagró (5 de febrero de 1857) todas las libertades de las sociedades modernas: libertad de la prensa, de reunión, de elección, de conciencia, supremacía del poder civil, igualdad de los ciudadanos ante la ley, abolición de los privilegios y de los monopolios. Habría abolido la esclavitud, si no hubiera sido abolida desde diciembre de 1810 por un edicto de Hidalgo, renovado en octubre de 1813 por Morelos y en septiembre de 1829 por Guerrero. Establecía una federación republicana, dividiendo á México en 27 Estados.

Había entonces una Cámara única (1), compuesta de un diputado por cada veinte mil habitantes. Electo por dos años, cada diputado recibía una indemnización de dos pesos por legua, como *viáticos*, y de doscientos cincuenta pesos mensuales, como *dietas*. El presidente de la República era electo por cuatro años; el presidente de la Suprema Corte de Justicia lo era por seis. Aquel recibía dos mil quinientos pesos mensuales; éste seiscientos sesenta y seis, y le correspondía el cargo de vicepresidente de la República y aun el de presidente interino si la presidencia quedaba acéfala. Eran electores y elegibles todos los mexicanos, desde la edad de dieciocho años si eran casados, y de veintiuno si eran célibes. Los miembros de los cleros católico y protestante, eran sólo electores, no elegibles. Las elecciones se hacían en escrutinio secreto, en segundo grado.

Comonfort fué electo presidente definitivo; Benito Juárez, presidente de la Suprema Corte (18 de noviembre de 1857). El clero rehusó jurar la Constitución y absolver á los que la juraran; no reconoció al presidente y pagó ostensiblemente pronunciamientos militares en todo el territorio. Entre los agentes provocadores á la rebelión, se hacían notar, Miramón, joven aventurero de veinticinco años, Zuloaga, que de tallador de un garito se había convertido en general, y el Padre Miranda que, bajo todos los disfraces, de burgués, de soldado, de *lépero*, se presentaba en todas partes sin poder ser aprehendido en ninguna.

1. En junio de 1874 se ha establecido un Senado de 56 miembros, dos por Estado, elegidos en segundo grado y renovables por mitad cada dos años.—NOTA DEL AUTOR.

Este levantamiento ocasionó un desconcierto moral en el débil y vacilante Comonfort; Zuloaga se aprovechó de ello y anunció en Tacubaya que sólo reconocería al electo del pueblo si convocaba un Congreso extraordinario para revisar la Constitución. Comonfort aceptó, traicionando así esa misma Constitución que había jurado tres semanas antes, y como prueba de su conversión libró orden de arresto contra su vicepresidente. Este acto de flaqueza no sirvió de nada á Comonfort; siempre insaciable, el partido clerical, juzgando que no se le concedía lo suficiente, formó en México una insurrección y le expulsó. Zuloaga se hizo nombrar presidente por un pretendido Congreso de treinta y dos notables. El cuerpo diplomático, arrastrado por nuestro ministro Gabriac, reconoció esa usurpación. Juárez entonces se declaró presidente en lugar de Comonfort, reunió á los ministros en Guanajuato y dió aviso al pueblo mexicano de que su intención era defender la Constitución y la Reforma por medio de las armas (19 de enero de 1858).

II

Benito Juárez estaba á la altura del papel difícil que los acontecimientos le ofrecían. Era un hombre de Plutarco, de quien cualquiera nación podría enorgullecerse. Bajo de cuerpo, de complexión robusta, de faz morena en que brillaban ojos negros, profundos y escudriñadores, en su actitud simple, en su lenguaje grave y cortés, dejaba ver el tranquilo y constante vigor de su alma. Provenía de los zapotecas, raza fuerte y famosa por su honradez, por su amor al trabajo, por su valor, que había huido del yugo español, refugiándose en las montañas, en donde vivía casi independiente. Nacido el 21 de marzo de 1806, en la casita de adobes de dos pobres cultivadores del pintoresco pueblecillo de San Pablo Guelatao, á orillas de la Laguna Encantada, había quedado huérfano á los tres años y sido educado severamente por una abuela y un tío que hasta los doce años le habían hecho pastorear rebaños. A esa edad partió solo para Oaxaca, con el objeto de ir á servir, como lo había hecho su hermana mayor. Tuvo la fortuna de entrar en casa de un encuadernador del convento de la tercera orden de San Francisco, y ese buen hombre, admirado de la inteligencia del

joven indio, de su celo, de su afán por instruírse, le enseñó el español y le envió al seminario.

Habiéndose, á consecuencia de una revolución, fundado en Oaxaca un Instituto de Artes y Ciencias, Juárez entró ahí como estudiante y permaneció como profesor de Física experimental. Al mismo tiempo comenzó sus estudios de Derecho y los hizo con éxito tan notorio, que antes de obtener el título de abogado fué electo diputado al Congreso del Estado de Oaxaca (1832). Disuelto por Santa Anna el Congreso de que Juárez era miembro, se consagró por completo al ejercicio de su profesión, no contentándose con ser abogado, sino convirtiéndose en un jurisconsulto. Estudió también á fondo la Historia, sobre todo en Tácito, de quien tradujo al español muchos pensamientos. Una prisión momentánea que le impuso la dictadura de Santa Anna, interrumpió por corto tiempo el curso apacible de su vida estudiantina; pero después la reanudó, asegurando su tranquilidad con su matrimonio con una mujer hermosa, instruída, inteligente, Margarita Maza, que fué después para él un valioso apoyo al través de las vicisitudes de su vida borrascosa.

Restablecida la federación en 1846, Juárez fué nombrado gobernador de Oaxaca. Ahí reveló capacidades superiores. Tan bueno cuanto enérgico, puso fin á las violencias, á los fusilamientos, á las confiscaciones, á los destierros, para establecer el reinado de la ley y de la justicia. Tan instruído cuanto honrado, hizo que cesaran las malversaciones, aseguró la percepción de los impuestos, construyó numerosos caminos, desarrolló la educación, restableció la disciplina militar, expidió un código civil y otro penal. Su administración fué señalada como un modelo y se comprendió que aquel hombre podía desempeñar un gobierno más importante.

De ello estaba tan convencido Santa Anna, que había vuelto á ocupar el poder, que le mandó aprehender, y, sin forma de proceso, arrojar á uno de los calabozos de San Juan de Ulúa, de donde sólo logró salir para embarcarse en un buque inglés. Fué primero á La Habana, después á Nuevo Orleans, y ahí esperó dos años entregado al estudio de las instituciones políticas del país, que México se librara del yugo de la opresión.

Después, el libertador Alvarez le confió el Ministerio de Justicia y de Cultos. Ahí dejó huellas luminosas de su presencia,

introduciendo una reforma saludable. Los clérigos y los soldados, es decir, casi la mayoría de la nación, escapaban á la jurisdicción del derecho común; Juárez abolió sus privilegios é inmunidades. Comonfort, como Santa Anna, tuvo miedo de él y le alejó, confiándole el Gobierno de Oaxaca. Pero Juárez no era de aquellos á quienes se puede tener largo tiempo en la obscuridad y en la inacción. Fué preciso volverle á llamar, y á pesar de los esfuerzos de los oaxaqueños para conservarle entre ellos se encargó del Ministerio de Gobernación. Electo presidente de la Suprema Corte, se convirtió, por la defección de Comonfort, en presidente constitucional, en virtud de una legalidad indiscutible.

III.

Juárez no quiso ser sino el magistrado civil, personificación de la ley. Aunque tenía que dirigir una guerra, no vistió uniforme de gala, y siguió siendo, después de su elevación, como había sido en los diversos empleos que había desempeñado, simple, modesto, sobrio, desinteresado, enemigo de toda ostentación y de toda pompa, en un país en que los galones atraen y deslumbran á todos. Su origen indio le daba una fuerza que no había tenido ninguno de sus predecesores. Sobre ocho millones de habitantes, México contaba seis millones de indios, raza más inteligente que la negra, laboriosa y buena. Estos indios habían asistido hasta entonces con indiferencia, tratando sólo de no sufrir demasiado, á las luchas libradas entre los dos millones de criollos. Pero salieron de su entorpecimiento cuando se trató de uno de los suyos, y desde el primer día Juárez fué el jefe del pueblo. Se le unieron también, á causa de su probidad personal y del vigor de sus convicciones, todos los criollos que profesaban las ideas modernas. En cambio, el odio de las clases reaccionarias y clericales contra aquel hombrecillo incorruptible, invencible y que venía de tan abajo, no tenía límites.

Todo el ejército regular se había pasado á Zuloaga. Juárez, sin fuerza alguna, no pudo mantenerse en México, y trasladó su gobierno á Guanajuato, después á Guadalajara, en donde corrió un grave peligro. Un coronel en quien se había confiado, Landa, le aprehendió con sus ministros. Un piquete de solda-

dos entró á la sala en que estaban los prisioneros. «¡Fuego!» gritó un traidor; pero Juárez les miró con su mirada llena de autoridad, y los soldados no se atrevieron á disparar. Landa no se atrevió tampoco á insistir en la consumación de su crimen, y mediante un fuerte rescate, puso en libertad á los prisioneros, con gran indignación del partido que le había comprado. Pero la situación en Guadalajara era insostenible. El jefe de aquel gobierno que no tenía tropas ni capital, con ayuda de los americanos, se dirigió, por el Pacífico y por Nueva Orleans, á Veracruz, que había pronunciádose en su favor y rechazado á los insurrectos de México.

En Veracruz, Juárez gobernó y legisló como si hubiera estado en su capital. Decretó que toda persona que directa ó indirectamente prestara socorro á los individuos que habían desconocido al gobierno constitucional, suministrándoles dinero, víveres, municiones de guerra, perdiera por ese solo hecho el valor íntegro de las sumas ú objetos que hubiera entregado y fuese además condenada á pagar al tesoro público, en calidad de multa, el doble del dinero que hubiese suministrado ó del valor de los objetos que hubiese entregado (3 de noviembre de 1858). Con los revolucionarios franceses de 1789 y 1792, cuyas ideas compartía, Juárez tenía de común el odio al extranjero. Sus generales y sus amigos le instaban para que solicitara el socorro armado de los Estados Unidos, ó al menos aceptara entre sus soldados voluntarios de aquella nación; no lograron convencerle. «México, decía, debe resurgir y reconstituírse por sus propias fuerzas» Instruído por el ejemplo de Comonfort y por su propia rectitud, se negó también resueltamente á celebrar transacción alguna con los sublevados. «Se puede ser clemente con los rebeldes, añadía, pero después que se han sometido»

Decretó la nacionalización de los bienes eclesiásticos, el matrimonio civil, la supresión de las congregaciones religiosas. Su ley sobre los bienes de la iglesia era mucho más severa que la de Comonfort, punto de partida de la guerra intestina. Esta desamortizaba, aquélla confiscaba; la una era un acto de transacción, la otra era un acto de combate, reproducía la legislación eclesiástica de nuestra revolución.

Juárez vigilaba el exterior tanto como el interior. Habiendo tenido conocimiento de que en París, Almonte, y Mon, embajador de España, acababan de concluir un tratado que consagra-

ba pretensiones leoninas ya rechazadas por Comonfort, Juárez decretó su nulidad. Después, imitando á los romanos, que pusieron en venta el terreno en que acampaba Aníbal, convocó á los electores para que, en enero de 1861, en México, hicieran la elección presidencial.

La mayor dificultad consistía en vivir, en medio de la desorganización general. Para lograrlo, recurrió al producto de las aduanas, á préstamos de particulares, á la expedición de bonos pagaderos después de la guerra, y á la venta de los bienes del clero.

A pesar de su actividad y de su honradez, no pudo evitar un acto vergonzoso de deprecación cometido por los suyos, que no habían hecho hasta entonces nada semejante. Degollado, uno de los generales constitucionales, se apoderó en Laguna Seca, en el camino de Querétaro á Tampico, de una conducta de millón y cuarto de pesos que pertenecía á comerciantes extranjeros y que estaba encargado de custodiar. No era un robo, decía Degollado; era simplemente una *ocupación*. Juárez censuró tal acto y ordenó la inmediata restitución del dinero. Pero ya no se encontraron más que cuatrocientos mil pesos, que fueron enviados inmediatamente á Tampico, en donde fueron *ocupados* por otros jefes constitucionales. Juárez formuló una nueva censura y libró una nueva orden de restitución. Pero esta vez no se encontró más que la duodécima parte de la suma primitiva. Juárez decretó entonces la constitución de un fondo especial para completar lo que faltaba.

La conducta de los conservadores fué muy distinta: trataron á su desgraciada patria como país conquistado á sangre y fuego, y no sabiendo ni establecer entre ellos mismos la concordia. Zuloaga se volvió insoportable, y no conservaba el título de presidente sino porque á Miramón no le parecía llegado el momento de suplantarle. Pero, de hecho, este joven rapaz y cruel, sin corazón ni talento, era el verdadero dueño de la situación.

No logró, sin embargo, que saliera Juárez de Veracruz. Después de lanzar sobre esa plaza algunos centenares de bombas, se vió obligado á retirarse. Estuvo de regreso en México precisamente en los momentos en que su presencia podía servir para que su lugarteniente Márquez derrotara á Degollado. Entonces Miramón se mostró tal cual era. Ordenó que fuesen *pasados* por las armas todos los oficiales y jefes, y al pie de esa or-

den escribió: *Dios y Ley*. Márquez fusiló hasta á los médicos militares. Miramón ordenó también al mismo Márquez que fuera á la legación británica, acompañado de cerrajeros y soldados, y que sacara de la caja fuerte seiscientos mil pesos que se destinaban al pago de la deuda inglesa. Y contrató después con el banquero suizo, Jecker, un empréstito conforme al cual Miramón recibía setecientos cincuenta mil pesos en efectivo y entregaba bonos por valor de catorce millones.

Estas indignidades no aprovecharon á sus autores. Al contrario, hicieron que la mayoría del país se inclinara del lado del presidente legítimo. Veintiuno de los veintisiete Estados reconocieron su autoridad. El mismo Zuloaga se volvió contra su substituto y expidió un decreto en que revocaba á Miramón. Este contestó declarándose presidente. Pero el único poder regular era indiscutiblemente el de Juárez. Lo era de hecho, sin haber dejado de serlo de derecho. Todos los ministros extranjeros habrían debido reconocerle; pero sólo el de los Estados Unidos cumplió con ese deber. Los demás, especialmente nuestro ministro Gabrías, se limitaron á no reconocer á Miramón, absteniéndose de reconocer á Juárez.

En esto se presentó un embajador español, Pacheco, enviado á Miramón en virtud del tratado Mon-Almonte. Al desembarcar en Veracruz no fué á saludar á Juárez. Este, sin embargo, le dejó pasar y hasta le proporcionó veinte hombres, al mando de un coronel, para que le custodiaran hasta México. Pacheco encontró ahí á Miramón reemplazando á Zuloaga. Le reconoció como presidente, aunque no tenía en su favor ni sombra de legalidad. «Cuando se trata de una nación, dijo, la legalidad es un sarcasmo.»

El momento estaba mal escogido. Algunos días después, el ejército constitucional á las órdenes de González Ortega derrotaba en Silao al doble usurpador. El vencido, al regresar á México, en completa desbandada, trató de asirse á algo que detuviera su hundimiento en el abismo del desprestigio: reunió á veintiocho notables, de los cuales diez y nueve le eligieron presidente. Pacheco, inmediatamente después, le presentó solemnemente sus credenciales, le dijo un discurso y le rindió pleito-homenaje (22 de agosto de 1860).

Un nuevo ministro de Francia llegó también por entonces: Dubois de Saligny, en quien los fautores de Miramón tenían

encontrar menor apoyo que en su amigo Gabriac. Pero pronto se tranquilizaron. El recién llegado declaró, desde luego, que sus simpatías y las del emperador estaban de parte de Miramón, á quien habría presentado incontinenti sus credenciales, á no habérselo impedido el incidente del robo de los fondos de la legación inglesa. Dubois de Saligny no tuvo, por lo demás, que resistir largo tiempo á esa tentación. Miramón, después de un pequeño triunfo en Toluca, fué á librar batalla á González Ortega en Calpulalpan; pero al ordenar una carga, sus jinetes se volvieron atrás, quedando en pocos minutos terminado el combate (26 de diciembre de 1860) (1). Saligny no pudo, pues, manifestar su buena voluntad hacia Miramón, sino facilitándoles medios de huir, á él, al padre Miranda y á otros rebeldes.

Juárez entró solemnemente en México el 11 de enero de 1861, sin que cometieran excesos los triunfadores. El único acontecimiento trágico fué el siguiente: al entrar en México las primeras tropas liberales, un periodista conservador, Vicente Segura, exasperado por la derrota de los suyos, mató de un balazo, al grito de ¡Viva la Religión!, á un oficial del ejército constitucional, y los soldados de la víctima acribillaron á balazos á su matador. Pero la guerra civil quedaba terminada con el triunfo del Derecho.

IV.

Juárez fué magnánimo en la victoria. No hubo represalias, ni fusilamientos, ni destierros, pero sí amnistía para todos los que no continuaran con las armas en la mano. Alguien aconsejó al vencedor que asumiera la dictadura; pero él se rehusó á subordinar la ley á una dudosa necesidad del bien público, é insistió en dejar vigente la Constitución. Y fué así como obtuvo definitivamente el título de presidente (1.º de julio de 1861).

Sólo fué severo con Pacheco, con el embajador español que se había mostrado tan solícito en reconocer al elegido por los

1 Comunicación de Pacheco al ministro de Estado español, fechada 26 de diciembre de 1860.—NOTA DEL AUTOR

veintiocho notables, y que había prestado toda su ayuda al gobierno nacido de la insurrección. Libró orden de que saliera de México, sin más retardo que el estrictamente necesario para sus preparativos de viaje. «El Presidente, decía esa orden, estima y aprecia á España tanto como á las demás naciones sus amigas. Sólo, pues, por consideraciones exclusivamente personales hacia usted, se ha visto el gobierno obligado á tomar esta determinación; porque tiene que considerarle como uno de sus enemigos, á causa de sus esfuerzos en favor de los rebeldes usurpadores que ocuparon la capital durante los últimos tres años.» Ordenes iguales fueron comunicadas al Nuncio, por la ostensible participación que el clero había tomado en la guerra civil, así como y por las mismas razones, al ministro de Guatemala, al arzobispo de México y á cinco obispos. Saligny declaró entonces que su emperador estimaría como un insulto personal el ultraje hecho al representante del Sumo Pontífice y se indignó tanto como Pacheco por aquellos «actos de feroz brutalidad.» No había ferocidad ninguna en la expulsión de un embajador notoriamente favorable á los rebeldes. Tal acto estaba plenamente justificado por las reglas más vulgares del derecho de gentes.

Partió Pacheco dejando los archivos de su legación al cuidado del ministro de Francia, y en su viaje de México á Veracruz pudo apreciar en qué atmósfera de fanatismo vivía aquel pobre pueblo. A partir de Puebla, los habitantes de las aldeas ocurrían llorando y gritando, pidiendo su bendición á los obispos y acompañándoles leguas y leguas. En Veracruz, al contrario, se les recibió á pedradas y con gritos de muerte. El Gobernador Gutiérrez Zamora pudo á duras penas embarcar ilesos á los proscriptos.

Uno de los primeros actos gubernamentales del presidente fué confirmar solemnemente la legislación eclesiástica expedida en Veracruz. Así, la situación de la Iglesia quedó determinada: supresión absoluta del clero regular; el clero secular despojado de su opulento patrimonio, incapacitado para poseer, reducido á las contribuciones de los fieles, privado de todos los cargos oficiales, pues aunque elector, era inelegible. Por su parte, el Estado se volvía exclusivamente laico, despojándose de toda ingerencia en los asuntos eclesiásticos.

Ningún matrimonio tendría fuerza legal si no era contraído

ante el encargado del Registro Civil, pero no quedaba prohibido que antes ó después de ese acto se recibiera la bendición religiosa. Sólo si los que con ésta se contentaran, serían castigados con que la ley desconociese, por ignorarla, su unión.

El indito llevaba así al cabo la más audaz de las reformas referentes á las relaciones entre la Iglesia y el Estado. No imitaba nuestra Constitución Civil ni nuestro Concordato. Instituí una separación completa, la de nuestra Constitución del año III de la República, la que más tarde había propuesto Lamennais en *El Porvenir*. Es cierto que los Estados Unidos habían ya instituído esa separación, pero en un país en que los católicos estaban en infima minoría. ¿Que resultado daría tal innovación en una nación profunda y casi unánimemente católica? Todos se lo preguntaban con cierta inquietud (1).

V.

La autoridad de Juárez no era desconocida más que por el lugarteniente de Miramón, Márquez, quien á la cabeza de un millar de jinetes, forrajeaba, robaba, asesinaba, hacía fusilar al

1 Esta legislación de Juárez ha sido confirmada después de su muerte por el congreso de 1873. El papa no la ha reconocido y no hay nuncio en México. Pero todos los obispos mexicanos la han aceptado, hasta el fogoso arzobispo Labastida. Cuando volvió á su diócesis, después de la caída del imperio de Maximiliano, declaró que á todos los poseedores de los antiguos bienes del clero les perdonaban el cielo y él si pagaban á la iglesia una pequeña limosna que llamó *contenta*.

El gobierno mexicano mantiene con celoso cuidado su carácter laico, tanto en los grandes como en los pequeños negocios. El presidente no contestó á la notificación que se le hizo del advenimiento de León XIII. Ultimamente, la reina regente de España concedió una gran cruz al arzobispo de México, Alarcón, y como un mexicano no puede aceptar una condecoración extranjera sin la autorización del Congreso, el *ciudadano* Alarcón pidió y obtuvo la autorización respectiva sin hacer mención de su dignidad eclesiástica. El clero ha comprendido al fin, aunque no se le exigía, que es de interés social no consagrar religiosamente un matrimonio no autorizado por la ley. Un prelado venerable, arzobispo de Guadalajara, ha ordenado á su clero que no case á nadie que no presente acta matrimonial del registro civil.

Se me asegura que el clero mexicano ha encontrado en su independencia completa y en su liberación de las servidumbres regalistas, amplia compensación de la pérdida de su opulento patrimonio y que las contribuciones de los fieles proveen con largueza á los esplendores del culto.—NOTA DEL AUTOR.

ministro liberal Ocampo y daba muerte á los generales Degollado y Valle. El cónsul inglés en Veracruz, Mathew, único agente diplomático que no engañaba entonces á su gobierno, escribía á Lord Russell: «El infame Márquez prosigue sus rapiñas y sus asesinatos. Dos tentativas han sido hechas para provocar trastornos en la capital; pero han sido descubiertas y reprimidas á tiempo. Por más débil que sea el gobierno actual, los que tienen ante los ojos los actos atroces de bandalismo y de crimen, cometidos casi diariamente en la época de Miramón y de sus consejeros Díaz y Márquez, no pueden menos de bendecir el reinado de la ley y de la justicia. Los extranjeros, especialmente aquéllos que tan cruelmente sufrieron por el odio y la intolerancia, que son los dogmas de la Iglesia en México, no pueden dejar de apreciar la inmensa diferencia que hay entre el pasado y el presente. El presidente Juárez, aunque carece de la energía que exige la crisis actual (1), es un hombre recto y bien intencionado, excelente en su vida privada; pero el solo hecho de ser indio le expone á las mofas de la flor y nata de la sociedad española y á la hostilidad de los mestizos que pretenden grotescamente ocupar en México las más altas posiciones sociales» (2).

Para reestablecer el orden, dispersar las gavillas de bandoleros, reducir á Márquez á la obediencia y no aparecer débil, era necesario tener soldados y agentes de policía; es decir, dinero. Juárez había inmediatamente asegurado el pago de la deuda que los suyos habían contraído con el único acto de despojo que les fuera imputable: el robo de Laguna Seca; y aun estaba dispuesto á satisfacer los compromisos regulares de sus predecesores. Pero para eso también necesitaba dinero. Y el erario exhausto no tenía seis peniques (3) en caja; los recursos del gobierno no llegaban á la mitad de lo que se necesitaba sólo para los gastos indispensables; los extranjeros percibían el 79 p 8 de las rentas públicas; las tropas no habían recibido soldada desde hacía muchos meses; La Fuente, enviado con una misión

1 Esta es la sola inexactitud de este informe. Juárez demostró muy bien lo contrario. — NOTA DEL AUTOR.

2 Comunicación de Mathew á Lord Russell, 12 de mayo de 1861. — NOTA DEL AUTOR.

3 Mathew á Lord Russell, 27 de mayo de 1861; Dubois de Saligny á Thouvenel, 16 de octubre de 1861. — NOTA DEL AUTOR.

hacia París y Madrid, había tenido que retardar su viaje por no poderse disponer de la pequeña suma que se necesitaba; el Congreso no habría podido pagar los diez mil pesos que había ofrecido por la captura de Márquez, si el caso se hubiese presentado; en fin, se estaba en la completa imposibilidad de pagar, no ya el capital, que ni los intereses de lo que se llamaba *convenciones extranjeras* y que había sido causa del empobrecimiento del país.

Juárez, para procurarse dinero, recurrió á todos los medios. Comenzó por suspender el pago de la deuda interior; ofreció como garantía á los ingleses, sus principales acreedores, los bienes de la Iglesia que no habían sido vendidos y hasta el Palacio Nacional. A los ingleses les parecieron insuficientes esas garantías. Entonces se dirigió á los banqueros de México, y como no obtuviera nada de ellos, acabó por solicitar un empréstito de los Estados Unidos. Pero el caso era urgente, y antes de recibir la respuesta á su solicitud, se encontró en esta disyuntiva: ó volver al sistema de préstamos forzosos, de robos y de aumento excesivo de los derechos aduanales, ó suspender, como los otros pagos, el de la deuda exterior.

Era preferible suspender este pago. A Juárez le repugnaba hacerlo; el congreso vacilaba también. Por de pronto, la suspensión no fué decretada (3 de junio) más que por un año, y eso exceptuando las convenciones diplomáticas y la de Laguna Seca. Pero, urgido por la necesidad, en 17 de julio hizo extensiva la suspensión á todas las convenciones. Para bien significar que no se trataba de una bancarrota, decretó la creación de una junta de cinco miembros, dos de los cuales, al menos, deberían representar á los acreedores, para que se encargara de liquidar la deuda extranjera con el producto de los bienes eclesiásticos nacionalizados; introdujo toda clase de economías en el presupuesto de egresos, y aumentó ciertas contribuciones.

El decreto de suspensión no significaba, pues, que el gobierno mexicano faltara á sus compromisos: era el acto honrado de un deudor reducido al último extremo, que pide esperas á sus acreedores. Había sido tan previsible que esta medida tenía que dictarse, y era tan justo que fuera aceptada, que Lord Russell, en las instrucciones que había dado á Sir Charles Wyke, la había contado entre los acontecimientos posibles y la había resuelto favorablemente. Reco-

mendole á su ministro que obtuviera, evitando al mismo tiempo inmiscuirse en los asuntos interiores de México, el pago, con daños y perjuicios, de la suma robada por Miramón en la legación inglesa; y en caso de que no lo lograra, le autorizaba á recurrir á las fuerzas navales de S. M. Británica. Pero añadía que si Juárez accedía á entrar en arreglos, con respecto á los plazos en que debieran hacerse los pagos, el gobierno de S. M. sabía hasta qué punto tendría que ser indulgente, ya que los trastornos intestinos que había sufrido la República durante muchos años, habían dado por resultado natural empobrecerla, imposibilitándola para encontrar fondos suficientes para proveer á las necesidades urgentes de la administración civil y al cumplimiento de los compromisos contraídos con los gobiernos extranjeros y sus demás acreedores (30 de marzo de 1861.)

Sir Charles Wyke no se percató del alcance de estas excelentes instrucciones. Se dejó influenciar, como otros, por la sociedad reaccionaria de México. Sin dejar transcurrir el tiempo suficiente para darse cuenta de la verdad de la situación, dijo en las primeras comunicaciones á su gobierno, que el empleo de la fuerza era indispensable para obtener algo de aquel pueblo (27 de mayo), y en todas las siguientes continuó denigrándolo impiamente, contribuyendo así á que se emprendiera la intervención, cuyo curso trató más tarde de detener. Adulteraba los acontecimientos más naturales. Habiendo solicitado que se persiguiese y se castigase como ladrones á los agentes de Miramón que habían forzado las cajas de la legación británica, Juárez, que no tenía interés ninguno en defenderles ni en obtener su absolución, consignó el caso á los tribunales, y como éstos decidieran en su independencia de criterio y en una sentencia muy bien fundada, que el hecho que se imputaba á los dichos agentes no constituía el delito de orden común llamado *robo*, porque había sido una extorsión política que escapaba á la legislación civil ordinaria, el ministro inglés no vió en este fallo irreprochable más que una prueba de la parcialidad y de la degradación de la justicia mexicana.

Si Sir Charles Wyke, á quien se había prohibido entrometerse en la política interior del país, escribía esas cosas á su gobierno, imagínese lo que escribiría al suyo Saligny, enviado para que se entrometiera. Se había éste visto obligado á presentar sus credenciales á Juárez (16 de marzo de 1861), en cuyo

derrocamiento había trabajado; pero no por eso había cesado de hacer causa común con sus enemigos. Hacía que llegara á París el eco de las calumnias, de las exageraciones, de las profecías pesimistas con que se vengan los partidos vencidos. Todas sus comunicaciones se parecen; son toques de relato contra Juárez. «Todo el mundo está de acuerdo, decía en una, en proclamar la impotencia de la Constitución de 1857. En el estado de anarquía, mejor dicho, de descomposición social, en que se encuentra este desdichado país, es muy difícil prever el giro que tomarán los acontecimientos; sólo una cosa me parece demostrada: es la imposibilidad de conservar el *statu quo*; todo indica que llegamos á una nueva revolución. En tales circunstancias, me parece indispensables que tengamos en las costas mexicanas una fuerza material suficiente para proveer, suceda lo que suceda, á la protección de nuestros intereses» (28 de abril de 1861.)

Fácil es comprender los efectos del decreto de 17 de julio en ánimos tan mal dispuestos. El ministro Zamacona dió explicaciones leales y serias. «México, decía, en la imposibilidad de pagar sus deudas, á pesar de sus esfuerzos sobrehumanos, no intenta desconocerlas; espera, recuperando durante algún tiempo el monto total de sus rentas, restablecer su crédito, aumentar sus recursos, ponerse en situación, por medio de una estricta economía, de afrontar sus gastos sociales, y después saldar sus cuentas; y no cree dar una prueba de deslealtad á sus acreedores, al confesarles que, durante cierto tiempo, se encontrará incapacitado para cumplir sus compromisos».

No se quiso escuchar explicación ninguna. «Es imposible escribía Wyke, tolerar por más tiempo los actos ultrajantes é ilegales de un gobierno que no tiene respeto de sí mismo, ni sabe respetar sus compromisos más solemnes. Sólo medidas coercitivas lograrán forzarle á que abandone el sistema de explotación que le ha sido tan perjudicial como á los extranjeros que han tenido la desgracia de traer su capital y su industria á un país tan mal gobernado» (26 de julio). Saligny, mostrándose tan sorprendido cuanto furibundo, declaraba que sólo á cañonazos era posible tratar con gente tan bellaca, y rompió las relaciones diplomáticas y reclamó un castigo pronto y ejemplar (27 de julio de 1861).

Algunos días después, cae una bala en la azotea de la emba-

jada. Veinte músicos, seguidos de una multitud, entre la cual había muchos soldados con uniforme, habían pasado, deteniéndose y gritado: ¡Mueran los franceses! ¡Muera el Ministro de Francia! siguiendo después su camino. Saligny no pone el caso en el conocimiento del gobierno mexicano, no le pide que descubra á los culpables, sino que, tres días después, reúne al cuerpo diplomático y redacta y hace firmar una protesta colectiva que el ministro de Prusia se encarga de presentar (21 de agosto). El ministro mexicano se manifiesta sorprendido de que se haya tardado tanto en darle cuenta de un hecho al que nadie había dado importancia. Abierta la averiguación judicial respectiva, se reconoce que, en efecto, una bala ha sido encontrada en la azotea de la legación, pero no se obtienen pruebas de que esa bala haya sido dirigida contra el ministro francés ni se logra descubrir al que la había disparado. Saligny sigue yendo, viniendo, vociferando contra el gobierno, sin que nadie trate de hacerle callar ni de causarle mal alguno; y eso vuelve más increíble y fastidioso su estribillo de que los mexicanos son «malhechores á quienes sólo la fuerza puede meter en cintura.»

Entretanto, el congreso, que no había podido obtener del comercio de la capital un préstamo de cuatrocientos mil pesos para sus gastos del mes, decreta un impuesto de 1 % sobre los capitales mayores de dos mil pesos, aplicable lo mismo á los extranjeros que á los mexicanos. Saligny influye en los ministros extranjeros para que aconsejen á sus nacionales que se resistan, hasta por la fuerza, á pagar el impuesto. ¡Censurable violación de la independencia de un pueblo! Los diplomáticos que la cometían habrían merecido que se les condujera á la frontera ó que se les encarcelara; pues, aunque el impuesto sólo hubiera gravado á los extranjeros, el derecho de sus ministros para intervenir era discutible, puesto que todo gobierno es libre para expulsar á los extranjeros ó no admitirles sino bajo ciertas condiciones.

Wyke parecía decir con compunción *amén* á todo lo que se proponía Saligny. El acuerdo entre ambos parecía completo. Pero, en el fondo, sus miras no eran las mismas. Wyke no veía mal las cosas sino porque las veía con ajenos ojos; no tenía el plan preconcebido de una revolución en favor de un partido monárquico, no perseguía sino el cobro de sumas debidas, no tenía un designio político, como su colega el ministro

de Francia. Esta diferencia se hizo patente después de la ruptura de las relaciones: Saligny, gozoso de haber creado un *casus belli*, salió de México, absteniéndose de todo intento para reanudarlas; Wyke se quedó solo y entabló negociaciones con Zamacona. Le arrancó la concesión exorbitante de que Juárez reparara las fechorías de Miramón, la de que comisarios ingleses fueran admitidos en las aduanas y de que los créditos reconocidos fuesen pagados inmediatamente de lo que produjera el empréstito pendiente con los Estados Unidos. Este empréstito debía ser garantizado con hipoteca sobre grandes territorios nacionales; el congreso mexicano temió que esta hipoteca produjese un desmembramiento y desechó el tratado; pero, para demostrar que lo hacía por patriotismo y no por un sentimiento hostil á Inglaterra, derogó la ley de 17 de julio en lo referente á las convenciones diplomáticas y á la deuda contraída en Londres (28 de diciembre de 1861). Zamacona presentó su dimisión, y Wyke, desengañado, salió de México confesando que no tenía más que motivos de elogio para el ministro mexicano.

VI.

«Es peligroso, dice Maquiavelo, fiar en las promesas de los emigrados. Tanto se exagera en ellos el deseo de volver á su patria, que creen naturalmente muchas cosas falsas, añadiéndolas artificiosamente otras, y así, lo que creen y lo que aparentan creer engendran vanas esperanzas. Un príncipe debe, pues, ser muy circunspecto para fundar en lo que ellos aseguran una empresa cualquiera; porque ésta no le producirá más que la deshonra y graves perjuicios». Vamos á asistir á una triste confirmación de esta sentencia del pensador florentino.

Hidalgo, diplomático distinguido, de ideas monárquicas y amigo del respetable Gutiérrez de Estrada, que era su defensor en Europa desde el año de 1840, había, siendo secretario de la legación de México, visto á la emperatriz Eugenia en Biarritz, en 1857, y como la hablara de las dificultades pendientes entre España y México:—«Hace mucho tiempo, había dicho ella, que es necesario que se establezca un trono en vuestro país.» Estas palabras no fueron olvidadas. Hidalgo se las transmitió á Almonte, y éste, guiado por ese fulgor de esperanza, empren-

dió, después del fracaso de Miramón, la tarea de buscar una revancha para su partido, con ayuda de una intervención extranjera

Almonte era hijo natural del cura Morelos, uno de los iniciadores de la independencia; había primeramente pertenecido al partido republicano, y en 1829 había sostenido enérgicamente el proyecto de expulsión de los españoles, diciendo:—«No permaneceré en esta asamblea, si perdona á los verdugos de mi padre»; pero, despechado por haber sido vencido por un competidor á la presidencia, se había afiliado entre los monarquistas y así había llegado á ser ministro de Miramón en Parí y aprovechándose hábilmente de la facilidad que tenía de acercarse á la emperatriz, para obtener su apoyo á la idea de una restauración monárquica en México. La emperatriz proporcionó á Almonte entrevistas con el emperador, al cual inspiró aquél tanta mayor confianza cuanto que todo lo que decía era corroborado por los informes de Saligny, cuya misión era presentar á México tal como lo pintaban los emigrados en París.

Almonte decía:—«La sociedad mexicana es todavía monárquica, por las costumbres, los sentimientos, las ideas, las leyes, la religión, los intereses, las tradiciones, la educación. Hace apenas cuarenta años que está separada de la monárquica España y es un error pretender que, en tan corto período de tiempo, todo eso haya sido ahí desarraigado, transformado, al grado de convertirla en una sociedad semejante á la de los Estados Unidos. Tiende, pues, sin cesar hacia la monarquía. Pidió un rey á España, á raíz de su independencia, y no habiéndolo obtenido, creó el imperio de Iturbide, y aunque esta experiencia no haya tenido éxito por falta de monarca, la idea monárquica ha sobrevivido, como lo prueba el hecho de que el sistema de dictadura vitalicia, que fracasó con Santa Anna, tenga ahora en el mismo Santa Anna uno de sus propagadores »

Y Almonte añadía que la ambición de los Estados Unidos era el único obstáculo á tal renovación; que éstos eran adversarios del partido monárquico porque querían que México siguiera débil y dividido para devorarlo más fácilmente; que cada vez que una monarquía había surgido ó anunciado solamente su aparición, ellos la habían combatido; que el Gral. Scott, en su proclama de Jalapa, cuando la guerra que se terminó con la anexión de Texas, había dicho al pueblo mexicano:—«Hay entre

vosotros un partido monárquico, y como los Estados Unidos no pueden permitir que ese partido se levante y se transforme en gobierno, yo he venido á combatir con las armas ese partido, he venido á aniquilarle»; que en 1860, el enviado americano La Reintrie notificaba á los miembros del cuerpo diplomático de México que su gobierno «no negaba á las potencias europeas el derecho de pedir se les diera satisfacción por los daños y perjuicios sufridos por sus nacionales, ni tampoco el de obtener tal satisfacción por la fuerza, pero que sí les negaba el de entrometarse directa ó indirectamente en la independencia política de la república mexicana, y que defendería con todas sus fuerzas la nacionalidad y la independencia de dicha república.»

Finalmente, Almonte aseguraba que la monarquía era en México, al mismo tiempo, necesaria é imposible: necesaria, porque sin ella no podía vivir el país; imposible, porque los Estados Unidos no la permitían. Pero que, estando en aquellos momentos desgarrados por una guerra intestina, se tenía una ocasión única, por decirlo así, providencial, para volver en sí á un pueblo oprimido, para ayudarle á seguir sus inclinaciones naturales, á librarse de una facción que ocultaba su carácter de minoría con el estruendo de sus violencias; y que sería ésa una obra de justicia, una labor humanitaria, digna del soberano que se había impuesto la misión de manumitir á los pueblos.

Y para mejor captarse la voluntad del emperador, Almonte había exhumado, de uno de sus escritos de Ham, referente al canal de Nicaragua, el proyecto de un Estado central latino, que, dividiendo la América en dos partes, se elevara como una muralla contra la ambición de los Estados Unidos; y decía que, volviendo á esa admirable concepción, el emperador protegería al viejo mundo contra las invasiones insolentes del nuevo, aseguraría la defensa de las colonias europeas, como las Antillas y las Filipinas, abriría á nuestro comercio ricos mercados, establecería el equilibrio, no sólo de Europa sino del mundo, y haría tanto por su propia gloria cuanto por la felicidad de México.

VII.

De todos estos argumentos, no había ninguno que no fuera falaz. Precisamente porque los mexicanos habían estado du-

rante tres siglos sujetos á una monarquía despótica, la palabra y la cosa les causaban horror, y el ejemplo de Iturbide, que se invocaba en su favor, era una prueba de su imposibilidad. Iturbide, personalmente, á pesar de la repugnancia que inspiraba su gobierno, era tan poco aborrecido, que, al derrocarlo y desterrarle, se le decretó una pensión de cien mil pesos anuales; y sin embargo, cuando intentó recoger su corona, se le fusiló. Existía, sin duda, un partido monárquico; pero se debilitaba día á día, y su historia no era más que la de una larga serie de derrotas. Desde 1829 se había adquirido la prueba de su incapacidad para hacerse aceptar ó imponerse, y de la puerilidad de sus ilusiones. Había hecho creer al gabinete de Madrid que bastaría que fuerzas españolas se presentaran en Veracruz para que el país entero se levantara contra la república. El brigadier Barradas partió de La Habana el 5 de julio de 1829 con cuatro mil hombres; desembarcó en la desierta playa del cabo Rojo, y creyendo segura la adhesión de los habitantes, despidió sus barcos por inútiles. Cercado en Tampico por Santa Anna, habiendo perdido dos mil quinientos hombres á causa del combate ó del vómito negro, capituló al fin con armas y bandera. Desde esta aventura y bajo la infiltración continua de las ideas americanas, la repulsión contra la monarquía se había aumentado y se manifestaba tanto en el odio que se tenía á los españoles, como en las simpatías que se sentían por los franceses, apóstoles del nuevo régimen. En la hacienda de San Vicente, siete españoles fueron asaltados, pero sólo seis fueron asesinados, porque al otro se le ocurrió gritar que era francés (1).

Creer que la guerra de Secesión creaba probabilidades de éxito era infantil. Al día siguiente de la emancipación de la América del Norte, Vergennes decía: «Estos países serán presa de los anglo-sajones, que, como han acabado con los indios, acabarán con los latinos en toda la América». Esta profecía habría podido ser desmentida si hubiéramos conservado la Luisiana, en donde habríamos podido trabajar en la constitución de un Estado central europeo en medio de las dos Américas. Antes de resolverse á cederla, el Primer Cónsul, comprendiendo la

1 Discurso del marqués de la Habana en el Senado español, 22 de diciembre de 1862.—NOTA DEL AUTOR.

gravedad del acto que iba á realizar, conferenció con dos ministros: Barbé-Marbois y Drecais. Este se opuso enérgicamente al abandono de una posesión tan valiosa; Barbé-Marbois, al contrario, aconsejó que se vendiera, invocando necesidades militares del momento. Bonaparte se adhirió á esta opinión. «Acaso, dijo, se me objetará que los americanos, dentro de dos ó tres siglos, llegarán á ser demasiado poderosos con respecto á Europa; pero mi previsión no puede abrazar temores tan remotos, y, además, puede esperarse que surjan en la Unión rivalidades intestinas». Firmada la cesión, los plenipotenciarios se levantaron, se estrecharon la mano, y el americano Livingstone, con la faz radiosa, exclamó: «He vivido largo tiempo; pero éste es el día más bello de mi vida. Desde hoy, los Estados Unidos son una potencia de primer orden». Desde entonces, en efecto, el predominio de los Estados Unidos en América tomó un carácter fatal. ¿Podía, en 1861, creerse seriamente que se lograría destruir la potencia colosal que el Primer Cónsul había ayudado á fundar en 1801? Para plantarse en el centro de América, dividirla en dos y detener la expansión de los Estados Unidos, habría sido necesario sostener contra ellos una guerra formidable, en la cual habríamos sucumbido.

La Secesión, que se presentaba como una probabilidad de éxito, volvía la empresa más descabellada. La victoria del Norte no era dudosa para los espíritus observadores, y si en las cancillerías no se creía en ella, nosotros, es decir, el público, no habíamos cesado de considerarla indefectible. Al día siguiente de esta victoria, la confederación, reformada, teniendo un ejército numeroso, listo y aguerrido, habría pronto arrojado al mar á la nueva monarquía. E igual cosa y con más seguridad, habría sucedido si el Sur hubiera triunfado. Del Sur habían partido los filibusteros que habían preparado la anexión de Texas; había sido un presidente suriano, Buchanan, quien, en otro tiempo, en un mensaje, había denigrado á México más que ningún emigrado mexicano lo denigraba en París para preparar un nuevo desmembramiento y una nueva anexión; y el primer uso que habría hecho la confederación esclavista, de su ejército ebrio de triunfo, habría sido desembarazar á su vecina de la intrusa monarquía, mediante un salario territorial que habría consolidado su propia vitalidad.

Para constituir un imperio latino, habría sido necesario tener

latinos. Fuera de Italia, ya no los había en Europa, y existían menos que en cualquiera otra parte en México, cuya población está compuesta, en su gran mayoría, de indios y de mestizos. En realidad, se jugaba con las palabras: latino significaba católico, y en ese sentido sí hay razas latinas que oponer á las razas anglo-sajonas. Lo que se pedía, pues, al emperador, era que se lanzara á una guerra de religión en provecho del catolicismo y contra el protestantismo, y que practicara en América, por medio de la institución de un gobierno clerical y monárquico, la detestable política de proselitismo que había inspirado á Luis XIV la revocación del Edicto de Nantes. Ese era en el fondo al pensamiento de los emigrados. No trataban de restaurar la monarquía, sino de establecer una en la cual fuese el catolicismo religión de Estado, que restituyera al clero la educación y el estado civil, sus inmunidades y su patrimonio, y que anulara la venta de los bienes de la iglesia. No descubrían demasiado tales intenciones, pero era el punto secreto sobre el cual estaban de acuerdo, sin darse cuenta de que, si arrastraban por sorpresa al emperador á realizar esa especie de Dragonadas, se abstendría de continuarlas luego que viera á donde se le quería llevar.

En vano busco un *gran pensamiento* en el cúmulo de incoherencias que implicaba una expedición que tenía por objeto crear un imperio de antiguo régimen en el centro del continente americano. Porque, en cualquier caso, el éxito era radicalmente imposible, y en política lo que es imposible no es grande: es necio. No había, pues, que hacer caso de los sueños de los emigrados: engañaban y se engañaban. El gobierno republicano no era la expresión de una minoría opresora; representaba la verdadera opinión del país, manifestada por medio del sufragio universal, en escrutinios secretos. Su jefe, leal y capaz, acababa de triunfar de la insurrección, de reconquistar su capital, de poner fin á la guerra civil; contenía valientemente las pasiones anárquicas, resultantes de un largo período de lucha; y había que tomar en cuenta que la fuerza de las circunstancias ponía trabas á su voluntad, que concluir con el un concordato financiero, que aconsejarle que negociara con el papa un concordato eclesiástico, que enviarle en fin hombres de negocios para ayudarle á restablecer el orden, y no soldados para derrocarlo. Y era ésa la opinión de todos los extranjeros serios, no mezclados en las

especulaciones de bonos mexicanos. Una expedición militar no respondía ni á las exigencias de la justicia ni á las de la política. Se comprende el empleo de la fuerza contra quien puede pagar y se rehusa á hacerlo; pero es inicuo é irracional emplearla contra quien no tiene un cuarto.

Pero el emperador, extraviado por los informes furibundos de agentes apasionados, envuelto en una nube de mentiras y de ilusiones, se negó á escuchar las explicaciones del enviado mexicano La Fuente. Contra toda justicia y toda razón, se obstinó en imputar á Juárez las fechorías de sus adversarios; no quiso recordar que sólo para Dios es factible restablecer el orden en el caos y que al día siguiente de una tempestad la mar queda durante algún tiempo gruesa y mugidora. Hasta llegó á considerar al presidente mexicano, á quien habría respetado si le hubiese conocido, como un infame, como un perjuro, como un monstruo atroz vomitado por la anarquía; y eso lo creyó tan sinceramente como otros, por haberlo oído decir á Víctor Hugo, creían que él era un Tiberio.

La idea de establecer una monarquía en México no le arredró, por lo tanto, y aceptó colaborar en la empresa. Pero no hay monarquía sin monarca.—«¿Tenéis uno?» preguntó; é Hidalgo, Almonte y Gutiérrez de Estrada designaron á Maximiliano. Recurrir á un archiduque de Austria era una vieja idea de los monarquistas mexicanos: ya se la encuentra en el plan de Iguala, proclamada por Iturbide. Gutiérrez de Estrada la había antaño sostenido. Maximiliano, príncipe que tenía reputación de liberal, de entusiasta, de ligero, de ambicioso, casado con una mujer más ambiciosa todavía, disgustado con Francisco José, ante quien se presentaba como competidor, aceptaría, no cabía duda, la corona que se le ofrecía, y que le permitiría salir airoosamente de su falsa situación. El emperador, no sólo no hizo objeción á tal candidatura, sino que, por razones que no dijo, ella acabó de decidirle á prestar su apoyo á la empresa. Hizo que se sondeara la voluntad de Francisco José. Este, encantado de alejar á su hermano, contestó que, por su parte, daba su aprobación, pero que respetaría la libertad de Maximiliano. Rechberg, enviado á Miramar, comunicó el proyecto al archiduque, quien ya lo conocía indirectamente y lo aceptó sin vacilar, bajo dos condiciones: que sería lla-

mado por el pueblo mexicano y sostenido por Francia é Inglaterra (18 de septiembre de 1861).

VIII.

Pusiéronse manos á la obra. Thouvenel, después de haber aprobado la ruptura de relaciones diplomáticas operada por Saligny y Wyke, propuso al gabinete inglés regularizar el acuerdo iniciado en México entre ambos representantes y concertar una expedición común, tal como la que había tenido tan buen éxito en China. Preguntaba además si no se pulsaba inconveniente en que se les asociara España, que hacía en La Habana preparativos para vengar la expulsión tan merecida de Pacheco (5 de septiembre de 1861). Puesto al corriente de estos proyectos por su embajador en París, el perspicaz Mon, el gabinete español tomó la delantera y ofreció su cooperación en términos que le parecían aceptables.

La expedición tendría dos objetos: 1º satisfacer á las potencias quejosas; 2º poner á los partidos beligerantes en condiciones de organizar un gobierno que ofreciese seguridad en el interior y garantías en el exterior, siendo lo segundo tan importante como lo primero. (1)

El emperador, que aprovechaba toda ocasión de manifestar su simpatía al país de la emperatriz, había recibido favorablemente estas sugerencias. Seguro de la aceptación de Maximiliano, salió de las generalidades y Thouvenel explicó detalladamente cómo se obtendría el segundo de los fines que España señalaba á la expedición: «Se tenían motivos para creer que, desde la llegada de los aliados á México, surgiría un partido monárquico, cuyo triunfo vería con gusto el gobierno francés. Este, previendo tal cosa, había examinado cuáles eran los príncipes de familias reinantes que estaban en situación de ocupar el nuevo trono, y como había pensado que un príncipe de las naciones expedicionarias provocaría rivalidades, creía preferi-

1 Esta comunicación de Mon se explica por las del 16 de septiembre y del 9 de octubre al embajador español en Londres, Istúriz, y por la del ministro de Francia, Barrot, del 9 de octubre.—NOTA DEL AUTOR.

ble no contar con ninguno de ellos, y parecía que Maximiliano se presentaba como primero y más apto, por sus cualidades personales, edad, costumbre de mandar etc. etc.» (13 de octubre de 1861). Madrid no hizo objeción ninguna, aunque más tarde, sin gran insistencia, Calderón Collantes propuso á un príncipe de la casa de Borbón. (1)

Londres no dió una contestación tan favorable: allá se consentía en proseguir de común acuerdo el cobro de las deudas, pero no se aceptaba ingerencia directa ni indirecta en la tarea de dotar á los mexicanos de un buen gobierno: ése era asunto de ellos y no de Inglaterra. Lord Russell multiplicó las explicaciones para que no hubiera malas inteligencias. «En pocas ocasiones, decía, podría emprenderse una intervención extranjera con menores probabilidades de éxito. De los dos partidos que dividen el país, el uno temerá que la intolerancia religiosa se restablezca al establecerse una iglesia preponderante; el otro temerá que se instituya la libertad de cultos y ambos se unirán para rechazarnos. Los Estados Unidos no podrán ver sin alarmarse que Europa se entrometa en las discusiones domésticas de una república vecina. Aun sin reconocer las extravagantes pretensiones de la doctrina Monroe, no sería prudente provocar ese sentimiento hostil sin una causa excepcionalmente grave y sin un fin racionalmente accesible. Mas si el hecho de procurar, por medio de operaciones navales y militares, el cumplimiento de los compromisos que México ha contraído con nosotros, hiciera surgir ahí un gobierno fuerte, S. M. se regocijaría de ello, aunque ahora cree que es más fácil obtener ese resultado guardando el respeto debido á una nación independiente, que enviándola fuerzas invasoras» (2).

Hasta parece que Lord Russell se negaba á firmar la convención si Thouvenel y los españoles no se comprometían solemnemente á no coartar en manera alguna la voluntad de los mexicanos. En todo caso, los ingleses exigían que las tres potencias estipularan que no emplearían sus armas en algo que no fuera el cobro de las sumas que México les debía.

1 Comunicación á Mon, 9 de diciembre de 1861; discurso de Mon, 7 de enero de 1863.—NOTA DEL AUTOR.

2 Comunicación de Lord Russell á Cowley, 30 de septiembre de 1861.—NOTA DEL AUTOR.

Thouvenel objetó á esta exigencia que se desalentaría el país, que hacía esfuerzos por salir de la anarquía, si se le quitaba toda esperanza de apoyo. «Por lo demás, añadía, ¿á qué explicarse sobre eventualidades que probablemente no se realizarán?. Digamos lo que haremos y no lo que no haremos en inciertos supuestos». (1) Esta última consideración, que dejaba á Inglaterra libre de detenerse si la expedición tomaba un giro que no la conviniera, la decidió á ratificar la convención, que, aunque negociada en París, fué firmada en Londres, como queriendo dar á entender que consagraba ideas é intenciones inglesas.

No comprendo cómo se ha encontrado ambigüedad en este tratado. Es perfectamente límpido y no podía dar margen á equívoco alguno, ateniéndose á su letra. Estaba fundada en la necesidad en que la conducta arbitraria y vejatoria de las autoridades de la república mexicana habían puesto á las potencias, de exigir una protección más eficaz para las personas y bienes de sus nacionales, así como la ejecución de obligaciones ya contraídas. Fuerzas de tierra y mar, combinadas, cuyo número se fijaría ulteriormente, tenían que tomar y ocupar las fortalezas y demás posiciones militares de los mexicanos, estando los comandantes de las fuerzas aliadas autorizados para efectuar las otras operaciones que, en caso dado, se juzgaran conducentes al fin especificado ó solamente á dar seguridades á nuestros súbditos. Las partes contratantes se comprometían á no procurar por sí mismas ninguna adquisición de territorio ni ninguna ventaja particular y «á no ejercer en los negocios interiores de México ninguna influencia capaz de menoscabar al derecho de la nación mexicana para escoger y constituir libremente la forma de su gobierno». Esta convención tenía que ser comunicada á los Estados Unidos, invitándoles á que se adhirieran á ella.

Los Estados Unidos negaron su adhesión. La independencia de México ha sido siempre uno de los fines esenciales de su política: sólo ellos creen tener el derecho de destruirla. Sin embargo, el hábil secretario de Estado de Lincoln, Seward, no creyó oportuno recordar tal cosa. En una forma grave, que apenas dejaba sentir cierta ironía, manifestó su satisfacción de que las altas partes contratantes no quisiesen ejercer influencia algu-

1 Thouvenel á Flahaut, 14 de octubre de 1861.—NOTA DEL AUTOR.

hacer responsable á una nación de los crímenes de una horda de bandidos»; aunque, por lo mismo, no se había pensado en él sino en el mariscal Serrano, gobernador de La Habana, lo cierto es que Prim había ido á Vichy, se había captado la voluntad del emperador Napoleón y había obtenido que pidiese que fuera nombrado, concediendo, para lograr tal nombramiento, que España enviara seis mil hombres en lugar de dos mil cuatrocientos cincuenta y cinco, lo cual daba á la expedición un carácter casi exclusivamente español. Prim habría querido que ese carácter se acentuará más todavía nombrándole á él jefe de la pequeña tropa francesa; pero no se creyó posible dejar subordinado á un almirante francés, investido del mando militar y de plenos poderes políticos, á un general extranjero, entre otras razones porque Jurien no habría jamás consentido en ello.

X

Las instrucciones dadas á los plenipotenciarios ingleses fueron cortas y claras. Como no se tenía nada que ocultar, estaban calcadas en los términos de la convención de Londres: «Tendréis mucho cuidado en observar estrictamente el artículo de la convención que estipula que ninguna influencia se ejerza en los asuntos interiores de México. Si alguno de los partidos que ahí luchan, os pidiere *vuestra opinión*, diréis que cualquier gobierno regular que proteja los intereses y las vidas de los indígenas y de los extranjeros é impida que los súbditos británicos sean atacados ó molestados en sus ocupaciones, propiedades, religión, podría tener la seguridad de ser moralmente sostenido por el gobierno inglés». Y Lord Russell ni siquiera iba hasta donde llegaba la convención, que preveía la marcha de los aliados hacia el interior del país: prescribió formalmente que, si querían marchar sobre México los otros aliados, Inglaterra no les siguiera.

Las instrucciones francesas y españolas, absolutamente idénticas, se extendían en explicaciones confusas, como para ocultar sus secreto designio. Pero, hecha á un lado la fraseología capciosa, podían reducirse á dos términos muy simples: recomendaban que no se emplearan medios *directos* y coercitivos, sino para obtener las satisfacciones materiales á que se tenía derecho; que no se interviniera en los asuntos del país; que no se ejerciera presión ninguna sobre la voluntad de la población,

PERO se referían con desprecio y cólera al gobierno de Juárez, que no ofrecía ninguna garantía de estabilidad, y, añadían, que «*si la parte sana de la población, fatigada de la anarquía, ávida de orden, se resolvía, en vista de la presencia de las fuerza aliadas, á hacer un esfuerzo para salir del estado de disolución social en que su país estaba sumergido, lejos de desalentarla en tal esfuerzo, se la debía dar un apoyo moral que sería inhumano rehusarla*» (1).

El verdadero pensamiento de la expedición se encontraba en ese PERO. La protección de los nacionales era el pretexto: el objeto principal era la ruína de la república mexicana, es decir, de Juárez, puesto que él era su personificación. «La expedición combinada, decía Billault en un discurso pronunciado en la cámara de diputados francesa en 27 de junio de 1862, había sido organizada contra el gobierno de Juárez; había partido con la esperanza de provocar una reacción para que el pueblo mexicano creara un gobierno serio y regular, y sabiendo que no se podía tener confianza alguna en las promesas de Juárez, que no era posible ninguna negociación con él y que era preciso derribarle por la fuerza».

En vano se añadía que, Juárez derribado, se dejaría libre al pueblo mexicano para darse la Constitución y el gobierno que quisiera; que no se atentaría á la libre manifestación de su voluntad. La conciencia humana, con la voz de la historia, contesta que ésos son sofismas embusteros, que nada hay más atentatorio contra la independencia de un pueblo, que la invasión de su territorio á mano armada, con el designio de quitarle la Constitución que se ha dado y al hombre á quien ha otorgado su confianza. Pretender que se le devuelve su soberanía invitándole á votar al abrigo de las bayonetas extranjeras, es añadir la burla á la violación del Derecho. El principio de las nacionalidades no sanciona esos disfraces de la verdad, no la reconoce en la caricatura que se quiere hacer pasar por su faz verdadera. El poderoso orador español Ríos Rosas lo demostró en un discurso pronunciado en las Cortes el 13 de enero de 1863: «La idea de intervención es la idea madre del tratado; se encuentra en su fondo, si no en su superficie. Aunque se promete encerrarse en

1 Comunicación á Jurien, 11 de noviembre de 1861, y á Prim, 17 del mismo mes y año.—NOTA DEL AUTOR.

los límites de la razón y de la voluntad nacional, éstas no son más que las hipocrecías necesarias á todas las intervenciones». El *apoyo moral* que se ofrecía á los que se levantaron bajo la protección de los soldados extranjeros, era en realidad el apoyo material menos disfrazado; porque el *consejo* que se da con las armas en la mano, es una orden, y ninguna intervención opresora se ha ejercido sobre ningún pueblo sin cubrirla de protestas de respeto hacia la voluntad nacional. Cuando, en presencia de una guerra civil mucho más terrible y sanguinaria que la que desolaba á México, los aliados invadieron nuestro territorio, Brunswick decía en su manifiesto famoso á la nación francesa: «Convencidos de que *la parte sana* de la nación francesa abomina de los excesos de una facción que la subyuga, y de que el mayor número de los habitantes de este país espera con impaciencia la hora en que se les apoye, para declararse abiertamente contra las empresas odiosas de sus opresores, S. M. el Emperador y S. M. el rey de Prusia, les llaman y les invitan á volver sin tardanza al camino de la razón y de la justicia, del orden y de la paz. Y con estas miras, el infrascrito, general comandante en jefe de los dos ejércitos, declaro: 1º que arrastrados á la guerra actual por circunstancias irresistibles, las dos cortes aliadas *no se proponen más objeto que la felicidad de Francia*, sin pretender enriquecerse con su conquista; 2º *que no intentan inmiscuirse en el gobierno interior de Francia.*»

En 1814, los aliados, en nuestros departamentos invadidos, proclamaban también «que no venían á imponer un gobierno á Francia ni á violentar la voluntad de sus habitantes». En París, declaraban «*que obsequiando el deseo de la nación francesa, no tratarían ya con Napoleón ni con ningún miembro de su familia, y que reconocerían, garantizarían la Constitución que se diera el pueblo.*» Invitaban al Senado á que designara inmediatamente un gobierno provisional que proveyese á las necesidades de la administración y preparase la Constitución. Así, «la voluntad de los aliados, como dice el barón Fain, no aparecía sino como apoyando la nuestra, y la opresión que seiscientos mil extranjeros ejercían sobre nuestro infortunado país se llamaba la liberación de Francia».

Napoleón III iba, pues, á hablar al pueblo mexicano el lenguaje con que al francés le habían hablado Brunswick y los coaligados en 1814! El también llamaba *liberación* á la opre-

sión extranjera, fingía hipócritamente respeto por una independencia que pisoteaba, pronunciaba contra Juárez una sentencia de exclusión, semejante á la que, contra su tío, había pronunciado Alejandro de Rusia! Antes de saber como saldría de la trampa en que había caído al ocupar á Roma, iba á exponerse á caer en otra más lejana! Impotente para moderar en su origen el absolutismo teocrático, iba á restaurarlo en los confines del mundo, como para volver, por gusto, á encontrarse en intrincadas circunstancias! Su nombre, que era afirmación de los principios que los mexicanos trataban de implantar, iba á convertirse en enseña de una empresa de antiguo régimen! Acababa de inaugurar en Europa la política de las nacionalidades, y enviaba á México un ejército para hacer lo mismo que había impedido que los austriacos hicieran en Italia! Había escrito recientemente á Víctor Manuel: «No seré yo, hijo del sufragio popular, quien pretenda pesar sobre las decisiones de un pueblo libre», y, haciendo algo peor, iba, á sangre y fuego, á romper las instituciones de un pueblo libre!

¿Cómo explicarse que aquel espíritu justo, generoso, bien intencionado, se haya descarriado de manera tan lamentable? No tenía para ello motivo despreciable. Hay que hacer á un lado el asunto Jecker como causa determinante; pues, aunque parece probado que una especulación á que ese asunto dió margen, iba envuelta en la expedición; aunque se ha asegurado que Morny era uno de los principales interesados en esa especulación (1), y yo no puedo afirmarlo ni negarlo, sí puedo asegurar de la manera más formal, que el emperador no tomó ni un solo minuto en consideración el crédito Jecker, del cual no había oído hablar ciertamente, para resolverse á enviar sus tropas á México. No tenía tampoco ningún motivo de ambición. Los conservadores mexicanos, que fueron los primeros en pintar con negros colores sus designios, cuando renunció á sostener á

1 Una supuesta carta de Jecker, publicada entre los papeles secretos del Imperio, es la sola prueba que conozco contra Morny. Pero este documento carece de autenticidad. Gaulot, en su notable obra sobre México, cita una nota manuscrita de Bazaine así concebida: «Nunca se ha tratado en las comunicaciones ni en las instrucciones de los diferentes ministros al comandante en jefe del ejército, de algún interés que tuviera el Sr. duque de Morny en la solución de tal ó cual negocio financiero»

—NOTA DEL AUTOR.

todo trance sus extravagantes pretensiones, han contado que uno de los objetos de la intervención francesa fué apoderarse del Estado de Sonora. Seward hasta llegó después á escribir á ese respecto comunicaciones infundadas. Es posible que algunos embaucadores, atribuyéndose una importancia que no tenían, hayan concebido esa idea; pero es falso que el emperador ó sus ministros hayan pensado un instante en apropiarse ni una parcela del territorio mexicano.

La influencia de la emperatriz ha sido más especiosamente alegada como explicación de la conducta de Napoleón III en aquella coyuntura. Española, se dice, Eugenia abrazó con pasión el proyecto de ayudar á su patria siempre amada á vengar las injurias que de México había recibido; católica, creyó piadoso socorrer á la Iglesia perseguida; soberana francesa, quiso que volvieran á su marido las simpatías de los católicos, que se había enajenado con sus complacencias para con Italia. Y se añade que su imaginación inclinada á lo caballeresco se inflamó ante aquellas perspectivas de honor y de gloria; que empleó toda su fuerza de elocuencia y de seducción en convencer al emperador, tanto más accesible á su ascendiente cuanto que tenía faltas íntimas que hacerse perdonar. Pero Napoleón no sufría ciegamente la influencia de nadie, y cuando se le arrastraba adonde no quería ir, no tardaba en escaparse, porque sólo era firme su conducta cuando era hija de su reflexión. Si cedió, pues, á las instancias de la emperatriz, fué porque tenía también razones propias, que no eran el interés español ni el del clero mexicano; y si, para dar aspecto grandioso á una empresa que demasiado visiblemente comenzaba á aparecer como incorrecta y atolondrada, adoptó más tarde la tesis de los emigrados acerca de la influencia de la raza latina, que era preciso establecer en América, contrabalanceando el poder de los Estados Unidos, no pudo seriamente creer en tal cosa. Su verdadero motivo fué otro.

Inconsolable por no haber realizado su programa «de los Alpes al Adriático» y de no haber borrado de la historia de su raza la mancha de Campo Formio; resuelto, sin embargo, á no volver á Italia, andaba en busca de medios de obtener por la astucia lo que ya no pensaba en arrancar por la fuerza. Había propuesto al gabinete inglés que aconsejara al mismo tiempo que él la venta de la Venecia, y Palmerston y Russell se habían apre-

surado á acceder á ello, porque habían pensado que si el *statu quo* dejaba á Italia más ó menos dependiente del emperador, la liberación de la Venecia la devolvía la libertad de la ingratitud; pero la reina se había opuesto, aconsejada por el príncipe Alberto, que contrariaba siempre á los *dos maestros de italiano*. «Consignar en una nota, decía ella á Lord Russell en 10 de diciembre de 1860, una serie de argumentos para probar que Inglaterra encuentra conveniente que Austria venda ó ceda la Venecia, sólo podría servir como un argumento para justificar más tarde una agresión del Piamonte, con objeto de realizar lo que Inglaterra habría recomendado». En el otorgamiento de un trono al archiduque Maximiliano, Napoleón entrevió una manera inesperada de encaminarse á la manumisión de la provincia cautiva; esperó que, satisfecho del donativo hecho á su familia (1), Francisco José consentiría tal vez más tarde en deshacerse de la Venecia, á cambio del derecho de extenderse siguiendo el Danubio. «El espectro de la Venecia, escribía Nigra á Ricasoli, vaga por los salones de las Tullerías». Ese espectro tomó la mano de Napoleón III y la hizo que firmara la orden de derrocar á Juárez para que cediera el lugar al archiduque austriaco (2).

1 Grammont, embajador en Viena, escribía á Thouvenel con fecha 26 de enero de 1862: «Por lo que ve al asunto de México, se nos agradece mucho, y el archiduque Maximiliano es quien más nos lo agradece».—NOTA DEL AUTOR.

2 Thouvenel á Flahaut, en 26 de septiembre de 1861: «Austria tiene bastantes archiduques para dar uno á los mexicanos, y, en lo que nos concierne, no tendríamos nada que objetar. *Quién sabe si una combinación de ese género nos ayudaría al arreglo de la cuestión de Italia.*» El mismo Thouvenel á Grammont, 24 de diciembre de 1861: «La intención bien determinada del emperador, cuando las circunstancias lo permitan, es liquidar en Oriente la cuestión de Italia».—Ricasoli á Nigra, febrero 10 de 1862: «Por lo que ve á México, veo ahí el desarrollo de un importante porvenir que puede ser provechoso para Italia».—Vimercati, muy bien instruido de lo que pasaba en las Tullerías, es más explícito aún dirigiéndose á Castelli, 16 de febrero de 1862: «El trono de México ofrecido á Maximiliano de Austria, es una concesión de la cual S. M. Imperial cuenta prevaleerse para que tengan, cuando sea tiempo, buen éxito sus proyectos de conciliación con el gabinete austriaco para la cesión de la Venecia».—NOTA DEL AUTOR.

XI (1).

El discurso del emperador (27 de enero de 1862) en la apertura de la sesión del cuerpo legislativo, fué muy lacónico al referirse á las cuestiones exteriores. Explicaba rápidamente la expedición de México por la necesidad de proteger á nuestros nacionales y de reprimir atentados contra la humanidad y el derecho de gentes.

Las pasiones, que se agitaban en las conversaciones y en las polémicas periodísticas, se dieron libre pábulo en la discusión de la *adresse* (2), en la cual podía decirse todo lo que se pensaba, sin temor de una reprimenda.

1 Este párrafo no pertenece al capítulo de la obra de Ollivier en que se comienza á tratar de los «asuntos» de México: lo he formado entresacando de los capítulos siguientes, fragmentos directamente relacionados con dichos asuntos. Pero hay otros que indirectamente se refieren á ellos y que es bueno conocer. Así, refiriéndose á la guerra de Secesión, dice Ollivier: «Turbado por sus secretos designios de establecer en México una monarquía, el emperador llegó á considerar la guerra que dividía en dos la confederación de los Estados Unidos, de una manera diferente de como la habría considerado si hubiese estado libre de esa preocupación.. Nuestro gobierno habría debido, por inspiración propia, pronunciarse abiertamente en favor del Norte. Pero, para complacer á Inglaterra, se marcó como línea de conducta no hacer nada con respecto á los Estados Unidos, sino de acuerdo con ella. Parecía que la nación que había cifrado su honor en destruir la trata de los negros, se colocaría sin vacilar del lado del gobierno que entraba en lucha contra los esclavistas. Pero los hombres de Estado ingleses rara vez se dejan guiar por consideraciones humanitarias cuando no tienen interés en ello, y nunca cuando el hacerlo les perjudica; y como la Secesión determinaba, por la escasez del algodón, una crisis manufacturera, y despertaba la esperanza de ver debilitarse á una potencia de la cual temían la rivalidad marítima, así como, siendo *ultraitalianistas* en Roma, eran partidarios de Austria en Venecia, siendo enemigos de la esclavitud en cualquiera otra parte, le eran favorables en los Estados del Sur, é hicieron que Francia reconociera á los separatistas rebeldes la calidad de beligerantes, lo cual implicaba una declaración de neutralidad.» Y refiriéndose al conflicto religioso, entonces latente en Francia, el autor de *El Imperio Liberal* dice: «La oposición del partido conservador religioso no depuso las armas á pesar de las apariencias clericales de la expedición de México, ya fuese porque adivinaba sus secretos fines, ó porque todo servicio hecho á la religión le pareciera falta de sinceridad mientras el papa no estuviese á cubierto de las empresas italianas»—NOTA DEL TRADUCTOR.

2 En el lenguaje parlamentario francés, la palabra *adresse* significa en

En esa discusión, los Cinco (1), que habían ya experimentado la eficacia de su método, renovaron las proposiciones de enmienda del texto de la *adresse* que habían presentado el año anterior. La referente á los asuntos de México decía: «Vemos con pena que comienza la expedición de México. Su objeto parece ser intervenir en los asuntos interiores de un pueblo. Invitamos al gobierno á que no trate de obtener más que la reparación de nuestros agravios.»

El marqués de Pierres lanzó algunas de sus cuchufletas, que exasperaban á la mayoría tanto cuanto la divertían, y tuvo una salida muy chusca al referirse á las *expediciones libertadoras*: «Lo que hay de más considerable en el asunto italiano (porque tengo demasiada fe para inquietarme por el papado) es que, por quien sabe cuánto tiempo, Italia es nuestra hermana y van á pesar sobre nosotros sus faltas, sus extravíos, sus pasiones desordenadas. Ah! cuán preferible nos fuera no tener tal hermana! Y sin embargo, ¿acaso no vamos á tener en México otro hermanito (*risas*) que libertar y proteger? (*carcajada general*) ¿Y China? ¿Y Siria? ¿En dónde acabará nuestra familia?»

Pero nadie hacía hincapié en la expedición de México, que comenzaba apenas. Sin embargo, la intriga culpable que la motivaba fué denunciada. Tocó ese honor á Aquiles Jubinal, miembro de la mayoría, que fué ese día digno de ser uno de los Cinco. «Si vamos á México, dijo, formando séquito á los conspiradores vulgares cuyos nombres ha publicado la prensa, para derrocar ahí á un gobierno libre é imponer á una nación que no debe depender más que de sí misma, una forma cualquiera de gobierno, yo me permito preguntar al nuestro, qué ha hecho del gran principio de no-intervención que ha proclamado y defendido en otras partes? ¿Reprocháis á México sus revoluciones? Dicho sea sin burla, ¿acaso en los últimos setenta años no hemos visto sucederse en Francia una docena de gobiernos?

general un manifiesto en que un cuerpo constituido ó la nación entera, expresa al soberano sus temores, sus esperanzas, sus deseos, sus regocijos, en fin, las pasiones que le agitan. Suprimida, después de la revolución de 1848 la facultad del poder legislativo para formular esa clase de manifiestos, había sido restablecida en 1861.—NOTA DEL TRADUCTOR.

1 Con ese nombre se designaba á los jefes del partido liberal en el seno del cuerpo legislativo. Eran: Julio Favre, Ernesto Picard, Darimon, Héron y Emilio Ollivier.—NOTA DEL TRADUCTOR.

¿A qué título iremos á atacar á un pobre pueblecillo de allende el océano, que nos envía el eco lejano de los principios que han fundado nuestra nacionalidad? Su gobierno actual es un gobierno regular; Juárez es su jefe incontestable; ninguna ciudad protesta contra esos hechos; no hay rebelión alguna. Dadle tiempo para que se constituya y os pague.»

Julio Favre no tuvo que desarrollar estas prudentes consideraciones. Su discurso se resume en las proposiciones siguientes: «El objeto de la expedición no es el cobro de deudas cuyo pago se niega. No se hace la guerra á un Estado para obligarlo á pagar sus deudas; las deudas que reclamáis, setecientos cincuenta mil francos líquidos y diez millones litigiosos, no justificarían una expedición cuyos gastos serán mayores que las sumas exigidas. Juárez no se niega á pagar: pide esperas. Bastaría, por lo demás, para constreñirle, si ello se hiciese necesario, apoderarse de las aduanas de Veracruz y Tampico. No vais, pues, á México como acreedores; vais como invasores, para entronizar, contra el derecho de gentes, á un archiduque austriaco. Si lo lográis, temed los resultados de vuestro suceso: os volvería á colocar en una situación idéntica á la que pesa sobre vosotros en Roma; estaríais obligados á proteger, por medio de una ocupación indefinida del país, el orden de cosas que habríais ido á establecer.» La lluvia y el granizo que caían con violencia sobre la vidriera del techo, cubrían por instantes la voz del orador; pero él proseguía imperturbable, en medio del fragor celeste, su elocuente demostración.

El ministro Billault apenas se dignó contestar. Declaró que la idea de entronizar á un archiduque no entraba para nada en la expedición; que había sido desmentida por el ministro de Negocios Extranjeros, y que no se iba á México más que á imponer el respeto de nuestros nacionales y el cumplimiento de compromisos violados desde hacía largo tiempo. «¿Y es oportuno, añadió, mientras nuestros soldados marchan sobre México, tratar de demostrar aquí que sólo son los instrumentos de una intriga y que la guerra en que van á derramar su sangre es una guerra ilegítima?» Y terminó asegurando soberbiamente la victoria: «Nuestras tropas van á la capital de México: habiendo salido en esa dirección el 20 de febrero, ahí deben ya estar.» (1)

1 Sesión del 13 de marzo de 1862.—NOTA DEL AUTOR.

Transcurrieron algunas semanas, y en lugar de anunciarnos que las tropas estaban ya en México, se nos notificó que habían sido rechazadas frente á Puebla y se nos pidió dinero para enviar refuerzos. ¿Qué había, pues, sucedido?



CAPITULO II,

Los comienzos de la expedición de México.—La convención de la Soledad.—Puebla.

I

El 9 de enero de 1862 un pequeño cuerpo de ejército francés de dos mil quinientos hombres desembarcó en la playa de Veracruz. Comenzaba la expedición de México.

Hé aquí cómo el emperador se había imaginado que se desarrollaría. Las tres escuadras llegarían juntas á Veracruz. Sin llenar siquiera la formalidad de una declaración de guerra, desembarcarían sus tropas, se apoderarían de la ciudad y de su fuerte, se harían dueños de la aduana, notificarían á Juárez su llegada por medio de un ultimátum brutal, que sería inevitablemente rechazado. Entonces, los aliados se separarían, permaneciendo los ingleses en la costa y marchando rumbo á México los franceses y los españoles. Eran muy poco numerosos para someter á un país cuatro veces más grande que Francia, pero desde sus primeros pasos verían levantarse á las poblaciones, que derribarían á un gobierno execrado. ¿Acaso Almonte, Saligny y Wyke no aseguraban que en ninguna parte encontraríamos, apenas nos presentáramos, el menor elemento de resistencia? Así, sostenidos y guiados por el consentimiento popular, llegaríamos sin obstáculo á Puebla, la Ciudad de los Angeles, y seguiríamos rumbo á México, en donde seríamos recibidos con arcos de triunfo. Juárez, desesperado, derrocado, expulsado, cedería el lugar al gobierno provisional que estableceríamos y que convocaría una asamblea á la cual Jurien se dirigiría en estos términos. «Somos demasiado partidarios de la soberanía de las naciones para imponeros nuestra voluntad; escoged el gobier-

no que os plazca; vuestra voluntad será respetada. Sin embargo, como nuestra amistad hacia vosotros es demasiado grande, no debemos ocultaros que, según nuestra opinión (que estáis en libertad de no tener en cuenta), lo mejor que podéis hacer es huir del restablecimiento de la república y restablecer un trono que vuelva á vuestro país su esplendor perdido. Para ahorrarnos cuidados, hasta nos hemos tomado el trabajo de prepararos un candidato muy aceptable, emparentado con los Coburgos, grato á los ingleses: el archiduque Maximiliano». Nadie se resistiría á una invitación presentada en tan buenos términos; el restablecimiento de la monarquía sería votado por unanimidad; el nuevo soberano ocuparía el trono, y el ejército francés volvería á París en medio de estruendosas aclamaciones, y se añadiría una pagina más á los *gesta Dei per Francos*.

La realidad iba á hacer que esas ilusiones se desvanecieran.

Los aliados no partieron juntos. La escuadra española no nos esperó y llegó sola á Veracruz (17 de diciembre de 1861), sin encontrar ahí ninguna resistencia, porque Juárez no había creído necesario que los invasores encontraran más enemigos que la fiebre, las emanaciones miasmáticas, los zancudos y la soledad. Los españoles se apoderaron, en nombre de la alianza tripartita, de los fuertes abandonados. Prim, que había hecho á los aliados el favor de esperarles en La Habana, convencido de que su importancia personal eclipsaba todas las demás móviles de la expedición, se había embarcado en aquel puerto, acompañado de su mujer la mexicana, mientras la multitud gritaba: *¡Viva el virrey de México! ¡Viva el nuevo Hernán Cortés!* Al desembarcar en Veracruz, los españoles, bien organizados, le recibieron con delirante entusiasmo y él se dió á sí mismo la bienvenida en un periódico (1) cuyo era el inspirador: «El héroe de los Castillejos, decía ese periódico, montó á caballo en el muelle, escoltado por valientes oficiales y un brillante Estado Mayor, y se dirigió hacia su cuartel general, admirado por la multitud que se apiñaba en derredor para contemplarle extática. La ciudad ha cambiado por completo de aspecto, ha tomado aires de fiesta que no había tenido nunca. Los soldados miran al Gral. Prim como un dios, sus amigos dicen de él que es el ángel exterminador, el ángel del consuelo, el león de las batallas, el semidiós de la

1 *El Eco de Europa*.—NOTA DEL AUTOR.

guerra. Homero, sin duda, le habría comparado con Marte. Tenemos en él á un noble capitán á quien Grecia y Roma habrían elevado al rango de sus dioses; á un héroe que, en la Edad Media, habría sido fundador de una dinastía de reyes. Si fuere posible añadir algo á la confianza inspirada por la gran lealtad de las potencias aliadas, México encontraría una garantía nueva en el conde de Reus. Su nombre y su persona son el símbolo y el programa de esta expedición».

Los plenipotenciarios comenzaron por expedir una proclama, cuando menos inoportuna, en que afirmaban: que no tenían ningún secreto designio, que llegaban con toda buena fe á tender una mano amiga á un pueblo que estaba agotando su vitalidad en las convulsiones de la guerra civil, para ayudarle á regenerarse. Después, se ocuparon en fijar los términos del ultimátum que debía explicar el desembarque y preparar la marcha hacia adelante.

Los ingleses, tenedores conocidos de casi todos los bonos de la deuda extranjera mexicana, reclamaban ochenta y cinco millones, los españoles cuarenta y otras potencias veinte. Todos estos créditos provenían de convenciones firmadas y libremente discutidas, é incontestables por lo tanto. Los ingleses reservaban para futuras convenciones el arreglo de las indemnizaciones motivadas por los últimos acontecimientos. Si Francia hubiese procedido de la misma manera, sus reclamaciones habrían sido mínimas, no habrían llegado á un millón de francos; pero sus plenipotenciarios exigieron de propia autoridad, sin entrar siquiera en discusión con su supuesto acreedor, una enorme suma por los daños y perjuicios recientes. La convención de Londres no autorizaba este procedimiento exorbitante; no se refería más que á obligaciones *contraídas*, es decir, líquidas, fuera de todo litigio, y los créditos reclamados pero no líquidos, no son obligaciones *contraídas*. Thouvenel había, empero, autorizado esta primera infracción del convenio; pero no había previsto que llegara á exigirse una cantidad mayor que la relativamente moderada de diez millones de francos. Nuestros plenipotenciarios reclamaron sesenta y á esos añadieron otros setenta y cinco, como saldo íntegro del crédito Jecker. Esta exageración monstruosa de cifras era una doblez de la política de intervención, al mismo tiempo que un cálculo de avaricia pecuniaria. Se quería desvirtuar el argumento que Julio Favre ha-

hía presentado y podía volver á presentar si no se reclamaba más que la deuda líquida, unos setecientos cincuenta mil francos en cifras redondas: «Y por una suma tan miserable vais tan lejos á acometer una empresa tan costosa?. Sería preferible que vosotros mismos indemnizarais á vuestros nacionales perjudicados!» El verdadero motivo de la expedición, que todavía se creía conveniente disimular, habría, de otra suerte, sido demasiado ostensible.

Sea de ello que fuere, admitir nuestras cifras era exigir, por medio de un ultimátum, á un país en la inopia, cuyos ingresos anuales no llegaban á cincuenta millones, el pago de doscientos. Saligny, que no quería exponerse á las primeras escaramuzas de la discusión, se había excusado, dejando al cándido Jurien la tarea de leer el ultimátum. Al escuchar la cifra de sesenta millones, el comisario inglés quiso protestar, pero su sorpresa se cambió en estupor cuando se llegó á los setenta y cinco millones del crédito Jecker. Entonces entró en explicaciones acerca del tráfico desvergonzado á que daban margen las indemnizaciones; dijo que presentarse como víctima se había convertido en un oficio lucrativo, que muchos se habían hecho encarcelar durante algunos días para obtener una fuerte suma, y que aun los que habían realmente sufrido perjuicios, los aumentaban en proporciones fantásticas. No había, pues, que pensar siquiera en exigir sesenta millones para indemnizar á veintitres franceses bien poco perjudicados; y en cuanto al crédito Jecker, que era una verdadera estafa, no era posible exigir su pago; porque, contraído por insurrectos sin ninguna autoridad, declarado nulo previamente por un decreto regular del gobierno legítimo, sólo era exigible á Miramón y con su poder efímero se había desvanecido. Jecker, decía para terminar á ese respecto, y los que tomaron sus bonos hicieron una apuesta, fiados en la buena suerte de Miramón; si han perdido, tanto peor para ellos; no es posible exigir á Juárez que pague los cartuchos y los obuses lanzados contra él.

Jurien, atrojado, no sabía qué contestar y dejó el trabajo de hacerlo á Saligny. El redactor del ultimátum se mostró altanero. Dijo que si los sesenta millones no estaban justificados, lo estarían después, y que sólo á él y á su gobierno correspondía resolver acerca de la legitimidad del crédito Jecker, puesto que la convención de Londres prohibía á los plenipotenciarios

de una nación poner en tela de juicio las reclamaciones de los de otra.—«Pues estad seguro, contestó el inglés, de que ese contrato escandaloso y leonino no será jamás aceptado por el gobierno actual ni por ningún otro: los mexicanos preferirán soportar todas las consecuencias de una guerra desastrosa para ellos, á la ignominia de ceder á exigencia tan injusta» Y Prim exclamó:—«Jamás me resignaré á emplear la influencia de mi noble y generosa patria y la sangre de sus soldados, en arruinar totalmente á este infortunado país, sosteniendo pretensiones tan mal fundadas».

La posibilidad de una ruptura se presentaba desde la primera explicación. ¿Qué hacer? La escolta mexicana, pedida para acompañar á nuestros enviados hasta México, esperaba en los puestos avanzados de Tejería. Se transó y se entregó á los enviados, en lugar del ultimátum, una nota colectiva en la cual se exponían en términos vagos las intenciones generosas de los aliados y sus reivindicaciones. No se envió un cartel de desafío, se propusieron negociaciones, al mismo tiempo que se solicitó, para acampar, un lugar sano, «mientras duraran las negociaciones y hasta que México hubiese terminado su reorganización interior» (14 de enero de 1862). En efecto, era urgente salir de Veracruz, ciudad triste, desierta, apestada. En aquel clima enervante de la tierra caliente, los soldados se fundían literalmente. Era preciso á todo trance ganar la tierra templada, la región de la perpetua primavera, á medias del plano inclinado que forma la meseta central hasta llegar á México, y en donde se encontrarían, rodeadas de naranjos y de plátanos, las ciudades salubres de Orizaba, Córdoba y Tehuacán. Ahí volverían á la vida aquellos siete mil hombres enviados á la conquista de un reino. Pero no tenían ni carros, ni caballos, ni guarniciones, ni ningún medio de transporte, en fin. Se les había dicho que los indígenas les darían todo, y sin embargo, nada podían obtener, ni á precio de oro. El supuesto partido monárquico no se presentaba. Juárez había expedido (25 de enero de 1862) una ley terrorífica, sí, pero ley de defensa, que condenaba á la pena de muerte á todos aquéllos que invadían el territorio sin declaración de guerra y á todos los que les secundaran. Esta ley había hecho el vacío en derredor de Veracruz, mientras en el resto del país una adhesión general se operaba en derredor del poder nacional: generales reaccionarios,

generales liberales, antagonistas hasta entonces, tales como González Ortega y Doblado, habían ofrecido su espada al magistrado de negro frac; Doblado habían aceptado ser su ministro de Relaciones Exteriores. Era, pues, tan difícil salir de la tierra caliente por la fuerza, como peligroso permanecer en ella. Lo más seguro era recurrir á una negociación, pero esta negociación fracasaría, si, mientras se proseguía en México, los plenipotenciarios hacían en Veracruz cualquiera manifestación contra el gobierno con quien negociaban. Y esta falta la habrían ciertamente cometido sin la energía de Wyke.

Miramón, en compañía del Padre Miranda y de otros acólitos de igual jaez, anunciaban su llegada. Recibirles era declarar inmediatamente el estado de guerra y la ruptura de las negociaciones. Sin embargo, Saligny lo propuso sin encontrar seria oposición por parte de Jurien ni de Prim. Wyke no se mostró tan complaciente, porque Miramón, para él, no era más que un conspirador vulgar, un ladrón de fondos ingleses, y asumió la responsabilidad de no recibir en las filas de un ejército que iba á exigir la reparación de ciertos ultrajes, al principal autor de ellos. Desde que el buque que llevaba al expresidente estuvo á la vista, un bote inglés armado lo abordó, varios soldados se apoderaron de Miramón y le pusieron en una fragata inglesa que se lo llevó á La Habana (27 de enero de 1862). Pero Wyke cometió la falta de hacer las cosas á medias y de no aplicar el mismo tratamiento al Padre Miranda.

II

Según las prescripciones estrictas del derecho de gentes, que conocía bien, Juárez habría debido contestar á los negociadores que los aliados le habían enviado á México: «Armados habéis desembarcado en mi país; os habéis apoderado de una de mis ciudades é instalado en ella, y después, comprendiendo que teníais algo que decir al dueño de la casa cuya puerta habéis fracturado, me habéis enviado mensajeros. No quiero saber lo que deseáis; largaos primeramente; volved á vuestros buques, y desde ahí hacedme saber en términos corteses

vuestras intenciones y deseos. Sólo así os contestaré. Si no, abriré las hostilidades y marcharé sobre vosotros». Pero Juárez no tenía listo su ejército; deseaba con toda su alma evitar un conflicto que pondría en tela de juicio lo que con tanto trabajo había conquistado, y como era libre de obrar á su guisa porque el congreso no estaba en sesiones, recibió cortesmente á los enviados, sin hacerles reproches ni amenazarles, y les dijo: «Todos los Estados de la federación obedecen al gobierno; las bandas de los rebeldes no han podido apoderarse ni de una aldea. México no tiene, pues, necesidad de ser regenerado y mucho menos de que se le obligue á cumplir los compromisos que ha contraído; porque respetarlos será una de las reglas invariables de la administración liberal».

Invitó á los plenipotenciarios á dirigirse á Orizaba con una guardia de honor de dos mil hombres y á reembarcar el resto de sus tropas por inútiles (23 de enero de 1862), é hizo que á los portadores de esta contestación se uniera el antiguo ministro Zamacona, que había adquirido la confianza de Wyke en las negociaciones que el congreso no había aprobado, para dar pruebas convincentes de sus intenciones conciliadoras y leales. Los plenipotenciarios se negaron al reembarque y hasta anunciaron su resolución de ir, á mediados de febrero, á Orizaba y Jalapa, en busca de un campamento salubre (2 de febrero de 1862) añadiendo que uno de ellos, Prim, estaba pronto á avistarse con Doblado. Juárez no insistió y envió á Doblado á la cita que se le daba.

Doblado ofreció galantemente que llegaría hasta los puestos avanzados de Tejería, pero Prim se adelantó acompañado de su Estado Mayor y de unos cincuenta jinetes. Se encontraron en la Soledad (19 de febrero de 1862), se encerraron en una casa aislada y en pocas horas se pusieron de acuerdo. La convención de la Soledad estipulaba que se abrirían en Orizaba las negociaciones, el 15 de abril, fecha lejana, impuesta á los mexicanos por los plenipotenciarios, con objeto de esperar nuevas instrucciones de Europa. Hasta la apertura de las conferencias, las fuerzas aliadas ocuparían Orizaba, Córdoba, Tehuacán, lugares muy sanos, y quedaba formalmente estipulado que si las negociaciones fracasaban, los aliados retrocederían más allá de la línea del Chiquihuite, ya fuese á Paso Ancho ó á Paso de Ovejas, y que los hospitales que deja-

ran detras quedarían bajo la salvaguardia de la nación mexicana.

Así el territorio era voluntariamente abierto á los invasores, á quienes se sustraía del peligro de la peste. Los mexicanos, al hacer estas concesiones, hacían también las siguientes declaraciones importantes: «1ª el gobierno constitucional de la República Mexicana, habiendo informado á las potencias aliadas de que no necesita de la ayuda que ofrecen con tanta benevolencia al pueblo mexicano, porque este pueblo tiene en sí los elementos de fuerza necesarios para reprimir toda rebelión intestina, los aliados recurrirán á tratados para presentar sus reclamaciones; 2ª el día en que los aliados comiencen á avanzar, la bandera mexicana será izada en Veracruz y en el fuerte de San Juan de Ulúa.»

Esta convención salvaguardaba la salud de las tropas españolas y francesas, y Prim tenía razón en vanagloriarse de haber, al concluirla, hecho un señalado servicio á su país. Jurien no había merecido menos bien del suyo al aprobarla, á pesar de la resistencia de Saligny. Pero desde el punto de vista moral era más digna de elogio. Acababa por dar al traste con las instrucciones tortuosas y volvía á la letra y al espíritu de la convención de Londres, sin tener en cuenta las intenciones todavía no confesadas y tenebrosas de los organizadores de la expedición. Estos organizadores formaban parte de un complot para derrocar á Juárez; la convención de la Soledad reconocía su poder; ellos habían maquinado una gran intriga monarquista; ella la desbarataba, reduciendo la expedición á una empresa honrada y fácil, de la cual se saldría probablemente sin disparar un tiro.

Esta convención demostró que la luz se había hecho en el espíritu de todos los plenipontecarios, excepto Saligny. Habían desembarcado esperando, como se les había anunciado, ser recibidos con los brazos abiertos por un partido numeroso, entusiasta, y, transcurridos dos meses, se percataban de que los partidarios del sistema monárquico, insignificantes por su número, no contaban siquiera con esos hombres enérgicos que proporcionan á veces el triunfo á las minorías. Prim, que hablaba el lenguaje del país, que estaba en relaciones personales con muchos mexicanos, había más pronto y mejor que sus colegas adquirido esa convicción. Y en cuanto á Jurien, llegó cuando menos á ésta: «que era preciso eximirse de abrazar de una ma-

nera ostensible la causa del partido de la minoría, que tenía en su contra la opinión general del país.» (1)

El aspecto de las tropas en marcha hacia su nuevo campamento, justificó las previsiones de Prim y de Jurien. Los españoles, de sus seis mil hombres, no tenían ya más que cuatro mil en estado de combatir; los franceses tenían de cuatrocientos á quinientos enfermos que, minados por la fiebre, se arrastraban en lugar de marchar; los convoyes se atascaban, las mulas, echadas con carga y todo, se negaba á caminar, (2) y en cuatro días la columna no avanzó más que ocho leguas. Pero todos resucitaron al llegar á Córdoba, Orizaba y Tehuacán: los soldados recobraron su aspecto marcial, su buen humor y su entusiasmo, y el almirante, encontrando facilidades para completar sus equipajes y sus medios de transporte, se regocijó de haber dado su asentimiento á la convención. Las relaciones entre mexicanos y franceses se hacían cada día más cordiales; todo presagiaba para las negociaciones de Orizaba un resultado tan feliz como el de las de la Soledad, cuando llegó de Europa la discordia, en apoyo de Saligny.

III

El adelanto de la flota española, la estancia de Prim en La Habana, habían causado disgusto lo mismo en Londres que en París. Se estimaba que los españoles hacían su voluntad con demasiada altanería y que era ya tiempo de oponer á ese quijotismo un poco del realismo de Sancho Pansa. Russell preguntó por qué los españoles, á pesar del convenio, se habían adelantado á sus aliados. Calderón Collantes contestó que el mariscal Serrano preparaba en La Habana una expedición resuelta antes de la convención de Londres, y que no había recibido oportunamente contra-orden para retenerla. «Esa razón es insuficiente» replicó duramente Russell. El Emperador, menos brutal, no se mostró menos perentorio. Informado desde La Habana de que Prim no prestaba ningún apoyo á los delegados monár-

1 Carta á Prim, 20 de marzo de de 1862.—NOTA DEL AUTOR.

2 Véase el excelente libro de Niox.—NOTA DEL AUTOR.

quicos que habían acorrido á su lado, temió que el encantusador de Vichy secundase mal sus íntimos proyectos, y tomó precauciones, ordenando que se reforzara á Jurien con cuatro mil quinientos hombres. No queriendo, sin embargo, herir la susceptibilidad española, colocó á su cabeza á un simple general de brigada, Lorencez, de manera que Prim no perdiese la preeminencia de etiqueta, y en una carta muy amable recomendó á éste al nuevo general, expresando sus esperanzas de que no surgiría entre ambos ninguna divergencia de opinión (24 de enero de 1862). Tomó también otra determinación, muy atrevida por cierto: agregó á Almonte á la expedición, con la misión formal de organizar la acción monárquica de acuerdo con Saligny. En consecuencia, Almonte había ido á Miramar antes de embarcarse para México, retardando dos días la partida de Lorencez, y había obtenido del príncipe austriaco, que se consideraba ya como emperador, poder para conferir grados en el ejército, títulos y empleos civiles.

Almonte esperaba encontrar á Juárez derrocado y á los aliados en México; pero desde el buque divisó el pabellón mexicano flotando al lado del de los aliados. Desembarcó muy agitado, y tuvo noticia de la convención de la Soledad.—«¿Qué habéis hecho? dijo á los plenipotenciarios. Lo contrario de lo que se os había prescripto, de lo que se esperaba de vuestra iniciativa. No se os había encargado que tratarais con Juárez, sino que le derribarais y entronizarais á Maximiliano. Tal es la voluntad formal de Napoleón III, quien me envía para hacer que prevalezca. ¿Lo dudáis? Pues hé aquí una carta suya autógrafa.» Y Lorencez confirmó lo dicho por Almonte: había recibido las mismas instrucciones de boca del emperador.—«Ya veis, dijo Saligny triunfante á Jurien de la Gravière, yo conocía mejor que vos las intenciones de Su Majestad».—«Convengo en ello, contestó el almirante, pero voy á reparar mi falta.» Y se puso en obra incontinenti, y aunque no podía ocultar su torpeza de soldado que no ha puesto en práctica las arterías diplomáticas, no salió tan mal del paso para ser principiante.

Viéndose en la necesidad de vigilar la instalación de sus tropas en Tehuacán, dejó en Veracruz á Saligny con Almonte y Lorencez; pero luego que este último terminó sus preparativos de marcha, Saligny le instó para que llevara á Almonte hasta Córdoba, en donde le sería más fácil desarrollar sus intrigas. En

efecto, apenas se le supo llegado ahí, el Gral. Robles se escapó de la pequeña ciudad en que estaba prisionero bajo palabra, y se dirigió hacia Córdoba. Pero oficiales mexicanos le vigilaban: fué aprehendido y fusilado. En cambio, los generales Taboada, Castillo, Aguilar y Calvo lograron llegar. Almonte forjó con ellos un plan de levantamiento en México, presentó á Taboada con Lorencez, y así la ruina de la república se organizaba á la luz del día, bajo la protección de nuestras armas.

Prim veía colérico lo que pasaba. Furioso por la llegada de Lorencez, que disminuiría su preponderancia militar, y por la de Almonte, que le despojaba de la dirección política; cada día más persuadido, sobre todo desde que no tenía interés en creer lo contrario, de que el emperador se comprometía en una aventura descabellada, que sería perniciosa aun teniendo éxito, entró en francas explicaciones con él. Su carta era profética. «Tengo, decía, la convicción profunda de que en este país los hombres de sentimientos monárquicos son muy poco numerosos». A pesar del desorden y de la agitación, el establecimiento de la república ha creado hábitos y hasta lenguaje republicanos que sería imposible destruir. Desde hace dos meses la bandera de los aliados flota sobre Veracruz, y hoy, que ya ocupamos las importantes plazas de Orizaba, Córdoba y Tehuacán, en las que no ha quedado ninguna fuerza mexicana, ni conservadores ni monarquistas han hecho manifestación alguna que pueda dar á los aliados testimonio de su existencia. Será fácil á Vuestra Majestad llevar al príncipe Maximiliano hasta la capital y coronarle, pero ese rey sólo encontrará apoyo en los jefes conservadores, que no pensaron en establecer la monarquía cuando estuvieron en el poder, y que si ahora han pensado en ello, es porque se han visto vencidos y obligados á emigrar. Algunos ricos también aceptarán á un monarca extranjero, pero ese monarca no tendrá quien le sostenga el día que le falte el apoyo de Vuestra Majestad» (17 de marzo de 1862). Desligado así del soberano á quien debía su nombramiento, Prim no se sintió ya obligado á guardar consideraciones á los plenipotenciarios franceses, los cuales, por otra parte, tampoco se cuidaban de guardárselas. Sus relaciones con Saligny habían sido siempre tirantes y las que tenía con Julien se iban agriando. Este, hasta llegó á escribirle que era necesario «que en adelante quedara bien establecido que la ex-

pedición era una expedición francesa y que no dependía de las órdenes de nadie» (20 de marzo de 1862).

No se atacaba á Prim impunemente; porque sabía vengarse. Se puso estrechamente de acuerdo con Wyke, quien también, desde la presentación de las reclamaciones francesas y desde que Almonte le había hecho públicas confidencias, se había pasado del lado de Juárez, lamentando le inconsiderada guerra que se hacía á México. Ambos protestaron contra la protección acordada al conspirador. Era cosa sin ejemplo, decían, volver á unos emigrados á su país, para ayudarles á derribar á un gobierno que ha abierto su territorio, que ha sido reconocido y con el cual se han entablado negociaciones. En todo caso, resolución de tamaña gravedad no habría debido ser tomada y ejecutada, sino de común acuerdo y no por los plenipotenciarios franceses solamente. Mas si tal incorrección significaba que se buscaba un rompimiento, estaba bien, pero había que reunirse en una conferencia y declarar oficialmente que el acuerdo quedaba roto (23 de marzo de 1862).

El almirante, que decididamente se había vuelto maestro en el acto de cambiar de actitud, no se asustó con las reclamaciones de Juárez, ni con las de Prim y de Wyke: les desafió á todos. ¿Se quería un rompimiento? Se adelantó á él. Dijo que recomendaría á Almonte que fuera reservado, pero que no le retiraría su confianza, y que, sin atender á las reclamaciones de Juárez, le dirigiría un ultimátum redactado por él solo, mucho más radical que aquél que no se había querido firmar en Veracruz. Y añadió que consideraría como cosa secundaria los asuntos financieros; que, reformando á su antojo la convención de Londres, aunque fingiendo respetarla, pondría en primer término la regeneración del país, y que propondría al gobierno mexicano dos condiciones previas para toda negociación: 1ª amnistía completa, absoluta, incondicional, para todos los proscriptos políticos; 2ª invitación á las tropas aliadas para que entraran á la capital y protegieran la paz pública, y á los comisarios de las tres potencias para que concertaran de común acuerdo la manera de consultar la verdadera opinión del país.

¿Puede concebirse algo más estravagante y hasta más odioso, que exigir, por medio de las armas, de un poder que después de tres años de lucha encarnizada ha dominado una rebelión, que se vuelva á sujetar al voto popular como si nada hubiese

quedado definido, y que devuelva á sus enemigos, vencidos pero irreconciliables, los medios de acción y de fuerza que con tanto trabajo se les han arrancado?

Jurien no proponía seriamente tamaña enormidad: era sólo una maniobra para desembarazarse del tratado de la Soledad y volver á estar en gracia en París; pero estaba tan convencido de que las condiciones que decía iba á imponer, determinarían un rompimiento, que se dispuso á hacer que, desde el 1º de abril, regresaran sus tropas á Paso Ancho, más allá de la línea del Chiquihuite, conforme á lo pactado. Y Prim (1), apenas tuvo noticia de esta resolución de Jurien, acorrió á Tehuacán y le suplicó que suspendiera esa reculada prematura, mientras Wyke, por escrito, le hacía la misma súplica.

Jurien reprodujo en su respuesta á Wyke las explicaciones verbales que había dado á Prim: «Sin mi consentimiento y sólo por una mala inteligencia lamentable, los emigrados han obtenido esta vez la protección de nuestra bandera. Opino como vosotros que, si se puede aceptar el auxilio de un partido cuando se está en guerra con un gobierno, es preciso, al contrario, mientras se está en negociaciones, evitar todo entrometimiento en los asuntos interiores de un país» Hé ahí al verdadero Jurien, al Jurien de la Soledad. Pero hé aquí al Jurien revisado y corregido por Saligny, inspirado por Almonte: «No habría, pues, vacilado en invitar á los susodichos emigrados á que regresaran á Veracruz, si el homicidio del Gral. Robles no hubiese parecido un cartel de desafío que nos ha enviado el partido exaltado como una respuesta á los consejos de moderación que le hemos dado.....He creído, por lo tanto, que, en vista de ese doloroso acontecimiento, sería una debilidad renegar de los hombres que, aunque sea por un error, han estado bajo la protección de nuestra bandera» (2).

Wyke contestó en términos justamente severos: «Tengo la

1 Prim había tenido por un instante impulsos belicosos, á consecuencia de una altiva resistencia de Doblado referente á las aduanas y al impuesto sobre el capital. «El Sr. Doblado, había escrito á Jurien en 20 de marzo, me ha contestado con una nota seca, rayana en la insolencia. Esto basta para quemar los papeles y hacer que avancen los soldados. Reunámonos, pues, y que esto termine» Pero algunas explicaciones calmaron esta efervescencia.—NOTA DEL AUTOR.

2 A Wyke, de Tehuacán, 29 de marzo de 1862.—NOTA DEL AUTOR.

honra de acusaros recibo de vuestra comunicación de hoy, que he leído con el mayor placer, porque me informa de que la protección acordada por las tropas francesas al Gral. Almonte y al Padre Miranda, no ha sido resultado de vuestras órdenes y que la lamentáis. La expresión de este último sentimiento exonera á V. E. de toda responsabilidad, y ésta recae sobre vuestro colega, el Sr. Dubois de Saligny, quien ni siquiera ha dado parte al comodoro Dunlop, presente en Veracruz, de la protección que iba á acordar á esos desterrados, y quien, á los ruegos de este oficial para que le explicara procedimiento tan extraño, contestó declarando que el Gral. Lorencez les había llevado al interior del país obedeciendo órdenes formales de S. M. el emperador de los franceses. No estoy en situación de explicarme una contradicción tan extraordinaria entre ambos informes, pero acepto de grado el vuestro, por creer que es la expresión más correcta de las miras de vuestro gobierno, que no podría querer introducir nuevos elementos de discordia y de desdicha en este país, trayéndole á los jefes de un partido rebelde abiertamente contra el gobierno con quien estamos en amistoso acuerdo. No puedo comprender cómo la ejecución de un general mexicano convicto de haber estado en correspondencia y conspirado con una facción que conspiraba contra el gobierno, pueda justificar que conservéis bajo vuestra protección á los jefes de ese partido, á menos que deseéis identificaros completamente con ellos, lo cual no es posible, puesto que ha dicho V. E. que lamenta que se les haya acordado tal protección. El hecho de conservar á vuestro lado, en Tehuacán, al general Almonte y al Padre Miranda, no sólo os compromete, sino también á vuestros colegas. Su penetración al interior del país ha sido la causa inmediata de la muerte del Gral. Robles, y su permanencia, así como su comunicación con otras personas, ocasionará infaliblemente represalias del mismo género.» Y en lo referente á las condiciones del nuevo ultimátum, Wyke las hacía á un lado con una frase desdefiosa: «Se hablará de ellas en la conferencia» (1)

Prim logró que Jurien le prometiera que no tomaría ninguna determinación irrevocable antes de la conferencia de Orizaba, ó al menos antes del 9 de abril, día en que llegaba el correo

1 Wyke á Jurien, de Orizaba, 29 de marzo de 1862.—NOTA DEL AUTOR.

de Europa. Hasta entonces, las tropas francesas, acercándose á la línea del Chiquihuite, se detendrían en Córdoba, en el perímetro fijado por la convención de la Soledad, la cual, de esa manera, no sería aún repudiada.

IV.

Las opiniones de los gabinetes acerca de los primeros actos de los plenipotenciarios, habían sido muy diferentes. Russell desaprobó la proclama inicial porque había sido un entrometimiento; el emperador, porque no había sido un acto de hostilidad. Russell lamentaba que no se hubiese expulsado al Padre Miranda al mismo tiempo que á Miramón; el emperador, que no se les hubiese acogido á ambos. A Russell le pareció bien que sus plenipotenciarios se hubiesen rehusado á apoyar el ultimátum de Saligny; al emperador le pareció mal que lo hubiesen rechazado. Calderón Collantes se expresó como el emperador, pero, por miedo á Prim, sus conclusiones fueron las mismas de Russell.

Las nuevas instrucciones de éste prescribieron á Wyke que, aunque sin inmiscuirse en el examen de las reclamaciones francesas, no las recomendara si no eran modificadas, y que no prestara apoyo ninguno al crédito Jecker. Y para separarse ostensiblemente de la política de intervención en que el emperador se había aferrado, ordenó á Dunlop que reembarcara inmediatamente á sus marinos, aunque la mala estación no había llegado todavía.

Las instrucciones francesas fueron dobles: las hubo de Thouvenel y del emperador. En el fondo, el honrado Thouvenel pensaba como Russell y no estaba menos escandalizado que él de las reclamaciones francesas, que superaban en mucho á sus previsiones. Mas, no sintiéndose libre para convenir en ello, se ocupó, en interminables ergotismos que denunciaban su falta de convicción, en establecer el derecho que tenían nuestros representantes para negarse á que sus pretensiones fuesen discutidas. Anunció, sin embargo, que una comisión se encargaría de revisar las cuentas presentadas, y que, si la indemnización

acordada era mayor que la debida, se devolvería el sobrante. Pero no se atrevió á dar órdenes á Saligny: solamente le aconsejó que redujera la cifra de las reclamaciones, que no defendiera el crédito Jecker sino en lo que interesara á los franceses, y que accediera á todas las proposiciones que tendieran á mantener un íntimo acuerdo entre los tres aliados (28 de febrero de 1862).

De las Tullerías llegaban otras instrucciones. Ahí se ensalzaba la energía de Saligny y se vituperaba la condescendencia de Jurien. Era preciso no tratar ya de igual á igual con el gobierno mexicano, no reconocerle en modo alguno. Y puesto que los aliados parecían dispuestos á aceptar satisfacciones que no bastaban á nuestras exigencias legítimas, se creía que estábamos autorizados á seguir adelante sin ellos, aplicando una política vigorosa.

Provistos de estas instrucciones que, en realidad, implicaban la ruptura, los plenipotenciarios se presentaron el 9 de abril en Orizaba para proceder á las conferencias.

V.

Después de las conversaciones de Prim y Jurien, el debate había tomado una forma precisa, á causa de la demanda oficial de Juárez para que Almonte fuera, no entregado para que se le fusilara como á Robles, sino enviado á La Habana como Miramón. ¿Que se contestaría? De una parte y otra se reprodujeron las afirmaciones y las negaciones anteriores. No hubo más novedad que la arrogancia con que Dubois de Saligny se irguió triunfante sobre la encorvada espina dorsal del pobre Jurien. Ya no discutía, pronunciaba oráculos. Dijo que el sistema de contemporización estaba juzgado y desechado porque no había hecho más que acrecer la audacia, la tiranía y la rapacidad de Juárez; que ya no quería tratar con él; que había recibido numerosas peticiones francesas para que las fuerzas marcharan sobre México, y que estaba resuelto á acceder á esas peticiones. — «Os engaños, objetó el comodoro Dunlop, los franceses residentes en México verían con desagrado la llegada de

vuestro ejército»—«No encontraréis en el país partidarios de la monarquía» añadió Wyke.—«Porque el terror les impide mostrarse, contestó Jurien; al partido que espera nuestro apoyo le encontraremos por todas partes luego que se sienta con libertad de manifestar sus sentimientos».—«Estamos á 9, dijo Prim; las negociaciones deben abrirse el 15; ¿por qué no consentir en que se ponga á prueba la sinceridad del gobierno, puesto que ya no faltan más que seis días».—«Los preliminares de la Soledad, exclamó Saligny, no tienen más valor que el del papel en que fueron escritos».—«¿Por qué los habéis firmado?»—«No tengo obligación de explicar los motivos que tuve para ello: el gobierno mexicano los ha hecho pedazos con mil actos vejatorios».—«Me admira, repuso flemáticamente Wyke, que esos actos no hayan llegado á mi conocimiento».—«Ha sido porque los súbditos franceses no han dado á conocer sus agravios á la legación británica».

La conversación tomó un carácter violento.—«Habéis pretendido, dijo Prim, tener la prueba de que yo me opongo á la candidatura de Maximiliano, porque aspiro á hacerme coronar yo mismo. Presentad esa prueba». «No he hecho más que repetir, contestó Saligny, lo que se dice en público; el almirante Jurien ha tenido en su poder una carta de una persona favorable á vuestra candidatura; vos mismo habéis dado á entender que el emperador la aprobaría. *El Eco de Europa*, que, según confesión vuestra, no publica nada que no hayáis autorizado, ha dado á luz artículos ditirámicos que no se explicarían si no tuvierais esa ambición. En fin, vos mismo me habéis dicho que la candidatura austriaca es absurda; que sólo tendría probabilidades de éxito la de un soldado.»—«Yo me refería, dijo Prim, á un jefe afortunado, de entre los mismos mexicanos. Pero no he autorizado á nadie para que me atribuya un proyecto tan insensato. No hay una sola frase en *El Eco de Europa* que haga alusión á mi candidatura. Se me ofende, porque se pone en duda mi bien conocida lealtad, atribuyéndome tales pretensiones. Si se me ofreciera á México con todas sus riquezas, no lo aceptaría, porque prefiero la situación que me he hecho en España. Y dicho esto, concluyamos: ya sabéis lo que pide Doblado: ¿qué debemos contestarle?»—«Que nó» dijeron Jurien y Saligny, y leyeron una nota en ese sentido que tenían preparada.—«No firmaremos esa nota, dijeron Prim y los ingleses; y si la enviáis, si persis-

tís en conservar entre nuestros soldados á los proscriptos, si os rehusáis á tomar parte en las conferencias del 15 de abril, nos retiraremos con nuestras tropas del territorio mexicano.»—«Podéis hacerlo, contestó Jurien, contento ante la perspectiva de desembarazarse de ambos; pongo á vuestra disposición mis buques»—«Gracias, replicó Prim; no los necesito; tengo los de España, y en caso necesario, me bastarán los de Inglaterra»

Esta negativa de Prim á prestar apoyo á un atentado contra la libertad de un pueblo débil, es una de las buenas acciones de su vida. ¡Pluguiese al cielo que todas hubiesen sido como ésa! No está probado ni es verosímil que haya obrado por despecho de ver que era para otro el trono que ambicionaba. Esperaba encontrar en México una gran gloria, pero no una corona; soñaba en ser su pacificador, su reconciliador con la madre patria; y en todo caso, si la idea loca de ser rey pasó por su cerebro, no arraigó en él.

VI

Ese mismo día dos notas fueron enviadas á Doblado. La una, firmada por todos los plenipotenciarios, anunciaba que, no habiendo podido ponerse de acuerdo, habían resuelto seguir en adelante una línea de conducta independiente; que el comandante en jefe de las fuerzas españolas dictaría inmediatamente las medidas necesarias para reembarcar sus tropas, y que el ejército francés se concentraría en Paso Ancho y comenzaría desde luego sus operaciones. Los plenipotenciarios franceses, en otra nota, declaraban que no abandonarían á Almonte, que había sido enviado á México por Napoleón con una misión de paz y de conciliación. «Desde el día en que fué concluída la convención de la Soledad, añadía esa nota, nuevas vejaciones se han ejercido contra súbditos franceses y se hacen esfuerzos por ahogar, con medidas violentas, la expresión de la voluntad del país, con objeto de engañar á Europa y hacerla aceptar el triunfo de una minoría opresora. No continuaremos siendo cómplices de esta opresión moral que hace gemir á la mayoría de los mexicanos, y tenemos la honra de informar al Sr. Ministro

de Relaciones Exteriores que las tropas francesas, dejando sus hospitales bajo la salvaguardia de la nación mexicana, se replegarán más allá del Chiquihuite para recobrar su libertad de acción luego que las tropas españolas hayan abandonado sus acantonamientos».

Doblado protestó con dignidad. «La violación de los preliminares de la Soledad, consumada por los comisarios franceses bajo un pretexto pueril, es injustificable. Jamás, ni el gobierno ni la nación mexicana han recibido comunicación oficial de la misión que dichos comisarios atribuyen á Almonte. Para ambos, éste no es más que un traidor fuera de la ley por un acto de administración interior, en el cual los extranjeros que se han solemnemente comprometido á respetar la soberanía de nuestro gobierno, no tienen derecho de intervenir. El reconocimiento que han hecho en los preliminares de la legalidad del gobierno constitucional, es evidentemente inconciliable con su declaración de hoy, referente á que el gobierno del país significa el triunfo de una minoría opresora. Es inexacto que nuevos ultrajes se hayan inferido á súbditos franceses; las autoridades subalternas no han dado cuenta á los ministros mexicanos de ningún hecho de esa naturaleza, y los comisarios de Francia no señalan ninguno. El gobierno constitucional, guardián de la República, depositario de su soberanía, opondrá la fuerza á la fuerza y sostendrá la guerra hasta sucumbir, porque tiene la conciencia de la justicia de su causa. (11 de abril de 1862).

El Gral. Doblado, que durante toda esta negociación se había mostrado irreprochable por su rectitud y cortesía, escribía con tristeza á Prim: «La conducta de los franceses no me extraña. Estoy cierto de que si el emperador viese con sus ojos lo que pasa en México, desaprobóaría la conducta de sus representantes. Pero como ello no es posible, nos resignaremos con nuestra suerte» (12 de abril).

Rota la triple alianza, la intervención se quitó la careta. Jurien y Saligny hicieron una nueva edición de la proclama de Brunswick: «No confundimos al pueblo mexicano con una minoría opresora; el pueblo mexicano tendrá siempre derecho á nuestras más vivas simpatías. No tenemos más objeto que inspirar á la parte honrada del país, es decir, á las nueve décimas partes de sus habitantes, el valor necesario para dar á

conocer su voluntad, etc., etc.» (16 de abril). Almonte se declaró jefe supremo de la nación, se atribuyó plenos poderes para tratar con las potencias aliadas y para convocar el congreso nacional que resolvería acerca de la forma de gobierno. El Gral. Taboada, con las fuerzas que pudo reunir, se pronunció contra Juárez y reconoció como jefe supremo á Almonte. Lorencez le nombró jefe político y militar de Córdoba y encomendó á las autoridades francesas que le ayudaran en el ejercicio de sus funciones. Almonte organizó su gobierno, designó ministros y nombró gobernadores

Juárez contestó á la guerra con la guerra. Puso en estado de sitio á todos los lugares ocupados por las tropas francesas, y ordenó á los mexicanos, so pena de ser tratados como traidores, que los evacuaran; les prohibió suministrar víveres, noticias, armas, en fin una ayuda cualquiera, al enemigo; llamó al servicio militar á todos los mexicanos de veinte á sesenta años; autorizó á los gobiernos de Estado á levantar guerrillas, pero sólo en un radio de diez leguas en derredor del enemigo; *puso á los franceses pacíficos residentes en el país bajo la salvaguardia de las leyes y de las autoridades mexicanas*, la cual medida no es de un salvaje sin fe ni ley. Y los mexicanos seguían reuniéndose en derredor de Juárez. Encontró sostenedores hasta en el clero mismo, que había sido víctima de la revolución. El cabildo de Guadalajara, en un manifiesto fechado y firmado en el salón capitular de la catedral, protestó contra la ocupación francesa y se declaró en favor del gobierno constitucional. (3 de mayo de 1862).

VII

Orizaba, evacuada por los españoles el 18 de abril, fué ocupada por el Gral. Zaragoza; Lorencez se dispuso á retroceder más allá de la línea del Chiquihuite, conforme al compromiso contraído; después, á dirigirse rápidamente de Córdoba á Paso Ancho, á reseña de desandar lo andado inmediatamente. Los hombres que conocían el país veían con temor esta reculada, aunque fuese de pocos días. El ejército sería nuevamente diezmado por el vómito y las fiebres perniciosas, y una vez

que tomara la infección carácter epidémico, no sería posible volver á marchar hacia adelante. Pero no importaba: el compromiso era formal; Jurien lo había recordado muchas veces, y en la declaración de guerra se prometía respetarlo. Era preciso retroceder, costara lo que costara.

Así lo había pensado Lorencez desde luego, pero vencido poco á poco por las malas inspiraciones de los que le aconsejaban que faltara á la palabra dada, se resolvió, después de haber desechado un primer pretexto insostenible (tres soldados muertos cerca del campamento) á adoptar otro todavía peor. Un centenar de enfermos había permanecido en Orizaba, y algunos, ya en convalecencia, fueron vistos armados en la calle. El Gral. Zaragoza creyó que era una guardia francesa dejada para la seguridad del hospital, y ofendido por esta falta de confianza, escribió á Lorencez que los enfermos del ejército francés, encontrándose bajo la salvaguardia del ejército mexicano, no tenían necesidad de ser protegidos por sus nacionales. Lorencez contestó primero dando explicaciones, diciendo que no había dejado guardia alguna, ni siquiera ningún hombre válido en Orizaba, fuera de algunos enfermeros, y que se había tomado por una guardia á cierto número de soldados convalecientes. (19 de abril).

Zaragoza, convencido de su error por informes del jefe del cuerpo médico, había ya presentado excusas y protestado sus buenas intenciones. Este incidente sin importancia parecía, pues, terminado, cuando Lorencez escribió á nuestros plenipotenciarios: «Después de haberme impuesto de las estipulaciones de la Soledad, ratificadas por la comisión de las altas potencias contratantes, había yo dictado las disposiciones necesarias para concentrar mis tropas en Paso Ancho luego que el ejército español hubiese operado su movimiento retrógrado. Ni siquiera el asesinato de tres soldados en las cercanías del campamento me había parecido motivo suficiente para considerarme exonerado de la estricta observancia de una convención firmada por los representantes de Francia, aunque tales atentados no son más que la consecuencia del decreto expedido en 25 de enero por el gobierno de Juárez, que nos puso fuera de la ley, asimilándonos á los piratas, y ha sido mantenido vigente aun después de firmados los preliminares. Empero, la situación de Veracruz, rodeada de numerosas guerrillas y en realidad bloqueada,

me parecía una violación de esos preliminares por parte de los mexicanos, cuando recibí esta noche una nota del Gral. Zaragoza en que me informa de que considera á una parte de los enfermos dejados en Orizaba y que han entrado en convalecencia, como una guardia encargada de dar seguridad á mi hospital, y protesta contra esta medida. En vista de una declaración de esa especie, estoy autorizado para temer que nuestros enfermos no puedan contar con la protección que se les había prometido, y que sean considerados como rehenes dejados con demasiada confianza en manos del enemigo. Mi deber es marchar en su auxilio sin pérdida de tiempo, porque obraría imprudentemente si les dejara expuestos á los excesos de un ejército indisciplinado, mandado por jefes sin escrúpulos. Tengo, pues, la honra de informaros de que, en virtud de los poderes militares que me han sido conferidos, me pondré esta misma noche en marcha sobre Orizaba» (Córdova, 19 de abril de 1862).

Transcribo con rubor este documento. Muchas falacias se habían acumulado en este período de la expedición; pero ésta las excede á todas. No hay en esa nota una palabra que no sea un insulto al buen sentido, á la verdad, á la lealtad. Era tan falso que el decreto de Juárez hubiese violado los preliminares de la Soledad, que habíamos seguido, permaneciendo en la zona templada, aprovechándonos de sus estipulaciones. Las guerrillas que rodeaban á Veracruz eran la consecuencia del estado en guerra que habíamos declarado nosotros mismos en 9 de abril, y no de que los mexicanos faltaran á su palabra. ¿Y qué decir de esa transformación de un acto honrado de susceptibilidad, en provocación feroz? La aseveración de que una guardia francesa era inútil para la seguridad de nuestros enfermos de Orizaba, ¿cómo podía ser tomada por una amenaza de tratarles como rehenes? Romper una convención con ayuda de subterfugios cautelosos, era ya mucho; pero apoyarse en detestables razones para contravenir á compromisos formales, imperiosos, renovados varias veces, era demasiado. Aparecíamos como habiendo firmado el pacto de la Soledad con la intención de no respetarlo, y sólo para introducirnos fraudulentamente en la zona sana, adonde no habrían nuestros soldados podido llegar por la fuerza. Nuestras tropas supieron la decisión de su general el viernes santo (19 de abril), á las tres de la tarde. Su rectitud tradicional no pudo aprobarla, y conturbadas, sintie-

ron temores de que tal felonía atrajese sobre nuestras armas la maldición de Dios.

El mismo día se pusieron en marcha sobre Orizaba. Cerca de la aldea denominada El Fortín encontraron á un destacamento de caballería mexicana y lo acuchillaron; después se cruzaron con el carruaje de Prim, que iba con su mujer y un ayuda de campo.—«Cómo están nuestros heridos?» preguntó Jurien, confuso, á Prim.—«Les visité esta mañana antes de partir: están perfectamente» Lorencez disponía de siete mil quinientos hombres, poco más ó menos, descansados, llenos de ardimiento bélico; los mexicanos le oponían un efectivo total de treinta mil hombres, diseminados en una extensa zona, entre Jalapa y Tehuacán. Estas tropas, que no podían en campo abierto soportar el choque de las nuestras, se componían en su mayor parte de indios valientes, sobrios, infatigables, pero mal instruidos, harapientos, sin espíritu militar, muchos de ellos arrancados de su aldea por medio de la *leva*, mal pagados, mal alimentados, mal armados, montados en caballos trashedados, y seguidos por sus mujeres que, á pie ó á caballo, cuidaban de los equipajes, de las provisiones, preparaban el rancho.

Una tropa bien organizada no habría permitido jamás que el Gral. Lorencez se introdujera en la zona fría, al través de las Cumbres, inmensa muralla natural de novecientos metros de altura y que sólo puede atravesarse por la estrecha hendedura de un valle dominado por todas partes por altas posiciones que un puñado de hombres hubiese defendido con éxito contra el ataque de un grande ejército. Los mexicanos no supieron siquiera detenernos: nuestros zuavos les quitaron esas posiciones en tres horas, no dejando en el campo de batalla más que dos muertos y treinta y dos heridos. (28 de abril de 1862).

VIII

Al día siguiente se recibió de París la noticia de que Lorencez había sido ascendido á general de división y Jurien de la Gravière desautorizado.

La convención de la Soledad había provocado en las Tulle-
rías un violento desagrado. No se quiso comprender que ha-
bía sido la salvaguardia de nuestro honor y de nuestras tropas;
no se vió de ella más que dos resultados: Juárez reconocido
y su bandera flotando junto á la nuestra. Las recriminacio-
nes de los emigrados, de Almonte especialmente, agravaron
tales sentimientos. «En vuestros mensajes y en vuestros discurs-
os, decían, habláis de Juárez como de un enemigo, y apenas
desembarcados, vuestros plenipotenciarios tratan con él. Han
dejado fusilar á Robles, y se quejan de que no acorramos bajo
vuestras banderas. ¿Quién nos asegura que no nos abandona-
réis después de comprometernos? Sed resueltos y lo seremos
también; pero, entretanto, observaremos y esperaremos».

Los gabinetes español é inglés hicieron también algunos
objeciones, pero sin insistir, y la ruptura que iba á consumar-
se en Orizaba se realizó desde entonces en Europa. Francia
se encontró sola y se regocijó. «El patriotismo mexicano, decía
uno de los defensores de la expedición, Michel Chevalier,
no es más que el odio á España. El regreso de los españo-
les á Cuba será el acontecimiento más favorable, no digo pa-
ra nuestros soldados, que sabrán triunfar de todos los obs-
táculos, sino para nuestros negociadores: servirá para aumen-
tar su poder como si hubiesen recibido diez mil hombres de
refuerzo, aunque en realidad nos haya privado del contingen-
te de cinco á seis mil auxiliares. Quizá no sea exagerado
decir que si las tropas españolas hubiesen continuado al lado
de las nuestras, habría sido preciso aumentar el efectivo de
nuestros soldados». El *Diario Oficial* publicó la nota siguiente:
«El gobierno del Emperador ha desaprobado la convención con-
cluída con el general mexicano Doblado por el Gral. Prim y
aceptada por los plenipotenciarios aliados; esta convención le
ha parecido contraria á la dignidad de Francia. En conse-
cuencia, el Sr. de Saligny se ha hecho cargo solo de los plenos
poderes políticos de que estaba investido el vice-almirante Ju-
rien de la Gravière, y este oficial general ha recibido orden
de tomar únicamente el mando de la división naval.»

Esta reprobación caía en el vacío. Jurien se había desauto-
rizado á sí mismo antes de serlo por su gobierno. Ya no había
convención de la Soledad cuando la nota del *Diario Oficial*
llegó al campamento de Lorencez; el estado de guerra, que

con tanta impaciencia se deseaba, había comenzado. El ministro mexicano La Fuente pidió sus pasaportes. «México, escribió á Thouvenel, podrá ser conquistado, no sometido, y no será conquistado sin haber dado pruebas del valor y de las virtudes que se le niegan México, que no quiso por rey ni á su mismo libertador, no aceptará jamás una monarquía hereditaria. Tal monarquía, difícil de crear, será imposible de sostener. Y esa empresa, ruinosa y terrible para nosotros, lo será más para sus promotores».

En vez de ponerse á la cabeza de su división, Jurien prefirió volver á París para justificarse. Se dirigió tristemente á Veracruz, mientras Lorencez continuó su marcha sobre Puebla, seguido por un convoy de doscientos sesenta carros. Estimulado por la distinción que acababa de acrecer su autoridad; teniendo bajo sus órdenes soldados refocilados; exaltado por las opiniones optimistas de Saligny, el general avanzaba confiado y no viendo más que lo que el emperador quería que viese. Escribía: «Tenemos sobre los mexicanos tal superioridad de raza, de organización, de disciplina, de moralidad y de elevación de sentimientos, que ruego á V. E. que diga al Emperador que desde hoy, á la cabeza de seis mil soldados, soy dueño de México. Lamentaría hondamente que las correspondencias particulares hubiesen desviado á S. M. de sus proyectos y que hubiesen hecho vacilar al príncipe Maximiliano para aceptar la corona. Estoy cada día más convencido de que la monarquía es el solo gobierno que conviene á México, y cierto de que en pocos años este país, bien gobernado, gozará de una prosperidad inaudita». (26 de abril de 1862). Al entrar en Córdoba y en Orizaba había sido recibido entre repiques de campanas echadas á vuelo. «¡Que entusiasmos!» decía Saligny. Pero, en este período de guerra civil, las campanas repicaban en honor de quienquiera que llegaba, y más bien eran «eco de una oficiosidad temerosa que signo de alegría» (1). El general veía, sin embargo, que al aproximarnos, las aldeas quedaban desiertas, porque los pobres habitantes huían llevando áuestas lo que tenían de más valioso. El 4 de mayo llegó á Amozoc, á cuatro kilómetros de Puebla.

1 Jorge Bibesco, *Combates y retirada de los seis mil*. Elocuente y poético relato escrito por un hombre de gran corazón.—NOTA DEL AUTOR.

Aunque Puebla era una ciudad abierta, Zaragoza la había puesto en formidable estado de defensa. Sus calles en ángulo recto habían sido cerradas por fortines, la plaza central transformada en un reducto armado de cañones, el convento de Guadalupe, situado sobre una colina de una altura de ciento dos metros, se había convertido en fortaleza sostenida al oeste por el pequeño fuerte de Loreto, y cuatro mil ochocientos cincuenta y dos hombres defendían estas posiciones. (1)

Almonte, cuya opinión apoyó Saligny, aconsejaba que se marchara sobre México á toda prisa; decía que no se encontraría ahí ninguna resistencia y que Puebla caería en seguida naturalmente. «Pero ¿por qué, objetaba Lorencez, puesto que esas gentes desean ardientemente abrirnos sus puertas, hacerlas esperar? No perderemos mucho tiempo en disparar algunos tiros por pura fórmula» No le pasaba por la imaginación que pudiera tener que hacer algo que pareciese un sitio, ni siquiera un reconocimiento agresivo; y no teniendo bastante gente para exponerse á un encuentro serio, por tener necesidad de dejar una parte de sus fuerzas guardando el convoy, creyó preciso atacar vigorosamente, pues, aunque absurdo este medio contra cualquier otro enemigo, nada tenía de temerario tratándose de uno que estaba dispuesto á rendirse. «En este caso, decían los mexicanos, atacad por el barrio del Carmen, por el cual la ciudad ha sido tomada muchas veces. Encontraréis menos obstáculos por ahí, que atacando las alturas fortificadas». Pero al general, ebrio de suficiencia, le pareció más cómodo atacar por el lado norte que tenía en frente. Ninguno de sus oficiales ponía en duda que esa noche se durmiera en Puebla, y hasta se prometían un sueño tranquilo en las camas que les ofrecería el obispo.

1 El general Zaragoza en su parte al ministro de la Guerra (6 de mayo de 1862) daba el siguiente detall de sus tropas en el combate del día 5:

| | |
|--|----------|
| Gral. Negrete (en Guadalupe y Loreto)..... | h 1.200. |
| „ Berriozábal..... | „ 1.082. |
| „ Porfirio Díaz (en el llano)..... | „ 1.000. |
| Coronel Lamadrid..... | 1.020. |
| General Alvarez (á la derecha de Guadalupe)..... | 550. |

Total h 4.852.

Las brigadas de caballería de O' Horan y Carbajal fueron enviadas á México para detener á Márquez. Al día siguiente, 6 de mayo, Zaragoza recibió un refuerzo de cerca de cuatro mil hombres, enviado de México bajo las órdenes del Gral. Antillón.—NOTA DEL AUTOR.

Tomadas todas sus disposiciones, al medio día el general se adelantó y arrojó una mirada escudriñadora hacia la llanura silenciosa. Esperaba que surgieran en el horizonte los diez mil hombres de Márquez que se le habían prometido; que llegara á su oído, brotando de Puebla la antijuarista, el clamor de bienvenida lanzado por ese gran partido intervencionista que se le había anunciado desde hacía tres meses. ¡Nadie en la llanura! ¡Nada en el horizonte! De Puebla, inmóvil y muda, sólo le llegó el eco de un cañonazo disparado del fuerte de Guadalupe (1). Sin embargo, dió la orden de atacar. La artillería, apostada á dos mil doscientos metros de distancia, era insuficiente y estaba demasiado lejos para abrir brecha; se la aproximó, pero entonces perdió de vista el fuerte y se vió obligada á callar. Nuestros soberbios zuavos, nuestros admirables cazadores y marinos saltaron sobre las pendientes escarpadas; un fuego terrible, vomitado por la artillería y por tres filas de tiradores escalonadas, les hizo bajar al fondo de las barrancas. Hubo un instante en que revivió la esperanza: vieron llegar á un piquete de caballería gritando: ¡*Al monte!* Al fin llegaba el socorro prometido!... ¡Ironía feróz!.....Eran enemigos que acudían para completar la derrota. Las compañías de cazadores de á pie que habían quedado en la llanura y sobre las cuales se presipitaron, con dificultad les cerraron el paso. Una tormenta deshecha interrumpió el combate. Teníamos cuatrocientos ochenta y dos muertos ó heridos, entre ellos al subintendente Raoul, muy querido de todo el ejército. Cifra enorme de pérdidas, dada la pequeñez de nuestro efectivo. «El ejército francés, comunicaba Zaragoza á su gobierno, se ha batido con mucha bizarría; su general en jefe se ha portado con torpeza en el ataque.....Ni un momento volvió la espalda al enemigo el ejército mexicano durante la larga lucha que sostuvo.» «Habéis combatido, decía á los suyos Berriozábal, otro de los vencedores, con los primeros soldados de la época y les habéis vencido por primera vez»

A pesar de este fracaso, Saligny insistía para que se marchase sobre México. Pero Lorencez se enojó al fin, y en una orden del día en que daba las gracias á sus soldados por su heroísmo, le acusó de ser la causa del mal éxito alcanzado. «Nuestra marcha hacia adelante ha sido detenida por obstáculos que es-

1 Jorge Bibesco. Obra citada.—NOTA DEL AUTOR.

tabais lejos de esperaros, según los informes que se nos habían dado: se nos había repetido cien veces que Puebla nos llamaba y que su población sembraría de flores nuestro camino; y con la confianza inspirada por estos falsos informes hemos llegado frente á Puebla».

IX

Para imponerse al enemigo, Lorencez permaneció tres días frente á la ciudad. En seguida, se retiró á paso lento, seguido de lejos por el enemigo. En Barranca Seca aseguró su unión con Márquez, que al fin se presentó con dos mil jinetes extenuados (18 de mayo), por medio de un ataque del batallón Lefebvre, del 99 de línea. De regreso en Orizaba, restableció con Veracruz la comunicación cortada por las guerrillas y recibió el refuerzo del Gral. Félix Douai que llevaba trescientos hombres y un convoy. Por su parte, Zaragoza, reforzado por seis mil hombres de buenas tropas mandados por González Ortega, marchaba sobre Orizaba. González Ortega, sabedor por los desertores de la ruptura entre Saligny y Lorencez, propuso á éste un arreglo. Su carta quedó sin contestación; pero, llegado á catorce kilómetros de Orizaba (12 de junio), renovó la tentativa enviando un parlamentario: «Tengo razones para creer que vos y los oficiales que están bajo nuestras órdenes, habéis dirigido una protesta al Emperador contra el ministro Saligny, por haberos engañado lanzandoos contra el pueblo más amigo de los franceses. El conocimiento de la situación difícil en que os encontráis con vuestro ejército, y el deseo de proporcionaros una retirada honrosa, me impelen á proponeros una capitulación cuya base principal sería la evacuación del territorio de la república en un plazo dado». Lorencez contestó que no tenía facultades para entrar en tratados de esa especie, y apresuró sus preparativos de defensa: se rodeó de fortines y de parapetos, descuidando, sin embargo, ocupar el cerro del Borrego, que se eleva sobre la ciudad más de doscientos cincuenta metros, porque creyó que eran inaccesibles sus abruptas pendientes rodeadas de espesos bosques.

Entretanto, González Ortega hacía abrir trincheras entre los árboles y, sin ser notado, subía á la cúspide del cerro tres obuses y dos mil hombres. Desde ahí iba á atacar á la ciudad, que Zaragoza atacaría por la llanura. El campamento francés descansaba en la más completa seguridad, y hubiese sido ciertamente sorprendido á no sobrevenir á media noche un enviado de Almonte, que dió noticia del movimiento de González Ortega. Inmediatamente el coronel Lhéruillier lanzó al capitán Détrie, de la 2ª compañía del 99 de línea, sobre el Borrego, con ochenta hombres. La obscuridad era intensa; á tres metros no se distinguía nada. Nuestros hombres se adelantaron cautelosamente, uno tras otro, asiéndose á los picos de las rocas. Habiendo sido recibidos en la primera altura con una nutrida descarga de fusilería, se lanzaron, sin tirar, gritando: «Adelante! A la bayoneta!» Los mexicanos, sorprendidos, retrocedieron un momento, pero volvieron á la carga, en mayor número. Détrie se sostenía: no podía hacer más. Pero setenta hombres de la 3ª compañía, advertidos por sus gritos del peligro en que se hallaban, acudieron en su auxilio, trepando por el cerro, y todos juntos volvieron á gritar: «Adelante! A la bayoneta!» Los mexicanos se creyeron rodeados por fuerzas superiores, se desbandaron, descolgándose por entre las rocas, en las cuales algunos quedaban suspendidos; y estos fugitivos comunicaron el pánico al resto del ejército de González Ortega, que estaba al otro lado, al pie del cerro.

Este milagro de audacia aturdió á Zaragoza. Estupefacto de ser bombardeado desde aquella colina, de la cual esperaba socorro, levantó el sitio, atravesó las Cumbres (15 de junio), y no pudiendo vencernos por la fuerza, trató de hacerlo por el hambre. Si las aseveraciones de Saligny y de Almonte no hubiesen sido embusteras, no lo habría logrado: el país nos hubiera abastecido de provisiones de boca. Pero nuestro aislamiento era cada día mayor. Almonte, haciendo algo peor que lo que reprochábamos á Juárez, había decretado un préstamo forzoso de ochocientos cincuenta mil pesos, y ordenado la emisión de medio millón en billetes de circulación obligatoria, condenando á la confiscación de sus mercancías á los comerciantes que no aceptaran ese papel-moneda que no tenía garantía ninguna. Entonces Lorencez, mirando al fin con sus ojos y no con los de Saligny y de Almonte, repitió lo que habían dicho

Prim y Wyke, lo que había entrevisto Jurien, todo lo contrario de lo que había escrito pocos días antes: «No tenemos aquí á nadie en nuestro favor. El partido moderado no existe; el partido reaccionario, aniquilado casi, es aborrecido; los liberales se han apoderado de los bienes del clero, y como esos bienes constituyen la mayor parte de México, fácil es comprender cuán grande es el número de personas interesadas en que el partido clerical no se rehaga. Tengo la pena de no encontrar ningún partidario de la monarquía: ni los reaccionarios lo son.» (1)

Todos los oficiales se expresaban como su jefe. El heroico comandante Magnin, de los cazadores de á pie, escribía al mariscal de Castellane: «El Emperador ha sido indignamente engañado por su ministro Saligny ó por otros, con respecto á la situación del país. Sortenemos una causa que ya no tiene ni puede tener partidarios; llevamos con nosotros á individuos como Almonte, el Padre Miranda y otros que causan horror en su tierra y que nos hacen aborrecibles hasta para nuestros nacionales. Se necesita aquí otro general y otro ministro, y además mucha gente. Pero aunque fuésemos cincuenta mil hombres, entráramos á todas las ciudades y llegaríamos á México, no tendríamos un solo partidario». (2)

Los franceses no podían ser abastecidos de provisiones más que por medio de convoyes llegados de Veracruz; pero el enemigo los interceptaba, rechazándolos hacia las ciénagas de la llanura convertida en un lago de fango. Lorencez hacía esfuerzos inauditos para facilitarles el paso, y en esta tarea difícil se mostró tan incansable cuanto previsor, conquistando el afecto de las tropas y demostrando que, á pesar de su fracaso, no era indigno de la victoria. Cercados, acosados, amenazados por el hambre, dieron pruebas de una paciencia y de una tenacidad defensiva, iguales á su impetuosidad ofensiva en las laderas de Guadalupe. Cuando con el pensamiento se pone uno en medio de aquellos valientes, ora en la plaza de armas de Orizaba, escuchando la banda militar que les proporcionaba alguna distracción, ora en el teatro improvisado en que procuraban fortalecer su valor con la alegría y de donde salían sobresaltados

1 Al ministro de la Guerra, 22 de julio de 1862.—NOTA DEL AUTOR.

2 1º de julio de 1862.—NOTA DEL AUTOR.

cuando un oficial se presentaba en la escena gritando: «Muchachos! A las armas! Se nos ataca!»; cuando se les sigue hora por hora y día por día en los incidentes de su vida agitada y monótona al mismo tiempo, se siente tanto enternecimiento como admiración, y después de tantas deslealtades que afligen, se experimenta el consuelo que ellos mismos debieron sentir, cuando, desde las profundidades de la mortífera tierra caliente, subieron á la región de las brisas fortificantes!

X.

La ruptura de Orizaba entre los plenipotenciarios fué aprobada por los gabinetes, siempre por razones contrarias. Russell, que en esta ocasión defendió impertubablemente la justicia, sin su habitual y desdeñosa pedantería, felicitó á Wyke por haber protestado contra la protección acordada á Almonte y por haberse separado de los comisarios franceses desde el momento en que no ocultaron ya su intención de derrocar al gobierno de Juárez. O'Donnell y Calderón Collantes, aunque habían enviado á Prim precisamente para llevar al cabo la intervención que no había después querido continuar (1), no se atrevieron á negarle su aprobación. El emperador se quedó encantado de verse libre de la «lamentable convención de la Soledad», y en situación de ejercer una acción más decisiva, sin contentarse con resultados negativos ó ilusorios.

Esta satisfacción fué pronto turbada por el desastre de Puebla, que consternó á todos. Llovieron maldiciones sobre Lorencez. *Væ victis!* escribió el mariscal Vaillant en su libro de memorias. Sin embargo, el emperador le dirigió desde luego una carta pública y reanimadora: «Mi querido general: He sabido con gusto el brillante hecho de armas de las Cumbres y con pena el fracaso de Puebla. Es propio de la guerra que algunos reveses oscurezcan los brillantes éxitos; pero que eso no os desaliente; el honor del país está comprometido y seréis soste-

1 Esto fué perentoriamente demostrado en el Senado español por Bermúdez de Castro, Mon, Concha y Ríos Rosas. Diciembre de 1862.—NOTA DEL AUTOR.

nido con todos los refuerzos que sean necesarios. Manifestad á las tropas toda mi satisfacción por su valor y su perseverancia para soportar las fatigas y las privaciones: mientras más lejos están, más mi solicitud se vuelve hacia ellas. Yo he aprobado vuestra conducta, aunque no ha sido comprendida por todos. Habéis hecho bien en proteger al Gral. Almonte: como estamos en guerra contra el gobierno de México, todos los que se refugian bajo nuestra bandera tendrán el mismo derecho á nuestra protección; pero ésta no debe influenciar nuestra política futura. Es contrario á mis intereses, á mi origen, á mis principios, imponer un gobierno al pueblo mexicano. Que él escoja su forma con toda libertad. No le pido más que sinceridad en las relaciones exteriores y no deseo más que la felicidad y la independencia de ese hermoso país, bajo la salvaguardia de un gobierno estable y regular» (16 de junio de 1862). Este no era ya el lenguaje de Brunswick: era el de Alejandro I contra Napoleón. La contradicción entre el dicho y el hecho continuaba. Si no se quería imponer ningún gobierno á los mexicanos, ¿para qué ir á derrocar al que habían establecido, fundándole en el sufragio universal, y que, con excepción de un pequeño número de facciosos, todos estaban de acuerdo en reconocer?

Al llegar el parte detallado de Saligny, otro fué el tono en que el emperador hizo que el ministro de la Guerra escribiera al desafortunado general: «El Emperador admira el valor de las tropas, pero no aprueba el ataque imprudente de Puebla ni el empleo de la artillería contra fortificaciones á dos mil quinientos metros de distancia. Reprueba también vuestra actitud con respecto al Sr. de Saligny. Cualesquiera que hayan sido sus sinrazones, es el representante del Emperador y tiene derecho á que le consideréis. Debéis también tener toda clase de consideraciones no sólo con el Gral. Almonte, sino también con todos los mexicanos que vengan hacia nosotros. No será tratando mal á éstos, como obtendréis la adhesión de otros: el carácter español es muy susceptible; sólo con buenos procedimientos se le conquista. Es preciso pagar y armar á los auxiliares mexicanos y manifestarles confianza»

El mariscal Randon hizo lo que se le mandaba, pero escribió al emperador una carta digna de ser comparada con las del mariscal Vaillant cuando, durante la guerra de Crimea, defendió á Canrobert y á Pélissier. «He cumplido con excesiva pena la

orden que me dió V. M. El General Lorencez se afligirá cruelmente de recibir, en momentos en que le serían quizás necesarias atenciones de su soberano, antes tan benévolo para él, una censura tan netamente formulada. Las explicaciones que da en su parte podían ser discutidas, y las faltas que se le reprochan aparecerían atenuadas si se considerasen los obstáculos que se oponían á la marcha de un pesado convoy, y su preocupación constante para hacer vivir á las tropas, para abastecerlas de municiones de guerra, para mantener en fin las comunicaciones. Las críticas abundan cuando se fracasa, y ha sucedido más de una vez que, en la guerra, lo que parece que habría sido mejor, no era lo más practicable. Cuando estas críticas provienen de militares experimentados, revisten alguna gravedad, pero cuando como en el caso presente, la conducta de un comandante en jefe en el campo de batalla es apreciada por individuos extraños al ejército, ¿es equitativo pronunciar un fallo tan severo? Y no es sólo al Gral. Lorencez á quien ataca el Sr. de Saligny: no se le escapan ni el almirante Jurien, ni el coronel Valazé, ni el Estado Mayor, y también podría haber añadido al Gral. Douay, quien desde Veracruz señala sus tendencias á vituperar al ejército. Leyendo las comunicaciones del Sr. de Saligny, examinando el valor de sus apreciaciones, es permitido sonreír y no tomar en serio sus razonamientos para criticar las operaciones de las tropas...¿Qué general consentiría en encargarse de un mando si sus menores acciones de guerra debieran tener por juez á un hombre que, colocado cerca de él con una misión muy distinta, se arrogara el derecho de escrutar su conducta y denunciar sus actos?» (2 de julio de 1862).

El emperador, obligado á mantener en alto el honor del pabellón, convirtió la pequeña expedición inicial en un cuerpo de ejército de treinta mil hombres. El mismo designó los cuerpos, los oficiales, entrando en los detalles más minuciosos. Reservó el mando al Gral. Forey, á quien, desde Montebello, se consideraba como uno de nuestros jefes más vigorosos; pero antes de investirle, encaprichado en su confianza ciega, le impuso como condición *sine qua non* el acuerdo con Saligny cuya palabra seguía siendo ley. «Como soy responsable de mis actos, dijo el emperador, tengo derecho de exigir que los que sirvan mi política se apeguen á ella completamente. Como apruebo sin restricción la política seguida desde el principio por el Sr. de

Saligny, como es el único que conoce bien el país y está al tanto de los agravios de que se nos debe reparación, es importante, es indispensable que el general que vaya á México éntre en relaciones íntimas con él y se aproveche de su experiencia. Si, pues, bajo la influencia de ciertos rumores, partís con la idea preconcebida de no mantener entre ambos una perfecta inteligencia, las cosas andarán muy mal, y en ese caso, sería preferible que me hicieseis conocer de antemano el fondo de vuestro pensamiento. Han sido las divergencias de opinión y las que-rellas de amor propio las que han embrollado todo en México. Quiero que se acaben; comprometen demasiado el éxito de los más grandiosos proyectos.»

Precisamente en esos momentos el comandante D'Ornant, enviado en exploración por el ministro de la Guerra, escribía de Veracruz: «Una animosidad muy viva se manifiesta abiertamente contra la dirección diplomática dada á los asuntos de México por los agentes de ese servicio, á quienes se acusa por todas partes de haber engañado al Emperador con respecto á la verdadera situación. Todos los falsos rumores esparcidos desde hace tiempo, sea acerca de las personas, sea acerca de las causas no confesables atribuídas á la expedición, no son más que un eco insignificante de lo que se dice en los corrillos, sin exceptuar los que forman los soldados».

Forey aceptó la condición que se le imponía y partió inmediatamente, precediendo á los refuerzos. Lorencez, ofendido, se rehusó á tomar el mando de una división, y como Jurien, obtuvo regresar á Francia para justificarse. El Gral. Lebœuf solicitó ser agregado á la expedición; el emperador le contestó que no era ésta suficientemente importante para que se le agregase un general de artillería.

El emperador recibió de México otra noticia que le afectó casi tan dolorosamente como el desastre de Puebla. Los plenipotenciarios ingleses, dejando á los franceses marchar sobre México, se habían dirigido allá con el carácter de negociadores. Wyke había sido recibido con solícita benevolencia y había concluído un tratado, iniciado en Puebla, con aquéllos á quienes sus antiguos aliados habían puesto fuera de la ley. Eso era más que una abstención: era reanimar directamente á nuestros adversarios. «¿Es esto, decía melancólicamente el emperador, lo que he merecido con la conducta que observé cuando el asunto

del *Trent*?» (1) Nuestro embajador Flahaut insistió tanto cerca de Russell y tanto insistió Thouvenel cerca de Cowley, que la convención firmada por Wyke no fué ratificada. «Su Majestad, escribió Russell, se regocija de no verse obligada, en el momento en que las fuerzas expedicionarias francesas parecen tropezar con dificultades, á dar un paso que habría tenido el carácter de agravar esas dificultades y hecho suponer en el gobierno británico sentimientos que está lejos de abrigar hacia el del emperador» (17 de junio de 1862). El emperador, desarmado, manifestó su gratitud.

1 Hé aquí como relata el mismo Ollivier, algunas páginas antes, ese asunto: «El asunto del *Trent* permitió á Inglaterra y á Francia dar un nuevo testimonio de interés á los rebeldes del Sur. Los Estados confederados habían enviado dos agentes á París y á Londres, Slidell y Mason (8 de noviembre de 1861), quienes habían, en la Habana, tomado pasaje en el buque inglés *Trent*. Pero sabedor de su partida, el capitán Wilkes, del *San Jacinto* steamer de los Estados Unidos, se lanzó en persecución del *Trent*, lo alcanzó, tiró un cañonazo tan claramente en otra dirección que la seguida por ese buque, que podía ser considerado como tiro al aire. El *Trent* siguió su marcha á todo vapor; pero un nuevo cañonazo, cuya granada hizo explosión á medio cable de distancia, lo hizo detenerse. Una chalupa armada lo abordó; un teniente subió á bordo, y, en términos respetuosos y corteses pero resueltos, pidió al capitán que le entregase á Slidell y Mason, y como el capitán negara que estuviesen esos individuos entre los pasajeros, le exigió que le mostrara sus papeles. En esto, Slidell se presentó y dijo que él y su compañero no serían llevados al buque americano sino *vi et armis*. El capitán inglés apoyó su protesta «contra aquel acto ilegal, contra aquel acto de piratería». El teniente americano, por única respuesta, señaló con la mano el *San Jacinto* á distancia de doscientas yardas, con sus hombres armados en la popa, con sus portas abiertas, é hizo señas á sus marineros para que treparan al *Trent* por las escalas. No había más remedio que someterse: los dos enviados y sus secretarios se dejaron aprehender sin más resistencia que la necesaria para hacer constar que cedían á la fuerza. Aunque creyéndose con derecho á apoderarse del buque, el capitán Wilkes lo dejó partir para no causar contratiempo á los demás pasajeros. Los prisioneros fueron llevados al fuerte Warren, donde se les trató bien.

«La emoción fué igual en los Estados Unidos que en Inglaterra. La Cámara de diputados de los Estados Unidos pidió por unanimidad al presidente de la República, que tratara á los comisarios del Sur como traidores, y dió un voto de gracias al capitán Wilkes. Palmerston, sin perder un momento, envió tropas al Canadá, antes que la navegación del San Lorenzo fuese impedida por los hielos. Sin embargo, Russell trató el asunto con moderación. Exigió por comunicación oficial. (30 de noviembre)

El concurso del cuerpo legislativo se había vuelto indispensable. Se le pidió una ampliación de siete millones para el presupuesto de la Guerra y otra de seis para el de la Marina. No pensando más que en nuestros soldados comprometidos tan lejos, las votamos y yo dije por qué: «Estamos unánimemente concordes en un punto: donde quiera que nuestros soldados están comprometidos y padecen, no importa por qué razones y en qué circunstancias, hay que socorrerles. Al votar este socorro, lo digo desde hoy, no renunciamos al deber de investigar lo que nuestros soldados han ido á hacer á México ni al de decir qué

que los cuatro prisioneros fueran entregados al ministro inglés y que se presentaran excusas suficientes en un plazo de siete días. Pero en una carta particular á su ministro Lyons, le ordenó que tuviese una entrevista con Seward sin llevar los despachos especiales, y que verbalmente, en términos generales, en forma de conversación, se refiriera á su contenido, para que el presidente y su ministro tuviesen tiempo de resolver lo conveniente, y para que, dando una satisfacción espontánea, evitaran aparecer como cediendo á una intimación. En caso de que Seward preguntara cuáles serían las consecuencias de una negativa, Lyons debía evitar toda contestación, para que aquél paso no significara una amenaza.

«Por su parte, el emperador, espontáneamente, ordenó á nuestro ministro Mercier que se asociara á Lyons, y Thouvenel, en una comunicación que debía leerse á Seward, desarrolló razones en favor de la reclamación inglesa.....

«El gobierno de los Estados Unidos se cuidó de complicar su lucha difícil contra el Sur con una guerra extranjera apoyada, cuando menos moralmente, por Francia. El Secretario Seward explicó que el acto del capitán Wilkes no le había sido ordenado y que por consiguiente el gobierno americano no había ni premeditado, ni cometido, ni aprobado ninguna ofensa á Inglaterra; y ordenó que los cautivos fuesen puestos en libertad.

«Palmerston, que no podía decidirse á juzgar un acto del emperador sin suponer en él una intención perversa, se sintió inclinado á no agradecerle su espontáneo apoyo. «El deseo de impedir, le oyó decir el ministro de Italia, la destrucción de una marina que, en caso dado, podría unirse á la suya, no es ajeno á la buena voluntad que nos manifiesta». Sin embargo, no persistió en su ingrata interpretación y se congratuló de la conducta de Napoleón III, como no lo había hecho desde hacía tiempo.

«La desconfianza contra el emperador, de la cual no podía librarse la política inglesa, perdió poco después á uno de sus principales inspiradores con la muerte del príncipe consorte (15 de diciembre de 1861.)»—NOTA DEL TRADUCTOR.

actitud conviene que impongamos ó aconsejemos al gobierno» (16 de junio).

Los Cinco no aceptaron que la honra de decir la verdad fuese reservada á extranjeros, como Prim y Russell. El patriotismo no consiste en aprobar lo malo que hace el propio país: se le ama á pesar de sus errores, pero debe tratarse de impedir que los cometa, y si ello no se logra, se le debe reprender. Julio Favre cumplió en nombre nuestro ese penoso deber, con motivo de la discusión del proyecto de ley relativo á la ampliación de partidas del presupuesto para el año de 1862. Había pronunciado muchos discursos más elocuentes, mejor ordenados; no pronunció ninguno más convincente ni más verdadero. Hizo resaltar la idea capital de la convención de Londres, denunció los proyectos de restauración monárquica, objeto real de la expedición, insistió sobre el crédito Jecker y reprodujo los severos juicios de la prensa extranjera. «Se desdennan esos ataques: se hace mal. Se cree estar suficientemente protegido con el sistema de excesiva vigilancia que es la esencia misma de nuestro gobierno, y como se detiene á la calumnia en la frontera, se la cree abogada. Parece que Francia es como el ave de noche que, porque tiene la cabeza bajo el ala, se imagina que nadie la ve, y porque en su derredor todo está obscuro, juzga qu no hay luz en ninguna parte». Caracterizó con una frase fuerte y justa los equívocos, las dobleces, las felonías de los plenipotenciarios en Veracruz y en Orizaba: «¿Contamos con la parte sana de la población, decís, y que esa parte sana sería la que saldría á encontrar á los invasores del territorio? ¡Esa sería la parte más despreciable! Y no habléis de proscriptos á quienes tendríamos que proteger. Almonte no es un proscrito: es el mandatario de un príncipe extranjero, un agente de candidatura monárquica que va á su país á desencadenar el azote de la guerra extranjera. Ah! no me es posible, en presencia de un acto tan incalificable, contener los sentimientos de mi corazón. Ignoro el porvenir que el destino reserva á Francia; tengo la convicción de que irá siendo cada día más digna de la libertad, de que llegará á conquistarla toda; pero aunque se viese reducida—lo cual no podrá suceder: estoy cierto de ello—á soportar el yugo de un déspota que la despojara de todas las garantías, que diezmará á sus ciudadanos eminentes, que hiciera pesar de un cabo al otro del territorio un sistema de terror y de muer-

te, nos estremeceríamos bajo su férula, trataríamos de romperla; y si en el frontera apareciese un traidor escoltado por fuerzas austriacas y prusianas, contra él me lanzaría yo considerándole enemigo y creería cumplir un deber derramando hasta la última gota de mi sangre para oponerme á que ese insolente hollase el suelo de mi patria, que profanaría con su planta» Mérimée había escrito humorísticamente: «Los mexicanos han cometido la necedad de no dejarse derrotar por un puñado de franceses, y ahora no hay en Francia un solo hombre que se atreva á decir que más vale tratar con Juárez que enviarle cañonazos que cuestan muy caros» Julio Favre se atrevió á ello: «No hay más que un partido que tomar: tratar con México y retirarse. ¿Para qué hacer la guerra? La guerra se hace cuando se tiene enemigos. ¿Donde están allá los nuestros? Si no estuviéramos del lado de Almonte no los tendríamos. No tenemos en México más que deudores, pero esos deudores quieren saldar sus cuentas. Seguir haciéndole la guerra es tomar no sólo el peor sino el más injusto de los partidos, porque lo que sería más funesto en esa empresa sería la victoria, que os acarrearía responsabilidades, obligándoos á sostener el gobierno que habríais fundado».

Billault envolvió los equívocos, las exageraciones de Saligny y de los emigrados mexicanos en una composición literaria artística y elocuente. Adulteró los hechos evidentes; presentó al través de un cristal de aumento la supuesta opresión mexicana, la cual, de hecho, había pesado sobre muy pocos franceses y se había hecho sentir principalmente á los españoles. No quiso ver en Juárez más que al representante de unos cuantos centenares de opresores; calificó de atroces sus decretos necesarios contra la invasión y de bárbaras las penas decretadas contra los que abrieran las puertas de su patria al extranjero, por más que en todos los países se decretan iguales penas. Le acusó también de haber exigido que se le entregara, para fusilarle, á Almonte, cuya expulsión sólo había pedido; y pasó, lo mismo que Thouvenel en sus notas, como sobre ascuas, al tratar de la monstruosa cifra de las indemnizaciones. «Ya se examinará, dijo, la parte en que los intereses franceses están comprometidos en el crédito Jecker, y se liquidará éste conforme á las reglas de la legalidad y de la justicia». Reconoció que el objeto de la expedición era, no derrocar á Juárez, sino

«destruir una república que, desde hacía treinta años, no había dado una sola prueba de buena fe». Sin embargo, ensalzó la soberanía, la independencia de los pueblos, esto es, todos los principios violados por la expedición, y reprodujo el sofisma de respetar la libertad de un pueblo que se invade, sofisma burdo que no me detendré ya en refutar.

Desde el mes de mayo, Cowley había escrito: «Por más que Thouvenel haya plenamente admitido que ningún gobierno fuese impuesto al pueblo mexicano, yo engañaría á V. S. si la ocultara que mi convicción personal es que existe una intención bien determinada, aunque no confesada, de derribar el gobierno de Juárez, cualesquiera que sean las consecuencias, aunque ello produzca la guerra civil». Después del discurso de Billault, ya nadie dudó y desde entonces comenzó la reprobación, que debía volverse universal, aun entre los que formaban parte del gobierno, luego que la libertad de juicio y de palabra dejara de ser cohibida por la necesidad de reparar un revés militar.



CAPITULO III

Toma de Puebla.—Entrada á México.

I

Forey, llegado á Veracruz el 21 de septiembre de 1862 (1), desembarcó luego las tropas que llevaba, pero no bajó á tierra hasta el día 25 á las siete y media de la mañana, con objeto de impresionar, con gran aparato militar, la imaginación del pueblo mexicano. Había sido precedido por una proclama escrita por el emperador y traducida al español. Decía Napoleón en esa proclama que «no había ido á hacer la guerra á los mexicanos, sino á un puñado de hombres sin escrúpulos ni conciencia, que habían pisoteado el derecho de gentes, gobernaban por medio del terror más sanguinario y no habían vacilado, para sostenerse, en vender por girones al extranjero el territorio de su país».

1 Consecuente con mi propósito de dar á conocer todo lo que dice Ollivier en *El Imperio Liberal* acerca de la intervención y del imperio en México, voy á entresacar lo referente á los meses de julio y agosto de 1862, de lo que contienen los capítulos comprendidos entre los que tratan exclusivamente de ese asunto y forman los II y III de este libro. Refiriéndose á las relaciones de los gobiernos francés, inglés y español después de la ruptura de Orizaba, dice: «La ruptura de Orizaba y su aprobación en Londres no había alterado las buenas relaciones entre los gabinetes de Francia é Inglaterra. Seguían sobre todo de acuerdo en su actitud benévola hacia los Estados del Sur, el gabinete inglés á causa del aludón, el francés á causa de la expedición de México» y añade que por entonces Napoleón hasta quiso reconocer al Sur como república, á lo cual no accedió Palmerston, cuya opinión secundó Thouvenel. Con respecto á España, dice que «no se resignaba como Inglaterra»; que «su ministerio lamentaba la ruptura que se había creído obligado á aprobar»; que «Mon, embajador en París, descontento por tal inconsecuencia, había dado su dimisión» y que «el Gral. Concha había sido enviado en calidad de envia-

Una vez que las tropas, hubieron pasado revista, Forey comentó á su manera la proclama imperial, y con el fin de ganarse la voluntad de los habitantes, hizo que se izara el pabellón mexicano en el palacio del Ayuntamiento. En virtud de sus plenos poderes, pronunció después la disolución del gobierno instituído por Almonte, porque no representaba al país. Hecho todo esto, no le quedaba más que salir de Veracruz. Ahí se estuvo, sin embargo, hasta el 12 de octubre, como si esperara que la fiebre amarilla le expulsase.

A su llegada á Orizaba, se encontró con la primera dificultad: las relaciones con Saligny. No contento con haber hecho del acuerdo con éste una condición para darle el mando, el emperador había insistido sobre ese punto en sus instrucciones confidenciales: «Ignoro si el carácter privado del Sr. de Saligny deja que desear, ignoro si se le puede reprochar intemperancia de lenguaje, pero lo que sí sé y declaro es que desde el principio de la expedición sus comunicaciones han sido dictadas por el buen sentido, la firmeza y la dignidad, y no dudo de que, si sus opiniones hubiesen sido tomadas en cuenta, nuestro pabellón flotaría en México. Se dice que ha engañado al gobierno acerca de la realidad de la situación; al contrario, me complazco en reconocerlo, ha dicho siempre la verdad. Jamás ha pretendido que los mexicanos fuesen bastante entusiastas y enérgicos para salir al encuentro de nuestros soldados y derribar por sí mismos el gobierno que les oprime. Pero sí ha sostenido que, una vez dentro del país, encontraríamos poblaciones que tie-

do extraordinario y con la orden de reanudar, si era posible, un tratado que se quería crear suspenso y no roto». Dicho esto, relata cómo Napoleón manifestó por la reina de España una amistad tan ardiente, que hasta parecía hostilidad hacia el pueblo español, pero sin querer tratar el asunto de la ruptura. Acerca de la actitud de Thouvenel en aquellos momentos, Ollivier dice: «Había tan frecuentemente afirmado con entera buena fe que no pensábamos intervenir en la constitución interior de México, que, mal avenido con su conciencia desde que la intervención no se disimulaba y desde que la situación no dependía ya de él, pensaba en retirarse». Y acerca de lo que pensaba Napoleón en esos mismos momentos, se expresa así: «También para el emperador la expedición de México era un tormento y la de Italia seguía siéndolo. Perseguido por esta doble preocupación, buscaba los medios de enviar soldados á México sin desorganizar el ejército y retirarlos de Roma sin menoscabo de su honor. Pero era más fácil embarcar tropas para Veracruz que hacer que regresaran á Tolón las de Roma».—NOTA DEL TRADUCTOR.

nen simpatía por nosotros. Y la prueba de que ha dicho la verdad, es que, después del desastre del 5 de mayo, he leído en un informe del cónsul de Prusia en Puebla, dirigido á su gobierno, que la ciudad estaba consternada al día siguiente de nuestro fracaso y que, mohina y silenciosa, estaba muy lejos de compartir el júbilo de las tropas mexicanas. Sé por veinte cartas llegadas de México, que antes del 5 de mayo, el gobierno estaba estupefacto y que el pueblo nos esperaba impaciente-mente, como á sus libertadores. Así, pues, el Gral. Lorencez no ha sido engañado por los informes de Saligny y de Almonte, y si hubiese tenido éxito en el ataque de Puebla, lo que esos señores le habían anunciado se hubiese realizado. No le reprocho á dicho general el haber fracasado: todos pueden engañarse en las cosas de la guerra; pero sí le he tenido á mal que haya vituperado á quienes no lo merecen. Si hubiese triunfado en Guadalupe, se habría, con razón, atribuído el mérito; no habiéndolo logrado, debe solo soportar la responsabilidad.» Después, el emperador había ordenado la mayor benevolencia con Almonte y con todos los mexicanos que se nos ofrecieran.

La víspera de su llegada á Orizaba, Forey recibió á Lorencez y escuchó sus recriminaciones; el 24 de octubre entró á la ciudad, escoltado por el Gral. Almonte, y apenas bajado del caballo, tuvo una conferencia con Saligny. «Después de una conversación de tres horas, escribí al emperador, me he convencido de que todas las recriminaciones que han afligido á V. M. reconocen por causa el fracaso de Puebla, y de que el ejército ha sido impelido por el Gral. Lorencez á tomar una actitud lamentable, persuadido de que el Sr. de Saligny es el único autor de ese fracaso. Este ha probablemente cometido faltas, pero, según lo que he podido juzgar en la primera entrevista, oyendo sus explicaciones, que han tenido toda la apariencia de la sinceridad, me inclino á creer que la irritación del Gral. Lorencez contra él, proviene primeramente del fracaso de Puebla y después y sobre todo de una susceptibilidad exagerada» (26 de octubre). (1)

Al día siguiente, Forey reunió á todos los oficiales y les recomendó de la manera más insistente que no continuaran tratan-

1 Tengo en mi poder los originales de todas las cartas que voy á citar.—NOTA DEL AUTOR.

do mal á Saligny. «No sólo, dijo, no ha sido tratado con las consideraciones que merece su posición, sino que se le ha insultado, y hasta se han dado órdenes para que los oficiales se abstuviesen de ver á los miembros de la legación. Tal antagonismo ha sido para la acción francesa una causa de debilidad que ha causado mucha pena al emperador. Debe, por lo mismo, terminar. El Sr. de Saligny, por lo demás, está ahora subordinado. Vuestro amor propio no tiene, pues, que temer influencias enojosas. De hoy más, yo soy el único responsable y cuento con vuestra adhesión al emperador, para que os conforméis con su deseo. No os lo mando; os lo pido como amigo.» Al día siguiente de la partida de Lorencez (11 de noviembre), se comunicó á los oficiales que el Sr. de Saligny recibía los martes y que el general vería con gusto que todos concurriesen á las recepciones del ministro, para demostrarle su estimación. Fueron tales recepciones muy concurridas por lo pronto.

Allanada esta dificultad preliminar, el general pudo ocuparse en los asuntos militares. El 11 de noviembre, el desembarque de las tropas llegadas de Francia y de su material de guerra quedó terminado, gracias á la solicitud inteligente de Jurien de la Gravière, repuesto en el mando de la escuadra. El cuerpo expedicionario se componía: de dos divisiones de infantería, la una mandada por Bazaine, la otra por Douay; de una brigada de caballería bajo las órdenes de Mirandol; de ocho piezas de 12, de sitio, doce de 12, de reserva, veinticuatro de campaña y doce de montaña. Por todo: veintiocho mil ciento veintiséis hombres y cincuenta y seis cañones. La brigada de reserva, las tropas auxiliares mexicanas y un pequeño contingente egipcio, hacían ascender el efectivo á treinta y cinco mil hombres. El Gral. Laumière mandaba la artillería y Wolf dirigir los servicios administrativos.

El emperador había dado á Forey instrucciones de que marchara sobre Puebla, habiéndole escogido á causa de las muchas pruebas de audacia que había dado en otras ocasiones. Pero se había vuelto pesado, gravadoso. Cuando se sentaba en algún lugar, ya no se resolvía á levantarse. Había salido con trabajo de Veracruz y parecía que le habían clavado en Orizaba. Aunque aquí al menos tenía un motivo para permanecer: la necesidad de asegurar á sus tropas víveres para muchos meses. Pero, á pesar de que se le aseveraba que encontraría inmensos

recursos en la meseta de Anáhuac, no tuvo la idea de ir á cerciorarse de ello, se obstinó en sacarlo todo de Veracruz. El país estaba agotado: la intendencia debió proveerse en los Estados Unidos y á precios exorbitantes, de semillas y otros alimentos para los soldados, de forrajes, de acémilas, destinadas á suplir, en los detestables caminos, á los carros mexicanos demasiado pesados y lentos. Y así transcurrían los días y los días.

Sin embargo, en los primeros de diciembre se decidió el general á poner el pie en la meseta de Anáhuac. La columna Douay trepó á ella por las cumbres de Acultzingo; el 99 de línea, por la ruta de Maltrata; Bazaine, por Jalapa y Perote. En fin, durante el mes de enero de 1863, Forey determinó enviar también allá arriba al intendente Wolf, para que viese si, como se le había dicho, había provisiones de boca. Wolf descubrió recursos inmensos, sobre todo en la llanura de Tehuacán: vió que podía procurarse un millón de raciones de toda especie. Entonces se renunció á hacer llegar de Veracruz los largos y costosos convoyes que se tenían preparados. Y así fué cómo la inmensa cantidad de víveres que ahí se habían amontonado á tanto costo, se pudrieron. Apenas si se pudo reexpedir rumbo á Francia lo que podía soportar el viaje: café, azúcar, aguardiente: el resto, galleta, centeno, maíz, harina, fué cedido á los marinos ó vendido á vil precio.

Mientras se hacían los preparativos militares, el acuerdo político con Saligny estuvo á punto de romperse. Fué acusado ante el general en jefe, de conspirar á la sordina y de seguir dando á Almonte, á pesar de las proclamas oficiales, el título de jefe supremo de la nación. Aunque Saligny negó tales cosas, Forey se enojó, habló de traición y se quejó al emperador de la conducta del diplomático á quien acababa de recomendar tan calurosamente á los oficiales. «No es posible desconocer que el Sr. de Saligny se ha ofendido porque se le ha puesto en el segundo lugar. Por su parte, el Gral. Almonte no ha podido bajar de grado del pedestal que él mismo se había erigido. No es, pues, de sorprender que hayan ambos formado una especie de alianza para tramar una intriga por medio de la cual tratan de recobrar su antigua importancia, al menos á sus propios ojos. El Sr. de Saligny conoce á las gentes de este país mejor que nadie, según dice él y según cree V. M. Yo lo creo también en lo que se refiere á los personajes, pero no se nece-

cita haber habitado México durante muchos años para apreciar el carácter general de los mexicanos. Pronto se comprende que son falsos, astutos, intrigantes y que hay que desconfiar de ellos. Y yo me pregunto si esos defectos, á causa del largo contacto, no han trascendido hasta el Sr de Saligny». Pero tranquilizaba al emperador respecto á sus intenciones: «No temáis, *Sire*, que me deje arrastrar á conducirme irreflexivamente. No ocultaré al Sr. de Saligny la sorpresa que me causa su conducta, pero le tendré todos los miramientos debidos y no le diré una palabra que pueda turbar la buena armonía que os he prometido y que os prometo conservar, al menos en lo que de mí dependa» (9 de enero de 1863).

Era más expansivo con Fleury: «El Emperador tiene en él una confianza absoluta y yo temo que aunque la merezca por su conocimiento de los hombres y las cosas de esta tierra, no sea lo mismo en lo que se refiere á su propio carácter, que creo poco leal, desprovisto de esa rectitud que agrada ver en los hombres que ocupan altas posiciones y á quienes se confían graves intereses. El Sr. de Saligny no ha podido vivir en buena inteligencia con el excelente Jurien de la Gravière, que es la personificación del honor. Ya sabéis lo que ha pasado con Lorencez, y no estoy lejos de creer que éste no tuvo toda la culpa. Sé que mantiene una correspondencia frecuente con el Gral. Rollin, quien comunica sus cartas al Emperador, y temo que, sabiendo, como sabe, escribir con habilidad y conservar siempre en su juego algún triunfo, como decía cierta vez á Jurien, logre preocupar á S. M. con sus quejas constantes. Sin duda alguna, yo había preferido encontrar aquí, para ayudarme en la difícil misión que se me ha impuesto, á un hombre de un carácter elevado, cuya honradez y lealtad no fuesen discutidas por nadie y cuya conducta privada no hubiese sido pasto de la maledicencia; pero tal como es, conservaré con él buenas relaciones hasta el fin, como se lo he prometido al Emperador» (25 de enero de 1863).

Cumplió su palabra. Como sus quejas no tuvieron mejor éxito que las de Lorencez, ocultó su íntima manera de pensar, vivió en buena inteligencia con Saligny y siguió bajo su dirección política.

II.

Los mexicanos se admiraban y se regocijaban con nuestras demoras; y se aprovechaban de ellas para fortificarse en Puebla. Zaragoza, víctima del tifo, había sido reemplazado por González Ortega, quien tenía como jefe de Estado Mayor á Mendoza, anciano de setenta y cinco años, pero todo actividad y energía. Se estableció, bajo la dirección inmediata del ingeniero Colombres, una línea externa de defensa, formidable, con obras de tierra que se seguían las unas á las otras, con sólidas construcciones, iglesias y fuertes por reductos: al norte, las ciudadelas de Guadalupe y Loreto, al este, las de Misericordia y Zaragoza, al sur, las del Carmen y Totimehuacán, al oeste, la de San Javier.

El interior de la ciudad se componía de islotes de casas rectangulares, llamados *manzanas*, en medio de los cuales se elevaban las iglesias y conventos. Cada una de esas manzanas fué puesta en estado de defensa; fueron rotas las escaleras de las casas, atrincheradas sus puertas, artilladas sus ventanas; convertidas las iglesias y conventos en fuertes y en almacenes, derribados el campanario y la cúpula de Guadalupe para reemplazarles con terraplenes cubiertos de cañones. En el centro, en derredor de la catedral, fué establecido un vasto reducto protegido por una doble hilera de barricadas. Así una línea interior de defensa apoyaba, hasta poder suplirla, la línea exterior. Dieciocho mil hombres, valientes, resueltos, sostenidos por ciento setenta bocas de fuego, estaban distribuidos en estas obras, mientras un ejército de auxilio se reunía bajo las órdenes de Comonfort.

Juárez fué en persona á levantar los ánimos, á distribuir medallas conmemorativas á los soldados que habían rechazado al invasor, y dirigió al ejército una proclama en que decía: «Así pues, el emperador Napoleón persiste en sumir en los horrores de la guerra al pueblo que ha prodigado sus simpatías y sus favores á los franceses. La conciencia de todas las naciones civilizadas ha condenado severamente esta invasión, tanto por sus miserables pretextos, como por su objeto más miserable aún. El gobierno del emperador no pide justicia: no se la hemos negado nunca. Su objeto real es humillarnos y destruir una república

libre y democrática, que ha abatido completamente á las clases privilegiadas. Vais á defender la causa de la libertad, de la humanidad y de la civilización».

Se hicieron imprimir los discursos de Julio Favre y de Ernesto Picard y se fijaron en todas las esquinas de la ciudad. Un periódico comenzó á publicarse, en francés y en español. Todos los números de ese periódico tenían á la cabeza una página de *Napoleón el pequeño*. Victor Hugo envió también una proclama: «Mexicanos: Tenéis razón en creer que estoy con vosotros. No es Francia la que os hace la guerra: es el imperio. Ciertamente, estoy de vuestro lado. Vosotros y yo estamos en pie frente al imperio, vosotros en nuestra patria, yo en el destierro. Combatid, luchad, sed terribles, y si creéis que mi nombre os pueda ser útil, servíos de él. Apuntad á la cabeza de ese hombre y que la bala sea la libertad. Valientes mexicanos, resistid, esperad. Vencedores ó vencidos, Francia seguirá siendo vuestra hermana, hermana en vuestras glorias como en vuestras desdichas, y yo personalmente os llevaré, vencedores, mi fraternidad de ciudadano vencidos, mi fraternidad de proscripto».

II

El 23 de febrero por la mañana, Forey se decidió á salir de Orizaba. Al rendir su quinta etapa, en Quecholaca (27 de febrero), habiendo la caja del pagador quedado vacía, se detuvo para esperar de Veracruz cuatrocientos mil pesos que había ido á buscar el *Allier* á La Habana. «Concibo que un general de ejército, le escribió á ese respecto el emperador, se encuentre embarazado en sus operaciones por la falta de víveres ó de municiones, pero no puedo admitir que retarde su marcha para esperar un convoy de dinero. Espero que los primeros correos que me lleguen, me traerán noticias que me hagan olvidar este enojoso contratiempo» (1).

El 9 de marzo, Forey volvió á emprender su marcha de tortuga. El 16 comenzó la circunvalación de Puebla: la división Douay por el norte, la de Bazaine por el sur. El cuartel gene-

1 El emperador á Forey. Abril 14 de 1862.—NOTA DEL AUTOR.

ral se estableció en el cerro de San Juan, de donde se descubría toda la ciudad y la campiña. El 19 el cerco era completo.

Las gentes del país aconsejaban que se atacara por el sur, por el fuerte del Carmen, porque, tomado el fuerte, se estaría á poca distancia del reducto central y la ciudad se rendiría á discreción. Forey prefirió atacar el fuerte de San Javier, por el oeste, frente á su cuartel general, aunque la distancia de este fuerte al reducto central, al través de las calles atrinchera-das, fuese doble. El fuerte de San Javier era un hermoso edificio de piedra de cantera, de dos pisos y en forma de octógono alargado. Como sobresalía de la línea exterior fortificada, era más fácil rodearlo y hacer converger contra él los ataques. Esta consideración hizo que Forey se decidiera, con tanta más razón cuanto que estaba imbuído á su vez en las ideas de Salig-ny, y convencido de que apenas se rompiera la línea de defensa en cualquier punto, Puebla se levantaría en su favor y González Ortega cesaría de resistir.

Antes de que la trinchera fuese abierta, el coronel Du Barail con dos escuadrones de cazadores de Africa, derrotó, en un combate brillante, á tres regimientos mexicanos, haciéndoles cien prisioneros. El 23 de marzo por la noche quedó abierta la trinchera; el 29, las tropas, vigorosamente conducidas por Bazaine, asaltaron, y el fuerte fué tomado, pero la ciudad no se rindió, siguió resistiendo. Nuestra artillería, de calibre demasiado pequeño, no logró demoler las macisas construcciones tras de las cuales se abrigan los sitiados. Era preciso entablar una lucha cuerpo á cuerpo, por sobre murallas y fortines.

Forey habría querido que, antes de lanzarse sobre la ciudad, se tomase también, por el rumbo sur, el fuerte del Carmen; porque, partiendo á la vez de los dos fuertes, habríamos marchado, en direcciones perpendiculares, dividiendo las fuerzas del enemigo. Pero la artillería expuso que no tenía municiones suficientes y fué preciso limitarse al ataque de las manzanas que separaban al fuerte de San Javier del reducto central, y hasta se llegó á abrigar la esperanza de llegar á éste sin esfuerzos demasiado sangrientos, porque las manzanas cercanas al fuerte, aun la número 25, en que se encontraba la iglesia de San Marcos, estaban arruinadas por nuestras baterías y no costó gran trabajo tomarlas.

De ahí en adelante, se tropezó con fortines escalonados, pro-

vistos de artillería y de costales de tierra detrás de los cuales hacían fuego los tiradores, perfectamente resguardados. La noche del 2 al 3 de abril, el Gral. Bertier se vió obligado á renunciar al ataque de la manzana número 26 y del gran cuartel situado detrás del convento de Guadalupe. El Gral. Lhérellier no tuvo mejor éxito la noche del 3 al 4 del mismo mes.

Se trató entonces de aproximarse á la manzana número 34 por medio de galerías subterráneas, pero la roca impidió que se abrieran y fué preciso detenerse. Desde la iglesia de San Marcos, de la cual nos habíamos hecho dueños, la artillería abrió una brecha, y la noche del 6 al 7 un batallón del 1º de zuavos se lanzó al asalto. La primera columna, guiada con rara energía por el capitán Galland, atravesó á paso veloz la calle que dividía ambas manzanas y penetró por la brecha. La segunda columna se apercibía á seguir á la primera, cuando recibió por el flanco derecho un terrible fuego de fusilería y artillería, y se detuvo, y retrocedió. Entonces la cola de la primera columna, sintiéndose en peligro de ser cortada, retrocedió también y aumentó el desorden. Ningún esfuerzo de los oficiales bastó para decidir á los zuavos á que atravesaran aquella calle barrida por la muerte, y la parte de la columna que había penetrado en la manzana, fué abandonada y cercada. Galland se negó á capitular, pero sus hombres le fueron abandonando sucesivamente, y cuando ya no tuvo á su lado más que á dos subtenientes, dos cabos y un zuavo, se rindió, obteniendo el honor de conservar sus armas.

Estos sucesos exaltaban el ardor de los mexicanos. Nuestros soldados se descorazonaban con esta lucha contra murallas, campanarios y fusiles de que no se veían más que las bocas, con estos combates callejeros en que el valor sólo servía para aumentar el número de las víctimas inútiles.

Forey se conmovió, convocó á su consejo de guerra á los generales, jefes de Estado Mayor y jefes de servicio (7 de abril). La opinión unánime fué que la plaza sólo caería bajo el fuego de cañones de grueso calibre, de los cuales se carecía y que era preciso pedir á Veracruz, al almirante, ó quizá ir á buscar á las Antillas. Forey objetó la dificultad y la tardanza de esos procedimientos y preguntó si no sería mejor suspender las operaciones del sitio y, sin levantarlo, marchar sobre México, tomarlo, derribar á Juárez y regresar para tomar á Puebla. A esto se arguyó que no se tenían fuerzas suficientes para tener encerradas

en Puebla, por medio de una circunvalación *efectiva*, á una guarnición de dieciocho mil hombres, yendo al mismo tiempo á atacar á una ciudad como México, cuya situación topográfica le permite oponer una vigorosa resistencia. «Y bien, dijo entonces Forey, levantemos el sitio, reunamos á todas nuestras tropas y corramos hacia México para tomar ahí las llaves de Puebla». Este partido fué adoptado, sólo que la operación fué aplazada hasta que llegara un convoy de municiones que era esperado de Orizaba el 16 ó 17.

Forey, reflexionando día y noche, no tardó en percatarse de los peligros que presentaba el levantamiento, siquier fuese momentáneo, del sitio: abatiría á nuestros soldados y envalentonaría á nuestros adversarios, y hasta la resistencia de México sería estimulada si flaqueásemos frente á Puebla. Sabedor de la consternación que había producido en el ejército la decisión del consejo de guerra, renunció á ella con mayor prontitud que aquella con que la había adoptado y resolvió continuar el sitio cualesquiera que fuesen sus dificultades. (1)

Mientras llegaban nuevos convoyes que renovaran nuestras reducidas provisiones, se reforzaron las posiciones de circunvalación y se enviaron á algunos destacamentos á procurarse víveres. Uno de ellos, mandado por el coronel Brincourt, derrotó en Atlixco á una fuerza más numerosa del ejército de auxilio. Algunas tentativas de salida de la guarnición fueron reprimidas y se emprendió de nuevo la penosa marcha al través de las manzanas fortificadas. En el ataque de una de ellas, el capitán Galliffet fué gravemente herido. (2)

Obtuvieronse algunas ventajas: muchas manzanas fueron quitadas al enemigo ó abandonadas por él; pero se volvió á fracasar seriamente en el ataque de la número 52, que era el convento de Santa Inés. Los ingenieros militares habían abierto cuatro minas, dos grandes, cargadas cada una de trescientos

1 Forey al emperador. 8 de abril.—NOTA DEL AUTOR.

2 Forey al emperador. 19 de abril. «Galliffet, á quien yo condecoré ayer con la cruz de Oficial de la Legión de Honor, y quien, á pesar de que el depósito de trinchera había sido suprimido, me había pedido permanecer con el Gral. Douay en la penitenciaría, acaba de recibir un fragmento de granada en el vientre. Ha llamado al capellán y su herida es muy grave. No cerraré esta carta, que sale mañana, hasta que sepa á qué atenerme acerca de su estado. El doctor no desespera.»—NOTA DEL AUTOR.

cincuenta kilogramos de pólvora y destinadas á volar dos enormes casas, y dos pequeñas, para abrir brecha en las paredes de la manzana. Pequeños carruajes cargados de sacos de tierra debían atravesar la calle que dividía la manzana 52 de la 30, que estaba enfrente y que ocupábamos, para resguardar á los asaltantes de los fuegos de flanco. El ataque había sido fijado para el 25 por la mañana. La víspera por la noche se cargaron las minas y se las pusieron mechas. Pero una violenta tempestad sobrevino; el agua invadió las galerías, amenazando llegar hasta la pólvora de las minas. Douay ordenó que se las pegara fuego: una explosión terrible se produjo, y las dos casas volaron; pero como las disposiciones para el asalto del día siguiente no estaban aún terminadas, el enemigo, vuelto de su sorpresa, tuvo tiempo de prepararse para recibirnos. El 25, al amanecer, los cañones y los obuses abrieron el fuego, las pequeñas minas abrieron la brecha, la cabeza de columna del 1.º de zuavos, guiada por vigorosos oficiales, el jefe de batallón Melot y el capitán Devaux, saltó por sobre los fosos de cuatro metros de anchura, y se apoderó de un parapeto provisto de artillería y penetró á la manzana. Mas ahí se encontró con unas verjas de hierro detrás de las cuales tres reductos escalonados vomitaban metralla. No se había llegado á encontrar una defensa tan formidable; fué preciso retroceder; ciento treinta hombres, entre los cuales había siete oficiales, fueron hechos prisioneros. «Los esfuerzos del enemigo, escribió González Ortega en su diario, han fracasado gracias al valor de la defensa, aunque en el momento del asalto, los soldados franceses pelearon como leones».

Hubiera sido insensato continuar esta terrible lucha y se acabó por donde debía haberse comenzado: se resolvió atacar los fuertes del sur. Pero ¿cuál de ellos como punto objetivo: el del Carmen ó el de Totimehuacán? La artillería designaba el primero, los ingenieros el segundo. Bazaine, cuyo campamento estaba poco retirado de Totimehuacán y que había estudiado sus condiciones de resistencia, hizo que se adoptara la opinión de los ingenieros y fué encargado del ataque.

Sus preparativos fueron interrumpidos por dos tentativas de Comonfort para romper el hermético cinturón con que rodeábamos á la ciudad para sofocarla. Llegó con un millar de jinetes, sostenidos por infantería y artillería, á San Pablo del

Monte, para tantear el terreno y ver si podía introducir un convoy de víveres. El comandante Foucault, á la cabeza de un escuadrón de cazadores de Africa, sostenido por una sección del 99 de línea, logró derrotarle, pero desgraciadamente recibió en la refriega un lanzazo que le quitó la vida. (5 de mayo)

Comonfort, que hasta entonces había tenido en dispersión sus tropas, concentró cinco mil hombres, sostenidos por trece cañones, en una línea paralela á la de circunvalación, apoyando su ala derecha en la aldea de San Lorenzo, situada sobre una altura que domina una profundo barranca, y extendiendo su izquierda del otro lado de esa barranca, en el camino de Tlaxcala. Un espía confirmó la esperanza que tenía Forey de poder flanquear al enemigo por la derecha, sorprendiéndolo con una marcha nocturna. Al caer la tarde, reunió más allá del puente de México, bajo el mando de Bazaine, cuatro batallones, cuatro escuadrones, entre éstos el que mandaba el capitán mexicano Peña, y ocho piezas de artillería. A la una de la mañana, emprendióse la marcha bajo la dirección de excelentes guías; á los centinelas se les engañó contestándoles en español. A las cuatro y media, la columna llegaba frente á San Lorenzo. Bazaine, con ardoroso entusiasmo bélico, sin dar tiempo á la artillería para que tomara sus posiciones y sin permitir que sus soldados dispararan un tiro, les arrojó sobre los mexicanos atrincherados, derrotándoles, persiguiéndoles hasta tres leguas más allá del campamento francés, quitándoles cinco cañones, víveres, municiones, uniformes nuevos, que sirvieron para vestir á los andrajosos jinetes de Peña. El ejército de Comonfort quedó destruído. (8 de mayo)

Bazaine, libre de enemigos por ese lado, pudo concentrar sus esfuerzos contra el fuerte de Totimehuacán, desplegando una extraordinaria actividad, haciendo cada día excursiones de tres á cuatro horas para estudiar el terreno, inspeccionando sus tropas.

Los generales mexicanos, que habían presenciado el combate de San Lorenzo desde el cerro de Loreto, habían vuelto á la ciudad muy desanimados, y más lo quedaron cuando se dieron cuenta del alcance de los trabajos de Bazaine. Entonces dieron orden de que el fuego de artillería fuera casi constante en los fuertes, aunque no tuviere objeto determinado, lo cual

podía sólo explicarse por el deseo de agotar las municiones antes de que cayesen en nuestro poder. (1)

El 12 de mayo, durante una noche oscura y lluviosa, se abrió la trinchera, y muchos batallones mexicanos que al día siguiente salieron para flanquearla por la derecha, fueron rechazados, obligados á volver á la plaza. El asalto fué fijado para el 20, aniversario de la batalla de Montebello. González Ortega lo evitó: el 14 hizo que se preguntara á Forey cuáles serían las condiciones que se impondrían á la guarnición, caso que se viera obligado á capitular. Forey contestó que tocaba al que proponía una capitulación, fijar sus condiciones; que el Gral. González Ortega debía enviarle un proyecto de capitulación por escrito; y que éste sería examinado con la idea preconcebida de evitar toda humillación á una guarnición que tan valientemente se había defendido. Dos días después, el Gral. Mendoza fué en persona al cuartel general francés, provisto de poderes para tratar de un armisticio y estipular verbalmente las bases de una capitulación que, según dijo, «se veía la guarnición obligada á proponer á causa del agotamiento de víveres y municiones».

Forey no aceptó hablar de armisticio: continuarían los tratados sin interrumpirse el combate. «Las pretensiones de Mendoza, escribió el mismo día al emperador, tendían nada menos que á hacer salir á la guarnición con armas, bagajes y cierta cantidad de piezas de campaña, con los honores de la guerra y la facultad de retirarse á México. V. M. comprende cómo acogí esta pretensión, que sería incalificable de parte de cualquier ejército que no fuese el de este país, en donde todo se ha tergiversado. Contesté á la proposición fijando los únicos términos posibles para la capitulación: que la guarnición saldría de la plaza con los honores de la guerra, que desfilaría delante del ejército francés, que depositaría sus armas y se entregaría como prisionera de guerra; y prometí que sería tratada con todos los miramientos debidos á un enemigo que ha sostenido con bravura el honor de su pabellón. Después de una larga plática, en que se trató de la situación de México, despedí al parlamentario, insistiendo en lo que había dicho la víspera: que enviara el Gral. González Ortega un proyecto escrito de capitula-

1 Forey al emperador—NOTA DEL AUTOR.

ción. Pero antes de que se marchara le dí á entender que si la guarnición obligaba á mis tropas á dar un asalto general, quedaría bajo las leyes de la guerra y sería pasada á cuchillo».

Al regresar á la plaza, el Gral. Mendoza observó que nuestra artillería había apagado los fuegos del fuerte y desmantelado sus obras de defensa.

Durante la noche del 16 al 17, González Ortega dirigió á sus tropas la siguiente orden del día: «No pudiendo seguir defendiéndose la guarnición de esta plaza por la falta absoluta de víveres y por haber concluído las existencias de municiones que tenía, á extremo de no poder sostener hoy los ataques que probablemente le dará el enemigo á las primeras luces del día, según las posiciones y puntos que ocupa y conocimiento que tiene de la situación en que se halla esta plaza; oído además por el señor general en jefe el parecer de muchos de los señores generales que forman parte del ejército, cuya opinión va de absoluta conformidad con el contenido de esta orden, dispone el mismo señor general en jefe que para salvar el honor y decoro del Cuerpo de Ejército de Oriente y de las armas de la república, de las cuatro á las cinco de la mañana de hoy se rompa todo el armamento que ha servido á las divisiones durante la heroica defensa que han hecho de esta plaza, y cuyo sacrificio exige la patria de sus buenos hijos, para que dicho armamento no pueda, bajo ningún aspecto, utilizarlo el ejército invasor. A la misma hora, el señor comandante general de artillería dispondrá que se rompan todas las piezas con que está armada la plaza. A la hora ya citada, esto es, de las cuatro á las cinco de la mañana, los señores generales que mandan divisiones, á cuyo celo y patriotismo queda encomendado el cumplimiento de esta orden, así como los que mandan brigadas, disolverán todo el ejército, manifestando á los soldados que con tanto valor, abnegación y sufrimientos defendieron la ciudad, que esta medida, que se toma porque así lo marcan las leyes de la guerra y de la necesidad, no les excluye de seguir prestando sus servicios al suelo en que nacieron, y que, por lo mismo, el citado señor general en jefe se promete que cuanto antes se presentarán al Supremo Gobierno, para que en torno suyo sigan defendiendo el honor de la bandera mexicana, á cuyo efecto se les deja en absoluta libertad y no se les entrega en manos del enemigo. Los señores generales, jefes, oficiales y tropa de que se compone este ejército, de-

ben estar orgullosos de la defensa que han hecho de esta plaza, porque si ella va á ser ocupada, es debido, no al poder de las armas francesas, sino á la falta de víveres y municiones, como lo demuestra el hecho de que hasta esta hora toda ella, con sus respectivos fuertes, se halla en poder del Ejército de Oriente, á excepción del fuerte de San Javier y unas cuantas manzanas de una de las orillas de la ciudad. A las cinco de la mañana se tocará parlamento y se izará una bandera blanca en cada uno de los fuertes y en cada una de las manzanas y calles que dan frente á las manzanas y calles que ocupa el enemigo. A la misma hora estarán presentes los señores generales, jefes y oficiales de este ejército en el atrio de la catedral y palacio del gobierno, para rendirse prisioneros, en el concepto que respecto de este punto el general en jefe no pedirá garantías de ninguna clase para los prisioneros, y por lo mismo, los señores generales, jefes y oficiales ya citados, quedan en absoluta libertad para elegir lo que crean más conveniente á su propio honor de militares y á los deberes que se han contraído para con la nación. Los caudales que existen en la comisaría se repartirán proporcionalmente entre la clase de tropa»

A las cuatro de la mañana, el Gral. González Ortega escribió al Gral. Forey: «No siéndome ya posible seguir defendiendo esta plaza por la falta de municiones y de víveres, he disuelto el ejército que estaba á mis órdenes y roto su armamento, inclusa toda la artillería. Queda, pues, la plaza á las órdenes de V. E. y puede mandarla ocupar, tomando, si lo estima conveniente, las medidas que dicta la prudencia para evitar los males que traería consigo una ocupación violenta, cuando ya no hay motivo para ello. El cuadro de generales, jefes y oficiales de que se compone este ejército se halla en el palacio de gobierno y los individuos que lo forman se entregan como prisioneros de guerra. No puedo, señor general, seguir defendiéndome por más tiempo: si pudiera, no dude V. E. que lo haría.»

¡Un pueblo cuyos jefes saben luchar y sucumbir con tanta grandeza, no tenía que ser regenerado por medio de una invasión extranjera!

A la hora indicada en el orden del día de González Ortega, los depósitos de pólvora volaban, los obuses estallaban, los cañones quedaban clavados, las cureñas aserradas, rotas las armas y disuelta la guarnición. Algunos soldados desbandados

lograron escaparse; los otros, el mayor número, fueron hechos prisioneros. Eran poco más ó menos doce mil, entre los cuales mil quinientos ocho oficiales y veinticinco generales.

«Victoria, *Sire!* escribió Forey al emperador. Esta mañana el Gral. González Ortega me ha hecho despertar agradablemente anunciándome por escrito y con uno de sus ayudas de campo, que se rendía á discreción y que podía tomar posesión de la ciudad.» La hizo ocupar por un batallón de cazadores de á pie, y él mismo entró á ella el 19, á la cabeza de su Estado Mayor y de una columna formada con secciones de todos los cuerpos. Atravesó las calles desiertas, orladas de casas de luto que parecían losas sepulcrales colocadas perpendicularmente sobre los cadáveres caídos á su pie. En la plaza de la catedral encontró á los partidarios de la invasión: el cabildo metropolitano le ofreció agua bendita y le condujo al lugar que se le había reservado en el coro, con los honores que antaño se rendían á los reyes de España.

El mismo 19, Forey escribió al emperador un resumen de sus operaciones que terminaba así: «Nuestra victoria es completa, porque ya sabemos á qué atenernos acerca de la supuesta falta de víveres en Puebla, en donde, sin que haya exceso de provisiones, hay recursos de toda especie; y con respecto á municiones, todavía las hay en enorme cantidad.» Los verdaderos motivos de la rendición habían sido éstos, según Forey: «Desde luego, la derrota de Comonfort había desmoralizado á la guarnición que esperaba de él recursos de todas clases; después, el ataque de Totimehuacán, que no esperaba ni remotamente. Los generales mexicanos habían tomado la primera paralela por una simple trinchera destinada, como otras que habíamos hecho casi en derredor de la plaza, á oprimir á la guarnición lo más posible. Pero cuando se desengañaron, creyeron sus posiciones perdidas. Habiéndose nuestros ataques dirigido siempre hacia el oeste, toda la defensa se había concentrado de ese lado. La toma de Totimehuacán ha debido hacer que el enemigo pensara que por ahí penetraríamos fácilmente á la parte de la ciudad mejor defendida. Entonces fué cuando se me hicieron las primeras proposiciones de capitulación». Sea de esto lo que fuere, no queda por ello menos establecido que González Ortega llevó la defensa hasta los límites extremos, más allá de los cuales se

habría convertido en una inmolación salvaje que hasta las leyes del honor habrían reprobado.

El sitio de Puebla había durado sesenta y dos días contados desde la circunvalación. Nos había costado dieciocho oficiales y ciento sesenta y siete soldados muertos, setenta y nueve oficiales y mil treinta y nueve hombres heridos, de los cuales un gran número murieron á consecuencia de sus lesiones.

Saligny aseguró á Forey que un decreto que pusiera en secuestro los bienes de todos los que empuñaran las armas contra Francia, acarrearía numerosas sumisiones, y que una prohibición de exportar numerario y objetos de oro y plata sería favorable á la renovación de los negocios. En la misma Puebla expidió Forey ambos decretos (21 de mayo de 1863).

¿Qué hacer con los prisioneros? Una parte de los soldados fueron incorporados á las tropas del Gral. Márquez; otros, empleados en los trabajos del ferrocarril, en la tierra caliente. Saligny aconsejaba que se tratase á los oficiales como malhechores, que se les transportara á Cayena ó cuando menos á La Martinica; Almonte quería más todavía: que se les fusilara á todos. Forey no consintió en inmolár así á aquellos valientes que habían con tanta bravura cumplido con sus deberes militares: decidió que fuesen conducidos á Veracruz y de ahí transportados á Francia como prisioneros de guerra. Algunos, Porfirio Díaz, Escobedo, Berriozábal, Antillón, Ghilardi, Negrete, se escaparon antes de salir de Puebla. Para guardar mejor á los oficiales y soldados enviados rumbo á Orizaba y Veracruz, bajo buena escolta, se les quitaron los botones de los pantalones para que sus manos no estuvieran desocupadas, y no pudieran correr. Sin embargo, González Ortega, Llave, Patoni, Pinzón, Prieto, García, se evadieron de Orizaba, bajo disfraces proporcionados por las señoras de la ciudad y que les fueron entregados por mercaderes autorizados á venderles víveres. A Veracruz no llegaron más que quinientos treinta de los novecientos cincuenta que habían salido de Puebla. Los fugitivos iban á reavivar la resistencia y á suministrarla jefes experimentados y populares.

El 2 de junio, los cónsules de España, de Prusia y de los Estados Unidos, diciéndose diputados por el Ayuntamiento de México, llegaron á Puebla, y anunciaron á Forey que Juárez, con lo que constituía su gobierno y con el resto de sus tropas,

había salido de la capital rumbo á San Luis Potosí; que de quinientos á seiscientos voluntarios hacían un servicio militar en México para mantener el orden; pero que, temiendo que el partido reaccionario se entregase á sus desmanes, los habitantes suplicaban al general que hiciese ocupar cuanto antes la ciudad por tropas francesas, con exclusión de los soldados de Márquez, de los cuales tenían mucho miedo. «Dicho sea entre paréntesis, escribió Forey, no carecen de razón».

A la llegada de los cónsules, la población, desbordante de regocijo, invadió las calles, enarbolando banderas, tirando cohetes, echando á vuelo las campanas y gritando: ¡Viva Francia! ¡Muera Juárez!

Bazaine, que se había adelantado por el camino de México, recibió orden de dirigirse rápidamente á esta ciudad, luego que hubiese sido alcanzado por las tropas y convoyes que iban en la misma dirección. Forey le siguió pocos días después.



CAPITULO IV.

La expedición de México en la discusión de la «*adresse*.» (1)

I

Forey partió de Puebla con mil novecientos hombres y atravesó, sin precipitarse y sin que nadie le cerrara el paso, las cordilleras y sus magníficos bosques de pinos, después la llanura árida y pantanosa, y llegó á México (10 de junio). Juárez no le había esperado, porque, no pareciéndole conveniente caer en manos de sus enemigos por conservar una ciudad cuya defensa no era de un éxito suficientemente seguro, había salido de ella con sus ministros y transportado á San Luis Potosí la residencia de su gobierno (30 de mayo).

1 Creo necesario ampliar las explicaciones que di en la nota 2 de la página 36 acerca de la significación de esta palabra. Napoleón III, deseoso de introducir reformas liberales en la organización del imperio francés, había expedido en 24 de noviembre de 1860 un decreto cuyos primeros artículos decían á la letra: «Art. 1. El Senado y el Cuerpo legislativo votarán cada año, al abrirse el período de sesiones, una *adresse* ó contestación á nuestro discurso (mensaje). Art. 2. La *adresse* será discutida en presencia de los comisarios del gobierno, quienes darán á las Cámaras todas las explicaciones necesarias acerca de la política interior y exterior del Imperio.» Ya en el párrafo XI del capítulo I de este libro vimos á qué clase de manifestaciones había dado margen la discusión de la *adresse* en 1862. En 1863, los Cinco habían continuado su labor proponiendo, entre las enmiendas al texto de la *adresse*, la siguiente: «II. Admiramos el heroismo de nuestros soldados que combaten en México bajo un cielo mortífero, y les enviamos nuestros votos más afectuosos; pero, sin dejar de preocuparse por el honor nacional, bien puede una asamblea política juzgar una empresa de la que puede hoy conocer las causas y prever las consecuencias. Las fuerzas de Francia no deben ser temerariamente emi-

¿Queréis saber cómo fué recibido Forey en México? Releed el relato de la entrada de los aliados en París en 1815, hecho por Enrique Houssaye: «A medida que los soberanos avanzaban hacia los barrios elegantes, los bulevares tomaban el aspecto de una vía triunfal. Las aclamaciones crecían en número y en fuerza. En los balcones, adornados con banderas blancas improvisadas con sábanas y servilletas, y llenos de gente, había mujeres que gritaban agitando sus pañuelos. Causaban admiración el hermoso aspecto y la precisión de los mo-

pleadas en expediciones mal definidas, aleatorias, y ni nuestros principios ni nuestros intereses nos aconsejaban que fuésemos á ver qué gobierno desea el pueblo mexicano». En la discusión en el Cuerpo legislativo, dice Ollivier, «Ernesto Picard no discurrió la expedición de México, sino que se empeñó en deshonrarla: no era más que una mentira; la protección de nuestros nacionales no era más que un pretexto, porque Juárez estaba dispuesto á darles toda clase de seguridades. Se trataba de imponer, por medio de procedimientos semejantes á los de Brunswick, una monarquía á un pueblo republicano que no quería aquel régimen de gobierno. Pero ni ése era el verdadero objeto de la expedición: su objeto real era el cobro, en provecho de ciertos especuladores, del crédito de mala ley de un suizo nacionalizado al efecto.» Y Julio Favre declaró el crédito Jecker «un robo manifiesto que se quería hacer al público y al gobierno mexicano.» «Billault, sigue diciendo Ollivier, desplegó en vano toda la destreza de su acrobática oratoria; no pudo refutar lo que Favre y Picard habían demostrado acerca de la oculta intención de restablecimiento monárquico que llevaba la expedición, ni justificar la importancia demasiado grande que se había dado al crédito Jecker en nuestro ultimátum, ni lavar este crédito de las manchas originales que se le señalaban; pero sí demostró perentoriamente, y eso era cierto, que dicho crédito no había influido para que se decidiera la expedición ni para que los tratados de la Soledad se rompieran.» Y las revelaciones acerca del crédito Jecker parecieron tan peligrosas al ministro Persigny, por no haber podido ser refutadas por Billault, que aquél impidió que la prensa hablara de ellas y las comentara, lo cual dió ocasión á que Darimon, uno de los Cinco, provocara un incidente parlamentario que los otros cuatro no aprobaron por estar seguros de un fracaso.

Creo también necesario hacer en esta nota referencia á otros hechos de la política francesa, verificados después del mes de octubre de 1862. El ministro Thouvenel había caído el día 15 de ese mes, á causa de su oposición á la permanencia de las fuerzas francesas en Roma, y había sido reemplazado por Drouyn de Lhuys, quien «habiendo tratado de ser poco acomodaticio con el emperador, siendo ministro cuando el Congreso de Viena, durante la guerra de Crimea, había tenido que dimitir, había sufrido mucho por su separación del poder y volvía á él con el firme propósito de conservarlo el mayor tiempo posible con todo género de condescendencias.» El acto con que inauguró Thouvenel su labor mi-

783796

vimientos de la infantería, así como los soberbios caballos de los coraceros y de los cosacos de la guardia. Se escuchaban estas palabras: «No tienen cara de malvados! El emperador Alejandro es muy guapo! Cuan graciosamente saluda! Es preciso que se quede en París ó que nos deje un soberano que se le parezca!» Los oficiales sonreían á la multitud. «Ya véis que «no comemos gente» decían. Y los gritos aumentaban: «¡Vivan los aliados! ¡Viva Alejandro! ¡Viva Guillermo! ¡Vivan los Borbones!» Para ver mejor el desfile, algunas mujeres rogaron á los oficiales del Estado Mayor que las cedieran por un mo-

nisterial lo relata así Ollivier: «El emperador estaba poseído de la idea fija de que el éxito de la Sececión americana facilitaría la expedición de México, y buscaba las combinaciones posibles para favorecer á los Estados del Sur. Thouvenel, secundado por Palmerston, le había disuadido de que los reconociera como república; Drouyn de Lhuys consintió en dar cierta satisfacción á su deseo. Como un reconocimiento formal y directo significaría nada menos que una declaración de guerra, excogió un sesgo y propuso á Russell y á Gortchacow una acción colectiva encaminada á obtener un armisticio de seis meses. Pedir un armisticio equivalía á considerar iguales á ambos contendientes. ¿Cómo había podido concebirse un solo instante la esperanza de que los Estados del Norte, después de sus esfuerzos prodigiosos para reconstituir la Unión, aceptaran tal paridad? Por otra parte, el momento estaba muy mal escogido: Mac Clellan acababa de reparar el desastre de Bull-run con las victorias de South-Mountain y de Antietam; Lincoln, saliendo de sus largas vacilaciones, daba resueltamente á la guerra un objeto social humanitario, oculto hasta entonces bajo la tesis política, y su proclama de 22 de septiembre de 1862 declaraba libre, á partir del 1^o de enero de 1863, á toda persona que fuese esclava en un Estado cualquiera ó en una porción determinada de ese Estado, si su población estuviese en rebelión contra el Gobierno de la Unión. Esta proclama determinó un acceso de rabia en los Estados del Sur: decidieron condenar á trabajos forzados á los oficiales federales hechos prisioneros y á muerte á los que mandaran soldados negros ó trataran de libertar esclavos... Lincoln respondió con la ley del talión: los soldados y oficiales rebeldes sufrirían el mismo tratamiento que se infligiera á los soldados y oficiales leales. Drouyn de Lhuys se forjó la ilusión de que, con frases huecas acerca del porvenir de los Estados Unidos, lograría que los gabinetes inglés y ruso se resolvieran á prestar su apoyo moral á aquéllos cuya rebelión era causa de que se derramara la sangre, á los crueles que trataban de mantener la abominable esclavitud desgarrando á su patria... Russell y Gortchacow, que no estaban obsesos por la expedición de México, rechazaron la proposición de Drouyn de Lhuys. La amistosa advertencia de aquéllos no fué atendida, y éste hizo solo lo que no había podido hacer acompañado. Seward, en nombre de Lincoln, rechazó lo que le proponía el gobierno francés, pero discutiendo y sin enojarse. El Congreso no tuvo iguales miramientos y votó una declaración así con-

mento sus caballos; otras subieron á ancas de los cosacos. Entre esas desvergonzadas se distinguió la bella condesa de Périgord, que fué más tarde duquesa de Dino». Todo pasó más ó menos de la misma manera en México, centro de los partidarios de la intervención. Hubo una diputación que llevó en una bandeja las llaves de plata de la ciudad, calles adornadas con cortinajes y llenas de una multitud inmensa, aclamaciones frenéticas, especialmente de mujeres, y caballos que se negaban á seguir andando y se encabritaban, asustados con la lluvia de ramilletes y coronas de flores.»

El papel político de Forey comenzaba. El emperador le había dado instrucciones explícitas. La principal era aquélla que había sido condición para conferirle el mando: el perfecto

cebida: «Toda intervención extranjera sólo servirá para prolongar y envenenar el conflicto, aumentar la efusión de sangre y hacer que se retarde el día de la paz tan deseado. En consecuencia, el Congreso proclama su resolución inquebrantable de continuar la guerra vigorosamente, conforme á los principios de humanidad de los Estados cristianos, hasta que la rebelión quede vencida, y pide humildemente para su causa la bendición de Dios Todopoderoso»

Para asegurar la buena inteligencia de los acontecimientos que se narran y comenten en este libro, debo añadir que las elecciones de 1863, hábilmente dirigidas por los Cinco, significaron, sobre todo en París, un triunfo completo del partido liberal. Ollivier dice á ese respecto: «Así, lo que el pueblo de París aprobó en 1863 fué la política de los Cinco, la política constitucional tal como la habían formulado en sus enmiendas, que yo había comentado en mis últimos discursos. Quiso, no derribar el Imperio, sino substituir el Imperio autoritario por el Imperio liberal. El éxito de los Cinco era, pues, completo: al gobierno le habían arrancado el decreto de 24 de noviembre; á los antiguos partidos, la repudiación de la doctrina de odio y de abstención. Habían vivido bien y morían mejor: abriendo las puertas del Parlamento, vibrante aún con los ecos de sus viriles acentos, á oradores que iban á igualarles ó á eclipsarles.» Entre estos oradores, hay que contar á Thiers, que no aprobó la expedición de México.

Terminaré esta larga nota con una anécdota curiosa. Ollivier cuenta que fué á visitar á Lamartine para averiguar su opinión acerca del resultado de las elecciones de 1863, y dice: «Hablé extensamente acerca de la expedición de México, que le parecía admirable, primeramente porque nos interponía en el centro de América entre las razas latinas y esos anglosajones, que son los hombres más viles y miserables, después porque nos produciría incalculables riquezas con la explotación de las minas de Sonora.» Estas frases desatinadas bastarían solas para justificar la triste opinión que la posteridad se ha formado de Lamartine como hombre político!—NOTA DEL TRADUCTOR.

acuerdo con Saligny. Pero las otras decían: «No apoyéis á ningún partido, declarad que todo es provisional mientras los mexicanos no manifiesten su voluntad; pero tranquilizad á los tenedores de bienes nacionales y asalariad; y armad á las tropas mexicanas auxiliares, haciéndolas desempeñar papel principal en los combates y manteniéndolas en la más severa disciplina. En México, es de desear que Almonte y los notables de cualquier color político que hayan abrazado nuestra causa, se pongan de acuerdo para convocar, conforme á las leyes, una asamblea que decida de la forma de gobierno. El objeto que hay que perseguir no es imponerles una que les sea antipática, sino secundar sus esfuerzos para establecer, según su voluntad, un gobierno que tenga probabilidades de estabilidad y garantice á Francia la reparación de sus agravios. Pero si los mexicanos prefieren una monarquía, Francia está interesada en ayudarles, y en ese caso, podéis indicar al archiduque Maximiliano como candidato nuestro.» (14 de julio de 1862)

En cartas subsecuentes, el emperador había insistido sobre estas recomendaciones, sobre todo sobre la necesidad de dar seguridades á los que habían adquirido bienes de la Iglesia y la de consultar á la nación, con objeto de quitar á la expedición su carácter de conquista, poniéndola en armonía con su política general. Empero, su pensamiento no había logrado fijarse con respecto á los medios que debían emplearse para llegar á este fin. En una carta decía: «Haced que vote *todo* el pueblo para que sepamos si quiere una monarquía ó una república.» (1); en otra afirmaba que se contentaría «con una especie de *suffragio universal* y hasta con el voto de un Congreso nombrado por esos medios revolucionarios de los cuales México tiene la tradición y la costumbre» (2), y más tarde dejaba mayor espacio á la iniciativa de Forey, diciéndole: «Cuando se hayan conocido en todo el país mis intenciones y el objeto de la intervención, se podrá consultar al pueblo de la manera que juzguéis más conveniente» (3). En suma, todo se reducía á decir á Forey: «Componéoslas de manera de darme algo que se parezca á un voto de la nación.»

1 A Forey, 1º de noviembre de 1862.—NOTA DEL AUTOR.

2 A Forey, 14 de febrero de 1863.—NOTA DEL AUTOR.

3 A Forey, 14 de abril de 1863.—NOTA DEL AUTOR.

Estas instrucciones no eran de fácil ejecución. Conservando á su lado á hombres de partido como Almonte, ¿cómo podía el jefe de la expedición francesa colocarse encima y fuera de los partidos? Y desde el momento en que declaraba que no trataría con el jefe regular de su gobierno, ¿cómo podía pretender que no violentaba la voluntad del pueblo? Un diplomático más ducho que Forey se habría encontrado embarazado para ejecutar lo que era inejecutable.

Ya en México, redactó con ayuda de Saligny una proclama al pueblo mexicano. En ella ensalzaba las hazañas de su ejército, hablaba de Hernán Cortés de una manera imprudente y despreciativa, fijaba algunos puntos de su programa político: abolición de los préstamos forzosos y de las requisiciones, salvaguardia de las propiedades, reforma de los sistemas de impuesto y de reclutamiento, reorganización de los tribunales, persecución de los bandidos, libertad de la prensa, la cual quedaría sólo sujeta á admoniciones como en Francia. Acerca de las cuestiones religiosas, la proclama decía: «Los propietarios de bienes nacionales adquiridos regularmente y conforme á la ley, no serán en manera alguna molestados y quedarán en posesión de esos bienes; sólo las ventas fraudulentas podrán ser objeto de una revisión.» Forey había escrito: *bienes del clero*, Saligny había hecho poner: *bienes nacionales*. «La religión católica será protegida y los obispos serán puestos de nuevo en sus diócesis, y yo creo poder añadir que el emperador vería con placer que fuese posible al gobierno proclamar la libertad de cultos, ese gran principio de las sociedades modernas». También ese *que fuese posible* había sido puesto por Saligny, con objeto de debilitar la reclamación (12 de junio de 1863).

El mismo Saligny constituyó para Forey una Junta Administrativa de treinta y cinco notables, la cual nombró un gobierno provisional compuesto por Almonte, el Gral. Salas, Monseñor Labastida, arzobispo de México, prelado muy impulsivo, pero que, por encontrarse en Roma, fué representado por Monseñor Ormaechea, obispo de Tulancingo, intolerante, activo, resuelto.

Como las cajas públicas estaban vacías, para dar á este gobierno elementos de vida, el jefe de los servicios hacendarios, Budin, emitió cuarenta mil pesos de bonos del Tesoro, garantizados por Francia, y tomó á su cargo la soldada de los auxiliares. Pero hecho esto, ¿habría que esperar, para constituir un

gobierno definitivo, á que el país estuviese pacificado? Habría-se esperado siempre, puesto que el país no llegó á pacificarse durante nuestra ocupación.

Pasado el primer momento de ebriedad triunfante, el general se había dado cuenta de que la entrada á México no había resuelto el problema. Juárez, que, durante todo el trayecto entre México y San Luis Potosí, había sido recibido con aclamaciones y muestras de respeto y adhesión, había lanzado una proclama en que decía: «¿Acaso Napoleón I se hizo dueño de España por haber ocupado á Madrid? ¿Acaso la posesión de Moscou le dió á Rusia? Unámonos, pues, y no retrocedamos ante ningún sacrificio para salvar nuestra independencia y nuestra libertad; permanezcamos unidos y nos salvaremos». Y había expidido un decreto en que ordenaba que, siendo las autoridades instituidas por los invasores traidoras y sediciosas, la república considerara como nulos sus contratos y promesas y que fuesen castigadas conforme á las leyes del país (10 de junio).

Según decía Saligny, Doblado, presa de un profundo desaliento y de constantes inquietudes desde que había sido objeto de una tentativa de asesinato por parte de su propia escolta, á la cual no había escapado sino por milagro, se manifestaba dispuesto á pasarse á la intervención. Pero pensaba tan poco en tal cosa, que había llamado á las armas á los habitantes de Guanajuato en una vigorosa proclama: «.....Es cierto que hemos cometido muchos errores y que todos los partidos, arrastrados por el torbellino revolucionario, han fracasado en la aplicación de sus sistemas administrativos. Pero el derecho de dirigirnos reproches nos pertenece á nosotros solos: el extranjero no tiene derecho de inmiscuirse en nuestras discusiones intestinas, y menos de hacernos recriminaciones con motivo de actos realizados por nosotros en el ejercicio de la soberanía nacional. ...La nación ha contestado en masa con una sonrisa de desprecio á la noticia de la proclamación de la monarquía de Maximiliano....De hoy más no hay sino dos partidos: invasores é invadidos, independientes y esclavos. No me jacto de presagiaros triunfos. Nuestra debilidad es un hecho, el hecho mismo que ha motivado la invasión. Pero nuestro deber es defendernos, y cuando se trata de un deber, no se cuenta el número de los enemigos ni se mide la magnitud de los obstáculos. No podemos perder con honra nuestra independencia, sino después de

haberla defendido con las armas en la mano, hasta la última extremidad. Entonces y sólo entonces tendremos derecho al respeto del mundo, transmitiremos á nuestros hijos el derecho de levantarse contra sus opresores, y así habremos lavado, con nuestra sangre, la mancha que han arrojado sobre la bandera nacional algunos mexicanos envilecidos, que, por despecho de facciosos ó por egoísmo, se han prestado á servir de instrumentos al conquistador, representando un papel que revela el último grado de abyección».

Independientemente de los cuerpos de ejército constituídos, el país se llenó de guerrillas que interceptaban nuestros convoyes y cortaban nuestras comunicaciones. Forey no podía pensar en emplear las fuerzas auxiliares mexicanas, compuestas de canallas androjosos, tales cómo debían ser los servidores del invasor de su patria, que no conocían ninguna disciplina; que si querían ir hacia el norte, no había manera de enviarles al sur; que exigían ser, cuando menos, oficiales, y que se pasaban con armas y bagajes al enemigo. Apenas se pudo darles apariencia de soldados, proporcionándoles uniformes.

Para aterrorizar á las guerrillas, Forey, por medio de un decreto, puso fuera de la ley á todos los individuos que formaran parte de las bandas de malhechores armados, y les sometió á cortes marciales cuyas sentencias inapelables debían ser ejecutadas dentro de veinticuatro horas (20 de junio). ¿A quiénes se llamaba *malhechores*? A aquéllos que empleaban en defensa de su independencia los mismos medios desesperados que Napoleón imponía á los franceses en su decreto de Fismes contra los coaligados invasores. «Todos los ciudadanos franceses, decía ese decreto, están no sólo autorizados á armarse, sino que se les requiere que lo hagan, que toquen á rebato luego que oigan el cañón de nuestras tropas, que se reúnan, que exploren los bosques, que corten los puentes, que intercepten los caminos, que ataquen de flanco y por la retaguardia al enemigo. Todo ciudadano francés que sea hecho prisionero por el enemigo y sacrificado, debe ser inmediatamente vengado con la muerte, en justa represalia, de un prisionero enemigo».

En tales circunstancias, hablar de elecciones y de sufragio popular era una broma de mal género. Era materialmente imposible organizar una votación que tuviese alguna seriedad, en un país que estaba tan notoriamente en poder de los republicanos.

Así lo escribió Forey al emperador: «El sufragio universal hace tiempo que es impracticable en este país, y más lo es en estos momentos en que el gobierno caído ejerce todavía una autoridad que se apoya en el sentimiento más vivo de la población honrada: el miedo» (20 de junio).

Saligny y Almonte, persistiendo en la mira que les había hecho aconsejar á Lorencez que no se detuviera en Puebla y que marchara sobre Máxico, excitaban ahora á Forey á que no prolongara su permanencia en México y á que lanzara en persecución de Juárez á las tropas mexicanas auxiliares, apoyadas por una columna francesa; no dudaban de que, antes de dos meses, Juárez y sus partidarios se verían obligados á abandonar el país, haciendo que lo que parecía imposible dejara de serlo, y que «se obtuviera lo que se deseara de las poblaciones manumisas».

Pero comenzaba la estación de aguas; los diecinueve mil hombres con que se había salido de Puebla, estaban reducidos á quince mil; las comunicaciones con Veracruz, cortadas á cada instante por las guerrillas, eran difícilmente conservadas, y las tropas mexicanas no daban seguridades y estaban organizadas imperfectamente. Forey no creyó conveniente escuchar los consejos impacientes de Saligny y de Almonte, como no los había escuchado Lorencez. No consintió en exponer á un desastre á su pequeño ejército.

Pidiósele entonces que hiciera uso de la franquicia que le había dejado el emperador, para constituir un gobierno empleando los medios revolucionarios acostumbrados en México. «Tenemos, le dijo Almonte, un sistema que la costumbre ha establecido y el consentimiento nacional sancionado, que han puesto en práctica lo mismo los liberales que los conservadores, que es de fácil ejecución y por medio del cual, de 1811 á 1860, se han instalado ocho gobiernos el que triunfa reúne á los notables de México y les hace proclamar su derecho, que es aceptado por todo el país, reconocido por las potencias extranjeras y goza de todos los atributos del poder supremo. No hay que hacer hoy otra cosa. En México se encuentran reunidos todos los inteligentes y todos los notables, sobre todo ahora que la guerra civil ha aumentado en una tercera parte su población, y como ningún poder que no haya sido reconocido por México, lo ha sido por el país, que tampoco ha aceptado á los

poderes que no ha aceptado México, el que los nuestros constituyan se convertirá, no lo dudéis, en el poder legítimo.»

Como Saligny participaba de esta manera de ver las cosas, Forey acabó por verlas así también. Convencido de que no había otro partido que tomar, hizo que la Junta de los treinta y cinco convocara á los notables para constituir el gobierno definitivo. Estos notables fueron doscientos quince personajes muy honorables del partido victorioso. Votaron, con sólo dos votos en contra, el restablecimiento de la monarquía y la designación del archiduque Maximiliano como emperador; y dijeron que, á falta de éste, la nación se remitía á la benevolencia de S. M. Napoleón III para que la indicara otro príncipe católico. Mientras llegaba Maximiliano, el gobierno provisional fué constituido en regencia, y se decidió que se levantara una estatua á Napoleón III en el salón del congreso, y que se elevaran votos de gracias á Almonte, Gutiérrez de Estrada, José María Andrade y Aguilar. (10 de julio).

Saligny había, pues, logrado su objeto, y bajo la enseña de Maximiliano, había entronizado al partido retrógrado y clerical.

II

Los vencedores quisieron aprovecharse de su triunfo: hicieron saber á los tenedores de bienes nacionalizados, que no les consideraban como propietarios y que los *pagarés* (1) no serían pagados; los arrendatarios de los bienes eclesiásticos fueron advertidos de que no pagaran su rentas, porque se expondrían á pagarlas dos veces; los últimos sacramentos y la sepultura cristiana fueron negados á aquéllos que se rehusaran á la restitución. Una disposición gubernativa prohibió que se trabajara en domingo, otra prescribió que todos se arrodillaran cuando pasara el Santísimo Sacramento y permanecieran así hasta que

1 Según el artículo 11 de la ley de nacionalización de los bienes del clero, expedida por Juárez en 13 de julio de 1859, en Veracruz, todos los capitales reconocidos en favor del clero, no importaba por qué causa, podían ser redimidos por sus censatarios pagando tres quintas partes en títulos de la deuda pública y las otras dos en especies, en cuarenta mensualidades, por las cuales se firmaban obligaciones al portador ó *pagarés*.—

ACLARACIÓN DEL AUTOR.

lo hubiesen perdido de vista y no oyese el sonido de la campanilla; las actas del estado civil fueron devueltas al clero, y restablecidos los títulos de nobleza, así como la antigua orden de Guadalupe. Como buitres que perciben el olor de un cadáver, los jefes del partido retrógrado acorrieron: el hijo de Santa Anna desembarcó en Veracruz para preparar el terreno á su padre, y Miramón llegó á México. El decreto de Puebla relativo al secuestro fué aplicado no sólo á los que hacían armas contra nosotros, sino también á todos los disidentes de cualquiera clase que fuesen.

Todo esto complacía á Dubois de Saligny, pero chocaba con las instrucciones imperativas del emperador, las cuales era preciso tomar en consideración. Forey obtuvo que se revocara la disposición referente á la observancia forzosa del domingo, alegando que parecía datar de la época de la Inquisición, pero no pudo lograr que se diera alguna seguridad á los tenedores de bienes nacionalizados. «Eso no le importa á Forey, dijo Monseñor Ormaechea, y además, toda resolución debe suspenderse hasta que llegue el arzobispo, que trae instrucciones del papa»

El general tuvo que hacer por sí mismo lo que aquel gobierno de pura apariencia le rehusaba: insertó una nota tranquilizadora en su periódico. Ordenó además que el hijo de Santa Anna, que había pronunciado palabras equívocas, fuese reembarcado, y antes de permitir que Miramón residiera en México, le exigió un compromiso escrito de adherirse al imperio. Miramón se irritó por lo pronto de que se le tratase como enemigo, exigiéndole que firmara un documento que implicaba dudas injuriosas, y dijo en su cólera que iba á regresar á los Estados Unidos. Pero Saligny le apaciguó y le hizo firmar (30 de julio). «Que el archiduque, escribía Forey, llegue lo más pronto posible! Me exonerará de una misión más difícil que la toma de Puebla y que consiste en sostener al partido que nuestras armas han puesto en el poder. Porque no hay que forjarse ilusiones acerca de los hombres de este país, aquí no hay más que dos partidos: los demagogos y los reaccionarios; los unos no valen más que los otros, y hablar de moderación, de conciliación, de justicia, á los unos y á los otros, es trabajo perdido; porque los unos no ven en el poder más que un medio de oprimir á los otros. Si la sangre de nuestros soldados, *Sire*, no

fuese tan preciosa que no se la debe derramar á la ligera, preferiría un segundo sitio de Puebla, á ser lo que soy aquí: el moderador de gentes que no quieren que se las modere. El Gral. Almonte, á quien se ha puesto á la cabeza de la regencia, es, si no un reaccionario, al menos un hombre de una debilidad extrema, siempre dispuesto á dejarse arrastrar, á dictar medidas deplorables, que no acepto porque no quiero que la bandera francesa cubra actos contrarios á vuestra política. Pero no me es por eso menos penoso verme obligado diariamente á vigilar al gobierno que hemos establecido, como vigilaría al partido enemigo» (1)

La designación de los delegados que debían ser enviados á Maximiliano ocasionó también desazones. Se había puesto á la cabeza de la lista á Gutiérrez de Estrada, jefe del partido monárquico é inventor de la candidatura; pero, como eso descubría demasiado la mano de los emigrados en la intervención, puesto que los demás delegados estaban también en el extranjero, Forey propuso que se agregara á algunos residentes en el país, con objeto de dar á la delegación apariencia nacional. Se consintió en ello; pero entre los individuos propuestos había uno cuyo solo nombre le asustó: el Padre Miranda. Saligny le persuadió de que el Padre era muy liberal y partidario de la política del emperador con respecto á los bienes de la Iglesia, y de que por esto se había indisputado con la corte de Roma, que no había querido nombrarle obispo, y Miranda fué aceptado.

III

Forey se las componía de la mejor manera posible en medio de tantos embarazos, cuando de improviso, á fines de julio, se le comunicó el llamamiento de Saligny. Un ciego á quien se arrebatara su bastón no queda más espantado. Se le había prescripto que se conformara *en todo* con las indicaciones de este ministro, que era el único que conocía las cosas de México y las

1 Forey al emperador, 6 de agosto, 20 de octubre de 1863.—NOTA DEL AUTOR.

ideas del emperador, y él había hecho punto de honor obedecerle. Mas hé aquí que, sin decirle por qué, se le retiraba, y veía á su Mentor caer desde la cumbre de la privanza hasta las profundidades de una irremediable desgracia.

Almonte quedó todavía más aturdido. Acababa de poner al emperador en la disyuntiva de escoger entre él y Forey. «Si V. M. cree, le había escrito, que á pesar de eso, él debe permanecer, le ruego que no tome á mal que me separe de la Regencia, para no verme obligado un día á estar en contradicción con el general en jefe, cuyo carácter es á veces insoportable». Y se le había contestado con el llamamiento de Saligny. Había comprendido perfectamente lo que tal medida significaba, y vuelto á escribir al emperador: «Hemos sabido en este momento con gran pena, el llamamiento del Sr. de Saligny. V. M. no podría imaginarse el depreciable efecto que ha causado en toda la población. Conjuro á V. M. á que se digne acceder á la súplica que le hace la Regencia para que continúe aquí el Sr. de Saligny como su representante, porque es el único que conoce el país y nos inspira entera confianza. Está completamente de acuerdo con el Gral. Bazaine, que va á tomar el mando del cuerpo expedicionario, y el efecto que produciría su partido sería tan grave que podría hacer que fracasara la realización de un proyecto felizmente desarrollado hasta hoy. Su llamamiento se considera como prueba de un cambio en la política de V. M., cambio que obligaría á los miembros de la Regencia á dar su dimisión y á abandonar un país que ya no tendrían esperanzas de salvar. Me atrevo á esperar todavía que las noticias que recibamos sean tales que nos tranquilicen» (1).

Forey pidió que se le dejara á Saligny, al menos hasta que llegara Maximiliano; pero no se obtuvo ni que se quedara ni que retardara su partida, y recibió orden de regresar inmediatamente á Francia.

Un cambio completo se había, en efecto, operado en el ánimo del emperador. Había logrado ver al través de la nube de mentiras en que se le había envuelto; había adivinado de qué labor reaccionaria se le quería hacer instrumento; había resuelto cambiar de rumbo, y al llamar á Saligny, despedía al partido conservador, promotor de la expedición, é iniciaba una re-

1 26 de julio de 1863.—NOTA DEL AUTOR.

conciliación con el partido liberal, al que había venido á combatir y del cual Saligny era la pesadilla. Ese llamamiento equivalía á la carta que había dirigido á Edgardo Ney cuando la expedición romana.

Forey no tardó en verse obligado á tomar el mismo camino que Saligny. El emperador estaba en correspondencia con cierto número de oficiales, como el joven Galliffet, el Gral. Douay y otros que les daban informes directos. Sus ayudas de campo, por su parte, tenían también amigos que les tenían al corriente de todo lo que pasaba. De suerte que, por cada correo, al mismo tiempo que las comunicaciones oficiales del general y del ministro, partían, bajo la forma de cartas confidenciales, informes particulares que, en tono de censura ó de mofa y con razón ó sin ella, contrarrestaban lo dicho en los oficiales. Esta práctica, aunque diera á veces resultados saludables, destruía la disciplina, debilitaba la autoridad del jefe y acababa por ocasionar su desgracia. Por medio de estos procedimientos fueron provocadas las desautorizaciones sucesivas que sufrieron los jefes de la expedición: Jurien y Lorencez habían sido víctimas de ellos; le llegó su turno á Forey, y á Bazaine tenía que llegarle el suyo.

Forey fué hecho mariscal y reemplazado por Bazaine en el mando del cuerpo expedicionario.

IV.

El nombramiento de Bazaine fué recibido con alegría y confianza por el ejército. Se le atribuía el mérito de la caída de Puebla; tenía reputación de hombre hábil, capaz de evitar, con astuta tenacidad, los obstáculos imposibles de vencer; hablaba perfectamente la lengua del país; y mientras que Forey era duro, aunque bueno en el fondo, y se mostraba rara vez á las tropas y maltrataba á los que se encontraba al paso, las maneras de Bazaine eran afables y se mostraba benévolo, familiar, accesible, activo.

Recibió instrucciones de impedir toda reacción. «No puedo admitir, le escribía el emperador, que, *habiendo hecho la conquista*

de México, presenciemos como testigos impasibles medidas arbitrarias que se opongan á la civilización moderna» (1). Se tenía, además, que esforzar «en que la elección de Maximiliano fuese ratificada por el mayor número posible de mexicanos, porque el nombramiento presuroso que se ha hecho, ha tenido el defecto de no aparecer en Europa como la expresión legítima de la voluntad del país» (2). Eso era, en efecto, lo que Palmerston había objetado á D. Francisco de P. Arrangoiz, que había sido enviado en septiembre por Maximiliano para sondear al gabinete inglés. Arrangoiz había repetido los argumentos de Almonte: «Así hemos obrado siempre y habéis reconocido á todos nuestros gobiernos.» Pero Palmerston había contestado: «Entonces no se trataba más que de cambios de personas, no de cambio de instituciones con ayuda del extranjero» (3). Y esta objeción había parecido fundada á Maximiliano, quien había declarado á los notables conducidos á Miramar por Gutiérrez de Estrada, que no sólo aplazaría su aceptación hasta que se le diesen garantías que pusiesen á su imperio al abrigo de peligros exteriores, sino que exigía también que la nación *toda*, manifestando *libremente* su voluntad, ratificase el voto de la capital.

Puso Bazaine por obra las instrucciones del emperador: anuló el decreto referente á los secuestros y todas las demás medidas reaccionarias dictadas por la Regencia; halagó á los liberales á quienes pudo acercarse; amenazó á Saligny, que retardaba su partida bajo pretexto de negocios, con reembarcarle por fuerza si no salía de México inmediatamente; y aunque diferió el momento de dar seguridades á los tenedores de bienes del clero, hasta que llegara Monseñor Labastida, quien, por haber conferenciado con el emperador en París, ayudaría á la conciliación, luego que el arzobispo llegó (19 de octubre) fué á verle. El arzobispo le expuso «que había regresado con el

1 12 de septiembre de 1863. Tengo en mi poder todos los originales de las cartas de Bazaine al emperador. Las de éste á aquél han sido muy fielmente reproducidas en el concienzudo libro de Gaulot.—NOTA DEL AUTOR.

2 El emperador á Bazaine, 12 de septiembre de 1863.—NOTA DEL AUTOR.

3 ARRANGOIZ, *México desde 1808 hasta 1867*, tomo III, pág. 148.—NOTA DEL AUTOR

objeto de reconstituir el dominio arrebatado al clero, por medio de la persuasión; pero que, si fuese indispensable, emplearía la presión de su poder espiritual». Bazaine, estupefacto, contestó que sus instrucciones le prescribían todo lo contrario, que se atendería á la proclama de Forey del 12 de junio y que admitiría una revisión de las ventas de bienes de la iglesia, pero hecha por el Estado y no por el clero. El prelado contestó que había expuesto sus ideas á S. M., que *había parecido aprobarlas*, y que su dignidad y su conciencia le vedaban aceptar cualquiera otra solución antes de estar autorizado expresamente por el Santo Padre para aceptarla.

Al día siguiente, Monseñor Labastida convocó al Consejo de Regencia á una sesión extraordinaria, rogando á Bazaine que asistiera á ella. Ahí repitió sus declaraciones de la víspera, y después, volviéndose hacia el general, le dijo en tono exaltado: «Si vuestro ejército ha sido bien recibido en la capital, ha sido por la influencia del clero, y si no le sostenéis, si no queréis marchar de acuerdo con él, haced venir quince mil hombres más, porque vuestros amigos de hoy.....» No concluyó la frase, pero hizo un gesto que significaba que no debía ya contar con ellos.

Bazaine puso fin á esta oposición obteniendo de la Regencia, á pesar de las protestas de Monseñor Labastida, una declaración que fué inserta en el órgano oficial y que decía: «que las ventas regulares de los bienes nacionales serían confirmadas y que sólo las transacciones fraudulentas serían sujetas á revisión» (24 de octubre).

Almonte, que, no sin lamentarse, seguía á Bazaine, cuyo advenimiento había aprobado y hasta solicitado, escribía, sin embargo, al emperador: «Creo que el general, sin dejar de ejecutar las órdenes de V. M., habría podido adoptar un temperamento más conciliador con el clero, puesto que, en definitiva, necesitamos de la influencia que puede todavía tener en el país. No cesaré de lamentar la partida del Sr. de Saligny, que es el único que conoce este país y la política que hay que seguir. Pero ya que V. M. ha creído deber obrar de otra manera, tenemos que limitarnos á esperar los resultados de la política del general» (27 de octubre).

Llamado al orden el clero, Bazaine se ocupó en conseguir el

segundo objeto que le señalaban las instrucciones que había recibido. La estación de lluvias había pasado; el ejército mexicano estaba organizado medianamente. Para llevar su influencia fuera de la capital y recoger adhesiones en favor de Maximiliano, operó una marcha militar al interior del país. Sus disposiciones fueron muy acertadas: sus tropas fueron distribuidas en dos columnas y se adoptó un orden de marcha que, sin apartarse del principio: *dividirse para virir y reunirse para combatir*, permitía que maniobrara el ala derecha ó la izquierda hacia adelante, según las circunstancias, amenazando los flancos de las posiciones fortificadas por el enemigo. Esta expedición, comenzada en noviembre, fué conducida con tanta rapidez como inteligencia. Los mexicanos se sostenían con mucha firmeza, de lejos, mientras sólo se trataba de tiroteos más ó menos nutridos; pero como estaban mal montados, no resistían el empuje de nuestra fuerte caballería. Fueron rechazados en todas partes, nos apoderamos sucesivamente de Querétaro, Morelia, Guanajuato, León y San Luis Potosí, de donde Juárez se vió obligado á huir, y Bazaine entró á Guadalajara, sin obstáculo alguno, el 3 de enero 1864.

De ahí escribió al emperador: «Durante algún tiempo todavía el país será, ciertamente, recorrido por restos del ejército juarista, pero les trataré como bandidos. Todas las poblaciones están encantadas de que se las libre del yugo de Juárez y bendicen á V. M.» ¡Siempre el mismo sistema de informes optimistas! Desde México, Montholon, mejor informado ó más sincero, escribía con fecha 9 de febrero: «En algunos puntos, especialmente en Guadalajara, no ha habido grandes demostraciones de entusiasmo.» La huella que dejaba el pie de nuestros soldados, se borraba luego que habían pasado.

En cada etapa se recogían adhesiones. Hé aquí cómo: si se encontraban algunos mexicanos notables, amigos ó intimidados, que consintiesen en aceptar las funciones municipales, se instalaban ayuntamientos y se les hacía firmar una adhesión al voto de los notables de México; si no se encontraban, lo que sucedía casi siempre, mexicanos de buena voluntad, se confiaba la administración local á militares franceses, después se llamaba á todos los individuos conocidos por sus sentimientos patrióticos y se les decía: «Vais á firmar una acta de adhesión ó seréis arrestados y proscriptos de México.» Y firmaban. Esa era la

primera operación. La segunda consistía en poner en un papel el nombre de una población y el número de sus habitantes, inclusive mujeres y niños, sin indicar el de las adhesiones, para que se contara el total de los habitantes como si fuera el de los adherentes. Así, una ciudad de seis mil almas, en que sólo se recogían treinta adhesiones, aparecía como habiendo proporcionado seis mil votos en favor de Maximiliano!

Bazaine, después de haber asegurado la ocupación de las principales ciudades, volvió á México con su paquete de adhesiones bajo el brazo, para acabar con la resistencia del arzobispo, que se había vuelto decididamente insoportable; puesto que, á pesar de la opinión de Almonte y de Salas, persistía en atacar las ventas de los bienes de la Iglesia y había obtenido que la Suprema Corte de Justicia no acatara en sus fallos los decretos relativos á los bienes del clero y al pago de los pagarés y de las rentas de bienes nacionalizados. Habiendo la Regencia confirmado en una comunicación de 15 de noviembre, la de 24 de octubre, Monseñor Labastida se separó violentamente de sus colegas y se rehusó á asistir á las sesiones del Consejo, para entorpecer el despacho de los negocios. Se le contestó considerándole como dimidente, con una tercera comunicación referente á los bienes de la Iglesia, que fué inserta en el periódico oficial, y con una intimación á la Suprema Corte para que acatara en sus fallos los decretos expedidos.

Siete obispos se unieron al arzobispo para protestar contra lo que llamaban la expoliación de la Iglesia y amenazar con excomunión mayor á los que cooperaran en ella (26 de diciembre de 1863). La Suprema Corte, en vez de inclinarse ante la intimación que se le había hecho, secundó con una protesta jurídica la apostólica de los obispos (31 de diciembre). Estas resistencias eran naturales. El emperador había sido llamado para derogar las leyes liberales de ese mismo Juárez con quien se negaba á entrar en arreglos, no para ratificarlas y ejecutarlas. Si reconocía la validez de la enajenación de los bienes de la Iglesia, ¿de qué había servido la intervención? La lógica estaba de parte de los obispos, y no podía contestárseles sino con el empleo de la fuerza. Se recurrió á ella. Un decreto de la Regencia destituyó á todos los miembros de la Suprema Corte (2 de enero de 1864) y Bazaine volvió á México (3 de febrero) para impedir que flaqueara Almonte, que no obraba con toda espon-

taneidad. Puso á los funcionarios mexicanos bajo la vigilancia de los oficiales franceses; hizo que se reembarcara Santa Anna, de cuyas buenas intenciones dudaba, á pesar de que Gutiérrez de Estrada le había fiado, y manifestó enérgicamente su voluntad de mantener la enajenación de los bienes del clero, siendo apoyado por el sucesor de Saligny, Montholon, que tenía un carácter moderado y no compartía los rencores clericales (1).

En vano colmó Bazaine de consideraciones personales á Monseñor Labastida. É hizo que se le reedificaran su seminario y su casa de campo. La ruptura entre la intervención y los que la habían solicitado se consumó irremisiblemente. El arzobispo escribió á Drouyn de Lhuys hablándole de «el apartamiento de todos los amigos leales y sinceros de la intervención, desde que las poblaciones del interior habían perdido todo entusiasmo, á consecuencia de lo que le había pasado á él y del temor de que se restablecieran las leyes de Reforma», y haciendo constar que «el entusiasmo al acercarse el ejército franco-mexicano habíase disminuído notablemente, como si todos se hubieran puesto de acuerdo para escatimar las manifestaciones de regocijo.» (2) Y á los reproches del Gral. Neigre, comandante militar de México, Monseñor Labastida contestó: «La iglesia sufre hoy los mismos ataques que en tiempo del gobierno de Juárez....Jamás se vió perseguida con tanto encarnizamiento, y según la posición en que se nos ha colocado, nos encontramos peor que en aquel tiempo» (3). Hasta llegó á amenazar á Bazaine, que iba oficialmente á misa todos los domingos, con cerrarle las puertas de la iglesia. «Las haré abrir á cañonazos» contestó el general.

¡Vaya una manera de intervenir como *desfacedor de entuertos*! Se había querido que la intervención se mantuviera fuera de los partidos, y ello se había logrado, porque la intervención era igualmente detestada por los clericales que la habían solicitado que por los liberales que la soportaban, no teniendo en su favor más que á aquéllos que, por un abuso de una hermosa palabra, se llamaban moderados, es decir, al rebaño vil y cobarde que anda en busca del éxito, que huye del fracaso y que os toma parte de vuestra fuerza sin serviros para aumentarla.

1 Llegó á México el 16 de enero de 1864.—NOTA DEL AUTOR.

2 9 de diciembre de 1863.—NOTA DEL AUTOR.

3 16 de enero de 1864.—NOTA DEL AUTOR.

Se había llegado á esa situación cuando se discutieron los asuntos de México en el Cuespo Legislativo.

V

La mayoría se había arrepentido de las violencias con que había interrumpido las primeras requisitorias de Julio Favre contra la expedición; comprendía ya que era temeraria y peligrosa; quería que terminara, y lo manifestaba por conducto de sus Comisiones de Presupuesto (1). Por eso se escuchó con visible asentimiento la larga exposición que hizo Thiers de los antecedentes del asunto. Esta exposición, exacta en lo general, á pesar de sus errores acerca del papel desempeñado por Jurien de la Gravière y de sus palabras desdeñosas referentes á Juárez, no contenía nada que no se supiese ya, pero todo lo repetía con persuasiva lucidez. Su conclusión era la misma de Julio Favre: «Tratad con Juárez y retiraos. Sobre todo, no os empeñéis en una tentativa de restauración monárquica, porque aunque no os hayáis comprometido formalmente, lo estaréis moralmente con respecto á aquél á quien habréis entronizado. Y vosotros, colegas míos, si apoyáis al gobierno en sus designios, no podréis más tarde rehusarle ni tropas, ni marinos, ni millones, cuando os los pida para llevar al cabo la operación que de consuno habréis emprendido. Hasta aquí, nuestro honor no está empeñado, pero el día en que el príncipe haya partido con vuestro apoyo y vuestra garantía, tendréis que sostenerle, suceda lo que suceda. La probidad de Francia estará comprometida. Se nos ha dicho que, abandonar á Almonte sería una indignidad; pero ¿cómo podría serlo si no debemos nada á Almonte y á sus amigos, que nos han puesto en la mala situación en que nos

1 LABRABURE. *Dictamen acerca de los créditos suplementarios de 1863.* «Conforme á las actuales previsiones, el gobierno espera que al fin del año de 1864 terminará la expedición. Unánimemente aconsejamos que se ponga fin á la expedición de México, no á toda costa—Dios nos guarde de pensarlo—sino tan prontamente como lo permitan el honor y el interés de Francia. La manifestación de este deseo corresponde al sentimiento general del país.»—NOTA DEL AUTOR.

encontramos? Mientras que, cuando un príncipe esté allá en México, llevado por vosotros, cuando nuestros soldados hayan recorrido el país para ponerle, como se dice, en condiciones de votar por él, ¿quién se atreverá á decir que no estaremos comprometidos con ese príncipe? Y bien, yo no me cansaré de repetirlo, sí lo estaremos! Que acepte quien quiera tal compromiso; yo rechazo tamaña responsabilidad» (1). Este discurso fué recibido con muestras de aprobación; estallaron aplausos en torno del orador.

Julio Favre acumuló todas las vehemencias oratorias para apoyar esa solución, que era la que había propuesto, la que habían propuesto los Cinco. Demostró una vez más que nuestros agravios no eran sino pretextos, que el verdadero objeto era la entronización del príncipe austriaco. Censuró los últimos actos realizados en México: el decreto sobre los secuestros, el voto de la asamblea de los notables, etc. etc. Probó que en ese México que se decía estaba en poder nuestro, sólo éramos dueños del terreno que estaba bajo las ruedas de nuestros cañones y bajo el pie de nuestros soldados. Relató los crímenes de Miramón, de Márquez y de los demás que nos apoyaban y en quienes nos apoyábamos. «Retirémonos! exclamó para terminar. Nuestros valientes soldados, nuestros oficiales tan pundonorosos, nada tienen que hacer al lado de esos aventureros manchados de fango y de sangre, entre quienes andan extraviados!» Aplausos y murmullos siguieron á las últimas palabras de Julio Favre.

Berryer aconsejó que se tratara con Almonte. «Con el Gobierno que habéis establecido» dijo. Su argumentación era poco sólida «Si ese gobierno representa, como decís, á la mayoría del pueblo mexicano, ¿por qué no tratar con él? No podéis negaros á ello sino reconociendo que es insuficiente el poder que habéis establecido en México y que la mayoría monárquica que pretendéis haber obtenido es una ficción».

Rouher rechazó una y otra soluciones. «El gobierno, dijo, no puede tratar con Juárez, que es el enemigo que ha hecho correr la sangre de nuestros nacionales y ultrajado nuestro pabellón, ni con Almonte, *que no representa una autoridad regularmente constituida: no puede negociar más que con un gobierno nacido del sufragio universal.* Y si Maximiliano es elegido por la nación

1 26 y 27 de enero de 1864.—NOTA DEL AUTOR.

mexicana, al tratar con ese soberano, el gobierno francés no contraerá una solidaridad permanente é indefinida para el sostenimiento de un imperio en México» Y trató de fundar ese sistema en una larga exposición en que alteraba la verdad.

El reproche principal que formulaba contra Juárez y en el cual insistía sin descanso, era que veinticuatro franceses habían sido asesinados en México y que los asesinos habían quedado impunes. Eso era materialmente falso: en la lista de los atentados cometidos contra veintitrés, y no veinticuatro, franceses, y por los cuales Saligny pedía reparación, había sólo *seis* asesinados, todos fuera de México, la mayor parte en los caminos, y Juárez no se había negado jamás á castigar á los culpables si se les descubría.

Explicaba así el principio de las hostilidades: «Desde el 24 de enero, habiendo sido enviados tres oficiales por el almirante Jurien á México, con orden de notificar un ultimátum, Juárez no quiso recibirlo y los oficiales volvieron llevando una negativa categórica.» Eso era materialmente falso: no habiendo podido ponerse de acuerdo sobre los términos del ultimátum, los plenipotenciarios no lo habían enviado y los oficiales no habían llevado más que una nota colectiva, en que se proponían negociaciones. Juárez no había podido, pues, negarse á recibir un ultimátum que no se le había enviado (1).

Presentó la convención de la Soledad como un acto de deferencia hacia Prim, que se había comprometido con su firma. Eso era materialmente falso: la convención había sido libremente aceptada por Jurien, porque era imposible que permanecieran las tropas aliadas en la zona pestilente de Veracruz, de donde no se podía salir por la fuerza. Un soldado como

1. Theuvenel á Dubois de Saligny, 28 de febrero de 1862: «Señor: Las disposiciones que ha manifestado, acerca de nuestras últimas reclamaciones, Sir. Charles Wyke, y que han sido secundadas por el Gral. Prim, han impedido que continuéis el ultimátum por medio del cual os habíais propuesto poner fin á la cuestión en lo que se refiere á nosotros» Y en la respuesta que dió Doblado, en nombre de Juárez, á la nota colectiva de las tres potencias, decía con fecha 23 de enero de 1862: «Con respecto á las reclamaciones pendientes, de las naciones aliadas, el gobierno mexicano está dispuesto á entrar en arreglos con las tres potencias, pues tiene el deseo y los medios de satisfacer completamente sus justas demandas». —NOTA DEL AUTOR.

Jurien no habría firmado por deferencia hacia nadie, un acto que «habría desautorizado con sólo consultar su corazón».

Además, trató de justificar la violación de aquellos tratados diciendo que «Juárez la había provocado con la pasión con que había multiplicado sus ataques contra los aliados» Eso era materialmente falso: la ruptura se había producido únicamente por la presencia de Almonte en el campo francés y por haberse negado Jurien á hacerle salir de él.

Y el resto era por el estilo. Rouher quiso cubrir sus malos argumentos, cuya debilidad no podía desconocer, bajo una fraseología aparatosa: «Las pasiones se apagarán, vendrá el día en que hable la posteridad. Entonces, si alguien toma la pluma del historiador, dirá: Fué un hombre de genio aquél que, á pesar de las resistencias, de los obstáculos y de los desfallecimientos, tuvo valor para abrir fuentes de prosperidad nueva á la nación de que era jefe (*Aplausos*); fué el apóstol de una política atrevida, pero previsor y sabia, aquél que reconoció que el equilibrio europeo no está ya en los Alpes, ni en los Pirineos, ni en el Ponto Euxino, sino que abraza el mundo entero, y que tan grandes intereses deben ser objeto de la solicitud de Francia, por más lejos que tenga que ir á protegerlos el pabellón francés. Sí, sí, esta página será gloriosa!» (*Aplausos prolongados*).

Aunque era costumbre conceder la palabra después de que hablaba un ministro, la asamblea no quiso oír la réplica de Julio Favre. «No queréis escuchar la verdad» exclamó Thiers; y sólo cuarenta y siete voces protestaron contra una política que las tres cuartas partes de los miembros de la asamblea desaprobaban en el fondo de su corazón. Entre esos cuarenta y siete se contaban algunos miembros de la mayoría, cuya adhesión al emperador no podía ser sospecha: Larrabure, el barón de Herlincourt, Parieu, padre, Leclerc d'Osmonville y Masséna, duque de Rívoli.



CAPITULO V.

La aceptación de Maximiliano.

I

«El nuevo gobierno de México, había dicho Rouher en la sesión del 27 de enero de 1864, será constituido por la soberanía nacional, que es el principio vital del gobierno francés. Si la nación mexicana adopta la forma republicana, respetaremos su voto; si prefiere establecer una monarquía, la respetaremos también; pero si adopta al archiduque Maximiliano, esa voluntad nacional será para éste la mejor clientela.»

Veamos cómo esas promesas fueron cumplidas. Bazaine había remitido las actas de adhesión obtenidas por medio de su leva electoral. ¿Podían esas actas ser consideradas como una manifestación del sufragio universal? Bazaine mismo contestó á esta pregunta al escribir al emperador: «Estas adhesiones *no son el resultado del sufragio universal...* pero no por eso dejan de ser la expresión de la voluntad de la gran mayoría de los *Estados manumisos*, porque el elemento indio que habita los campos sigue siempre al elemento mexicano que habita los centros principales. La raza india no ha sido jamás consultada sinceramente por ningún partido, bajo el pretexto de que carece de inteligencia. Para convertir á los indios en *gentes de razón*, habría que cambiar en un instante la organización del país. ¿Ni cómo establecer aquí listas electorales cuando no existe el estado civil? Pero, aunque estoy convencido de que esas actas de adhesión representan la voluntad de las *gentes de razón* de México, y de que el archiduque puede sin remordimiento apoyarse en dichas actas, he preparado un plebiscito y no abrigo la menor duda acerca del resultado del voto.»

Así, las adhesiones no provenían más que de los *Estados manumisos*, es decir, de la ínfima minoría de los Estados mexicanos, y en esos Estados no se había consultado la voluntad de los indios. Por lo demás, las aseveraciones de Bazaine acerca de éstos no eran exactas; porque los indios habían tomado parte en todas las elecciones gubernamentales después de la Reforma, y era más falso aún que el indio Juárez les considerara como *gentes sin razón*.

El emperador, siempre leal, porque en toda ésta desgraciada empresa no se engañó, sino que fué constantemente engañado, pensó también que estas adhesiones falsificadas no podían ser tomadas por una expresión del sufragio universal, y ordenó que se procediera á un verdadero plebiscito. En consecuencia, una nota de la Regencia á las autoridades locales prescribió la convocación del pueblo para el domingo siguiente á la recepción de dicha nota. Debían tenerse preparados dos registros: uno para el *sí*, otro para el *no*, y cada elector debía inscribirse en uno ú otro de esos registros. Esa era la forma opresiva y desleal de plebiscito contra la cual París, después del 2 de Diciembre, habría protestado, si no se hubiese renunciado á ella. Pero ni ese miserable plebiscito pudo verificarse.

Bazaine había vuelto de su afortunada expedición militar con la convicción de que el país estaba conquistado, pacificado. Sin embargo, los ejércitos de Juárez no estaban tan dispersos como él decía en su jactancia. Los generales mexicanos, Porfirio Díaz, Doblado, Uraga, no sintiéndose en condiciones de luchar á campo raso con tropas aguerridas, se limitaban á provocar escaramuzas, huyendo luego que se veían expuestos á una batalla en forma. Porfirio Díaz se había replegado al Estado de Oaxaca; Uraga, al de Colima; González Ortega, á los de Durango y Sinaloa, cada quien con algunos millares de hombres. Doblado disponía de tres mil en el Estado de Nuevo León y las guerrillas continuaban devastando el país, á pesar de la feroz contraguerrilla organizada por el coronel Dupin. Diariamente se las decía aniquiladas, pero al día siguiente se las veía resurgir tan numerosas como la víspera.

Había ciertamente desfallecimientos y cobardías en el partido liberal: algunos jefes subalternos se pasaban al enemigo y otros vacilaban y se negaban á obedecer; pero Juárez, que, solo, representaba á la Patria, no se doblegaba, y nada podía de-

cirse terminado mientras él permaneciese inquebrantable. Y él retrocedía, pero no capitulaba, estando cierto de que un día la justicia tomaría el desquite y de que, tarde ó temprano, el invasor sería derribado y expulsado.

Dió por entonces una prueba singular de vigor y de autoridad. Vidaurri, gobernador de Coahuila y de Nuevo León, le había intimado, después de una conversación de cuarenta minutos, que saliese de Monterrey y se había apoderado de una batería que había sido llevada para hacer los honores al presidente. Juárez dió orden á las fuerzas de Doblado y de González Ortega, de que sofocaran la rebelión. Vidaurri quiso parlamentar; Juárez se negó á todo arreglo y se manifestó dispuesto á mostrarse indulgente con los que, por temor ó por ceguera, obedecían al rebelde, pero bajo la condición de que se sometieran sin reserva á la ley. Abandonado al instante por la mayor parte de los suyos, Vidaurri logró, con gran dificultad, acompañado de algunos amigos, atravesar el río Bravo y refugiarse en Texas. Juárez volvió á entrar á Monterrey, encontró ahí abundantes recursos, tanto en provisiones como en dinero, y además pudo procurarse otros más importantes entrando en posesión de los productos de la aduana de Matamoros. Y mayor fué todavía el efecto moral de este incidente: levantó el espíritu, próximo á desfallecer, de los defensores de la independencia nacional.

Después de esta especie de resurrección, Almonte y Bazaine juzgaron imprudente continuar los preparativos para el plebiscito. Conviniéron en que dejarían todo suspenso hasta la llegada del soberano, quien podría aceptar la situación ó pedir al sufragio universal la sanción del hecho consumado (1). Necesitó Maximiliano estar perfectamente resuelto á no ver lo que aparecía con toda claridad, para aceptar como manifestaciones de la voluntad nacional, actas de adhesión cuya sola disposición material revelaba la superchería (2). Sin embargo, se persuadió ó fingió que estaba persuadido de que había obteni-

1 Montholon á Drouyn de Lhuys, 28 de abril de 1864.—NOTA DEL AUTOR.

2 Se fijaba el número de adhesiones en 6.448.564. Ahora bien, ¿cómo se había podido obtener un número tan crecido de sufragios, en algunos Estados solamente, cuando México entero no contaba más que con..... 8,620,982 habitantes?—NOTA DEL AUTOR.

do la mayoría del pueblo mexicano, libremente consultado, y de que era el elegido de la nación. No le habían elegido más que Forey, Almonte, Saligny, y no era sino un simple aventurero que, con ayuda de armas extranjeras, iba á arrebatár su independencia á un pueblo libre.

La noticia de que Maximiliano se consideraba como regularmente electo, comunicada por los emigrados, fué recibida con transporte por la Regencia, y hubo una salva de cien cañonazos, y un *Te Deum*, y otras muchas manifestaciones de júbilo.

II

Antes de volver oficial la aceptación, resuelta en principio, el príncipe quiso obtener las garantías indispensables para la integridad y la independencia de su imperio, y ése fué el objeto del viaje que hizo con su mujer, á París (5 de marzo), á Londres (12 de marzo) y á Bruselas (15 de marzo).

En Bruselas, Leopoldo, bajo la influencia de su hija, le repitió las frases estimulantes que le había antes dirigido. En Londres, Palmerston, insistió en las objeciones que había ya presentado y con aire malicioso, aunque indiferente, sin alentarle ni hostilizarle, le deseó buen éxito. Sólo su abuela María Amalia trató de disuadirle de la aventura, y hasta cuentan que le dijo: «Te asesinarán».

En París, al contrario, todo fué fiestas, estímulos, congratulaciones. Almonte y Bazaine acosaban al emperador: «Que venga el príncipe, escribían por cada correo, y las dificultades desaparecerán al punto y el país pacificado renacerá á la prosperidad» (1) El emperador, convencido y deseoso de salir del avispéro en que se le había metido, triunfó de las últimas vacilaciones del príncipe. Se le trató desde luego como soberano; se entró con él en arreglos, como si ya hubiese subido al trono, acerca de las relaciones financieras y militares de ambos imperios, por medio de convenciones rubricadas, á las cuales sólo faltaba la autorización diplomática, que se les daría después de

6 Almonte al emperador.—NOTA DEL AUTOR.

la aceptación oficial; se contrató un empréstito eventual de doscientos diez millones al 6 $\frac{3}{4}$, con una casa inglesa, y de la cual suma ocho millones serían entregados al archiduque, veintisiete distribuidos entre los acreedores ingleses y el resto depositado en la Caja de Depósitos y Consignaciones. Pero en todas las fiestas, á las cuales asistió todo el cuerpo diplomático, se notó la ausencia constante del ministro de los Estados Unidos.

Al regresar á Viena (19 de marzo), Maximiliano fué también tratado como soberano, pero se le pidió que renunciara irrevocablemente y para siempre, sucediese lo que sucediese, á sus derechos á la corona de Austria, hasta extinción de todos los herederos, y además que renunciara á los bienes muebles é inmuebles de la casa imperial, así como á todos sus derechos y pretensiones sobre la fortuna particular de los miembros de su familia. Maximiliano reclamó, dijo que sólo accedería á una renuncia condicional, mientras fuese emperador de México, y después de una escena violenta, se negó á firmar. Su anciano padre aprobó su conducta: el jueves santo, después de haber comulgado, le dijo: «Has hecho bien en no firmar; si yo no hubiese abdicado, si todavía perteneciera á este mundo, en pleno Consejo habría hablado en contra de lo que se te quiere imponer». La archiduquesa su madre añadió: «No es posible que tu hermano haya leído esa acta!» y fué á ver á Francisco José, esperando hacerle desistir de su empeño. Francisco José fué inflexible. Las relaciones de los dos hermanos se habían enfriado por una sospecha: se acusaba á Maximiliano de haber pensado en constituirse una soberanía independiente en Lombardía, y de intrigar con el mismo objeto en Hungría. Maximiliano, furioso y desolado, partió para Miramar (25 de marzo). Francisco José, muy contrariado por su parte, envió á Rechberg para que rogara á Gramont que telegraficara á Napoleón III para que interviniera en que su hermano firmara las actas de renuncia. «Será éste un inmenso servicio que el emperador Napoleón hará al emperador Francisco José» decía Gramont, autorizado para transcribir esas palabras (1) Napoleón III no tenía necesidad de que se le estimulara; apenas tuvo noticia del contratiempo, en 28 de marzo, telegrafió al archiduque: «Estoy consternado

1 Telegrama del 27 de mayo de 1864.—NOTA DEL AUTOR.

por la noticia que nos llega. Vuestra Alteza Imperial tiene contraído un compromiso de honor conmigo, con México, con los subscriptores del empréstito. Disentimientos de familia no pueden impedir á V. A. I. que cumpla con deberes más elevados. Pensad en nuestra propia gloria. Una negativa me parece ahora imposible» Y el mismo día escribió al rey de los belgas, que se encontraba en Londres: «Cuento con la autoridad y con la alta inteligencia de V. M. para salvar este obstáculo y hacer que la partida del príncipe sea lo más pronta posible. Cada instante de vacilación compromete en todas partes la posición de S. A. I.» Envió también al Gral. Frossard á Viena y á Miramar.

Llegado Frossard á Viena el 30 de marzo por la mañana, se dirigió luego á casa de Rechberg. «Hay que dejar pasar algunos días, dijo éste, para que desaparezca la dificultad. El archiduque hará lo que debe, sobre todo si el rey Leopoldo, á quien ha escrito S. M. Napoleón III, se lo aconseja. La renuncia es indispensable, no tanto por lo que ve el archiduque personalmente, sino por lo que ve á los hijos que puede tener bajo el clima de México, que, según dicen, hace maravillas. Es preciso evitar que un día jóvenes príncipes nacidos en México, es decir, extranjeros, vengan á disputar la corona de Austria á sus primos austriacos. Las Cámaras exigirán sin duda que el asunto se arregle desde ahora. Y no hay que hablar de una renuncia condicional, porque ¿cómo querríais que Austria aceptara ser gobernada por un príncipe derribado de un trono extranjero?»

Francisco José recibió luego á Frossard y le dijo: «Me aflige lo que pasa, sobre todo porque debe contrariar al emperador Napoleón. Tengo en ello alguna culpa; porque aunque mi hermano sabía, antes de ir á París, que tendría que firmar una renuncia, yo habría debido exigírsela antes de este viaje que le ha comprometido. Obré mal no haciéndolo, y lo lamento. Pero espero que todo se arregle, porque la carta del emperador ayudará á ello.» Habiendo dicho Frossard que en el asunto estaba empeñado el honor de Austria: «Sí, contestó Francisco José, el honor de todos, y es preciso que ello se realice; por eso hago esfuerzos para que mi hermano acepte las consecuencias de su nueva situación con respecto á su país natal» Y como Frossard insinuara que una demostración fraternal, una pro-

mesa afectuosa en previsión de ciertas eventualidades, facilitaría la sumisión de Maximiliano, Francisco José contestó con frases vagas (1). El 31 de marzo, Frossard salió de Viena y se dirigió á Miramar.

Maximiliano había desde luego pensado en convocar á la diputación mexicana, notificarle su excusa y huir después á Roma, para vivir completamente retirado. Pero había aplazado estas resoluciones al recibir el anuncio de una carta de Napoleón III y de la llegada de Frossard, y se había limitado á escribir á Francisco José explicándole su conducta. En esta carta, muy digna, se quejaba de que en el mes de octubre no se le hubiese dicho nada acerca de la renuncia; de que su discurso á los enviados mexicanos, sometido al emperador Napoleón III, hubiese sido aprobado, y de que sólo en enero Rechberg le hubiese hecho verbalmente una insinuación; de que la víspera de su partida hacia París se le hubiese entregado una nota breve y vaga; de que en París había firmado una convención internacional, aprobada sin restricción por su hermano, y contraído un empréstito; en fin, de que se le hubiese dejado comprometerse á fondo, sin saber lo que de él se exigiría. Y pedía á su hermano que suavizase condiciones tan rigurosas é insólitas. Frossard le entregó la carta de Napoleón III, que el archiduque parecía esperar con cierta aprehensión. Se retiró para leerla y volvió luego diciendo que estaba conmovido y se sentía obligado por el lenguaje con que le hablaba un soberano en quien veía más bien á un padre que á un amigo. Refiriéndose al acta de renuncia, después de habérsela dado á leer al general, dijo:—«Mi honor de archiduque y de esposo me obligan á proceder como lo he hecho.»—«Pero, contestóle Frossard, por encima de vuestro honor privado está vuestro honor político, empeñado con el emperador, con Francia y con el mundo.»—«Ya lo sé, replicó Maximiliano, pero no puedo menos de preocuparme por el porvenir de mi mujer y de los hijos que espero tener en México.» La archiduquesa se mostraba tan ofendida como su marido, pero, á pesar de todo, resuelta á convertirse en emperatriz de México, sin cuidarse de sus derechos eventuales á la corona de Austria.

1 De Frossard al emperador, cartas datadas en Trieste, 1.º y 5 de abril de 1864 —NOTA DEL AUTOR.

Al día siguiente, 2 de abril, llegó una contestación afectuosa de Francisco José. Las condiciones referentes á los bienes de familia y á los derechos civiles, las había dulcificado, pero exigía siempre la renuncia de la corona y no contraía compromiso alguno para considerarla como nula en ciertos casos. Apenas enviaba un proyecto de carta oficial por medio de la cual prometería hacer toda clase de esfuerzos, llegado el caso, para que su hermano encontrara en Austria una situación conveniente y digna de él.

El archiduque y su mujer no quedaron satisfechos, y Maximiliano telegrafió á Napoleón dándole las gracias por su carta, pero anunciándole que llegaría en sus concesiones hasta donde su dignidad lo permitiera, no más allá. Y como Frossard le observara que su dignidad estaba también comprometida con respecto á Francia y que esta consideración debería predominar sobre las otras, y como la archiduquesa exclamara:—«Bien sabemos que le hacemos un favor al emperador Napoleón III con ir á México!», Frossard replicó:—«Vuestra Alteza debe reconocer que los favores son, cuando menos, recíprocos.»

La llegada de un mensajero del rey Leopoldo, quien invitaba á los príncipes para que no accedieran á lo que se exigía de ellos, hizo que la archiduquesa se resolviera á ir á Viena para dar un paso decisivo. Partió acompañada de Hidalgo, á las nueve de la noche del 3 de abril, y en una entrevista de tres horas que tuvo con su cuñado, insistió especialmente en la anulación eventual del acta de renuncia. Francisco José no quiso oír razones: su conciencia, dijo, no le permitía contraer un compromiso secreto, indigno de él, de su hermano y de Austria; pero anunció que iría en persona á Miramar para explicar su conducta y concluir.

Napoleón III se impacientaba entretanto. El 5 de abril telegrafió á Frossard: «Es indispensable una resolución pronta. La sola noticia de la indecisión hará que surjan complicaciones en México. Ya, en Inglaterra, se dificulta en la Bolsa el nuevo empréstito. Todos estos asuntos de familia debieron ser arreglados previamente. No es posible, sin graves inconvenientes, dejar á un pueblo suspenso en presencia de graves dificultades. La escolta que espera en la tierra caliente será víctima de la fiebre amarilla.»

«Estas vacilaciones, escribía Frossard al emperador, demues-

tran que, á pesar de tener una inteligencia distinguida y cultivada, el archiduque carece de firmeza de ánimo y, sobre todo, *de confianza en la gran empresa que ca á acometer.*» Los mexicanos comprendían eso también y se mostraban desolados. ¿Por qué se preocupaba tanto del porvenir, si no era porque no estaba convencido de la solidez del trono que iba á restablecer? Evidentemente, tal era en el fondo la preocupación del pobre príncipe, y aunque á veces se forjaba ilusiones, luego que, libre de toda presión, reflexionaba, volvía á dudar de la viabilidad de la empresa. Probablemente, si hubiese procedido conforme á sus propias inspiraciones, habría persistido en su negativa. Mas ¿cómo resistirse á la influencia de dos emperadores, el de Francia y el de Austria, de los enviados mexicanos y de una mujer devorada por la ambición, que no quería dejar caer de su cabeza la corona imperial? Capituló.

El 9 de abril por la mañana, Francisco José llegó á Miramar y, después de una larga y patética discusión entre los dos hermanos, en presencia de todos los archidukes y altos funcionarios, quedó concluido el pacto de familia como había sido propuesto. Francisco José acababa de firmar la sentencia de muerte de su hermano. En los momentos de subir al tren, se lanzó conmovido hacia el nuevo emperador, abriéndole los brazos; «Max!» exclamó, y los dos hermanos se abrazaron largamente.

III

Al día siguiente (10 de abril), Maximiliano, en traje de almirante austriaco, y la princesa Carlota, luciendo el cordón negro de la orden de Malta, rodeados por el Gral. Frossard, d'Herbette etc. etc., recibieron á la diputación mexicana. Tenían al frente, sobre una mesa, los procesos verbales de las falsificadas adhesiones que él había querido aceptar como la expresión de la libre voluntad del pueblo mexicano. Gutiérrez de Estrada le dirigió un discurso en francés, al cual contestó en español diciendo que aceptaba el trono porque se consideraba legítimamente electo por el pueblo mexicano y porque, gracias á la magnanimidad del emperador de los franceses, ha-

bía obtenido todas las garantías que podía desear. Prometía además colocar su monarquía bajo la égida de leyes constitucionales, luego que el país estuviese pacificado; que sería un monarca cristiano, y que, antes de tomar posesión del trono, iría á pedir al papa su bendición.

El nuevo soberano ejerció desde luego su autoridad: nombró á Almonte su lugarteniente hasta su llegada á México, y á Hidalgo, Arrangoiz, Aguilar y Marocho, Murphy, embajadores respectivamente en París, Roma, Londres y Viena; ratificó el empréstito contratado en Londres; ordenó el reclutamiento y equipo de dos mil hombres en Austria y dos mil en Bélgica, y firmó finalmente el tratado rubricado en París y conocido bajo el nombre de Convención de Miramar.

Esta convención parecía más bien una capitulación impuesta á un vencido, que una concesión otorgada á un cliente. Le imponía condiciones pecuniarias exorbitantes, superiores á los recursos de su imperio, y que lo condenaban á la bancarrota. Se comprometía, en efecto, á pagar doscientos setenta millones por gastos de guerra hasta el 1^o de julio, y mil francos por hombre y por año para el mantenimiento de las tropas francesas expedicionarias. Estipulaba también: que esas tropas quedarían pronto reducidas á veinticinco mil hombres, comprendida la legión extranjera, y evacuarían á México á medida que el gobierno fuese organizando las fuerzas necesarias para remplazarlas, con excepción de la legión extranjera, de cinco mil hombres, cuya estancia se prolongaría hasta seis años después de la evacuación; que los comandantes franceses no podrían intervenir en ningún ramo de la administración; que las operaciones militares serían concertadas directamente entre S. M. el emperador de México y el comandante en jefe del ejército francés; que una comisión mixta, compuesta de dos franceses y tres mexicanos, se reuniría en México para examinar las reclamaciones de los súbditos franceses, y otra de dos franceses y dos mexicanos residentes en París, procedería á la liquidación definitiva. Además, en artículos adicionales secretos, el emperador Maximiliano se comprometía á sostener los principios y cumplir las promesas contenidas en la proclama de Forey de 12 de junio de 1863, así como las disposiciones dictadas por la Regencia y el general en jefe francés, y el emperador Napoleón, por su parte, á no reducir el actual efectivo del ejército francés.

sino gradualmente, de año en año, de manera que en 1867 hubiera todavía veinte mil hombres en México.

Celebrados estos arreglos, el príncipe se retiró á su biblioteca y cayó en un abatimiento tan profundo, que no pudo asistir al banquete dado en honor de los asistentes á la ceremonia verificada por la mañana, y permaneció tres días en ese estado de postración, mientras la princesa, radiante de júbilo, presidía los preparativos del viaje. Por fin, el 14 se embarcó en la *Novara*. En Roma obtuvo cuantas bendiciones quiso, pero ninguna concesión referente al litigio de los bienes de la Iglesia. Pio IX, en una misa celebrada en la Capilla Sixtina, le recomendó, á la hora de la comunión, que respetara los derechos de la Iglesia, que eran los más grandes y los más sagrados, sin dejar de respetar los del pueblo. De ahí levaron anclas rumbo á Veracruz.

Esta partida alivió de grandes preocupaciones á Napoleón III. Creía que, al entrar en escena Maximiliano, sus cuidados disminuirían. Tranquilizado por los informes de Bazaine, consideró como un desenlace feliz lo que no era más que el principio de la tragedia. Sin embargo, todavía tuvo un momento de alarma. La Cámara de los Estados Unidos había votado por unanimidad una resolución contraria al reconocimiento de la monarquía en México (3 de abril) y el ministro de los Estados Unidos en París, Corwin, había partido con licencia.—«¿Nos traéis la guerra ó la paz?» había preguntado Drouyn de Lhuys á su sucesor, Dayton.—«La resolución del Congreso, había contestado este ministro, no ha sido sugerida por el Ejecutivo, que no le ha ratificado ni le ratificará; y el gobierno francés recibirá comunicación oportuna de cualquier cambio que el presidente crea, en lo futuro, conveniente adoptar» Eso significaba claramente: «No estamos actualmente en posibilidad de crearos dificultades; esperaremos tener fuerza suficiente para pensar en eso» La amenaza no era, pues, perentoria, y además, se dudaba del restablecimiento de la Unión. El emperador no dió importancia al incidente y siguió persuadido de que iba á verse libre de la cuestión de México, como acababa de librarse de la de Polonia. Otra cuestión, que estaba á discusión desde hacía tiempo, llegaba á su período de crisis aguda: la de Dinamarca; pero Napoleón no se creía tan interesado en ella como en las otras. La siguió sin inquietud y con-

tinuó trabajando en su *Vida de César*, que había interrumpido el año anterior (1). «El Emperador, escribió Vaillant en su libro de memorias el 8 de abril, me ha dado hoy á leer el prefacio de su *Vida de César*»

IV (2)

En el Cuerpo legislativo, la discusión del presupuesto ocupó todo el resto del período de sesiones. Thiers aseveró lo que nadie ponía en duda: que los presupuestos del imperio eran superiores á los de Luis Felipe, y demostró largamente lo que no era discutible: que ese aumento se debía á los gastos excesivos y simultáneos erogados, en el interior, en obras públicas, y en el exterior, en guerras, é hizo especial mención de la expedición de México.

Rohuer en su contestación (3) sólo se mostró débil al intentar el elogio de esa expedición. Fué elocuente, pero acumuló afirmaciones inexactas é hizo confidencias indiscretas. «A pesar de un fracaso pasajero, dijo, á pesar de inevitables lentitudes, de murmuraciones injustificadas, de severas censuras, de críticas apasionadas y hasta de innobles calumnias, después de combates gloriosos, de entradas triunfales y de la *pacificación geneal del país* (!), hemos seguido el camino que nos habíamos trazado. El soberano no ha experimentado ninguna laxitud, ningún desaliento, ni se ha precipitado. Ha continuado su obra, tal como la meditara desde el principio. Esta obra era el derrocamiento del hombre que se había atrevido á ultrajarnos; era la satisfacción que exigían los intereses de nuestros nacionales, el restablecimiento de la paz y del orden, la reorganización administrativa, hacendaria y militar de una nación por largo tiempo desdichada; era lograr que, *en el libre ejercicio de la voluntad nacional*, eligiera, *por medio del sufragio*

1 *Memorias* de Maury.—NOTA DEL AUTOR.

2 Este párrafo lo he formado con fragmentos del capítulo siguiente de *El Imperio Liberal*.—NOTA DEL TRADUCTOR.

3. Sesión del 10 de marzo de 1864.—NOTA DEL TRADUCTOR.

universal (!!)) el gobierno que debe regirla. Sí, Dios bendecirá esta conquista de la civilización, y el pueblo mexicano aclamará, en el mismo arranque de gratitud y de entusiasmo, al emperador Maximiliano y al emperador de los franceses.» En medio de los aplausos repetidos, Glais-Bizoin, con su voz de corneja, lanzó este lúgubre graznido: «El emperador Maximiliano ha sido impuesto como los Borbones en 1814: tendrá la misma suerte que ellos; es preciso esperarlo»



CAPITULO VI.

Maximiliano en México.

I

Napoleón III, siempre deseoso de dar al imperio de Maximiliano la consagración leal del sufragio, prometida solemnemente por Rohuer, aconsejó á la Regencia que hiciese sancionar por un voto la aceptación del archiduque. Bazaine no fué de esa opinión: «La próxima llegada de Maximiliano disipará las dudas y los escrúpulos. La Regencia no ha creído conveniente dirigir un nuevo llamamiento á los habitantes para consagrar la elección, y yo he aceptado ese dictamen, porque hacer tal cosa habría equivalido á poner de nuevo en tela de juicio un hecho consumado *conforme á los usos del país*, y porque los disidentes, apoyándose en las noticias que llegan de Europa y de América, habrían podido dividir la opinión en esa nueva y decisiva manifestación popular, y el partido clerical, ayudado por las maniobras de Santa Anna, tomar también una ingerencia deplorable para nuestra política. Ha sido, pues, más prudente abstenerse y atenerse á lo que se ha obtenido legal y lealmente» (1)

En consecuencia, sólo en virtud del plebiscito ficticio resultante de las adhesiones falsificadas, Maximiliano entró á México el 12 de junio de 1864, como emperador electo por el pueblo mexicano. A pesar de algunas tempestades y de los malos caminos, el viaje había sido feliz, y si en Veracruz el recibimiento había sido frío, en el camino no habían escaseado las

1 Bazaine á Napoleón, 10 de mayo de 1864. —NOTA DEL AUTOR.

aclamaciones, sobre todo por parte de los indios. Después de haberse detenido en la villa de Guadalupe, para hacer sus devociones ante la virgen patrona de México, había encontrado en la capital un entusiasmo «unánime y sincero» según Bazaine. «Las provincias interiores, escribió éste á Napoleón, enviaron diputaciones ó manifestos, los hombres de todos los partidos han ido hacia el emperador, y todos están encantados de su carácter, convencidos de la lealtad de sus intenciones» (1).

Maximiliano llevaba consigo á dos consejeros íntimos: el austriaco Scherzenlechner y el belga Eloin, hombres de su confianza, que le eran enteramente devotos, en medio de la gente desconocida cuyos destinos iba á regir. Al llegar, tuvo una violenta decepción: creía encontrar al país completamente pacificado y vió que estaba muy lejos de ello. Quedaban dos centros de resistencia fuertemente organizados: uno en el Norte, en Monterrey, en donde se encontraba Juárez; otro en la región de las tierras calientes, en Oaxaca, en derredor de un general dotado de buen sentido, de perspicacia política, de actividad, de vigor militar y de los sentimientos que distinguen á los hombres de honor: Porfirio Díaz.

Maximiliano se imaginaba que el terreno administrativo y legislativo estaba escombrado, que las reformas habían sido decretadas, que no le quedaba á él más que dictar resoluciones, y encontró que todo estaba suspenso, en estado caótico. Tenía un medio fácil para gobernar: como criatura del partido clerical, entregarse á él, servirle, adoptando sus ideas y aceptando á sus hombres, reivindicando sus agravios, dándole en fin la supremacía que ese partido había esperado en vano que le dieran las armas francesas. Todas las campanas de las iglesias habrían entonces repicado en su honor; los *Te Deum* habrían resonado por todas partes; un nuncio habría ido á llevarle la bendición pontifical y habría así podido contar sin trabajo con la ayuda de un personal honorable, inteligente, adicto, del cual Almonte hubiese sido el jefe y Gutiérrez de Estrada, llamado con honrosa premura, el consejero y el mejor ornamento. Y aun-

1 28 de junio de 1864. Insisto en que cito estas cartas de Bazaine conforme á los originales que tengo á la vista, y en que tomo las del emperador á Bazaine de los libros de Gaulot, quien también tuvo á la vista los originales de estas cartas, encontrados entre los papeles del pagador general del ejército.—NOTA DEL AUTOR.

que esta conducta habría causado descontento á Napoleón III, que repetía en México lo que había hecho en Roma, desautorizando, mejor informado, los principios y á los hombres en favor de quienes había intervenido, Maximiliano, adquiriendo en el país fuerza propia, habría podido hacer frente á ese descontento. Sin embargo, no adoptó esa política fácil y que parecía indicada, porque no correspondía á sus sentimientos personales y porque, siendo él mismo liberal, estaba en espíritu de parte de la reforma realizada por Juárez. Hizo á un lado, pues, resueltamente, á los clericales, fautores de la intervención: Almonte jefe de la Regencia, á pesar de sus capacidades y de sus servicios, fué relegado en el cargo de Gran Mariscal de la Corte; poco después, Márquez y Miramón, bajo pretexto de misiones en el extranjero, fueron alejados; á Gutiérrez de Estrada se le llamó con tan poca premura, que no volvió al país, y el Padre Miranda murió en Puebla haciendo los más tristes pronósticos.

Despedidos los clericales, fué preciso dirigirse á los liberales que no habían recurrido á la rebelión y no habían seguido á Juárez, aunque participaban de sus ideas y de sus pasiones. Esto les hacía ser enemigos de la intervención y más ó menos hostiles á Francia; de manera que, escogiéndoles como auxiliares, Maximiliano se exponía á desagradar á Napoleón, tanto como si se hubiese puesto en manos de los clericales. Pero la necesidad carece de ley. El partido de los intervencionistas no existía sino en las notas de Bazaine: no había en realidad más que conservadores y liberales, y ambos eran enemigos de Francia; aquéllos porque había burlado sus esperanzas, éstos porque les había arrebatado el poder. Se tenía que escoger entre éstas dos hostilidades, y es una injusticia enorme hacer imputaciones á este ó aquel consejero íntimo, de una fatalidad inherente á la naturaleza de las cosas.

Maximiliano escogió para ministro de Gobernación á Velázquez de León, adversario declarado de la intervención; para ministro de Relaciones Extranjeras, á Ramírez, hombre capaz, pero ostensiblemente juarista, que se había negado á formar parte de la asamblea de los notables y cuya casa había permanecido cerrada en señal de duelo, el día de la entrada del archiduque. Todos los funcionarios enviados á las provincias fueron del mismo jaez, y las palabras y los actos demostraron que ya no se

44,

quería que fuesen simples instrumentos en manos de los generales franceses. Fué proclamada una amnistía plenaria, sin más excepción que los delitos de orden común (6 de julio de 1864), y librada orden para que cesara el bloqueo en todos los puertos del imperio (31 de julio), y un arco de triunfo que se había proyectado en honor del nuevo emperador, quedó, por su propia voluntad, convertido en un monumento á los héroes de la independencia mexicana.

Un americano, Gwin, que se decía amigo de México, había sometido á Napoleón III un vasto proyecto de colonización de Sonora, comarca famosa por la riqueza de sus yacimientos mineros. El emperador, seducido, había hecho que se solicitara de Maximiliano, no una cesión de territorio, sino el derecho de explotación de las minas no explotadas aún, bajo estas condiciones: una parte de los beneficios sería atribuída al tesoro mexicano, nuestro ejército aseguraría la tranquilidad en aquella parte del país y Gwin fundaría y sostendría centros poblados por americanos. Bazaine recomendó con instancia este proyecto, secundado por Montholon. Pero Maximiliano se hizo el sordo, no por malevolencia hacia nosotros, sino por temor de herir la susceptibilidad del pueblo á quien se quería atraer. Dígase lo que se quiera, ningún mexicano habría dejado de ver este contrato como una cesión de territorio hecha á Francia para que después pasara definitivamente á los Estados Unidos.

Por la misma razón, Maximiliano no se prestó á la fundación de un Banco mexicano; no porque no reconociese su utilidad, sino porque, debiendo ser ese Banco una institución extranjera, temía herir el sentimiento nacional. Se opuso también, por igual motivo, al arreglo de los créditos franceses, y se negó, hasta donde le fué posible, á reconocer un interés de 6 p 8 sobre las reclamaciones ya admitidas. Nuestro ministro Montholon daba cuenta perspicazmente á su gobierno de todas estas resoluciones: «La política que sigue S. M. parece no tener otro objeto que adquirir, por lo pronto, para su administración una popularidad que no obtendría nunca si dejara traslucir una ostensible inclinación en favor del elemento francés» (1).

Estos asuntos de personal, de colonización y de indemnización eran, sin embargo, secundarios comparados con el que

1 A Drouyn de Lhuys, 28 de julio de 1864.—NOTA DEL AUTOR.

mantenía á México en guerra civil desde hacía muchos años, había motivado la intervención y sido causa de la supresión de la vida industrial y política: el problema referente á los bienes de la Iglesia. Maximiliano comprendía que el país no quedaría reconstituido mientras no resolviese, en sentido liberal, ese problema, porque entretanto habría siempre un imperio dentro del imperio, y el gobierno no cesaría de ser el blanco de los ataques de una potencia rival que, tarde ó temprano, amenazaría su existencia. Empero, no siguió el consejo de Bazaine, que lo invitaba á resolver tal problema inmediatamente y por sí solo, antes de la llegada del nuncio, para que «los hechos consumados hicieran inútil toda discusión» (1) Olvidando demasiado las recomendaciones de Pío IX, se lisonjeaba de obtener concesiones que pondrían coto á las resistencias del clero. Pidió que llegara el nuncio cuanto antes, y como hasta entonces no había que tomar ninguna medida seria, no estando, por lo demás, preparado ningún proyecto, nombró una Comisión de Hacienda, de la cual formaba parte el diputado francés Corta, y una Comisión de Guerra, bajo la presidencia de Bazaine, y se fué en seguida á visitar, acompañado del comandante francés Loysel y escoltado por tropas mexicanas, las provincias de su imperio que podían serlo sin gran peligro.

Dejó en México á la emperatriz con el carácter de Regente (11 de agosto), y en ese viaje de tres meses (11 de agosto á 30 de octubre de 1864) el soberano á quien tanto se ha acusado de no poseer sentido práctico, dió muestras de un instinto político superior. Hizo todo lo que era necesario hacer y vió todo lo que debía ver: los hospicios, las cárceles, el trabajo de los mineros en las minas, y se dió cuenta de la desorganización social y de la indescriptible miseria; se esmeró en evitar comprometerse con el clero y sus secuaces, negándose á visitar los conventos y á asistir á los *Te Deum*, consintiendo sólo en oír misa sin aparato oficial; y cuando, en Morelia, se encontró á Márquez, apenas le saludó y difícilmente se decidió á pasar delante de su tropa. En cambio, halagó las pasiones nacionalistas: se presentó ante los campesinos vistiendo su propio traje; se dirigió á Dolores el aniversario de la independencia, y desde la ventana en que el cura Hidalgo dió el

1 Bazaine á Napoleón, 30 de octubre de 1864.—NOTA DEL AUTOR.

grito de insurrección, pronunció un fogoso discurso que la multitud escuchó con más curiosidad que entusiasmo. Este discurso no satisfizo en México á los liberales. Bajo las aclamaciones más ó menos espontáneas, rugía una sorda protesta y el descontento se manifestaba á cada instante en desagradables incidentes. Así, en una aldehuela, habiendo la autoridad ordenado que se anunciara con un repique la llegada del emperador, se notó que los badajos de las campanas habían sido robados durante la noche, y el repique se hizo á martillazos y á golpes de piedra.

Volvió á entrar en México sin aparato militar, sin que se le hiciera recibimiento oficial, «aclamado sinceramente, según Bazaine, por toda la población sin distinción de partidos» (1) aunque él mismo no pareció del todo satisfecho. Escribió á Napoleón: «Me he dado cuenta durante esta excursión, de que los habitantes de las provincias tienen más inteligencia y nobleza y me son más patrióticamente adictos que los de la capital, quienes desgraciadamente han sufrido la mala influencia del elemento extranjero, habituado desde hace largo tiempo á aprovecharse del desorden y de las revoluciones para enriquecerse. Creo en la adhesión de la mayoría del pueblo mexicano y pienso que, con la cooperación sincera del mariscal, podré esperar con tranquilidad la realización de un empréstito que el Sr. Fould me dice se podrá concluir en la primavera próxima y que dará seguridades para el porvenir» (2).

Pero otra carta dirigida á su ministro de Gobernación (3 de noviembre) demuestra que Maximiliano no había quedado tampoco completamente satisfecho de las provincias: «Mi gobierno está resuelto á emplear todo su empeño y energía. Si hasta hoy ha usado de indulgencia con sus adversarios políticos para dejarles tiempo y ocasión de conocer la voluntad nacional y unirse á ella, en lo de adelante tiene la imperiosa necesidad de combatir á aquéllos, pues su bandera no lleva ya credo político sino pretextos para el robo y la matanza. Mis deberes de soberano me obligan á proteger al pueblo con brazo de hierro, y para corresponder á los deseos altamente expresados por todas partes, declaramos como Jefe de la Nación, con ple-

1 A Napoleón III, 30 de octubre de 1864.—NOTA DEL AUTOR.

2 Maximiliano á Napoleón, 11 de Nbre. de 1864.—NOTA DEL AUTOR.

no conocimiento de nuestra sagrada misión y del deber que nos hemos impuesto, que *todas* las gavillas armadas que recorren todavía algunos puntos de nuestra bella patria, *deben ser consideradas como cuadrillas de bandidos* y caer en consecuencia bajo la inflexible é inexorable severidad de la ley». Es decir, bajo el decreto de Forey de 20 de junio de 1863, que había establecido cortes marciales contra las bandas de malhechores armados.

II

Al fin, el nuncio, Monseñor Meglia, llegó (7 de diciembre de 1864). Durante todo el camino había sido recibido, sobre todo por los indios, con verdadera exaltación. Era el *Syllabus* (1) hecho hombre que se presentaba como señor. En Roma eran conocidos los sentimientos fanáticamente católicos del pueblo mexicano, y se había creído favorable la ocasión para demostrar á los liberales que la tesis ortodoxa no era una reliquia escolástica para el uso de los seminarios, sino una realidad que se convertiría en hecho donde quiera que ello fuese posible... Monseñor Meglia entregó á Maximiliano una carta en que Pío IX explicaba la misión de aquél y que contenía un ultimátum que no admitía réplica.

1 El 8 de diciembre de 1864, Pío IX dirigió á todos los obispos del mundo una encíclica en que concedía un jubileo y á la cual estaba adjunto un *Syllabus*, catálogo ó resumen de los principales errores de los tiempos modernos, señalados en las alocuciones consistoriales, en las encíclicas y en otras cartas apostólicas del jefe de la Iglesia católica. Entre esas proposiciones declaradas erróneas, las había de orden filosófico y de orden político y social, siendo entre éstas las más notables las que se referían á las relaciones de la Iglesia y del Estado y á la constitución de este último. Pío IX declaraba contrario á la fe católica sostener: que los hombres son libres para profesar la religión que juzguen verdadera conforme á la luz de su razón; que no es ya útil que la religión católica sea considerada como única religión de Estado, con exclusión de cualquiera otra; que es del resorte del poder civil definir los derechos de la Iglesia y la manera cómo debe ejercerlos; que la Iglesia no tiene derecho de emplear la fuerza, porque no debe tener poder temporal directo ni indirecto; que no tiene tampoco derecho legítimo de adquirir y po-

Pedía «que las inicuas leyes de Reforma fuesen derogadas; que la religión católica, con exclusión de todos los otros cultos, siguiera siendo la gloria y el sostén de la nación mexicana; que los obispos gozasen de absoluta libertad en el ejercicio de su ministerio pastoral; que las órdenes religiosas fuesen restablecidas y reorganizadas, y el patrimonio de la Iglesia garantizado; que *nadie* tuviese facultad de enseñar y publicar máximas falsas y subversivas; que la enseñanza, pública ó privada, fuese sometida á la inspección de la autoridad eclesiástica, y finalmente, que quedaran rotas las cadenas que hasta entonces habían retenido á la Iglesia bajo la dependencia del gobierno civil» (8 de octubre de 1864).

seer; que sus ministros y el pontífice romano deben ser excluidos de toda gestión en las cosas temporales; que no es lícito á los obispos publicar las cartas apostólicas sin el permiso del gobierno civil; que éste puede dar su apoyo á los que quieren dejar el estado eclesiástico ó eximirse del cumplimiento de sus votos solemnes, y hasta suprimir por completo las comunidades religiosas; que el matrimonio debe ser contrato civil; que la autoridad no es más que la suma del número y de las fuerzas materiales; que se debe proclamar y practicar el principio de *no intervención*; que no es cierto que la libertad de cultos y la facultad dejada á todos de expresar públicamente sus opiniones, contribuyen á la corrupción de las costumbres y á la propagación del indiferentismo religioso; que el pontífice romano puede y debe reconciliarse y transigir con el progreso, el liberalismo y la civilización moderna. Es decir, que el *Syllabus* era el resumen teológico y doctrinal del sistema que hasta 1789 había regido las relaciones entre la Iglesia y el Estado, que consistía en la unión legal y política de ambos poderes y que había sido destruido por la Revolución Francesa.

Desde el punto de vista religioso, el *Syllabus* tenía su razón de ser: á pesar de que la Iglesia, aplicando su teoría teológico-social de la *tesis* y de la *hipótesis*, había transigido, celebrando, por ejemplo, el Concordato, que reconocía en su principio y en sus consecuencias la obra de los revolucionarios de 1789, Pío IX persistía en recordar en toda su integridad, como lo habían hecho Pío VI y Gregorio XVI, las doctrinas de cuya práctica veía separarse á los pueblos más y más cada día; pero desde el punto de vista político, la publicación del *Syllabus* había sido determinada por la nueva fase que habían tomado dos actos de la política extranjera de Napoleón III: la expedición de Roma y la de México. Además de las dificultades materiales que habían presentado ambas expediciones, el triunfo del partido liberal, asegurado, como hemos visto, en las elecciones de 1863, había impuesto á Napoleón la obligación de ponerlas fin. Por eso había celebrado con Maximiliano la Convención de Miramar, que aseguraba la retirada de las fuerzas francesas de México, y con Víctor Manuel la Convención del 15 de Septiembre de

El gobierno de Maximiliano contestó proponiendo un concordato semejante al francés, con la diferencia de que, aun admitiendo la libertad de cultos, la religión católica sería, como en la carta de 1814, declarada religión de Estado. Proponía además, que la enajenación de los bienes del clero fuese ratificada, mediante la obligación que contrajera el gobierno de proveer á los gastos del culto y á los salarios de sus ministros, como proveería á los otros servicios administrativos; que, de acuerdo con la Santa Sede, se fijara el número de las órdenes religiosas que se restablecerían, así como las condiciones de su existencia, y que los sacerdotes continuaran llevando los registros del estado civil, pero con el carácter de funcionarios públicos.

Desde que leyó la primera de estas proposiciones, el nuncio protestó, diciendo: que no tenía instrucciones para negociar un concordato y que de esos asuntos, por otra parte, sólo podía tratarse en Roma; que su misión se reducía á obtener la derogación de las leyes de Reforma, la restitución al clero, de sus bienes enajenados y la indemnización debida por los que se hubieren perdido; y que acerca de cualquier otro asunto tendría que consultar á Roma. La emperatriz procuró que el nuncio retirara su negativa, pero no pudo lograrlo, y entonces Maximiliano le pidió que las consignara en una nota escrita, para que se tomaran las medidas ulteriores que fuesen del caso (24 de diciembre). Monseñor Meglia redactó la nota que se le pedía: «La Santa Sede ni siquiera podía pensar en darme instrucciones acerca de los puntos propuestos, desde el momento en que

1864, conforme á la cual Roma debía ser evacuada en el plazo de dos años; y Pío IX, sabiendo ó sospechando que la primera de esas convenciones consumaría en México la supremacía del poder civil, y convencido de que la segunda allanaba á sus enemigos el camino de Roma y preparaba la unidad de Italia y la muerte del poder temporal de los papas, se había prevenido para contrarrestar ambos acontecimientos, oponiéndoles lo único que podía oponerles: una barrera dogmática.

Así pues, aunque el *Syllabus* no fué publicado sino al día siguiente de la llegada de Monseñor Meglia á México, Ollivier tiene razón al decir que ese nuncio apostólico era en México la encarnación del *Syllabus*; porque es inconcuso que los principios consagrados en éste habían informado las instrucciones que Pío IX había dado á su representante cerca del emperador Maximiliano, quien, conforme á la convención de Miramar, tenía que basar su legislación en las mismas proposiciones filosófico-políticas en que había basado Juárez la de Veracruz y que habían sido declaradas erróneas por la Santa Sede.—NOTA DEL TRADUCTOR.

no podía suponer que el gobierno imperial propusiera que se consumara la obra iniciada por Juárez» (25 de diciembre).

Como no produjeran ningún resultado las negociaciones confidenciales que se entablaron, Maximiliano hizo que se insertara el día 27, en su órgano oficial, una carta en que encargaba al ministro de Justicia que—puesto que el nuncio se rehusaba á negociar por falta de instrucciones—propusiera un plan de desamortización de los bienes eclesiásticos, cuyo punto de partida fuese la ratificación de las ventas legítimamente ejecutadas, sin fraude y conforme á las leyes que habían decretado la desamortización y la nacionalización de dichos bienes. Además, le recomendaba que preparara la abolición de los privilegios eclesiásticos y la administración gratuita de los sacramentos, según los principios de la más amplia y franca tolerancia, pero teniendo presente que la religión del Estado era la católica apostólica romana.

El nuncio replicó en términos violentos: «Me veo, decía, en la triste necesidad de protestar contra expresiones injustas é injuriosas referentes al Soberano Pontífice y á su gobierno. No recibí instrucciones porque no se podía suponer que semejante proyecto fuese propuesto por el gobierno imperial, porque éste no había hecho mención de él, ni á la Santa Sede, ni al clero mexicano, que tenía otras esperanzas y había recibido otras promesas. Si el gobierno ha tenido oculto hasta última hora ese proyecto deplorable ¿cómo se sorprende de que el nuncio no tenga instrucciones á ese respecto? Protesto, pues, contra toda insinuación que tienda á hacer recaer en el Soberano Pontífice la más ligera responsabilidad de lo que pueda hacerse aquí contra los derechos de la Iglesia. Afirmo que ni la Santa Sede ni su nuncio han tenido conocimiento de los proyectos y resoluciones que, en vez de calmar las conciencias timoratas, no han hecho más que producir perturbaciones y angustias mayores todavía» (29 de diciembre).

El ministro Ramírez no se mostró menos vehemente: «Colocado en la dura alternativa de devolveros vuestra carta ó de no contestarla, asumo la responsabilidad personal de dar á V. E., no una contestación, sino explicaciones necesarias para rectificar conceptos erróneos y rechazar la ofensa que hacéis al gobierno de S. M. No hay exactitud en vuestras objeciones, pero aunque la hubiera, han sido hechas en términos poco convenientes,

propios para comprometer las relaciones amistosas é impedir que las negociaciones den resultado. Ya, dirigiéndose al ministro de Justicia, V. E. había dicho que la intención del gobierno es consumar la obra comenzada por Juárez. Si V. E. ha recobrado la tranquilidad de espíritu que requieren los negocios graves, debe haber comprendido que semejantes propósitos no son los mejores para persuadir ó convencer, y que su forma poco conveniente no permitía que se diera cuenta de ellos al emperador. Los dispense sin embargo y quiero prestarles un instante mi atención. Es inútil discutir acerca de puntos discutidos hace siglos; pero si decís que Juárez ha despojado á la Iglesia y la ha reducido á la mendicidad, desterrando del Estado á la religión y haciéndola esclava en nombre de la libertad, el Emperador ha tomado el camino opuesto, y obrando dentro de su derecho y su poder, ha indemnizado á la Iglesia de sus pérdidas, ha devuelto á sus miembros los derechos reconocidos á todos los ciudadanos y se ha dirigido al Padre de los fieles para implorar su ayuda, allanar los obstáculos y afianzar los lazos que deben unir al Estado y á la Iglesia. ¿Es eso continuar la obra iniciada por Juárez? En cuanto á las proposiciones declaradas deplorables y que hoy son la manzana de la discordia entre nosotros, son las que informan la constitución civil y religiosa de una de las naciones más civilizadas del mundo, en donde el catolicismo brilla con el más radioso esplendor y en donde el clero es un modelo para todos los pueblos cristianos. ¿Acaso lo que en Francia es legítimo por parte del Estado, puede en México ser reprobado como contrario á los cánones? No puede haber dos pesos y dos medidas: la verdad es una en todas partes» (10 de enero de 1865).

Maximiliano, cada día más resuelto, publicó el 7 de enero un decreto conforme al cual los breves, bulas, rescriptos y despachos de la corte de Roma se presentarían al Emperador por su ministro de Justicia y Negocios Eclesiásticos, para obtener el *pase* respectivo. En contestación á este decreto, el Prelado-Syllabus desenvainó la tesis teológica con toda su rigidez: «Las bulas, breves, rescriptos pontificales, escribió, son actos de la jurisdicción ejercida por el Supremo Pontífice en toda la Iglesia. Ese derecho es reconocido por todos, como todos reconocen á la Iglesia como una sociedad perfecta, independiente y soberana. La conciencia de todos los que la componen está so-

metida á las decisiones de su pontífice, ya se relacionen con el dogma, ya tengan por objeto la moral y la disciplina ¿Qué sería de ese derecho del pontífice; qué quedaría de él, si un acto de un *súbdito* suyo, ya fuese emperador ó rey, bastase para impedir la promulgación de sus decretos y detener sus efectos?» (19 de enero).

Ramírez contestó en el mismo tono en que habría contestado Lerdo de Tejada, el ministro de Juárez, y terminó su larga disertación galicana con estas altivas frases: «Es, en verdad, doloroso y por siempre deplorable que en estos momentos y en nuestra época, tales controversias puedan surgir en la forma más perjudicial para la concordia, y que puedan todavía conturbar á los pueblos, amenazando la independencia y soberanía de las naciones. Siento infinito verme obligado á decir que todos los defectos se encuentran reunidos en el fondo y forma de la nota en que me ocupo. Maximiliano, ciudadano y miembro de la comunión cristiana, se inclina con respeto y sumisión ante la autoridad espiritual del Padre de los fieles; pero Maximiliano, emperador y representante de la soberanía mexicana, no reconoce en la tierra poder superior al suyo. En consecuencia, no acepto la idea, que acaso se ha escapado á V. E., al encarecer la soberanía del Pontífice Romano, de que el emperador debe obedecerle como su *súbdito*. Séame permitido observar que esa expresión es de lo más impropio. Aquéllos que, dejándose arrastrar por un celo desmedido, empujan al papado para que trasponga sus límites y lo despojan de su carácter, olvidan las severas lecciones de la Historia, pierden los beneficios de una prudencia más poderosa que toda presunción, aumentando aparentemente, pero debilitando en realidad, la supremacía de la Santa Sede, y lejos de hacer respetar su verdadera autoridad, la vuelven aborrecible. Repito la opinión del gran Bossuet» (29 de enero).

El gobierno no se limitó á las palabras: por medio de dos decretos expedidos en 26 de febrero, declaró la religión católica religión de Estado, aseguró la más amplia tolerancia á todos los cultos que no fuesen contrarios á la civilización y á las buenas costumbres, y dió facultades al Consejo de Estado para que revisara todas las operaciones de desamortización y nacionalización de bienes eclesiásticos y validara aquéllas que no fuesen fraudulentas.

Maximiliano, sin embargo, con una última esperanza de avenimiento, envió una delegación á Roma, rogando al gobierno francés que apoyara sus pretensiones. Deseaba borrar de esa manera la mala impresión que había podido causar lo que había pasado entre su gobierno y el nuncio Monseñor Meglia. Pero el cardenal Antonelli hizo saber á Aguilar y Marcho, ministro mexicano, que nuestros buenos oficios serían mal recibidos. «Creo, añadió este diplomático, que la peor de todas las recomendaciones cerca del gobierno pontifical, es la del gobierno francés». El cardenal Antonelli aprobó la conducta del nuncio (25 de abril) y en México el *Syllabus* permaneció inflexible.

Estaba decididamente consumada la ruptura con los promotores de la intervención. Hasta entonces, la hostilidad de los clericales no se había manifestado sino contra la intervención francesa; desde entonces, se iba á desencadenar contra Maximiliano, é iba á ser implacable, sin escrúpulos, porque el imperio de Maximiliano estaba condenado á no ser más que el juarismo sin Juárez. Pero como Juárez persistía inquebrantablemente en reivindicar el derecho de la nación mexicana, Maximiliano, con su juarismo, no hacía más que debilitarse. En medio de servidores vacilantes, que sólo esperaban el grito de *Sálvese el que pueda* para abandonarle ó entregarle, se quedó solo, sin más apoyo que el del ejército francés.

III

Bazaine lanzó al Gral. Lhérrillier sobre Durango, al Gral, Castagny sobre Saltillo y Monterrey, y al general mexicano Mejía sobre Matamoros. Todos esos puntos fueron sucesivamente ocupados; el ejército de Juárez, compuesto de doce á trece mil hombres, casi no opuso resistencia, y él mismo, con una escolta de algunos centenares de jinetes, trasladó á Chihuahua la residencia de su gobierno (junio á septiembre de 1864). En Durango, Lhérrillier encontró gran facilidad para organizar la administración; en Saltillo y en Monterrey, fué preciso hacerlo por la fuerza. Y otros puntos, en distintas direcciones,

fueron también ocupados: del lado del Pacífico, Douay avanzó hasta Colima, y fué tomado Mazatlán, aunque mediante el abandono de Manzanillo y Acapulco, llegándose más tarde hasta Guaymas. En recompensa de estos éxitos y para aumentar su autoridad, el emperador Napoleón envió á Bazaine el nombramiento de mariscal de Francia (30 de agosto de 1864).

Como el norte parecía sometido, el nuevo mariscal dirigió su principal esfuerzo sobre Oaxaca. Desde julio de 1864, el Gral. Brincourt había avanzado, reforzado por el coronel Giraud, hasta Nochistlán, á veinte horas de camino de Oaxaca. La ciudad no estaba en estado de defensa: con un vigoroso ataque se la habría tomado. Pero Bazaine envió de México la orden de detenerse, bajo pretexto de que Brincourt disponía de poca gente y de que, en caso adverso, no podría sostenerle. En el ejército se creyó que Bazaine quería prepararse un golpe aparatoso, á la africana. Hizo, en efecto, que se abriera un camino de cuatrocientos kilómetros, al través de un país montañoso; hizo transportar, á costa de inmensas fatigas y de enormes gastos, todo el material necesario para un gran sitio, y se presentó él mismo frente á la plaza, contando con cinco mil quinientos combatientes (15 de enero de 1865).

Porfirio Díaz, entretanto, aprovechaba el tiempo que se le había dejado: se apoderaba hasta de las campanas de las iglesias para transformarlas en cañones, y la ciudad fué puesta en estado de defensa, como Puebla. Las alturas del cerro de la Soledad la protegían por el norte, y además, hacia los cuatro puntos cardinales, cuatro inmensos conventos, cuyos macizos muros y terrazas blindadas desafiaban el zapapico y la metralla, y que estaban erizados de trampas y de obstáculos de toda especie, formaban los bastiones de un vasto reducto cuadrado. Estas obras y el fuerte de la Soledad estaban unidos por medio de comunicaciones cubiertas, que ofrecían todas las facilidades para envolver á los asaltantes, operar inesperadas agresiones ó batirse en retirada con toda seguridad (1). La guarnición de la plaza era de siete mil hombres aproximadamente.

Bazaine ordenó la circunvalación, que no tardó en ser hermélica. La trinchera fué abierta el 1º de febrero; el enemigo la cubrió en vano de balas y metralla. Pero como se encontraba por

1 Informe del coronel D'Outrelaine.—NOTA DEL AUTOR.

todas partes la roca, pronto se hizo imposible continuarla. Bazaine, aunque las obras del enemigo no habían sido suficientemente batidas por la artillería, ordenó el asalto, y la noche del 8 al 9 de febrero estaban ya las tropas todas en la trinchera, cuando Porfirio Díaz se presentó en el cuartel general. Bazaine no le concedió más que una capitulación sin condiciones, y se apoderó de cuatro mil prisioneros, sesenta piezas de artillería y abundante material de guerra. No habíamos tenido más que diez muertos y treinta heridos. Bazaine regresó á México inmediatamente (25 de febrero de 1865). Porfirio Díaz y sus oficiales fueron encerrados en el fuerte de Guadalupe de Puebla: la mayor parte de los soldados fueron licenciados, los otros incorporados á las tropas auxiliares.

Estas expediciones hicieron resaltar la energía de aquel cuerpo de ejército francés, su bravura, su audacia, su flexibilidad, su rapidez relampagueante, tanto como su *alacritas*, que es el valor que irradia convertido en alegría.

IV

Estos sucesos no daban fin á la lucha: los cuerpos de ejército dispersos se transformaban en guerrillas, y toda posición abandonada por nuestras tropas era reocupada por el enemigo. Apenas acababa de terminar nuestra expedición al norte, cuando Negrete, general juarista, había vuelto á tomar Saltillo y Monterrey y amenazaba á Matamoros. Era preciso comenzar de nuevo (marzo de 1865); sólo se tenía seguridad dentro del círculo que podía alcanzar el brazo de nuestras tropas. Habiendo una banda á las órdenes de Romero aproximándose á Toluca, el general mexicano Cuevas le salió al encuentro en plena noche; pero apenas había éste ordenado el ataque de la hacienda en que el enemigo se había encerrado, cuando fué abandonado por todos los suyos, viéndose obligado á regresar á la ciudad. Hasta en los suburbios de la capital se formaban bandadas enemigas.

Estos incidentes no turbaban la confianza imperturbable de Bazaine. Seguía enviando á París los informes más tranqui-

lizadores: «La situación, desde todos los puntos de vista, es buena: la autoridad imperial se consolida día á día, y las empresas comerciales y las obras públicas progresan sensiblemente. Sin embargo, apenas hace un año que el imperio fundado por V. M. ha sido aceptado» (1) «La situación general es tan buena cuanto es posible que lo sea en este país convaleciente, y para juzgarla bien, es indispensable precaverse contra los temores pueriles, inspirados á los unos por el sentimiento de conservación y á los otros por las maniobras políticas, que tienden á disminuir la confianza en el porvenir del gobierno imperial. Es evidente que los partidos extremos se agitan, pero sus convulsiones son insignificantes cuando se hacen ostensibles: serían aplastados si se atrevieran á presentarse en la liza con las armas en la mano» (2).

En apoyo de estas apreciaciones satisfactorias, Bazaine, espontáneamente, proponía que regresara una parte del cuerpo expedicionario. Aun antes de estas últimas expediciones, había escrito á Napoleón, con fecha 12 de junio de 1864: «Puedo anunciar á V. M. que pueden hacerse regresar seis batallones, una compañía de ingenieros, una batería y el tren de la guardia, lo cual, unido á los que terminarán su servicio durante el año, reducirá el ejército á veinticinco mil hombres, cifra suficiente como apoyo del ejército mexicano, que antes de poco tiempo quedará reforzado con la adhesión de Uraga». Esta adhesión no había sido de ninguna utilidad, porque los soldados del general mexicano tráfuga, lejos de seguir á su jefe, le habían perseguido. Pero, á pesar de esa decepción y de otras que sobrevinieron, Bazaine siguió escribiendo con fechas 28 de agosto, 28 de septiembre y 28 de octubre de 1864: «El efectivo puede ser reducido á veinticinco mil hombres»; y, aunque eso parecía ser para él un axioma, veinticinco mil hombres eran manifiestamente insuficientes para domar á un país tan extenso como México. Bazaine no lo ignoraba, pero había adoptado un sistema de operaciones que no exigía la ocupación total. Se establecía en algunas ciudades importantes y de ahí lanzaba en todas direcciones columnas más ó menos numerosas que dispersaban á las agrupaciones enemigas y armaban á

1 Bazaine á Napoleón III—NOTA DEL AUTOR.

2 *Ibidem*, 28 de abril de 1864—NOTA DEL AUTOR.

las poblaciones á quienes habían éstas sujetado, excitándolas á mantener su propia seguridad. Después, se ligaban los puntos de concentración, para que la cohesión del ejército no fuese destruida.

Este sistema de ocupación transitoria é intermitente, por medio de columnas móviles, produjo los más deplorables resultados. La seguridad obtenida con su presencia volvía más lamentable la inseguridad que seguía á su partida: aquéllos que nos habían bien acogido y servido quedaban expuestos á las más crueles represalias. Muchos oficiales que estaban en habitual contacto con las poblaciones, señalaron esos desastrosos inconvenientes. De Durango, Castagny escribía al mariscal: «La opinión flota incierta y no sabe á qué atenerse. No ejerzo ya acción moral ni tengo ninguna influencia sobre los habitantes de esta región, porque no tienen confianza en nosotros y saben que están en vísperas de que se les abandone» (1).

El mayor número de los oficiales pensaban que, en lugar de debilitar el cuerpo expedicionario, debía aumentársele, al menos con una división. «Entre las mallas de esta red de bayonetas tendida sobre una superficie de ochenta mil leguas cuadradas, decían, no ha podido evitarse que pasen, para causar daño, muchas aves de presa, y después de haberla mantenido tan tirante, al replegarla, se ha dejado sin abrigo á poblaciones que nos eran adictas. Sucede ahora que, después de tan largas jornadas y de hazañas tan gloriosas, los bandidos pululan, nuestros partidarios se entibian y dudan seriamente y más que nunca de que se logre una pacificación completa y próxima. ¿Qué prueba eso, si no es que la red, aunque de buena calidad, es insuficiente; que es preciso añadirla un pedazo, y que en lugar de retirar una porción de nuestro contingente, conviene completarlo con el envío de una división? Nuestra caballería, sobre todo, es demasiado poco numerosa».

Félix Douay expresaba la misma opinión. El mariscal Forey, que había estado al corriente de la realidad de los hechos, por experiencia propia, había sido el intérprete del ejército que mandaba, cuando había pedido, al discutirse la última *adresse*, el aumento del efectivo. Y la primera causa del desprestigio militar de Bazaine, cuyo nombramiento había sido tan bien re-

1 5 de enero de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

cibido, fué que, por cortesanía, por egoísmo ó por ceguedad, desconocía la verdad de la situación y alimentaba las peligrosas ilusiones de Napoleón III y de sus ministros.

Maximiliano y la emperatriz Carlota, más interesados que nadie en saber la verdad, al mismo tiempo que creían ó fingían creer que su imperio se consolidaba, sentían que la presencia de nuestro ejército les era indispensable. Cuando Bazaine habló por primera vez á la emperatriz Carlota de hacer regresar á su patria á una parte de nuestras tropas, ella protestó, porque, aunque se le anunciaba la llegada de las belgas y austriacas, eso no la tranquilizaba: sólo tenía confianza en los pantalones rojos. «No soportaremos ni las primeras crisis, decía, si el país queda desocupado militarmente». Bazaine la calmaba afirmando que veinticinco mil hombres bastaban para llevar á cabo la obra comenzada.

Algunas diferencias habían surgido ya entre el emperador Maximiliano y el general en jefe. En principio, las atribuciones de uno y otro estaban netamente determinadas: la dirección de las operaciones militares correspondía á Bazaine, la del gobierno á Maximiliano; los comandantes militares habían recibido orden de no mezclarse para nada en los ramos de la administración civil y de conducirse, con las autoridades mexicanas, como lo hacen en Francia los oficiales superiores con los prefectos y otras autoridades administrativas. Eso era fácil de decretarse, pero difícil de practicarse. Entre oficiales habituados á mandar y funcionarios poco acostumbrados á administrar, los conflictos acabaron por ser incesantes. Mas como Bazaine era de carácter fácil, como estaba siempre dispuesto á olvidar los disentimientos, el más perfecto acuerdo no habría cesado de reinar entre él y Maximiliano, á no ser por la diferencia de opiniones, irreductible y creciente, acerca de los medios militares que había que emplear para obtener la pacificación del país.

V

El emperador no había ordenado, como se ha dicho, que se volvieran á su patria fuerzas francesas; pero cuando Bazaine se lo ofreció, quedó muy satisfecho, porque era ése uno de sus más vivos deseos. Sin embargo, comunicó al mariscal la opinión de Félix Douay. «El cree, le dijo, que el país no está aún suficientemente pacificado para que permita esa reducción del ejército. Vos debéis conocer mejor vuestras necesidades y obligaciones. Ciertamente, yo con gusto vería volver á una parte del ejército; pero, ante todo, es preciso que el éxito de la obra comenzada no quede comprometido» (7 de julio de 1864). Bazaine contestó: «El efectivo puede reducirse á veinticinco mil hombres. El Gral. Douay opina de una manera contraria, pero ese oficial está á veces enfermizo y algo nervioso, es accesible á las impresiones del momento, y como su rectitud se siente herida por las villanías mexicanas, sus apreciaciones son con frecuencia más negras que la realidad» (1).

No es dudoso que si Bazaine hubiese escrito al emperador que la permanencia de las tropas en México era necesaria, la habría obtenido sin dificultad. En efecto, desde que manifestaba alguna aprensión, Napoleón le autorizaba para que no se debilitara. «Ya que las cosas se presentan menos sombrías, os autorizo para que conservéis en México las fuerzas que mandáis, y además para que no las diseminéis. No ha dejado de preocuparme el ver que algunos destacamentos se dirigen rumbo á Sonora. Espero que habréis recibido oportunamente la orden de no enviar todavía á Francia la brigada que debía volver á su patria después del sitio de Oaxaca» (1).

Napoleón III se había tranquilizado tanto con las buenas noticias que le daba el mariscal en sus cartas, que, volviendo á su idea fija de regularizar seriamente el poder de Maximiliano, le aconsejó que reuniera un Congreso nacional que le diese un voto de confianza y le invitiese con el carácter de dictador du-

1 Bazaine al emperador, 28 de agosto de 1864.—NOTA DEL AUTOR.

1 Napoleón III á Bazaine, 1^o y 15 de marzo de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

rante algunos años. Maximiliano contestó á estas indicaciones como sigue: «Me permito observar á V. M. que ese voto de confianza me ha sido *implícitamente* dado por la mayoría de la población durante mi último viaje; y además, que, según confesión de los mexicanos más liberales, no ha llegado el tiempo de ejecutar ese proyecto con seguridad de éxito. Mientras más estudio á los mexicanos, más creo que *será preciso tratar de hacerlos felices sin contar con ellos y acaso á pesar suyo* (1).

Contra los que le censuraban porque creía que le bastaba con veinticinco mil hombres, Bazaine tenía un argumento que era su caballo de batalla: las tropas auxiliares austriacas, belgas y mexicanas. Los auxiliares austriacos y belgas estaban débilmente constituidos, eran de origen y de edad muy diferentes; había entre ellos infantes que no habían tocado nunca un fusil y jinetes que no habían montado jamás á caballo; el contingente belga, compuesto de individuos demasiado jóvenes, creía que sólo era una guardia de honor de la emperatriz; pero como unos y otros estaban mandados por excelentes oficiales, tenían que convertirse, sin duda, en cuerpos distinguidos. También en el ejército mexicano se encontraban buenos elementos: el General Mejía, sobre todo, cumplió siempre con su deber inteligentemente; fué siempre valiente y humano. Pero el conjunto no ofrecía garantía ninguna; porque estaba incesantemente empujado hacia la defección, ya fuese por sus propios instintos, ya fuese por las excitaciones de los dos partidos extremos, desde entonces coligados contra el Imperio y contra aquél á quien llamaban el *Maniquí de los franceses*.

Maximiliano desconfiaba mucho de ese ejército: costaba demasiado para la seguridad que inspiraba. Bazaine no negaba que valiese poco desde el punto de vista militar, pero alegaba que, políticamente, era una fuerza que, de no ser aprovechada por nosotros, iría á reforzar á los juaristas. Siendo casi el único que defendía al ejército auxiliar mexicano, estimaba que antes de licenciario, como Maximiliano parecía dispuesto á hacerlo, era preciso disciplinarlo, moralizarlo, pacientemente, hasta que no hubiese en ninguna provincia ningún foco de resistencia ni

1 Maximiliano á Napoleón, 27 de diciembre de 1864.—NOTA DEL AUTOR.

ninguna apariencia de organización, «lo cual, escribía á Napoleón III, era asunto de tres ó cuatro meses á lo sumo» (1).

El primer paso que se dió en ese sentido fué la expedición de un decreto que instituía *guardias móviles rurales* y la división del ejército permanente en tropas *departamentales* sostenidas por medio de un impuesto que pagaban los propietarios. Así podría el presupuesto reducirse á lo estrictamente necesario. El 25 de enero de 1865 fué promulgada la Ley Orgánica del Ejército, que determinaba los cuadros y los efectivos de treinta y un mil hombres. Esa ley no resolvía acerca de cómo debían reclutarse esos efectivos. La leva había sido suprimida, pero sin atreverse á establecer el alistamiento obligatorio. Sólo se ofrecieron primas á los que sentaran plaza. Para operar la reorganización, Maximiliano decretó que el 1.º de febrero de 1865, todas las tropas permanentes fuesen licenciadas y que se formarían algunas unidades modelos que sirvieran de ejemplo á las demás. Este anuncio de licenciamiento produjo un verdadero desastre: todos los oficiales amenazados de que se les privara de sus empleos, elevaron tales quejas, que fué preciso suspender los efectos de aquella medida y el ejército continuó en su estado caótico.

VI

Maximiliano, sin embargo, no se cansaba de expedir decretos: dividió el imperio en cincuenta departamentos y ocho divisiones militares (3 de marzo de 1865); confió la dirección general de la marina á un joven francés teniente de navío, Leoncio Dé-troyat, hombre inteligente y que hablaba muy bien el español (19 de marzo).

Desgraciadamente, ninguna reforma podía llevarse al cabo sin dinero, y el saldo del presupuesto mexicano arrojaba un déficit permanente. Los egresos, que en el último presupuesto de la república habían sido limitados á cincuenta y nueve millones de francos, pasaban ya de doscientos millones, y los más opti-

1 Bazaine á Napoleón III, octubre 30 de 1864.—NOTA DEL AUTOR.

mistas no estimaban los ingresos en más de ochenta, mientras otros los reducían á cincuenta. De estas rentas mal administradas, lo más seguro era afectado al pago de los créditos extranjeros, y apenas podía proveerse á los servicios públicos indispensables. El tesoro mexicano no sólo no tenía lo suficiente para pagar nuestro ejército y los gastos de sus expediciones, sino que no podía pagar ni las tropas del país: del tesoro francés salía lo que faltaba. En tales circunstancias, ¿cómo proceder á alguna reforma útil? Se estaba frente á esta disyuntiva: sin la pacificación no era posible procurarse dinero, y sin dinero la pacificación era imposible.

Maximiliano no tenía posibilidad de establecerse si la pacificación no quedaba asegurada con ayuda de un ejército suficiente y si no se le exoneraba de cargas superiores á sus fuerzas. Hubiera sido preciso no imponerle la obligación de sostener nuestro ejército y de expensar sus expediciones; concederle plazos para pagar las reclamaciones francesas; permitirle que contratara un empréstito en buenas condiciones y que por el momento no pesara sobre el tesoro mexicano; enviarle, no burócratas encargados de poner en orden un erario que tendría déficits siempre crecientes, mientras la guerra civil no estuviese terminada, sino hombres de negocios, audaces, que recorrieran el país pacificado y supiesen explotar sus recursos materiales. Un Cortá ó un Langlais, por más honorables que fuesen no podían ser útiles, porque no poseían la varita mágica que hace brotar el oro del suelo, suprimiendo la acción del tiempo. Y si bajo esas condiciones, todavía habría sido dudoso que el imperio hubiese podido fundarse, sin ellas estaba ciertamente condenado á muerte.

Ahora bien, en París se estaba resuelto á no pasar por ninguna de aquellas condiciones, y, en cuanto á tropas y dinero, á proporcionar lo menos posible. Sólo que, si con respecto á tropas se ocultaban aún las intenciones, con respecto á dinero las exigencias eran cada día mayores. Se había cometido la imprudencia de hacer brillar ante los ojos del cuerpo legislativo riquezas que México iba á llevar á nuestro erario, y no se quería proporcionarle un desengaño. Una carta de Fould (14 de marzo de 1865) anunció que el tesoro francés no haría ya ningún adelanto al mexicano, á no ser que el gobierno de México consintiese: 1º en afectar cincuenta millones, además de los doce del empréstito de 1864, al pago de las reclamaciones

francesas; 2º en obligarse á restituir al tesoro francés los gastos de transporte de material en las expediciones de nuestro ejército en México, siendo dichos gastos fijados en cuatrocientos mil francos mensuales; 3º en la entrega de todas las aduanas á Francia, que las administraría por cuenta del gobierno mexicano. Maximiliano no disponía ya de ejército, y se le arrebatában así sus exiguos recursos pecuniarios. ¿Qué tenía qué hacer en México? La bancarrota habría sido consecuencia de este ucase brutal. Eso se comprendió en París, y creyendo que bastaría con el susto, se autorizó secretamente á Bazaine para que, en caso de que fuese indispensable para la seguridad del imperio, librara órdenes contra el Pagador general, á razón de dos millones por mes y hasta llegar á diez, para el pago de las tropas mexicanas y austro-belgas. Además, el nuevo Banco de México se comprometió á hacer un adelanto de otros diez millones durante cinco años. Así se pudo vivir todavía y Fould tuvo tiempo para preparar el segundo empréstito.

Mientras más profundizo esta historia, mayor compasión siento por el infeliz Maximiliano. Con objeto de excusarse de haberle ayudado mal, se le ha agobiado de reproches: era versátil, incapaz, irresoluto, no supo organizar nada. ¿Cómo habría podido obrar con firmeza, encontrándose en una situación en que no tenía ningún apoyo sólido? ¿Cómo habría podido ser enérgico, cuando no tenía á su disposición más que un ejército francés admirable, pero poco numeroso, y tropas indígenas siempre dispuestas á la defección? ¿Cómo habría podido reorganizar la hacienda y la administración públicas, cuando el país, que pasaba sucesivamente de los franceses á los juaristas y estaba surcado por bandidos y guerrilleros, se encontraba sumido en la eterna miseria? ¿Cómo habría podido reformar el sistema de impuestos, cuando en el país no se trabajaba ya y al lado de cada receptor era preciso poner un soldado? Es cierto que empleó largo tiempo en redactar decretos, muchos de los cuales eran excelentes; pero ¿qué cosa mejor podía hacer en su impotencia para obrar? Si carecía de experiencia y de cierto sentido práctico, en cambio, era laborioso, instruído, generoso, leal, bueno, ambicionaba gloria. Si se le hubiese colocado sobre una base sólida, se le habría podido imponer una dirección y utilizarle. ¡Infortunado! Si se hubiese dado cuenta exacta de su situación, en vez de recibir ultimátums de

París, los habría enviado diciendo sin ambajes: «Bajo tales condiciones puedo permanecer aquí: si no las aceptáis, salid como podáis del atolladero; yo me voy».

Cui più si convenia dicer: mal feci,

Che servando, far peggio.....(1)

VII.

Maximiliano se creó, y esta vez por su sola culpa, otra dificultad que, á la hora suprema, pesó terriblemente sobre su destino. En la apertura del período de sesiones del Reichstag (14 de noviembre de 1864) Francisco José había dicho: «Mi hermano ha aceptado con mi consentimiento la corona imperial de México; pero esa aceptación del archiduque Maximiliano ha exigido un arreglo en los derechos de agnación. Con ese objeto, un pacto de familia ha sido firmado en Miramar, y mi gobierno se ha encargado de comunicároslo.» Maximiliano dirigió á su representante en Viena una protesta contra esas palabras: «Apenas es creíble que un pacto de familia llegara á ser objeto de comunicación oficial, sometida á la discusión de un parlamento, sin el consentimiento previo de los dos emperadores. Habría sido mucho más cuerdo que el emperador de Austria cubriese discretamente con un denso velo todo lo que se refiere á un convenio íntimo arrancado á su hermano en un momento supremo. No se debe perder de vista que, por la iniciativa del emperador de Austria, se ofreció el trono de México al archiduque Maximiliano; que su aceptación quedó subordinada á la certidumbre de que la mayoría de la nación pidiese el imperio; que durante las negociaciones, cuya dilación impacientaba á la diputación mexicana, ninguna demanda ni alusión siquiera se hizo relativa á la enajenación de los derechos y de la fortuna privada del archiduque Maximiliano, y que sólo hasta los últimos momentos, cuando ya se habían hecho promesas al emperador y á la diputación misma, cuando se habían contraído compromisos con Francia y cuando la repulsa de la corona ha-

1 Era preferible decir: hice mal, que, insistiendo, hacer peor.

bría traído necesariamente las más grandes complicaciones políticas en Europa, y comprometido sobre todo la situación de Austria, entonces fué cuando el emperador Francisco José, alejándose de su capital y rodeado de sus consejeros más íntimos, fué precipitadamente á Miramar á pedir á su hermano la subscripción de una renuncia completa y general á todos sus derechos, cualesquiera que fuesen. Al subscribir este incalificable convenio, aun sin querer imponerse de su contenido, el emperador Maximiliano dió á su nueva patria adoptiva el más inequívoco testimonio de abnegación y á la Europa entera la prueba más patente de que nada podía detenerle cuando se trataba de respetar una promesa otorgada; pero los diplomáticos más distinguidos y los jurisconsultos expertos que han estudiado después fríamente este pacto de familia, convienen unánimes en declarar que debe considerarse como nulo y nugatorio. Sin querer extendernos sobre la legitimidad y validez de los medios empleados para arrancar una firma bajo la influencia de sucesos cuya gravedad podremos hacer resaltar en tiempo oportuno, bástenos por ahora hacer notar que las Dietas, después de haber obtenido el consentimiento de los dos emperadores, son las únicas competentes para arreglar los derechos de agnación que modifican un acto de la Pragmática Sanción; y esto cuando son convocadas para tal objeto y de acuerdo con los príncipes interesados, quienes, en el caso, ni aun fueron consultados» (Diciembre de 1864.)

Todo era extraño en este malaventurado documento. No había sido el emperador de Austria quien inventara la candidatura mexicana: se había limitado á aprobarla. Ni siquiera se concibe á qué aludía Maximiliano cuando hablaba de complicaciones que habría ocasionado su repulsa de la corona; y la comunicación al parlamento austriaco de un acto que modificaba el orden de sucesión del trono, era absolutamente necesaria en un Estado constitucional. Pero lo más grave era que esa protesta hacía saber que Maximiliano no había renunciado á sus ambiciones austriacas, que esperaba la ocasión de hacerles valer y que el trono mexicano no era considerado por él sino como una etapa de espera.

Maximiliano envió directamente copia de su protesta á su suegro Leopoldo I de Bélgica y á sus ministros en Londres y en París, con orden de que se la leyeran á los ministros de Rela-

ciones Extranjeras respectivos. Drouyn de Lhuys contestó que, informado del contenido del documento, Napoleón III no intervendría en esta querella fraternal; Russell preguntó al ministro mexicano si tenía orden de dejarle copia y recibió una respuesta negativa: Leopoldo fué el más contrariado por este paso en falso: sabía que Francisco José, muy irritado, despediría al ministro mexicano si le comunicaba la protesta oficialmente, é impidió esa comunicación. Desgraciadamente, el público tuvo conocimiento del asunto, pues aunque Maximiliano había ordenado á su gabinete particular que permaneciese secreto el documento, no faltó en la corte mexicana un traidor que hiciese circular copias manuscritas, que acabaron por ser publicadas en los periódicos.

Los juaristas consideraron la protesta como un documento precioso, que se añadía á otras demostraciones de la poca solidez del nuevo trono.

VIII (1)

Napoleón III, en su discurso de apertura del período de sesiones de 1865, daba explicaciones acerca de las cuestiones extranjeras. Refiriéndose á la de México decía: «En México, el nuevo trono se consolida, el país se pacifica y sus inmensos recursos se desarrollan.» Y terminaba ese pasaje con esta halagadora profecía: «Todas nuestras expediciones tocan á su fin: nuestras tropas de tierra han evacuado la China; nuestras fuerzas navales bastan para resguardar nuestros establecimientos en Cochinchina; nuestro ejército de Africa sufrirá una reducción, el de México va á volver ya á Francia, la guarnición de Roma regresará pronto; y al cerrar el templo de la guerra, podremos grabar en un nuevo arco de triunfo estas palabras: *A la gloria de los ejércitos franceses, por las victorias obtenidas en Europa, en Asia, en Africa, en América*» (15 de febrero de 1865).

1 Parágrafo formado como el XI del capítulo I.—NOTA DEL TRADUCTOR.

La opinión pública pedía con mayor insistencia que se pudiese fin á la gigantesca locura de México, que había durado demasiado. Lamartine, sin embargo, acababa de escribir: «No temo decirlo en voz alta: la idea de hacernos una posición en México es una idea grandiosa, aunque no comprendida, justa como la necesidad, vasta como el océano, nueva como todo lo oportuno, una idea en fin de hombre de Estado, fecunda como el porvenir, saludable para América y para el mundo. El primer imperio, imperio únicamente militar, no tuvo nunca ideas semejantes. Esta gran empresa honrará á éste siglo en Europa y á Francia la honrará en la América española» (1). Esta gran voz causaba admiración, pero no convencía á nadie.

Los términos moderados del proyecto de *adresse* expresaban en el fondo los mismos deseos que los violentos de la enmienda propuesta por los opositores. Aquéllos decían: «Hacemos constar, como lo ha hecho V. M., los resultados obtenidos en México, en donde, gracias al valor de nuestros soldados, á la activa cooperación de nuestros marinos, á la prudencia del soberano y á la buena voluntad de los habitantes, el orden, la seguridad y el trabajo han vuelto á reinar (!!!). Es una felicidad que tales éxitos preparen el *próximo regreso de nuestras tropas*».

Corta, vuelto de su misión, presentó un cuadro muy tranquilizador, sobre todo con respecto al porvenir del país, á su riqueza y á sus otros recursos. «Ningún suelo, dijo, ha sido más favorecido por la naturaleza». Encareció los beneficios de la entronización de Maximiliano. «Para los indios, es decir, para la gran mayoría del país, Maximiliano es el hombre de la profecía, el hombre llegado de Oriente, con cabellos color de oro y ojos color de cielo. Le han aclamado como libertador. Los demás han saludado en Maximiliano á la única esperanza, al ángel de la salvación». Pero como Corta era hombre honrado, bajo esas flores dejó ver las espinas: un presupuesto de egresos de ciento cincuenta millones (habría debido decir doscientos) y una entrada real de ochenta. Es cierto que, según él, esos ingresos podían aumentarse; pero sólo bajo la condición de que la pacificación completa se llevara al cabo. Decía: «Ahora

1 *Conversaciones literarias*, CXVII Año de 1863.—NOTA DEL AUTOR.

bien, en presencia de los elementos de desorden que la guerra civil ha dejado, en presencia del ejército mexicano *compuesto de elementos revolucionarios*, un ejército disciplinado que ame su bandera, tenga el sentimiento del deber y sea fiel, es indispensable, no sólo para sostener las instituciones, sino para dar seguridad al país; y el ejército que reúna esas cualidades debe ser un ejército europeo» (1).

Julio Favre y Picard contrapusieron á este cuadro fantástico, la realidad, que conocían perfectamente. Picard fué, sobre todo, agresivo; se divirtió mucho con los cabellos color de oro y con los ojos color de cielo; se esforzó en demostrar que la situación no era tranquilizadora ni propicia para el empréstito anunciado; porque los ingresos del erario mexicano no siendo ochenta, sino cuarenta y dos millones, tal empréstito no tendría ninguna garantía seria. En el calor de su argumentación, el orador llegó hasta á decir: «En nombre de los altos intereses del país, os conjuro á que digáis vuestra verdadera opinión, si os atrevéis á ello» Ninguna asamblea podría soportar tales expresiones: Picard lo comprendió y las retiró espontáneamente.

Rouher se mostró aún más confiado que Corta: «No tengáis ninguna inquietud acerca de la alta capacidad directora del emperador Maximiliano. Asegurará la prosperidad de la hacienda mexicana y dará incontestables garantías á los que le confíen su dinero» Sin embargo, añadió: «Por lo demás, no se trata en ningún grado de la responsabilidad *directa*, de la responsabilidad *moral* del gobierno. Francia no interviene ni compromete su garantía directa ó indirecta en el empréstito mexicano. Sometemos á la opinión pública los hechos que creemos verdaderos, los sometemos con sinceridad, en toda su significación; que el público juzgue» No! no le sometía los hechos en toda su significación; se los presentaba disfrazados, acicalados, para que no los viese tales como eran. Por eso asumía una grave responsabilidad moral.

Por último, empleando uno de los artificios que gustaba de emplear, dijo para concluir: «Y bien! quiero daros plena confianza, para que no tengáis ninguna inquietud: el empréstito está hecho. En el momento en que hablo lo firman las prin-

1 Sesiones del 10 y del 11 de abril de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

cipales casas de Francia y de Inglaterra (*Muy bien! Muy bien!*). Recibí noticia de ello al penetrar á este recinto. Las desconfianzas, las críticas que han surgido por una palabra que no comprometía ninguna responsabilidad, serán impotentes y vanas: no se las discutirá y se tendrá razón en no hacerlo» (*Nuevos gritos de aprobación*). Y con respecto á la evacuación fué más terminante: «Debe alcanzarse el fin que se persigue: la pacificación debe ser completa. El ejército francés no debe volver á nuestras playas sino cuando su obra esté terminada y cuando haya vencido todas las resistencias» Hubo más gritos de aprobación y más ruidosos aplausos; pero se habría aplaudido más si se hubiese tenido seguridad de que nuestras tropas estaban ya en camino, de regreso.

El empréstito no estaba suscripto, en el momento en que Roher lo anunciaba (11 de abril); lo fué sólo el 14, por Pinard, director del *Comptoir d'Escompte*, en su nombre y en el de gran número de banqueros. Ascendía á doscientos cincuenta millones en obligaciones de quinientos francos, que se pagaban en trescientos cuarenta, reembolsables en cincuenta años y produciendo un interés de treinta francos. Cada tenedor tomaba parte en un sorteo semestral que podía hacerle ganar premios de diez mil á medio millón de francos. Se habían puesto todos los medios para atraer á los compradores.

Habiendo sido emitidas las acciones á trescientos cuarenta francos, México, de doscientos cincuenta millones nominales, no recibía más que ciento setenta millones, de los cuales había que deducir diecisiete que se atribuían á los intermediarios. Eso reducía á ciento cincuenta y tres millones la suma, pero como hubo todavía otras causas de deducción, los mexicanos aseguraron no haber recibido más que de noventa y seis á noventa y siete millones en efectivo. De cualquiera manera, el tipo del empréstito era de 12 ½ y no tenía nada de excesivo para un Estado que se encontraba en tan lamentables circunstancias. En ese mismo momento, los Estados Unidos tomaban dinero al 13 y al 18 ½, los turcos al 14, 41, y los bonos españoles é italianos se negociaban al 10 y al 12 ½. La creación de premios por medio de sorteos no era tampoco una novedad: había entrado desde hacía tiempo en la práctica financiera, y todos los gobiernos habían estado de acuerdo en reconocer que la operación se-
ría de un capital prestado, con un interés fijo y teniendo como

accesorio un sorteo, no podía considerarse como una de las loterías que habían sido prohibidas por la ley de 1836.

A pesar de las condiciones ventajosas del empréstito, fué preciso, según dijo Fould, para que no fracasara, hacer esfuerzos que no habrían podido repetirse. Fué abierta la subscripción en todas las receptorías generales y manifestamente patrocinada por el gobierno, aunque éste había recusado toda responsabilidad. Así se logró que, además de los banqueros personalmente comprometidos, subscribieran el empréstito setenta mil individuos. En México, ningún partido proporcionó un solo subscriptor. Algunos días después, la toma de Richmond, la rendición de Lee y el asesinato del presidente Lincoln habrían sido causa de un completo fracaso.



CAPITULO VII.

El abandono de Maximiliano.

I

Desde el último empréstito, el estado de la hacienda pública en México no había mejorado, y desde la suspensión del licenciamiento decretado por Maximiliano, la reorganización del ejército no había casi progresado. Bazaine, según se ha dicho (1), había solicitado regresar á Francia; pero yo supongo que estaba seguro de que no se le permitiría, porque se le creía indispensable. Confirmado en su alta situación (15 de marzo de 1865), gozó de ella descuidadamente. Criticaba á los ministros mexicanos, se quejaba de su insuficiencia y dejaba pasar el tiempo,

1 En el capítulo de *El Imperio Liberal* anterior á éste, dice Ollivier, fundándose en un artículo publicado en *Le Figaro* de París (24 de enero de 1894), que «Kératry, adicto á la persona de Bazaine en México, había sido enviado por su jefe á París, con objeto de solicitar que se le llamara á Francia para prestar sus servicios más eficazmente en la región del Rin, y que el emperador Napoleón había contestado: «Decid al mariscal que tiene toda mi confianza, que sus servicios me son indispensables allá, y agregad que, á pesar de todas las excitativas interesadas, no me batiré en el Rin.» Esta persistente inactividad de Napoleón III, su resolución tenaz de no mezclarse en la querella que acababa de surgir entre Prusia y Austria y que había de dar por resultado inmediato Sadowa y después Sedán, ha sido explicada de diferentes maneras. Ollivier da de ella una explicación en extremo interesante: dice que la incipiente enfermedad del emperador (mal de piedra) había debilitado su inteligencia y enervado su energía al grado de hacerle abrigar la quimérica esperanza de que la enemistad entre Prusia y Austria debilitara á esas dos potencias y fortaleciera á Italia, haciendo, en todo caso, de la primera y de la última las aliadas de Francia; pero rechaza vigorosamente la idea de que tal inactividad proviniera de que la expedición de México hubiese agotado los recursos militares del imperio. A ese respecto, se expresa como sigue: «Se ha pretendido que esa inmovilidad militar era forzosa, que la expedición

olvidándose de que la reorganización del ejército mexicano, sobre todo desde que él mismo había procurado la disminución del cuerpo expedicionario, debía ser su principal preocupación. Pero más que en el ejército de Maximiliano, pensaba en una hermosa joven, la Srita. Josefa Peña y Azcárate, con quien iba á contraer matrimonio. Razón habían tenido los reyes de España para prohibir á sus gobernadores generales en América, que se casaran con mujeres del país!

de México había dejado exhaustos nuestros arsenales y las arcas de nuestro erario. ¡Fábula forjada por la ignorancia ó por la mala fe! En 31 de diciembre de 1862 el cuerpo expedicionario francés en México contaba con 28,000 hombres, 5,845 caballos, 549 mulas, 8 piezas de á doce de sitio, 6 piezas de á doce de reserva, 24 piezas de á cuatro de campaña, 12 piezas de montaña: por todo, 50 bocas de fuego. Ese material no llegó á aumentarse y sólo algunos miles de hombres se añadieron á ese efectivo. Las piezas de artillería estaban dotadas de 623 tiros por pieza y la infantería consumió 12,882, 116 cartuchos, es decir, poco más ó menos lo que hubiera consumido en ejercicios de tiro en tiempo de paz, si hubiere permanecido en Francia. Los gastos no habían llegado á 300 millones de francos y de esa cifra había que descontar lo que el mantenimiento del cuerpo expedicionario hubiese costado en Francia, á razón de un millón anual por cada mil hombres. Pero, aun sin hacer esas deducciones, ¿cómo un gasto de 300 millones y el envío de 50 piezas de artillería, habría agotado arsenales en que había material de guerra por valor de 630,661,852 francos, 10,994 cañones, 2,546 obuses de sitio y 3,671 de montaña, 3,513 morteros de bronce, sin contar 3,000 cañones de hierro, 1,800, 000 fusiles y pólvora para hacer la guerra durante diez años? ¿Y cómo la ausencia de 28,000 hombres, habría aniquilado á un ejército que podía reunir bajo sus banderas, en un mes, por el llamamiento de las reservas, 450 000, hombres, sin contar los ejércitos de Italia y de Africa, y que podía, en algunas semanas, alcanzar la cifra de 600,000 hombres?» Ollivier da estas cifras, tomándolas de la *Cuenta general del material de guerra para el año de 1866*, aprobada por la Corte de Cuentas y por la Cámara, y apoyándose en lo dicho, por el mariscal Randon en sus *Memorias* (tomo II, págs. 219 y siguientes) y añade: «Jamás se ha contrapuesto a estos documentos incontestables más que negaciones sin ninguna autoridad, no basadas en prueba alguna, ó habladurías, más ó menos verosímiles, pero sospechosas, de oficiales murmuradores, de esos que abundan siempre en nuestro ejército y que dan su fallo sin ton ni son acerca de lo que ignoran». Las anteriores razones parecen convincentes y con ellas quedan destruídas no sólo las afirmaciones que hicieron entonces los enemigos de Napoleón, sino también las de algunos de sus amigos; por ejemplo, las de Persigny, que dice en sus *Memorias* (pag 351): «Los ministros habían ocultado á la Cámara los gastos de México, disimulándolos por medio de giros de créditos del ramo de guerra; así habían agotado y vaciado nuestros arsenales sin atreverse á pedir á las Cámaras que los reabastecieran, y habían llegado hasta á desarmar completamente al país»—NOTA DEL TRADUCTOR.

El contingente austriaco había creado dificultades: su jefe, el Gral. Thun, no había consentido en formar parte de la legión extranjera; ni siquiera había querido aceptar la dirección de Bazaine: entendía ser su aliado y nada más. Para dejarle su independencia, se le había establecido en Puebla, en donde había tenido diferencias con la población y de donde había dejado escapar á Porfirio Díaz y á sus oficiales, proporcionando así al enemigo jefes que comenzaban á faltarle. Empero, Maximiliano le encargó que reorganizara su ejército (5 de mayo), aunque no sin haber dado, por cortesía, al mariscal, las gracias por los servicios que no había prestado. Entonces Bazaine salió de su letargo y comunicó al emperador que ponía al Gral. Lhéron á su disposición. Maximiliano ni siquiera contestó á aquella comunicación tardía.

Aparentemente, sin embargo, las relaciones entre ambos seguían siendo cordiales y el emperador, al recibir noticia del matrimonio proyectado, hizo á la novia el donativo del más hermoso palacio de México. Pero en sus respectivas cartas á Napoleón, se denigraban uno á otro lo más que podían.

Bazaine procedía con suavidad, con insinuaciones felinas. De su gabinete partían simultáneamente, dirigidos al ministro de Guerra en Francia, dos informes, militar el uno, político el otro; y al emperador Napoleón le escribía cartas particulares que resumían ambos informes. Según los informes militares, todo marchaba á maravilla; todo andaba mal, según los informes políticos.

Júzguese de ese contraste por los documentos siguientes: «Tuve ya ocasión de llamar la atención de V. E. hacia la lamentable tendencia del gobierno del emperador Maximiliano, á rodearse de consejeros pertenecientes al partido democrático. Ahora debo decirle que sería ésta la oportunidad de cambiar á un gran número de autoridades políticas y militares, criaturas de las disidentes, que han sido nombradas últimamente en los alrededores de la capital, porque dejarlas en sus puestos constituiría un peligro en el centro del imperio, si las complicaciones venidas del exterior las movieran á volverse todas á un tiempo contra el gobierno. El asesinato del presidente Lincoln y la rendición del Gral. Lee han causado en México una gran sensación. Los disidentes no han disimulado su regocijo y sus partidarios esparcen la alarma, amenguando la poca confianza

que tienen los mexicanos en la estabilidad del gobierno y estimulando á los juaristas. El emperador Maximiliano no encuentra más que ovaciones en la excursión que hace actualmente, y sin embargo, *se le uno obligado á reconocer que el imperio es hoy menos popular que en sus comienzos*. Eso proviene: 1º del brusco cambio de política, que ha hecho que los consejeros de S. M. sean escogidos entre los miembros de un partido insuficientemente adicto, lo cual ha provocado descontento entre los que trabajaron en el establecimiento del imperio; 2º del malestar producido por la larga espera de que la máquina gubernamental funcione regularmente y salga de las teorías para pasar á la práctica; 3º de la penuria del tesoro, que ha motivado que sean hechos á un lado y dejados en la miseria muchos oficiales del ejército mexicano; 4º de la revisión de los bienes nacionalizados, medida que sigue siendo impopular. El aniversario del 5 de Mayo,—nuestro desastre frente á Puebla—ha permitido darse cuenta del *desagrado general*, provocando manifestaciones que han sido poco importantes, gracias á la vigilancia de la policía, pero que no por eso han dejado de verificarse, dando margen á cierto número de aprehensiones. La gran dificultad para la organización de las provincias del imperio, estriba en la falta absoluta de funcionarios con quienes se pueda contar si no están bajo la tutela ó el mando de algún oficial. En resumen, los habitantes, especialmente los grandes hacendados, *sufren un excesivo malestar*, justificado suficientemente por la poca confianza que tienen en el presente y las inquietudes que les inspira el porvenir. «Por eso las transacciones son nulas y los negocios se resienten considerablemente de ello» (1). «Con persistencia y energía dominaremos la situación actual; pero será necesario no mostrarnos tímidos. Por eso emprendo operaciones lejanas, que tengo la íntima convicción de que duplicarán el prestigio de nuestras armas. Ruego á V. M. que no se inquiete; estoy persuadido de poder hacer frente á los mexicanos, aun reforzados por filibusteros americanos, con las tropas que están bajo mis órdenes. Cuando sea tiempo, si alguna vez se presenta este crítico momento de manera inminente, lo comunicaré oportunamente á V. M.» (2). «*La situación del país es satis-*

1 Bazaine á Randon. Informe político del 10 de mayo de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

2 Bazaine á Napoleón, 10 de mayo de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

factoría, á pesar de los esfuerzos de Negrete en el norte y de las intrigas del partido juarista. La mejor prueba de ello es *el aumento de las rentas públicas*. Si la colonización marchara con tanta rapidez como los valientes soldados de V. M., la frontera estaría pronto en condiciones de resistir á los filibusteros del norte, pero nada se ha hecho en ese sentido, á pesar de mi empeño, y eso desanima á los más celosos y á los más pacientes» (1).

Estos informes eran leídos atentamente; Randon notó luego la contradicción que implicaban y escribió á Bazaine: «Si vuestro informe político llegase solo, se desesperaría del porvenir de México y tendríamos que salir de ahí cuanto antes. Por fortuna, vuestros informes militares y vuestras cartas particulares dan más esperanzas». Y le preguntaba si esos informes no estaban escritos por personas diferentes. Nada de eso! Unos y otros eran escritos bajo la vigilancia del mariscal y contenían ideas suyas.

Bazaine explicó así tal contradicción: «La observación tocante á las apreciaciones á que pueden dar margen mis informes políticos comparados con mis informes militares, es justa; pero como esos informes no tratan de los mismos asuntos, no dan cuenta de los mismos hechos. En cualquier otro país, la pacificación es consecuencia inmediata del vencimiento de la resistencia armada: aquí no sucede lo mismo. Dividiendo mis informes he procurado establecer debidamente esta diferencia: los progresos se sostienen por la fuerza de las armas, porque se obtiene la dispersión de los cuerpos organizados regularmente; pero son lentos y difíciles en lo referente á todos los ramos de la administración pública, porque se carece de hombres capaces, probos y enérgicos. Falta la confianza, y á pesar de la firme voluntad del emperador para organizar su imperio, llamando á todos los partidos, es mal secundado, porque una idea preconcebida impide toda adhesión sincera: la invasión americana traerá á Juárez luego que Francia deje al emperador reducido á sus propias fuerzas. Porque tienen ideas como esas, los funcionarios sirven mal cuando no traicionan. La mayoría de los empleados pertenecen á la administración llamada liberal, y es difícil encontrar otros, so pena de dar nuevos elementos á la

1 Bazaine á Napoleón, 28 de mayo de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

guerra civil empleando antiguos conservadores; porque los demócratas recibirían con gusto un pretexto para tomar las armas contra el imperio. Mi objeto, al dar cuenta sucintamente de la marcha administrativa, es exponer lealmente las dificultades que encuentra el emperador á cada paso. De ahí no deduzco que sea preciso desesperar, y por eso mi correspondencia particular presenta otras apreciaciones; pero se necesita paciencia, perseverancia y, sobre todo, hacer los esfuerzos necesarios para obtener el reconocimiento de los Estados Unidos. Si, como lo espero, Juárez ha sido expulsado de México cuando os llegue esta carta, y si el Congreso americano, que debe reunirse en octubre, decreta que sea este imperio reconocido, lo veréis entrar en una vía de pacificación y de progreso administrativo, que serán consecuencia de la confianza en su duración». (1).

II

El mariscal culpaba á Maximiliano de la esterilidad de los sucesos militares. Maximiliano sostenía lo contrario y se quejaba á Napoleón de que el sistema de las operaciones represivas adoptado por Bazaine, impedía la consolidación del imperio. En sus cartas se encuentra la mejor historia de esta fase de la expedición mexicana; por eso las reproduzco á la letra, á pesar de su francés algo germánico: «Refiriéndoos al último empréstito, nuevo servicio inmenso que debemos á Francia, llamáis mi atención hacia la cuestión hacendaria. Nadie, ciertamente, se ocupa tanto como yo en ese asunto que es de vital importancia para mi pobre país; pero es preciso que V. M. sepa cuán burlados son mis esfuerzos en ese sentido. El pasado otoño, poco después de mi llegada, yo había arreglado la hacienda por mediodie una ley de ingresos y un presupuesto de egresos que daban por resultado un superávit en vez de un déficit constante. El mariscal Bazaine, que asistía al Consejo, había aprobado todas las disposiciones dictadas. Pues bien, un mes después dió contraorden en todo lo referente á asuntos

1. 10 de agosto de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

militares y nos obligó á nuevos exorbitantes gastos. Sólo la campaña de Oaxaca costó dos millones de pesos, y militares hay que sostienen que, en agosto, el Gral. Brincourt habría podido tomar la ciudad con un millar de hombres. Entonces recordé que nuestro excelente amigo Corta decía un día: «Bazaine es el más gastador de los generales de nuestro ejército». El caos se había hecho de nuevo y era preciso una mano hábil para desenmarañar aquel enredo. Esperábamos con impaciente confianza al Mesías que Corta nos había prometido. Llegó por fin el Sr. Bonnefonds y le ofrecimos la dirección absoluta y total de los negocios. No ha aceptado; ha querido crearse una situación nueva, tomando el carácter de inspector, y en definitiva, no ha hecho nada. Espero desde hace meses con impaciencia las proposiciones que debe someterme, especialmente con respecto á las aduanas, habiéndole dejado plena libertad de acción. Yo creo que el Sr. Bonnefonds está algo desalentado: ha visto de cerca los gastos militares y debe haber comprendido que este país y sus hombres son diferentes de como se les imagina en Europa. V. M. hace alusión á influencias misteriosas dirigidas contra Francia. Puedo aseguraros que tales influencias, en lo que á mí toca, no existen ni podrán existir. No tenéis amigo más seguro que el emperador de México, y este país, siguiendo el ejemplo de su soberano, no olvidará jamás la profunda gratitud que debe á Francia y á su ilustre emperador, que lo han salvado de la ruina y vuelto á hacer figurar entre las naciones. Si en París se ha hablado de intrigas, espero que el Sr. Dano, en sus cartas, y el Sr. Eloin, que debe encontrarse ahí, os habrán dado la clave de esos rumores. Hay que buscar su origen en Roma y en Viena. En toda ocasión hemos procurado manifestar á Francia nuestra gratitud: todavía últimamente, México ha dispuesto pagar á los súbditos franceses que piden indemnización al gobierno, un interés de 6 %, lo cual no había llegado á hacerse en este país. No quiero hablar de que hemos ofrecido al mariscal, con motivo de su matrimonio, el más hermoso palacio de México, ni de las demás atenciones que hemos tenido hacia todo lo que es francés. V. M. me habla también del decreto referente á los bienes del clero. No niego que ha desagradado á muchos; pero creo que ése es precisamente su mérito, porque los dos partidos extremos han quedado descontentos. En cuestiones tan

difíciles como ésa, la única línea de conducta me ha parecido atenerme á la legalidad más estricta, huyendo de toda precipitación parcial. Hay muchos contratos que son tan escandalosamente fraudulentos, que necesitan un examen más que escrupuloso» (1).

Algunos meses después, Maximiliano volvió á exponer los mismos agravios, reforzándolos con otros nuevos: «He expuesto á Douay y á Dano la situación con mucha franqueza: les he dicho y demostrado que *los negocios administrativos y políticos van bien, pero que no puedo decir igual cosa acerca de los asuntos militares y hacendarios*, y han tenido que convenir conmigo en que *se ha hecho regresar á demasiadas tropas y en que la guerra ha devorado demasiado dinero. Esos son los dos males graves de México*; todos los demás desaparecerán con tiempo y con paciencia. Muchas veces he predicado al mariscal que no precipite el regreso de las tropas y que se atenga á los plazos fijados en nuestra convención; pero ¡ay! ha sido inútil. Bazaine, arrastrado por el anhelo febril de satisfacer la opinión pública, todo lo olvida y apresura el porvenir. Cien veces le he dicho que economice, probándole, con cifras, que nuestro déficit va aumentando en lugar de disminuir, porque el ejército y las infelices tropas auxiliares forman las tres cuartas partes de nuestros gastos. Por desgracia es cierto que, al cometer la primera falta, era preciso conservar y pagar todas las tropas y hordas indígenas para llenar el hueco é impedir que una disolución no vigilada por un ejército extranjero, aumentase, de peligrosa manera, el contingente de los guerrilleros. Cada vez que se comienza á trabajar seriamente en la formación de buenas tropas indígenas, el mariscal declara que el material es más que necesario para la campaña y que no puede enviar á nadie á los centros de organización. Además de los gastos que tenemos que hacer, como consecuencia del tratado de Miramar, y de la obligación de mantener esa masa de tropas auxiliares, nos es preciso expensar, desde hace un año, grandes expediciones militares, ocasionadas por la falta de buenas tropas y por la necesidad de que se paseen las pobres tropas francesas por todos los rumbos de este vasto país. Debéis recordar que cuando tuve la felicidad de ver á V. M. en París, las noticias

1 Maximiliano à Napoleón, 26 de mayo de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

militares de México eran tan tranquilizadoras, que pudisteis darme esperanzas de que todo el empréstito contratado entonces podría ser empleado en mejoras interiores. Pues bien, el resultado no confirmó esas esperanzas: todo el dinero que dejó á nuestra disposición el empréstito fué devorado por las operaciones militares; ha sido preciso contratar otro, en malas condiciones, y la pequeña suma que nos queda volverá á ser devorada por la guerra, con tanta mayor seguridad cuanto que la situación militar es peor que el año pasado. Como he dicho, el mal de que adolece México por el momento, es la falta de tropas y de dinero. Pero todo eso tendrá remedio; tengo plena confianza en la ayuda eficaz de nuestros aliados, que no dejarán incompleta la grande obra comenzada. *Los asuntos interiores van bien*; estoy muy satisfecho de mi último viaje y sobre todo de la recepción conmovedora y entusiasta que la capital me hizo á mi regreso. *Se marcha, hasta se marcha bien*, y se podría marchar mucho más aprisa si no faltaran elementos. Dije alguna vez á V. M. que me encontraría en la posición de Diógenes: he visto realizarse ese presentimiento. Hay tres categorías de hombres en México; y en ninguna de las tres se encuentra ilustración. Los viejos son testerudos y están apolillados; los jóvenes no han aprendido nada; los extranjeros son medianías casi todos, ó aventureros que no tuvieron porvenir en Europa. Todo eso no me hace perder el valor: con ayuda de V. M. proseguiré la obra con calma y confianza, y el porvenir me recompensará» (1)

III

Tanto las cartas de Maximiliano, como las de Bazaine, decían la verdad. La situación administrativa era tan justamente apreciada por éste, como la militar por aquél. Pero las causas verdaderas de la mala situación señalada por Bazaine, no eran imputables especialmente á Maximiliano. El cambio de política que había hecho que los liberales reemplazaran á los cleri-

1 Maximiliano á Napoleón, 27 de julio de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

cales, había sido iniciado por el mismo Bazaine, conforme á las instrucciones del emperador; la debilidad del gobierno provenía de la rebelión persistente del país, que Bazaine estaba encargado de reprimir, y la investigación de los fraudes cometidos en las adquisiciones de bienes de la Iglesia, había sido decretada por el mariscal Forey y renovada por la Regencia por orden suya.

La inopia, verdadero obstáculo para todo progreso y para toda administración seria, reconocía por causa, según las afirmaciones verídicas de Maximiliano, la aplastante exageración de los gastos militares ocasionados por la disminución prematura del efectivo y por el sistema militar de Bazaine.

El fin de la guerra americana (26 de mayo de 1865) determinó un aumento de gastos. Temiendo una invasión por la frontera del norte, Bazaine preparó una concentración en San Luis Potosí y Querétaro y trasformó el valle de México en un vasto campo atrincherado, del cual ciento cincuenta mil americanos no habrían podido hacerle salir mientras llegaran refuerzos de Europa. Construyó obras de defensa, reparó el material, fundió cañones. Todo ello acabó de aniquilar la hacienda pública mexicana, y eso en el mismo momento en que se la acababa de imponer la obligación de pagar cuarenta millones para satisfacer reclamaciones francesas (27 de septiembre). Se estaba lejos de los ciento treinta millones exigidos por Saligny, pero todavía era demasiado. México había ofrecido pagar veinticinco millones. ¿Qué tenía, pues, de extraño que no se pudiera, por falta de dinero, organizar un ejército, ni inaugurar un buen sistema de impuestos y de administración?

El nuevo plan de concentración no sólo dió por resultado el aniquilamiento del pequeño erario mexicano; ocasionó el abandono de regiones que confiaban en nuestra protección y que nuestra retirada dejaba desoladas. El ejército todo lo dijo á voz en grito, y habría llegado noticia de tal hecho hasta las Tullerías si Napoleón la hubiese querido oír. En julio, una columna había sido lanzada, bajo el mando de Brincourt, hacia Chihuahua, para desalojar á Juárez, que tenía ahí la residencia de su gobierno. Se tenían esperanzas de obligarle á abandonar el territorio mexicano. No estaba en situación de resistir; salió de Chihuahua (5 de agosto) antes de que llegaran los nuestros y trasladó su gobierno á Paso del Norte, aldehuela sita á pocos pasos del Te-

territorio americano. Y con la inflexibilidad serena de un antiguo romano, notificó á su pueblo «que ahí, como en cualquier otro lugar de la república donde las circunstancias hicieran conveniente que se estableciera su gobierno, el ciudadano presidente cumpliría con su deber con valor y confianza, correspondiendo al anhelo del pueblo mexicano, que no cesará de luchar en todas partes contra el invasor y acabará infaliblemente por obtener el triunfo, en la defensa de su independencia y de sus instituciones republicanas.»

Brincourt recibió orden de no perseguir á Juárez, de no alejarse de Chihuahua más de un día de camino; después, de abandonar esa ciudad y replegarse hacia Durango. Indignado, exasperado, el general no se resolvió á obedecer: «Se me hace desempeñar el papel de engañador, puesto que debo abandonar, exponiéndoles á los excesos y venganzas de los liberales, á pobres diablos que han fiado en mi palabra y que contaban con nuestra protección. Presentaré mi dimisión, si es necesario; pero no se dirá que abandoné á esos infelices después de haberles engañado. Y si, como supongo, las poblaciones se levantan detrás de nosotros, tampoco se dirá que perdí por debilidad las ventajas y los frutos de la intervención, precipitando la retirada del ejército francés» (17 de octubre) (1). No se aceptó la dimisión de aquel bravo soldado y se le calmó; pero la retirada se llevó al cabo y el resultado de esos movimientos de avance y de retroceso fué así caracterizado por el Gral. Douay: «La tranquilidad que reina en ciertos departamentos no es más que aparente y se debe sólo á la ocupación francesa. Los partidarios sinceros del gobierno son muy poco numerosos. En el actual estado de los ánimos, no se puede contar con el concurso de persona alguna, cualquiera que sea el partido á que pertenezca.»

IV.

Por supuesto que, en situación tan insostenible, diariamente se producían choques entre el gobierno mexicano, cada día más

1 Carta publicada por Gaulot.—NOTA DEL AUTOR.

exasperado por el abandono en que se sentía, y Bazaine, que mientras más tiempo transcurría, menos consideraciones le guardaba. Así, Bazaine aprehendió á unos periodistas y les condenó; Maximiliano les concedió indulto y les puso en libertad. Algunos de nuestros generales imponían multas á ciertas poblaciones; Maximiliano condonaba esas multas. A veces se contestaba con impertinencia á las comunicaciones emanadas del Estado Mayor, y se llegó hasta hacer que el mariscal esperara el día de audiencia para hablar con Maximiliano. Pero éste acababa por ceder siempre. Hubo quejas contra su secretario Eloin: le envió con una misión y le reemplazó con un francés, el abate Domenech. Su ministro de Relaciones era mal recibido: le dió la cartera de Estado.

Un día hizo una concesión funesta que había de pagar muy caro. Se le decía á cada instante: «Basta de contemporizaciones: mostrad la energía de un dictador» Esa energía debía consistir en actos de violencia y fusilamientos. Les parecía que Maximiliano no estaba bastante dispuesto á ello. Había encontrado en plena aplicación el decreto de Forey de 20 de junio de 1863, que establecía las cortes marciales y conforme al cual se juzgaba sin apelación á los *malhechores armados*. Como consecuencia de su primer viaje al interior, había hecho extensivo á los guerrilleros ese decreto; pero su severidad era atenuada por numerosos indultos. Los miembros de las cortes marciales se habían quejado de ello, y el emperador había decidido «que de ahí en adelante no se le comunicasen las sentencias y que la justicia siguiera su curso sin que él interviniese» (14 de junio de 1865). A Bazaine no le pareció eso suficiente, y habiéndose esparcido el rumor de que Juárez había abandonado el territorio mexicano, creyó la ocasión favorable para volver á los antiguos rigores y hasta para inventar nuevos (1).

1 Bazaine al emperador Nápoleón, 19 de octubre de 1865: «He logrado que el emperador Maximiliano dicte medidas enérgicas contra el bandidaje, que después de la partida de Juárez, no puede apoyarse ya en ningún principio político» A Randon: «El emperador se ha decidido al fin, escuchando mis consejos, á dar un prueba de firmeza que ha hecho muy buen efecto entre los conservadores» En las notas entregadas á su defensor, Maximiliano decía: «Bazaine dictó personalmente pormenores (del decreto del 3 de octubre) delante de testigos».—NOTA DEL AUTOR.

Maximiliano promulgó, pues, en 3 de octubre de 1865, un decreto, draconiano según su propia expresión, que hizo prece-der de una Exposición de Motivos en la cual rendía homena-je á Juárez: «La causa que con tanto valor y constancia sostuvo D. Benito Juárez había ya sucumbido, no sólo á la voluntad nacional, sino ante la misma ley que este caudillo invocaba en apoyo de sus títulos (1). Hoy, hasta la bandería en que de-generó dicha causa, ha quedado abandonada por la salida de su jefe del territorio patrio.—En consecuencia, todos los que pertenecieren á bandas ó reuniones armadas, que no estén le-galmente autorizadas, *proclamen ó no algún pretexto político*, cualquiera que sea el número de los que formen la banda, su organización y el carácter y denominación que ella se diere, serán juzgados militarmente por las cortes marciales, y si se declarase que son culpables, *aunque sea sólo del hecho de pertene-cer á la banda*, serán condenados á la pena capital, que se eje-cutará dentro de las primeras veinticuatro horas después de pronunciada la sentencia.—Los que, perteneciendo á las bandas, fueren hechos prisioneros en función de armas, serán juzgados *por el jefe que hiciere la aprehensión*.—Serán tratados de la mis-ma manera los que voluntariamente auxiliaren á los guerrille-ros con dinero ó cualquier otro género de recursos; los que les *dieren avisos, noticias ó consejos*; los que, voluntariamente y con conocimiento de que son guerrilleros, les facilitaren ó vendieren armas, caballos, pertrechos, víveres ó cualesquiera útiles de guerra.—Queda prohibido dar curso á las solicitudes de in-dulto de los condenados; pero se tendrá cuidado de proporcio-narles los auxilios espirituales» (2). Se castigaba con prisión y multa «á los que, con conocimiento de causa, diesen asilo á los guerrilleros en sus casas ó fincas; á los que esparcieran de pa-labra ó por escrito noticias alarmantes; á los propietarios ó ad-ministradores de fincas rústicas, que no dieran oportuno aviso á la autoridad más inmediata, del tránsito de alguna banda por la misma finca; á los vecinos de los pueblos, que, teniendo no-ticia de la aproximación ó tránsito de gente armada, no dieren

1 Los cuatro años de la presidencia de Juárez acababan de expirar.
—NOTA DEL AUTOR.

2 Esta era una alusión á un acto del coronel Dupin, que había colga-do á cinco individuos sin ningún proceso y sin permitirles que se confe-saran.—NOTA DEL AUTOR.

aviso á la autoridad; á los que, no teniendo impedimento físico, no tomaren parte en la defensa de los lugares amenazados por las bandas; á las autoridades de orden político, militar ó municipal que no obraren conforme á las prescripciones de la misma ley» Se concedía una amnistía á aquéllos que, no habiendo cometido delitos de orden común, se presentaren á la autoridad antes del 15 de noviembre.

Bazaine recomendó la severa ejecución de esta ley. En una circular confidencial de la cual no quedó copia en los libros, pero que fué comunicada á los oficiales, después de enumerar una serie de odiosos asesinatos, decía: «Las represalias son una necesidad y un deber. Todos esos bandidos, comprendiendo también á sus jefes, han sido puestos fuera de la ley por el decreto de 3 de octubre de 1865. Encargo á Ud. que haga saber á las tropas que están bajo su mando, que no admito que hagan prisioneros; todo individuo, quienquiera que sea, cogido con las armas en la mano, será fusilado. No habrá canje de prisioneros en lo sucesivo; es menester que sepan bien nuestros soldados que no deben rendir las armas á semejantes adversarios. Esta es una guerra á muerte y una lucha sin cuartel que se empeña entre la barbarie y la civilización. Es menester, por ambas partes, matar ó hacerse matar».

Esas instrucciones no tardaron en ser ejecutadas. Habiendo el coronel Ramón Méndez sorprendido el 31 de octubre al valiente Gral. Arteaga y á su segundo el Gral. Salazar, pertenecientes al ejército republicano, les hizo fusilar sin formación de causa, lo mismo que á los coroneles Díaz y Villagómez y al comandante González. Salazar, descubriendo su pecho y mostrando á los soldados su corazón, les dijo: «Aquí, traidores!» Su verdugo fué inmediatamente ascendido á general de brigada.

Siguieron otras ejecuciones. ¿Cómo creer que un gobierno obligado á recurrir á medidas tan atroces, había sido elegido por el país? No era más que su opresor!

Maximiliano trataba de hacerse perdonar estos rigores alardeando de una verdadera indiomanía. Bastaba ser indio para poder serlo todo. En uno de sus viajes oyó hablar de la hija de un maestro de escuela indio, que tenía una taberna que frecuentaban los soldados y que, según la leyenda, era descendiente de Moctezuma: la agregó á la corte de la emperatriz, con gran in-

dignación de sus damas de honor (1). Quiso tomar á su cargo la educación del hijo de Iturbide. La madre, que había consentido desde luego, exigió después que se le devolviera su hijo y fué á quejarse á Washington y á París de que no se le devolvía. Asistió á la inauguración solemne de una estatua de Morelos, uno de los autores de la independencia mexicana; preparó un proyecto de emancipación de los jornaleros indios (2), *peones*, que eran algo así como esclavos de los hacendados. Pero nada de eso mejoraba la situación: el movimiento de insurrección, reprimido en un punto, renacía en otro; Matamoros, defendido por Mejía, estaba incesantemente amenazado. Bazaine escribía á Napoleón: «Se gasta mucho y se cobra poco; la confianza y el crédito son nulos» (3).

V

La profunda indignación que causó el decreto del 3 de octubre, aprovechó á Juárez: desde su aldea fronteriza, era más dueño de las almas que Maximiliano en México. Su poder presidencial tocaba á su fin. Constitucionalmente, en caso de quedar vacante la presidencia, ésta correspondía de derecho al presidente de la Suprema Corte de Justicia, González Ortega; pero Juárez estimó que esa disposición era inaplicable, porque la presidencia no estaba vacante: había solamente imposibilidad de proceder á la elección. El mismo prorrogó sus poderes (8 de noviembre de 1865) hasta que fuese posible verificarla. Y como González Ortega reclamase, le declaró, por medio de otro decreto, destituido de su cargo por el delito de abandono del servicio militar desde hacía nueve meses, que había permanecido en los Estados Unidos. Con raras excepciones, nadie reclamó y Juárez siguió siendo reconocido como jefe incontestable de la república militante.

1 Van der Smissen á su ministro, 8 de octubre de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

2 1º de noviembre de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

3 Bazaine al emperador Napoleón, 28 de noviembre de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

Cada día era menos dudoso que Maximiliano se acercaba á la hora de la ruina. Un antiguo ministro juarista, Jesús Terán, establecido en Suiza, y que, antes de la aceptación de la corona, había tratado de disuadirle, se creyó obligado á hacerle una última advertencia: «Creo que ha llegado para el archiduque el instante de reflexionar seriamente en lo precario de su situación, y de salir de México, antes de que la fuerza de las cosas le obligue á ello. La falta de confianza en la estabilidad del imperio va en aumento y tiende á generalizarse; no está lejos el día en que ese desafecto se extienda á toda la población. Si yo estuviese en su lugar, celebraría un armisticio con el gobierno constitucional, firmaría un tratado lo más conveniente que fuese posible, despediría al ejército francés, conforme al convenio de Miramar; publicaría en fin un manifiesto explicando mi conducta y abandonaría el país, cumpliendo así la promesa hecha de retirarme luego que reconociera que mi presencia fuese contraria al voto popular»

Maximiliano no tomó de esta carta más que lo relativo á concluir con Juárez un armisticio; parecióle aquello un acto de profunda diplomacia, y contestó: «Mucho deseo entenderme con Juárez; pero ante todo debe él reconocer la resolución efectiva de la nación y es preciso que se decida á colaborar con su inquebrantable energía y con su inteligencia en la difícil obra que he emprendido. Que venga á ayudarme sincera y lealmente, y será bien recibido, como lo son todos los mexicanos» Era en verdad sorprendente la ingenuidad de aquel pobre príncipe!

Empero, por más ingenuo que fuese, se daba cuenta de las invencibles dificultades de su situación y las explicaba á Napoleón en una carta que acababa de fijar las relaciones entre ambos y las recíprocas responsabilidades: «Para desarrollar los recursos y volver fáciles los cobros, y para que esos recursos no sean en parte absorbidos, es preciso que el imperio esté pacificado. Es ése un problema á cuya solución es urgente llegar, porque la guerra arruina al tesoro mexicano, extrayéndole sesenta millones anuales. Se siente uno inclinado á creer que la formación de un ejército nacional no es posible, puesto que el mariscal, encargado de ella por un decreto firmado dos días después de mi llegada, no la ha logrado aún. Nunca me ha faltado buena voluntad para alcanzar ese fin. Solicité generales, como Brincourt, Lhérier, Delajaille, y oficiales franceses,

para emprender esa tarea; pero no pude obtenerlos, y me he visto obligado á recurrir al Gral. Thun, en quien tengo una confianza limitada. Los regimientos, los batallones, las baterías, que estaban en vía de formación, no han podido acabar de formarse, porque órdenes súbitas del mariscal han dispersado sus elementos por medio de movimientos militares divergentes. Esas han sido las causas de que no haya podido formarse un ejército nacional, como lo deseo de todo corazón. He insistido en la necesidad de una pacificación pronta, para lograr el equilibrio hacendario; pero, eso supuesto, ¿cómo explicar el regreso precipitado de las tropas á Europa, regreso que está en contradicción con la voluntad del emperador de los franceses y con los tratados que hemos firmado? Y eso se ha hecho precisamente en los momentos en que hay disidentes á dos horas de marcha de la capital! ¿Cómo explicar el sistema de enviar tropas á puntos importantes y retirarlas ocho días después, sacrificando á las personas que se habían declarado por el imperio, como se ha hecho tres veces en Monterrey, cerca de la frontera yanqui, y en Chihuahua, destruyendo la buena organización gubernamental que el Gral. Brincourt había logrado en algunos días de ocupación? Os he probado con los documentos que os he enviado, que habríamos podido en enero de 1865 no tener ya déficit, y que si lo hemos tenido ha sido sólo á causa de las operaciones de guerra. Si otras medidas han gravado el presupuesto y no han sido siempre aprobadas, ¿de dónde ha provenido la insistencia que me ha obligado moralmente á celebrar un arreglo deplorable con Jecker, sino á que he creído ingenuamente hacer un servicio á mi mejor amigo, que es el emperador Napoleón? Lo digo con franqueza á V. M., esta situación es difícil para mí, y añadido, como amigo bueno y fiel, que es peligrosa para ambos: para vos porque sufre menoscabo vuestro glorioso nombre; para mí, porque mis intenciones, que son las mismas vuestras, no pueden realizarse. Con estos procedimientos militares y hacendarios, la grande idea de la regeneración de México quedará perdida. Sin orden ni economía y con un déficit siempre creciente, no puedo gobernar. Con poblaciones cuya confianza no puede obtenerse por lo efímero de nuestra protección, no puedo hacer nada estable. Porque todos saben que, al volver los guerrilleros, los que se han declarado favorables al imperio serán fusilados sin misericordia, y todos se cui-

dan de manifestar simpatías hacia un gobierno incapaz de defender á sus súbditos.—Por otra parte, el viaje de la emperatriz, que ha ido sola á Yucatán, en donde ha encontrado la más simpática acogida, ha hecho ver que mi gobierno ha echado raíces hasta en los límites extremos del país, hasta en el corazón de los que menos se aprovechan de sus beneficios. Por eso tengo la firme intención de realizar todas las mejoras posibles. Reconozco la necesidad de reducir los gastos. Estableceré nuevos impuestos y expediré reglamentos para que el dinero de los contribuyentes ingrese con toda certeza al tesoro. Si V. M. consiente en ayudar á México durante el corto tiempo que será aún necesaria su ayuda para que esas reformas den sus resultados, no dudo que mi gobierno se ponga en pocos meses en condiciones de cumplir con todos sus deberes. Tal es la opinión del Sr. Langlais.—Pero hay otro punto acerca del cual deseo dar á V. M. una idea clara, por temor de que informes inexactos le induzcan á dictar una medida fatal. La prensa europea da á entender que V. M. tiene la intención de manifestar públicamente que, en un corto plazo, retirará sus tropas de México, por medio de un arreglo análogo á la convención del 15 de septiembre. *Debo decir á V. M. que tal declaración aniquilaría en un solo día la obra penosamente realizada con tres años de esfuerzos, y que la publicidad de esa medida, unida á la negativa de los Estados Unidos de reconocer mi gobierno, bastaría para destruir todas las esperanzas de las gentes honradas y aniquilar por siempre la confianza pública. Hay más aún: el honor del ejército francés sufriría deplorable menoscabo en la opinión de toda la América, porque se atribuiría á otros motivos tan violenta retirada.* El tiempo es un auxiliar indispensable para la regeneración de un pueblo que ha sufrido trastornos durante medio siglo, y en cuyo seno hay todavía dieciséis mil guerrilleros. La nación mexicana no desespera del porvenir, porque sabe que V. M. ha formalmente declarado que sus tropas no evacuarán á México mientras su comandante en jefe no haya pacificado al país destruyendo toda resistencia. Decirle ahora lo contrario, sería provocar la más viva alarma y exponerse á los peores resultados —Para lograr un completo acuerdo, único medio de aclarar la situación, he manifestado á V. M. mis opiniones más secretas, y le ruego me corresponda con igual franqueza, señalándome todos los errores que puedo haber cometido y dándome consejos que me enorgullecerán,

porque dimanen de la primera capacidad de nuestro siglo y de un amigo á quien he amado desde que tuve la dicha de conocerle. Para mayor seguridad, os envío esta larga epístola por conducto de un amigo fiel: el Sr. Loysel. Doy á este señor la orden de que me busque en Europa colaboradores útiles, inteligentes, como el Sr. Langlais, para que me ayuden en la pesada tarea de gobierno, puesto que éstos son los elementos que faltan á este desgraciado país, embrutecido durante tres siglos y removido hasta en sus cimientos durante los cincuenta últimos años. En México no es posible constituir un gobierno con europeos, porque eso equivaldría á desencadenar la revolución; pero sí se puede poner en el rodaje ejes como el Sr. Langlais, para que la máquina funcione con mayor regularidad y rapidez. Pero nada de eso se logrará si la dirección militar sigue sordamente una marcha contraria; los mejores elementos quedarán inutilizados, como lo han sido los Budin, los Corta, los Bonnefonds etc., etc.» (1).

La dirección militar preocupaba constantemente á Maximiliano. A causa de ella se le cometió, al día siguiente á aquel en que escribió la carta anterior, una impertinencia que aumentó su descontento. Había pedido que se purgara á México del coronel Dupin, jefe de la contra-guerrilla, cuyas severidades habían provocado numerosas rebeliones; pero Dupin había sido repuesto en su empleo. En una reunión del cuerpo diplomático, Maximiliano se acercó á Dano y le dijo: «¿Por qué está aquí Dupin? Yo escribí pidiendo que no volviera. Esta es la primera vez que se me desobedece. Decidlo de mi parte al mariscal Bazaine».

Dano se quejó y obtuvo satisfacción por esta reprimenda. Bazaine tomó la cosa con más altanería y escribió á Maximiliano: «Sire: S. E. el ministro de Francia me ha comunicado las manifestaciones de desagrado y las censuras que V. M. le ha encargado me transmita, referentes á una determinación tomada por nuestro ministro de Guerra y relacionada con la disciplina del ejército francés que me está confiada. La publicidad de ese descontento me obliga á protestar, porque un mariscal de Francia no depende más que de su soberano, y como considero esas censuras, formuladas *en presencia de todo el cuerpo*

1 Maximiliano á Napoleón, 27 de diciembre de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

diplomático, como innmerecidas, y como creo que pueden, además, menoscabar la consideración que debe tenerme el ejército y dificultar el cumplimiento de la misión que desempeño cerca de V. M., tengo la honra de participaros que serán trasmitidos á quien corresponde, manifestándole la penosa impresión que han producido en quien ha servido siempre á V. M. con celo y lealtad» (19 de enero de 1866).

VI

Cuando las quejas de Maximiliano llegaron á París, encontraron al emperador en controversia con un actor que acababa de presentarse en escena y que era preciso tomar en consideración seriamente.

Desde el primer día de nuestra expedición, el pueblo americano había dado incesantes pruebas de su simpatía hacia los republicanos de México. La carta del emperador á Forey, en que fijaba como objeto de la guerra el detener la expansión anglosajona en el Nuevo Mundo, había hecho de la expedición mexicana un negocio propio de los Estados Unidos. Aquellos sentimientos, reprimidos durante la lucha civil, hicieron explosión luego que ella terminó con el triunfo del derecho. El partido victorioso expresó con violencia su voluntad de recoger el guante que, con la carta imperial, había sido arrojado á la faz del pueblo americano. Su héroe, el Gral. Grant, excitaba á sus compatriotas á sostener, aun á costa de la guerra, la doctrina Monroe y á obligar á los latinos á que volvieran á su mundo agotado y degenerado. Dinero y voluntarios eran enviados á México. El Gral. Johnson, que había ocupado la presidencia después del asesinato de Lincoln, y su ilustre ministro de Estado, Seward, moderaban esos sentimientos, pero dándoles cierta satisfacción. Así fué como, habiéndoles dirigido una carta *el sedicente emperador de México*, como llamaban á Maximiliano, se negaron á recibirla (17 de julio de 1865); como protestaron ante Drouyn de Lhuys contra el sanguinario decreto del 3 de octubre, y como, habiéndoles éste contestado: «¿Por qué no os dirigís á Maximiliano?», Seward dijo el por qué en una

nota dirigida al embajador en París, Bigelow, y que fué leída á Drouyn de Lhuys. «La presencia, decía esa nota, y las operaciones de un ejército francés en México, la autoridad que sigue ejerciendo *por la fuerza y no por consentimiento del pueblo mexicano*, causan profunda pena á los Estados Unidos, que consideran y considerarán siempre la tentativa de establecer de una manera permanente un gobierno extranjero en México, *como condenable é impracticable*. No están dispuestos á reconocer ni á comprometerse á hacerlo más tarde, instituciones políticas contrarias al gobierno republicano con quien han mantenido durante tanto tiempo relaciones amistosas. No tengo necesidad de repetiros lo que he dicho ya acerca del deseo de conservar nuestras antiguas relaciones con Francia; pero ese deseo aumenta nuestra pena de no haber recibido del gobierno francés ninguna comunicación oficial ni oficiosa *que nos haga esperar que Francia se apreste pronto, en cuanto de ella dependa, á remover las causas de la profunda inquietud que nos inspira el desacuerdo entre ambas naciones*» (6 de noviembre de 1865).

Drouyn de Lhuys contestó con sofismas referentes al interés y á la dignidad que nos habían movido á recurrir á las armas: «¿Cuál es ese gobierno de Juárez por el que os interesáis? No tiene ejército, ni hacienda, ni administración, ni capital. ¿Quién conoce los nombres de sus funcionarios ni de sus oficiales? Su poder es una ficción» Empero, á pesar de su aparente seguridad, las observaciones perentorias de los Estados Unidos daban en que pensar al gobierno francés, que trató de establecer un acuerdo sobre las siguientes bases: «Que el Gobierno de los Estados Unidos dé alguna garantía de que no intentará oponerse á la consolidación del nuevo orden de cosas establecido en México, reconociendo á Maximiliano, y entonces no tendremos dificultad en entrar en arreglos para retirar nuestras tropas en un plazo razonable, que podremos fijar» (30 de noviembre de 1865). Esta inconsiderada proposición recibió la siguiente respuesta: «El presidente se siente feliz por la manifestación que hacéis de las buenas disposiciones del gobierno francés. Sin embargo, siento mucho deciros que *la condición propuesta es una de las que nos parecen absolutamente impracticables*. La causa real de nuestro descontento nacional estriba en que la presencia actual de un ejército francés en México, es un golpe dirigido contra la existencia de un gobierno indígena y republicano que ha sido fundado por

el pueblo y por el cual los Estados Unidos no han cesado de tener las más vivas simpatías, y en que aquel ejército haya ido con *el manifiesto propósito de destruir dicho gobierno y de establecer sobre sus ruinas un gobierno monárquico extranjero* cuya existencia en México, por más tiempo que sea tolerada, no podrá ser considerada por el pueblo americano sino como *perjudicial y amenazadora para las instituciones republicanas que se ha dado y á las cuales sigue siendo sinceramente adicto*. Deseamos sinceramente que esa gran nación, Francia, llegue á comprender que no es incompatible con sus verdaderos intereses, ni con su honor, que está colocado tan alto, abandonar la actitud agresiva que ha asumido en México, retirándose de ahí en un plazo razonable y conveniente, para dejar al pueblo mexicano el libre goce del sistema de gobierno que ha escogido y al cual ha dado *pruebas de adhesión tan decisivas como conmovedoras*. Los Estados Unidos abrigan una esperanza tanto más grande de llegar á esa solución de la dificultad, cuanto que siempre, *menos durante el transcurso de los cuatro últimos años*, cuando se preguntaba á un ciudadano americano cuál era el país de Europa que tenía menores probabilidades de enajenarse la estimación de los Estados Unidos, había inmediatamente contestado: Francia» (6 de diciembre de 1865.)

VII

Hasta entonces, el Emperador Napolón, engolfado en la corrección de las pruebas de su *Vida de César* y aletargado con la seguridad y la confianza que le infundían los informes optimistas de Bazaine, no se había dado cuenta de la verdadera situación. Pero las notas de Seward se la descubrieron de súbito. Vió netamente que la permanencia de nuestras tropas en México ocasionaría sin duda alguna la guerra con los Estados Unidos. El Congreso americano, de quien dependía la dirección de la política extranjera, era más terminante que el presidente y su ministro, y el presidente futuro, Grant, lo sería más aún. Ahora bien, la guerra con los Estados Unidos, suponiendo que el país la permitiese, significaría el gasto de miles de millo-

nes y el sacrificio de centenares de miles de hombres, sin esperanza de un éxito definitivo. Napoleón no se obstinaba contra la evidencia: colocado en la disyuntiva de sufrir una catástrofe si persistía, ó una humillación si se retiraba, optó por la humillación y se resolvió á abandonar á México.

Drouyn de Lhuys no insistió ya cerca de los Estados Unidos para obtener el reconocimiento de Maximiliano; se limitó á pedirles que no fueran á derribarle después de nuestra retirada: «Confiando en el espíritu de equidad del gabinete de Washington, esperamos que nos asegure que el pueblo americano, acatando la misma ley que invoca, observará con respecto á México una estricta neutralidad. Cuando nos hayáis comunicado la resolución del gobierno federal á ese respecto, estaré ya en condiciones de indicaros el resultado de nuestras negociaciones con el emperador (Maximiliano) para la retirada de nuestras tropas» Agregaba á esta proposición explicaciones justificativas de la intervención francesa en México. (1)

Seward contestó á esas explicaciones de una manera casi brutal: «Los Estados Unidos no han visto *ninguna prueba satisfactoria de que el pueblo mexicano haya manifestado su voluntad ni establecido ó aceptado el llamado Imperio, que se dice haber sido fundado en su capital.* Tal consentimiento *no podía ser libremente obtenido ni acogido en ninguna época en presencia del ejército francés invasor.* La Unión no reconoce, pues, ni debe reconocer en México más que á la antigua república. No puede en ningún caso consentir en comprometerse á nada que implique, sea directa, sea indirectamente, entrar en relaciones con el príncipe Maximiliano ó reconocerle. Hasta añadiré: creemos que el emperador nos ha manifestado su intención de hacer cesar el servicio de sus ejércitos en México, de llamarlos á Francia y de acatar fielmente, *sin estipulación ni condición por nuestra parte,* el principio de no intervención, acerca del cual está de hoy más de acuerdo con nosotros. En opinión del presidente, *Francia no tiene razón para retardar ni un instante la retirada prometida de sus fuerzas militares de México,* por temor de que los Estados Unidos dejen de ser fieles al principio político que he sostenido en su nombre, en cumplimiento de un deber. Washington fijó nuestra regla de conducta, y á sus indicaciones nos hemos ceñido estrictamente»

1 26 de diciembre de 1865.—NOTA DEL AUTOR.

tamente en todo el período de nuestra historia. *Un tratado formal haría surgir objeciones por no ser necesario*, y el presidente no tiene derecho de comprometer á la nación por medio de una nota diplomática que parezca un tratado, el cual exigiría la aprobación de las dos terceras partes del Senado. Quedaremos, pues, encantados cuando el emperador nos dé *noticia definitiva de la época en que podremos contar con que terminen las operaciones de Francia en México*» (12 de febrero de 1866). Así, los Estados Unidos se negaban á toda especie de compromiso, lo mismo al de la neutralidad que al de reconocimiento. Era ése un nuevo fracaso que había que agregar á la ya larga lista de los de nuestra diplomacia.

VIII

Sin esperar siquiera el resultado del último paso dado para disimular su humillación, el emperador decidió retirar sus tropas, y Drouyn Lhuys lo comunicó al ministro sucesor de Montholon: «El gobierno mexicano no está en posibilidad de suministrar los recursos pecuniarios indispensables para sostener nuestra situación militar, y ha solicitado de nosotros que tomemos á nuestro cargo la mayor parte de los gastos de su administración interior. Sus dificultades no son nuevas y ya varias veces hemos procurado remediarlas, facilitándole el arreglo de empréstitos que han puesto á su disposición sumas considerables; pero ya es imposible recurrir el crédito. ¿Qué nos queda que hacer en vista del agotamiento del tesoro mexicano y de las cargas que ese agotamiento echa sobre nosotros? En nuestro presupuesto no hay partida que nos proporcione manera de colmar tal déficit, y no pudiendo México pagar las tropas que tenemos en su territorio, nos es ya imposible sostenerlas. En cuanto á pedir á nuestro país nuevos créditos, la opinión ha manifestado ya, de irrecusable manera, que ha llegado al límite de sus sacrificios: Francia no querrá dar ya nada y el emperador nada le pedirá» (14 de enero de 1866). Y añadía otra consideración verdaderamente cruel, que debió haber hecho mucho tiempo antes: «¿Acaso el interés bien entendido del emperador,

no estaba en concordancia con las exigencias ante las cuales tenemos que inclinarnos? De todos los reproches que formulan los disidentes en el interior y los adversarios en el exterior, el más peligroso para un gobierno es el de no ser sostenido más que por fuerzas extranjeras. Sin duda el sufragio de los mexicanos ha contestado á esta imputación; pero subsiste, sin embargo, y sería útil para la causa del emperador arrebatarse esa arma á sus adversarios». Esta nota de Drouyn de Lhuys es, de todas las que envió á México, acaso la única que escribió con convicción.

Al día siguiente, 15 de enero, el mismo emperador Napoleón anunció á Bazaine lo que había resuelto: «Las dificultades que suscita incesantemente la expedición, me obligan á fijar definitivamente la época del llamamiento de nuestras tropas. El más largo plazo que puedo conceder para el regreso de nuestro cuerpo de ejército, regreso que debe verificarse en escalones sucesivos, es el año próximo. Os envío al baron Saillard para que se entienda con vos y con el emperador Maximiliano en lo referente á la ejecución de esta medida. Quisiera que la evacuación no comprometiera el poder del emperador Maximiliano. Poned, pues, los medios para organizar sólidamente la legión extranjera y el ejército mexicano. Es preciso que el emperador se muestre enérgico y encuentre en su país los recursos necesarios para erogar sus gastos».

Saillard fué, pues, á llevar á Maximiliano la noticia de su abandono. Era portador de una carta del emperador á Bazaine más explícita que la precedente: «Circunstancias más poderosas que mi voluntad me obligan á evacuar á México; pero no quiero hacerlo sin dejar al emperador Maximiliano la legión extranjera y otros elementos para sostenerse con sus propias fuerzas. Es, pues, necesario que pongáis todo vuestro celo y toda vuestra inteligencia en organizar algo perdurable en el país, con el objeto de que nuestros esfuerzos no resulten estériles. Tenéis, para llevar al cabo esa tarea, de un año á dieciocho meses. Si, por acaso, el emperador Maximiliano no tiene la energía suficiente para permanecer en México después de la salida de vuestras tropas, será preciso que convoquéis una junta y organicéis un gobierno, y que logréis, por vuestra influencia, la elección de un presidente de república cuyos

poderes duren de seis á diez años. Ese gobierno deberá naturalmente comprometerse á pagar la mayor parte de nuestros créditos. Pero es claro que sólo debéis recurrir á este medio en la última extremidad. Mi más ardiente deseo es que el emperador Maximiliano pueda sostenerse» (15 de enero de 1866).

IX.

El emperador había bien comprendido que no se podía honrosamente abandonar á Maximiliano, sino después de haberle formado un ejército. Ahora bien, ¿en qué estado se encontraba aquél en cuya reorganización se trabajaba desde hacía tres años? Escuchad á los testigos oculares.

El teniente coronel Van der Smissen escribía á su ministro en Bélgica: «No es posible que nadie en Bélgica se forme una idea del ejército mexicano; es decir, de los cinco ó seis mil bandidos que lo componen, arrieros, panaderos, que han sido del día á la mañana ascendidos á coroneles. El mismo Gral. Méndez, uno de los mejores, era hace doce años aprendiz de sastre y se le perseguía por un robo de pañuelos cometido en México. Para reunir gente, se cogía á los hombres por fuerza y se les llevaba al cuartel entre dos filas de bayonetas. Luego que se les hacía pasar por un campo de caña en que podían ocultarse, se desertaban.» Y el oficial belga daba la última pincelada á su cuadro, haciendo esta predicción: «El día en que el ejército francés se embarque, el imperio mexicano se desplomará estruendosamente».

Bazaine pensaba lo mismo: «Con respecto al ejército mexicano, el estado adjunto indicará á V. M. que su efectivo tiene ya cierta importancia; pero necesita moralizarse, adherirse á la causa que sirve, y eso no puede lograrse en un año. Es preciso también que en sus cuadros se encuentren representadas todas las clases de la sociedad mexicana y todas las razas que la componen, lo cual no ha sucedido hasta hoy. La ley de reclutamiento que acaba de promulgarse dará ese resultado si se cumple con ella estrictamente; pero es de temer que los

servar la neutralidad. Por el informe referente á las fuerzas que serán dejadas para proteger al gobierno imperial, informe que va adjunto á esta carta, el emperador podrá juzgar de la *eficacia* de esa protección armada, que, de ser apoyada con una sana política y una buena administración, me parece *suficiente con amplitud para la consolidación del nuevo imperio*. El Sr. ministro de Guerra tiene un proyecto de organización de la legión extranjera que será dejada al servicio de México, que me parece ofrecer más solidez que el que V. M. ordena que se aplique á ese cuerpo. Las noticias de la frontera del norte, como las de interior, son buenas, y si se aprovecha bien este año, *tengo toda la razón para creer que la resistencia armada no tendrá la menor importancia en 1867*. Tocaré al gobierno mexicano hacer lo demás y será el único responsable de sus faltas; puesto que V. M. habrá hecho por él cuanto ha sido posible. La noticia del regreso del cuerpo expedicionario á Francia ha inquietado á unos y satisfecho á otros; pero los ánimos se calmarán cuando comprendan con qué prudencia V. M. ha trazado la línea de conducta que hay que seguir para que la evacuación sucesiva no comprometa la obra de la intervención francesa» (1).

X.

Maximiliano estaba ausente de México al llegar Saillard, y fué en el campo donde recibió la carta de Napoleón. El mismo día de su regreso á la capital, su ministro de Relaciones Extranjeras, D. Martín del Castillo, envió á Dano una nota concebida en términos poco convenientes y que contenía acusaciones personales y alusiones intolerables, que fueron retiradas.

La irritación de Maximiliano era extrema: amenazaba recurrir á los medios más desesperados y lo menos que pedía era que, si se realizaba la evacuación, su situación quedase definida en una convención que no fuese la de Miramar, la cual le imponía obligaciones que estaban fuera del alcance de los recursos de México. Por último, se negó á entrar en negociaciones con

1 Bazaine á Napoleón, 26 de febrero de 1866.—NOTA DEL AUTOR.

Saillard y contestó con palpitante altivez al mensaje de Napoleón III: «Recibí, por conducto del Sr. Saillard, la amable carta de V. M. fechada en 15 de enero de 1866 y me permito contestarla con entera franqueza. V. M. se cree obligado por una presión súbita, á no poder observar los tratados solenes que ha firmado conmigo no hace todavía dos años, y me lo participa con una sinceridad que no puede menos de honrarle. Soy demasiado amigo de V. M. para querer ser, directa ó indirectamente, causa de que corráis algún peligro, vos ó vuestra dinastía. Os propongo, pues, con cordialidad igual á la vuestra, que retiréis inmediatamente vuestras tropas del continente americano. Por mi parte, teniendo mi honor como único guía, trataré de arreglarme con mis compatriotas de una manera leal y digna de un Hapsburgo, y pongo mi alma y mi vida al servicio de mi nueva patria. Estoy profundamente agradecido por la dolorosa simpatía que V. M. me manifiesta con motivo de la muerte del rey mi padre, y os ruego aceptéis las seguridades de los sentimientos de alta estimación y de sincera amistad con que quedo etc., etc.» (1).

Saillard partió sin haber podido negociar con el emperador y llevando una carta de Bazaine en que aconsejaba que se arreglara la evacuación sin cuidarse de Maximiliano y sin entenderse con él: «Creo que es preciso proceder sin el consentimiento de la corte de Maximiliano, cuya mala voluntad, fundada en injustas recriminaciones, no está lejos de la ingratitud. En consecuencia, estimo que, cumpliendo con todos los compromisos, la evacuación del cuerpo de ejército puede operarse en tres escalones poco más ó menos iguales: el primero en noviembre de 1866, el segundo en marzo de 1867 y el tercero en diciembre de ese mismo año. El primero será de seis mil hombres y llegará á Francia á fines de diciembre ó en los primeros días de enero, antes de la apertura de sesiones del Cuerpo legislativo. Desde el punto de vista militar, *el país está pacificado como no lo ha estado nunca*. Toca, pues, al gobierno terminar la obra por medio de una política mejor y de una severa administración de sus recursos. Por lo demás, el emperador Maximiliano parece creer que después de la partida de las tropas francesas, toda la nación mexicana se agrupará compacta en derredor de su trono (!),

1 Maximiliano á Napoleón, 18 de febrero de 1866.—NOTA DEL AUTOR.

puesto que la presencia de un ejército extranjero sólo sirve de pretexto á los verdaderos patriotas para mantenerse alejados de él (!!!). Mientras más tiempo permanezcamos aquí, menos esfuerzos hará el gobierno mexicano para consolidarse. Está, por otra parte, dispuesto á usar mientras pueda de los recursos que V. M. deje á su disposición, considerándolos como pago de una deuda que Francia ha contraído con México. Ahora que la cuestión americana está hecha á un lado, no hay que vacilar, porque la gratitud que obtendríamos prolongando esta situación, ya no sería proporcionada á los beneficios de V. M.» (1)

El estado anexo á esta nota era pura fantasmagoría. De los cuarenta y tres mil doscientos cincuenta y nueve hombres y doce mil quinientos sesenta y ocho caballos á que hacía ascender el efectivo del ejército mexicano, había que deducir, por no tener valor ninguno, las fuerzas rurales móviles, que estaban listas para pasarse al lado de Juárez; es decir, quince mil quinientos quince hombres y cinco mil novecientos ochenta caballos. No se podía contar sino muy poco con las tropas auxiliares, que no eran ni más valientes ni más leales que las fuerzas rurales móviles, y que ascendían á nueve mil doscientos setenta y seis hombres y dos mil seiscientos cuarenta y ocho caballos. Las únicas tropas completamente sólidas eran las austriacas: seis mil cuatrocientos noventa y tres hombres y mil trescientos ochenta y tres caballos, y las tropas belgas: mil ciento veintinueve hombres. Con buena voluntad, podía contarse con las tropas mexicanas permanentes: seis mil ciento ocho hombres y mil quinientos cuarenta y tres caballos. Esas fuerzas útiles, arrojaban un total de trece mil setecientos treinta hombres y dos mil novecientos veintiséis caballos; pero sumadas con las inútiles, se llegaba á veintitrés mil seis hombres y cinco mil seiscientos setenta y cuatro caballos.....Y no había en las arcas del erario con que pagar ese ejército!

La responsabilidad ministerial habría sido entonces un recurso serio para Napoleón. Desde que hubiese estado convencido de la necesidad de dar fin á la expedición de México, no importa cómo, habría incontinenti despedido á Rouher y á Drouyn de Lhuys, y llamado á Larrabure, á Buffet ó á cualquier otro ministro de la mayoría contraria á la expedición. Estos nuevos

1 Bazaine á Napoleón, 1º de marzo de 1866.—NOTA DEL AUTOR.

ministros no habrían tenido que desautorizar nada ni que entrar en componenda alguna, y sin que su dignidad ni la de su soberano se resintiesen, habrían tomado inmediatamente el único partido posible: traer á Francia á Maximiliano. Pero como las instituciones no permitían esa práctica todavía, Napoleón III, solo y visible responsable, se encontraba en un extremo embrazo. ¿Podía él mismo destronar al príncipe á quien había ido á buscar á Miramar y cuya aceptación del trono había logrado con tanta dificultad? ¿Cómo Rouher, con toda su facundia, podía borrar el recuerdo de sus frases enfáticas, no olvidadas por nadie, y referentes á *aquel gran pensamiento del imperio* y á *la gloria inmortal que iba á dar al emperador*? En vista de estos inconvenientes, fué preciso proceder más al sesgo y con mayor doblez que como se había procedido desde el principio de la expedición, obrar con más astucia, desmentir con mayor frecuencia las palabras con los actos, y el último episodio de esta triste aventura fué más lamentable que los precedentes, que tanto lo habían sido. Se había empezado mal y se terminaba peor.

XI. (1)

El discurso con que abrió el emperador el período de sesiones de 1866, fué sin duda uno de los más tranquilamente optimistas que pronunció. Acerca del asunto de México manifestó una gran confianza: «Nuestra expedición toca á su fin. Me estoy entendiendo con el emperador Maximiliano para fijar la época del llamamiento de nuestras tropas. La emoción producida en los Estados Unidos por la presencia de nuestro ejército en el territorio mexicano, se calmará en vista de la franqueza de nuestras declaraciones».

La discusión de las enmiendas propuestas á la contestación á ese discurso por el Cuerpo legislativo, fué precedida en el Senado por interesantes sesiones. En una de ellas, el mariscal

1 Parágrafo formado como el XI del capítulo I.—NOTA DEL TRADUCTOR.

Forey pronunció un deplorable discurso referente á México. Olvidándose de que un soldado no debe insultar á aquéllos ha quienes ha vencido, trató á los valientes generales que le habían resistido, González Ortega, Porfirio Díaz y demás, de bandidos y de hombres sin honor. No obstante, tuvo el valor de decir la verdad de la situación, y haciéndose eco de los informes que sus antiguos oficiales le enviaban de México, en medio de una multitud que no hablaba más que de evacuación y de disminución de efectivos, afirmó que, si queríamos terminar nuestra obra, no era en la evacuación en lo que debíamos pensar, sino en el envío de nuevas tropas y en nuevos sacrificios de dinero (10 de febrero de 1866).



CAPITULO VIII.

La evacuación de México

I

Si la evacuación de Roma abría hacia el porvenir inquietantes perspectivas, sin ofrecer dificultades en el presente, en éste, sobre todo, ofrecía dificultades la de México. El deseo del emperador de dar fin á una expedición temerariamente emprendida, flojamente dirigida y que no le proporcionaba sino disgustos, se había convertido en una impaciencia febril, y hostigaba á Bazaine con instrucciones insuficientemente explícitas. El 15 de enero de 1866 le había comunicado su resolución de que se retirara, dándole los más amplios poderes; el 16 le escribía: «Estando decidida en principio la evacuación, es preciso que se verifique de manera que sea lo menos perjudicial posible para el gobierno de Maximiliano, á quien deseo sostener mientras pueda. Es necesario que, hasta la partida de las tropas, toméis resueltamente, vos y el Sr. Langlais, la dirección de los negocios, es decir, del ejército y de la hacienda pública; porque es necesario, para que el imperio pueda sostenerse, que la hacienda y la fuerza armada estén organizadas de manera de ofrecer un apoyo seguro (!!).....Quisiera que la legión extranjera alcanzara un efectivo de quince mil hombres, disolviendo las tropas auxiliares austriacas y belgas é incorporando los soldados y cuadros que escojáis á aquella legión, que será pagada por el tesoro francés hasta el día de la evacuación completa. Las tropas mexicanas deberán quedar reducidas á un mínimum y reorganizadas con cuadros franceses si se encuentran suficientes voluntarios para ello. Redu-

cidos así los gastos, *las aduana más importantes deberán ser entregadas á la administración francesa.* Para aumentar los ingresos, será preciso devolver al clero sus bienes que no hayan sido enajenados y aquéllos que lo hayan sido fraudulentamente, abandonando al gobierno una parte de los bienes restituidos. Pero otra medida simplificará más las cosas: *volver al sistema federal*, dividiendo á México en ocho ó diez Estados, cada cual con su representación propia y ligados todos con el centro con lazos bastantes débiles. Así conservará el emperador las aduanas, el ejército, la política extranjera, pero quedará exonerado de la administración de los Estados, y habrá creado, en el centro de ese vasto país, un foco de civilización que irradiará hacia los extremos. Para asegurar el reembolso de lo que hemos adelantado y el interés de los empréstitos, conservaremos largo tiempo aún la administración de las aduanas, la mitad de cuyos productos se nos abonará. Sería ventajoso dejar todavía *durante varios años algunos miles de hombres* cerca de Veracruz, de Tampico y otros puertos. El Sr. Langlais comunicará al emperador mis instrucciones, que pueden resumirse así: regresar lo más pronto posible, pero hacer antes todo lo que dependa de nosotros para que la obra que hemos fundado no quede destruída al día siguiente de nuestra retirada».

Con la misma fecha, Fould completó estas instrucciones: «La cuenta abierta al gobierno mexicano en los libros de nuestro tesoro queda cerrada; es decir, que ya no se suministrarán fondos para el pago de haberes, ni para el sostenimiento del ejército mexicano, ni para proveerlo de víveres y armamento. Esos gastos deberá hacerlos directamente el gobierno de México en todos los lugares del territorio».

Y para ayudarle á soportar esas cargas se pedía á ese gobierno que renunciara á la parte más segura de sus ingresos, al producto de las aduanas! Tales órdenes equivalían á decir: «Le cortaréis la cabeza á Maximiliano matándole lo menos posible». Porque, en efecto, la idea de volver al sistema federal, debida, según parece, á Persigny, habría significado la ruina irremediable del imperio, puesto que ese sistema constituía la esencia del gobierno de Juárez; y era todavía más imposible desautorizar la liquidación, ya terminada, de los bienes del clero.

II

El anuncio de la evacuación fué seguido de acontecimientos que demostraron la necesidad de la ocupación en los momentos en que iba á cesar.

El comandante Briant había partido de Parras la noche del 28 de febrero de 1866 con trescientos infantes y un centenar de jinetes, para atacar á los liberales, que se habían hecho fuertes en el rancho de Santa Isabel, detrás de unas paredes de adobe protegidas por dos cañones. A las cuatro de la mañana se lanzó al ataque, seguido por una compañía; pero fué aniquilado, y el resto de su destacamento lo fué igualmente al intentar socorrerle. Sólo sobrevivieron algunos jinetes mexicanos, que, huyendo á carrerra abierta, fueron á Parras á anunciar el desastre. Pocos días después, en el camino de México á Veracruz, la misión belga encargada por Leopoldo II de notificar á su hermana, la emperatriz Carlota, su advenimiento al trono, fué atacada en las alturas de Río Frío por diez bandidos que hirieron á cuatro de los viajeros.

Al recibir las instrucciones de Napoleón del 16 de febrero, Bazaine indicó que las relativas á los bienes del clero y al establecimiento del sistema federal eran irrealizables, y se ocupó en ejecutar las otras. Obtuvo de Maximiliano que redujera su lista civil á seiscientos mil pesos, realizó otras reformas y tapó el gran agujero que querían hacer en la hacienda mexicana los tenedores de los bonos Jecker. Por último, preparó, aunque sólo por escrito, la organización de la legión extranjera. Maximiliano adoptó el proyecto con modificaciones, nombrando jefe de ella al Gral. Neigre, y Bazaine escribió al emperador Napoleón: «Sólo la situación de la hacienda pública obscurece, á mi juicio, el porvenir de este país.» De todas estas organizaciones y reorganizaciones desconfiaba Maximiliano. Mientras más avanzaban, más sentía la necesidad de la ocupación francesa, su única salvación. Envió primeramente á Paris á Almonte, que era «lo mejor que había en México» según decía; después, al comandante Loysel, su antiguo jefe de gabinete, encargándoles á ambos que pidieran la prolongación indefinida de la ocupación y una

atenuación del tratado de Miramar. Manifestaba, además, su voluntad de dar á oficiales franceses preponderancia en su gobierno y de apresurar la organización de la legión extranjera, y creó batallones escogidos llamados *cazadores*.

Pero paralizaba estas reformas la falta de dinero. Las tropas vivían en medio de privaciones, consumiendo los exiguos recursos de las localidades, ó imponiendo préstamos forzosos, ó contrayendo deudas. Nada producían los nuevos impuestos. La muerte de Langlais (febrero de 1865), cuya capacidad inspiraba confianza, había aumentado la confusión. La bancarrota era inminente. Ya, en febrero, Bazaine había ordenado que el tesoro del ejército francés entregara al gobierno mexicano catorce millones, y había recibido por ello censuras llegadas de París. Sin embargo, en su creciente miseria, Maximiliano convocó á un consejo privado á sus ministros, al mariscal y á Dano, sucesor de Langlais.

«Expuso, escribió Bazaine á Napoleón, que era imposible para su gobierno seguir administrando, si Francia no le ayudaba pecuniariamente durante algunos meses, dándole tiempo para poner en práctica la nueva organización hacendaria; que se vería obligado á recurrir á medios contrarios á los intereses franceses, como, por ejemplo, conceder á los americanos el tránsito por el istmo de Tehuantepec, aceptando proposiciones que á ese respecto se le habían hecho; y que, finalmente, tendría forzosamente que adoptar una política que podría acarrear complicaciones de que no quedaríamos satisfechos. No fuí engañado ni atemorizado por este lenguaje violento, y sólo cedí convencido de que era necesario ayudarle, pero á costa del menor sacrificio posible. Opinaron como yo Dano y Maintenant y quedó decidido que un subsidio mensual de cincuenta mil pesos, en lugar de ochocientos mil que pedía, le sería suministrado por el pagador en jefe hasta nueva orden de V. M.» Esta concesión de Bazaine permitió vivir aún y continuar los interminables proyectos de reorganización del ejército. El menor defecto de éste era componerse de la hez de la población: servir al imperio era considerado como cosa poco honrosa. Maximiliano quiso dignificar al ejército, reclutándolo por medio del sorteo. Pero se preparaba á dictar esas medidas, cuando, con la violencia y causando el pavor del rayo, llegó el Mo-

nitor Oficial del 5 de abril, en el cual se fijaban las fechas de la evacuación.

Habiendo Bazaine aconsejado á Napoleón III (10 de mayo de 1866) que arreglara la evacuación «sin cuidarse de Maximiliano y sin entenderse con él, en tres escalones poco más ó menos iguales: el primero en noviembre de 1866, el segundo en marzo y el tercero en diciembre de 1867», el emperador había adoptado ese plan y hecho anunciar la evacuación en el *Monitor* en los términos en que Bazaine la había propuesto. Autorizó también á éste para regresar á Francia «transmitiendo el mando al Gral. Douay, quien se encargaría de emplear los dieciocho meses que quedaban, en organizar de la mejor manera posible los contingentes extranjeros y el ejército mexicano; y decía además al mariscal, en la carta en que le daba tal autorización: «Os repito con insistencia que es preciso, tanto para vuestra gloria como para la mía, proceder de manera que, después de la partida de nuestras tropas, el gobierno del emperador pueda mantenerse y vivir con sus propias fuerzas. No necesito deciros cuán dichoso me sentiré de veros y de manifestaros de viva voz toda mi gratitud por vuestra conducta en México» (12 de abril de 1866).

El ministro de Guerra, Randon, dió mayor presición á la orden imperial: «El emperador os autoriza para regresar á Francia con la división que inicie el movimiento. Hasta podéis, si lo juzgáis oportuno, apresurar vuestra partida, y para daros completa libertad de acción, os envió la comunicación que confiere al Gral. Douay el mando de las tropas. Dicha comunicación no está fechada; fechadla vos mismo cuado decidáis abandonar á México. No creo necesario añadir, mi querido mariscal, que el emperador, siempre satisfecho de vuestros servicios, os reserva en Francia una posición que estará en consonancia con el rango que ocupáis en el ejército, y que será la merecida recompensa de lo que habéis hecho en México.»

III

Los Estados Unidos habían sido los primeros en recibir tales noticias. Su gobierno se irritó por la indicación de los esca-

nes sucesivos. Seward creyó que era deber suyo no dejar ignorar que ese prolongamiento de la intervención, aun dentro de un período limitado, era visto con inquietud por la masa del pueblo americano y acaso hasta por su gobierno: «Habiendo Francia resuelto retirar sus tropas en un plazo de dieciocho meses, no me parece fuera de probabilidad que encuentre conveniente y compatible con sus intereses abreviar ese plazo. Entretanto, el gobierno americano, aunque ello no esté del todo conforme con sus sentimientos y sus costumbres nacionales, sostendrá en pie un ejército de observación en la margen septentrional del río Bravo» (1). Drouyn de Lhuys contestó dignamente: «El gabinete de Washington no espera sin duda que le hagamos más declaraciones que las que le hemos hecho espontáneamente. Las consideraciones del Sr. Seward no podrían ejercer influencia alguna para modificar los plazos y las condiciones del regreso de nuestras tropas, del cual sólo puede juzgar el gobierno del emperador. Si al gobierno federal le conviene sostener al norte del río Bravo un cuerpo de observación, no tenemos que discutir la oportunidad de esa medida, por más que á nosotros nos parezca inútil y él mismo la encuentre desusada» (2).

En México, la confirmación oficial de la evacuación, que se preveía sin estar seguro de ella, produjo un efecto más violento que en los Estados Unidos: se llegó al pánico. Se vió por tierra al imperio; comenzaron las defecciones; las bandas republicanas engrosaron y pareció tan inminente la catástrofe, que los buitres salieron de sus nidos para distribuirse los trozos del cadáver. Santa Anna fué á Nueva York en busca del apoyo de los Estados Unidos; González Ortega, que, en su calidad de presidente de la Suprema Corte, pretendía ser el presidente legal desde la expiración de los poderes de Juárez, preparó un pequeño ejército. Por todas partes la anarquía, la confusión, la incertidumbre, la ansiedad!

A Bazaine no le contrarió su llamamiento. Aunque no podía desear que se interrumpiera la brillante existencia casi regia que llevaba en México, y de la cual gozaba sobre todo su joven esposa, contestó al emperador: «Me siento muy feliz de que V.

1 25 de abril de 1866.—NOTA DEL AUTOR.

2 7 de junio de 1866.—NOTA DEL AUTOR.

M. tenga á bien llamarme á Francia; me embarcaré con el primer escalón en el transcurso de octubre. Las expresiones tan afectuosas de V. M. han hecho palpar mi corazón, cuya gratitud sólo se apagará con el último latido. La política agresiva de los Estados Unidos, especialmente en estos últimos días, no dejará de ocasionar complicaciones graves á este pobre país, cuando sólo cuente con sus propias fuerzas: es ése el único peligro formal para este joven imperio». Algunos días antes, el único peligro serio era la hacienda pública! Pero no señalaba el único verdadero peligro: la rebelión popular, rebelión que aumentaba á tal grado, que él mismo, renunciando á luchar contra ella, ya no le disputaba el país y sólo pensaba en aperebirse contra un ataque posible de los americanos, asegurando el regreso de sus tropas, concentradas en ciertas grandes líneas de operación.

Maximiliano se quejó de esta estrategia para preparar su abandono, é instó al mariscal, por medio de una carta tan imperativa como si fuese escrita á uno de sus generales, «para que tuviera la bondad, como jefe de su ejército, de dar sus órdenes para que Chihuahua fuese tomada de nuevo, para que Juárez saliera de ahí y quitar todo pretexto á la intervención americana. Aunque estas órdenes fuesen contrarias á su plan, Bazaine accedió á darlas. El comandante Billot, enviado á Chihuahua, hizo que Juárez volviese á dirigirse á Paso del Norte; dejó establecida en la ciudad fuerza suficiente para rechazar cualquier movimiento ofensivo, y se retiró dejando ahí mil doscientos mexicanos. Pero estos imperialistas no supieron defenderse: fueron derrotados; la ciudad volvió á caer en manos de los juaristas, y Bazaine se negó á emprender de nuevo una expedición inútil. «No es la presencia de Juárez en Chihuahua, contestó á Maximiliano, la que le proporciona el apoyo de los americanos: es la aversión que éstos sienten contra el imperio establecido á sus puertas» El gobierno francés aprobó la conducta del mariscal.

En el norte, las cosas iban de mal en peor. La situación de Mejía en Matamoros se había vuelto deplorable: la ciudad, agotada por los impuestos y no teniendo los recursos de la aduana, no podía bastarse para el mantenimiento del cuerpo de ocupación; los soldados desertaban en masa, y los que quedaban eran pobres diablos extenuados física y moralmente. Por

orden de Douay, Mejía había enviado á Olvera, con una columna austro-mexicana, al encuentro de un convoy de víveres que llegaba de Monterrey. El vigilante jefe del ejército republicano, Escobedo, sorprendió á dicha columna: los austriacos resistieron heroicamente; pero sus auxiliares los mexicanos gritaron en medio del combate: ¡Viva la Libertad! y les obligaron á rendir las armas. Matamoros, rodeado por cinco mil enemigos, defendido por algunos centenares de combatientes, capituló á instancias de sus habitantes, que no querían verse expuestos á los horrores de un sitio (23 de junio). Mejía y su pequeña tropa salieron de la ciudad con armas y bagajes.

Esta pérdida de una plaza importante disminuía los exigüos recursos de Maximiliano y daba á los republicanos una base de operaciones que les ponía en comunicación segura y fácil con los Estados Unidos. Ella ocasionó el levantamiento de toda la costa hasta los alrededores de Veracruz, y Monterrey fué amenazado. Pero el efecto moral fué más considerable que el éxito material. Por todo el territorio se propagó el *Sálvese quien pueda*. La guarnición de Parras, que había permanecido fiel después del desastre de Briant, se pasó al enemigo, y hasta en el ejército francés hubo deserciones.

IV

El 26 de junio de 1866 el correo llevó á Maximiliano un nuevo desengaño: el fracaso de la misión de Almonte. Este había visto á Napoleón III y luego á Drouyn de Lhuys, sin obtener nada de ellos, y sólo después de varios días de espera, en que había parecido que se le olvidaba, había recibido, en contestación á sus demandas, una nota dura en que los reproches iban seguidos de inexorables negativas: «El gobierno francés tiene la pena de sentirse obligado á manifestar la sorpresa que le han causado tales comunicaciones. Francia ha cumplido hasta con exceso los compromisos que contrajo, sin haber recibido más que de manera incompleta las compensaciones que se le habían prometido. El gobierno francés ha facilitado la conclusión de empréstitos que debían sacar de em-

barazos al tesoro mexicano, y sin embargo, los gravámenes que hemos aceptado sólo han sido compensados con saldos ilusorios de cuentas. Hemos dado consejos amistosos; pero la resistencia sistemática de los consejeros de S. M. el emperador Maximiliano, se manifiesta en todo lo que se refiere á los intereses de Francia. Para qué recordar cuántos esfuerzos ha sido necesario hacer para lograr una insuficiente reparación de los daños y perjuicios sufridos por nuestros nacionales, mientras se han satisfecho sin discusión las reclamaciones inglesas, encontrando recursos para pagar, sin demora y al contado, créditos dudosos y no exigibles. Después de haber, en todas las circunstancias, señalado al gobierno mexicano la necesidad de proveer por sí mismo á su propia conservación y de haberle varias veces declarado que el concurso que le prestábamos, sólo lo tendría mientras cumpliese estrictamente con los compromisos correlativos contraídos con nosotros, hemos hecho que se expongan las imperiosas consideraciones que nos impiden pedir á Francia nuevos sacrificios y nos deciden á llamar á nuestras tropas. El emperador Napoleón ha lamentado encontrar formuladas, en el proyecto de tratado sometido á su gobierno, proposiciones que ya hemos rechazado varias veces, alegando para ello poderosas razones. Después de tantas explicaciones francas, completas y leales del gobierno francés, es penoso tener que darse cuenta de la persistencia de las ilusiones que inspiraron ese proyecto. Es imposible aceptar, ni poner siquiera á discusión, las proposiciones traídas por el Gral. Almonte. Será preciso consentir en una nueva convención» (31 de mayo de 1866).

Esta convención nueva consistía en dedicar al pago de los gastos corrientes y de las deudas anteriores, la mitad del producto de las aduanas, ya gravado con el 24 p^o que se le tomaba para el pago de las reclamaciones inglesas, y recientemente disminuído por la pérdida de Matamoros. «Si esta combinación era aceptada por Maximiliano, los plazos fijados para la retirada sucesiva de las tropas serían mantenidos, y el mariscal debía, de acuerdo con el emperador, dictar las medidas necesarias para que la evacuación se efectuara en las condiciones más favorables para la conservación del orden y la consolidación del poder imperial. Si, al contrario, nuestras proposiciones eran rechazadas, considerándonos libres de todo compro-

miso, ordenaríamos al mariscal que procediera con toda la diligencia posible á la evacuación de México por nuestras tropas, sin tener en cuenta más que las conveniencias militares y las consideraciones técnicas, que quedaban sujetas á su criterio.» Este ultimátum iba acompañado de una carta del mariscal Randon á Bazaine, en que le notificaba que el ministro de Hacienda le prohibía que accediese á la solicitud de anticipos de dinero. Además, en previsión de las resoluciones extremas que podía tomar Maximiliano, se autorizaba al mariscal para que aplazara su regreso.

Se ponía, pues, á Maximiliano en la imposibilidad de sostenerse: *se le cortaban los víveres*, como se dice vulgarmente. Eso equivalía á decirle de una manera bastante clara: «Nos habéis colmado la medida. Abdicad!» Tal fué, en efecto, su primera idea, la cual fué aprobada vivamente por un joven oficial de la marina francesa, que estaba á su servicio. Leoncio Détroyat, inteligencia clara y corazón fogoso, le escribió: «No es ya posible forjarse ilusiones: la caída de V. M. está prevista y resuelta. Quedaréis abandonado. Es mil veces preferible caer dignamente. Abdicad!» La emperatriz Carlota no dejó que prevaleciera en su espíritu este sabio consejo.

La infeliz mujer había perdido la felicidad doméstica en su nuevo imperio: su marido la abandonaba y se decía por todas partes que de sus frecuentes estadas en Cuernavaca, en momentos en que su presencia en México era requerida por los negocios públicos, podía mejor que nadie dar la explicación una joven mexicana, de la cual acababa de tener un hijo. Herida también en su ambición, la emperatriz veía, con esa intuición de la mujer superior, que, apenas partieran de México los franceses, la corona que tanto había deseado se rompería en mil pedazos, y que el príncipe á quien había tan imperiosamente forzado á aceptarla, se hundiría en el abismo de una catástrofe final. Vivía solitaria y ahogando en un silencio huracán las aprensiones y los dolores que la torturaban, y se la veía pasar por las fiestas de la corte como una sombra trágica, que sólo desarrugaba el ceño adusto para derramar favores y beneficios. «Es imposible, dijo á su esposo, que el emperador Napoleón abandone y se abandone á sí mismo faltando á su palabra. Todos esos protocolos diplomáticos son fríos y no persuaden.

Yo iré, le hablaré, le expondré la verdad que se le oculta, y como tiene un corazón generoso, me escuchará».

La noble mujer partió el 9 de julio de 1866. Se había tropezado desde luego con la dificultad de encontrar dinero para el viaje: se tomaron sesenta mil pesos de los fondos destinados á proteger á México en caso de inundación. En Puebla, despertó á media noche y pidió que la llevaran á visitar al subprefecto. En Veracruz, no habiendo encontrado en el muelle más que un bote francés, se negó á embarcarse en él y sólo accedió á hacerlo cuando nuestro pabellón fué reemplazado con el mexicano.

El viernes 13 de julio subió al paquebot *Emperatriz Eugenia*. Llevaba, para presentárselo á Napoleón III, un largo memorial redactado por el mismo Maximiliano. Ese memorial podía resumirse así. «Me he prestado á todo lo que el gobierno francés ha exigido de mí; he dado plenos poderes á los agentes hacendarios que me ha indicado; he encargado al mariscal de la reorganización de un ejército. Si, pues, la pacificación del país, sin la cual toda reforma es imposible, no se ha realizado, hay que atribuirlo á la negligencia del mariscal, quien, por su inacción durante un año, ha acabado por dejar que los disidentes se hagan dueños de la mitad del país, lo cual habría podido evitar aplicando medios de acción rápidos y resueltos» (1).

V

Bazaine había salido de México (2 de julio de 1866) y unídose al ejército del norte con una brigada de dos escuadrones de cazadores y una batería. Iba á inspeccionar las regiones más amenazadas por los Estados Unidos y á dictar las últimas disposiciones para el regreso del cuerpo expedicionario.

Maximiliano, irritado y enfermo, no le recibió antes de partir. No fué ése sino un acceso pasajero de mal humor. Ya fuese para facilitar las tentativas de la emperatriz en la capital de Francia, ya fuese para dificultar nuestra retirada comprome-

Véase Niox, pag. 380.—NOTA DEL AUTOR.

tiéndonos más, su política volvióse más afrancesada. Sin el consentimiento del mariscal, nombró al intendente general Friant ministro de hacienda y al Gral. Osmont ministro de guerra (26 de julio), permitiéndoles que conservaran sus cargos en nuestro ejército. Llevó su condescendencia hasta firmar la convención referente á las aduanas, á la cual se había resistido porque la consideraba como la ruina definitiva de su hacienda. Cedió al gobierno francés la mitad de los productos de las aduanas marítimas y aceptó que fuesen administradas por agentes franceses (30 de julio), dejando á Napoleón que fijara la época en que debía esa cesión surtir sus efectos.

Las disposiciones militares que dictaba Bazaine no correspondían, sin embargo, á sus concesiones, y eso le inquietaba. El mariscal había ordenado que todas las tropas se replegaran, que Durango fuese abandonado y evacuados Monterrey (26 julio) y Saltillo (5 de agosto) y después Tampico (7 de agosto). Mejía se había rehusado á dirigirse á este puerto porque ahí reinaba el vómito; la plaza entre cuyos defensores se contaban doscientos hombres de la contra-guerrilla, fué entregada por los mexicanos, y los doscientos franceses apenas tuvieron tiempo de refugiarse en el fuerte, de donde fué á sacarles el comandante Cloué. La pérdida de Tampico era un terrible golpe para la causa imperial, porque le quitaba una parte importante de recursos y daba á los republicanos una posición estratégica excelente, desde la cual amenazaban á la vez los Estados de México, de Puebla y de Veracruz.

Este retroceso, seguido del abandono de tantas plazas principales, envalentonó á los republicanos: ocupaban las ciudades abandonadas, ejercían requisiciones y represalias, perseguían á las tropas francesas luego que las sabían disminuídas, aunque dispersándose luego que las veían fortificadas. Filibusteros americanos, pasando la frontera, les llevaban armas, municiones, arneses, refuerzos; las tropas auxiliares mexicanas se les pasaban en medio del combate; las austriacas se negaban á obedecer á los oficiales mexicanos y las belgas á los franceses. Cundía por todas partes la desertión.

No se trataba ya de *pacificar á México antes de nuestra partida*, como lo había recomendado Napoleón III. Bazaine, á pesar de esas extrañas recomendaciones, no se ocupaba sino en concentrar su ejército para asegurar su regreso. Ordenó, en términos

severos, á sus jefes, dispersos por distintos rumbos, que no hicieran ningún movimiento importante sin su orden y que no dividieran su efectivo en columnas ni se retiraran de las grandes líneas de operación.

A cada paso hacia atrás que daban nuestras tropas, Maximiliano dirigía reproches y quejas al mariscal. Después de la caída de Tampico, su carta terminaba simplemente con la *expresión de su benevolencia*, y en ella le exigía que le comunicara sus planes. El mariscal se los expuso sin reticencias: iba á establecer más acá de Monterrey y Saltillo una línea fuerte, fácil de defender, separada de la antigua por un verdadero desierto en que los enemigos no podrían encontrar recurso alguno. Eso equivalía á una negativa de recobrar lo perdido y á una confirmación del movimiento de retirada.

El mariscal rechazó también otra proposición insidiosa de Maximiliano. Este, bajo pretexto de desplegar la energía que tanto se le había aconsejado, había declarado en estado de sitio algunas porciones del territorio y preguntado á Bazaine que pensaba de la opinión de sus ministros, que querían hacer extensiva esa medida á todo el territorio. Como el estado de sitio transmitía todos los poderes á las autoridades militares, el mariscal se habría así encontrado investido de la dictadura y eso habría unido nuestra suerte á la de Maximiliano. Bazaine vió el peligro y se apartó de él por medio de una carta notable: «El estado de guerra, dijo, suministra todas las facilidades suficientes para una acción eficaz, si en lugar de expedir decretos, se toma la resolución de obrar. Por lo demás, no conviene que pese sobre el ejército francés, en los momentos en que va á retirarse, la odiosidad consiguiente á los rigores inevitables del estado de sitio» (10 de agosto).

Maximiliano, abandonado por los liberales y por los franceses, tomó entonces una determinación imprevista: se volvió hacia aquel partido conservador-clerical que le había llamado, del cual se había separado y que era el único que en esos momentos de angustia estaba dispuesto á unir su suerte á la suya. Llamó al ministerio á Lares (amigo de Monseñor Labastida), que se rodeó de clericales perfectamente reconocidos, y nombró su secretario particular al Padre Fischer, que había vuelto de Roma, adonde había ido á negociar un concordato (15 de septiembre de 1866).

Todo el mundo conviene en que el Padre Fischer era un hombre de una inteligencia notable y de una inmoralidad igual á su inteligencia. Alemán de origen, llegado á México como colono, había sido sucesivamente pasante de notario, buscador de oro y, finalmente, convertido, secretario del obispo de Durango; lo cual no le había impedido robarse á una mujer casada ni escaparse con la criada de su obispo. Pero santo es todo lo que hacen los santos: el ardor político del Padre Fischer hizo olvidar sus *travesuras* y, recomendado por respetables personajes, se presentó á Maximiliano; cuya confianza supo captarse.

Mas con el gabinete clerical, lo mismo que con el ministerio liberal, las arcas del erario permanecían vacías. Un impuesto de 15 p 8 sobre los bienes del clero nacionalizados, había sido decretado; el reclutamiento no daba resultados por medio del sorteo y había sido preciso recurrir de nuevo á la leva, contando así únicamente con soldados que era preciso vigilar de día y de noche, lo mismo en el cuartel que durante el combate. Se les alimentaba casi exclusivamente con café y azúcar, á causa del bajo precio de ambas mercancías, y cuando se quejaban se le suministraba trescientos varazos. Esta operación se efectuaba acostando al delincuente en medio de un cuadro formado por un batallón, y los cabos, uno después de otro, le aplicaban el castigo mientras la banda tocaba y los tambores y clarines metían el mayor ruido posible para ahogar sus gritos.

VI

Esta «agonía en lo imposible», que decía Bazaine, no podía prolongarse más tiempo. Una sola y última esperanza quedaba: la misión de la emperatriz. Pero Maximiliano, el 3 de octubre, supo que había fracasado, por una carta de Napoleón III: «Mi señor hermano: He recibido con gusto á la emperatriz Carlota, y sin embargo, me ha sido muy penoso no poder acceder á sus solicitudes. Llegamos á un momento decisivo en los asuntos de México y es preciso que V. M. tome una resolución heroica: ha pasado la época de las medias tintas. Comienzo por declarar á V. M. que desde hoy me es *imposible* dar á México ni

un escudo ni un hombre más. Sentado esto, trátase de saber cuál será la conducta de V. M. ¿Podrá sostenerse con sus propias fuerzas ó se verá obligado á abdicar? En el primer caso, mis tropas permanecerán, como está convenido, hasta 1867; en el segundo, será preciso tomar otras medidas. V. M. debería redactar un manifiesto en el que explicara la noble ambición que le movió á aceptar el mandato ofrecido por una gran parte del pueblo mexicano, señalando en seguida los obstáculos insuperables que le obligan á renunciar á la empresa. Si tal hicierais, sería necesario que aprovecharais la presencia del ejército francés para convocar una representación nacional y hacer que ésta eligiera un gobierno que prestara garantías de estabilidad. V. M. debe comprender cuán penoso me es entrar en semejantes detalles, pero ya no podemos forjarnos ilusiones: es preciso de todo punto que la cuestión mexicana, en lo que se refiere á Francia, quede definitivamente resuelta. Ruego á V. M. crea que haré siempre lo que de mí dependa para darle pruebas de la ardiente simpatía que me inspira, y para suavizar los pesares que tienen necesariamente que afligirle en estos momentos difíciles. Renuevo, pues, á V. M. la expresión de mi alta estima y sincera amistad etc., etc.» (20 de agosto de 1866).

Otra carta del mismo día, del emperador Napoleón, aclaraba á Bazaine la significación de la dirigida á Maximiliano, en términos aún más precisos: «Es necesario que Maximiliano se sostenga por sí mismo, sin más apoyo que el de la porción del ejército nuestro que permanecerá hasta 1867, ó que abdique, y entonces nuestras tropas regresarán todas en febrero». Eso era lo que había obtenido la emperatriz Carlota!

Al desembarcar en San Nazario (14 de agosto), la emperatriz no había encontrado en el muelle á ningún personaje oficial, porque los que habían sido comisionados para recibirla se habían equivocado y la esperaban en otro lugar. En París, en vez de alojarla en las Tullerías, se la había preparado un departamento en el Gran Hotel. La emperatriz Eugenia primeramente, y después Drouyn de Lhuys, la habían visitado desde luego, pero había tenido que esperar muchos días para que el emperador, que estaba en Saint Cloud, enfermo, la recibiera. Háblele entregado al fin su memorial, mostrándose insinuante, suplicante, y amenazante por último. —«Abdicaremos!» había exclamado, creyendo asustar así al emperador. —«Abdicad!», había éste con-

testado fríamente. Entonces había comprendido que nada tenía que esperar. De París se había dirigido á Roma, con objeto de obtener del papa el concordato que debía reconciliar á Maximiliano con el clero de México; y ahí, en el Vaticano, había perdido la razón y abismándose en la incurable demencia en que debía desde entonces vegetar.

Sin esperar siquiera las resoluciones que tomara Maximiliano bajo la impresión del fracaso de su mujer, Napoleón III, al recibir la noticia de la pérdida de Tampico, envió la orden de suspender los embarques parciales del ejército, que habían comenzado, decidiendo que el regreso se efectuara en junto en la primavera de 1867. La evacuación escalonada propuesta por Bazaine habría sido practicable si se hubiese podido dejar un fuerte ejército nacional en el país, pacificado; pero en las condiciones en que estaba México, evacuarlo de ese modo habría sido una temeridad desastrosa. Un regimiento, que se había ya embarcado, regresó á tierra, cesó todo embarque parcial y Bazaine recibió orden de permanecer en México hasta que viera partir al último soldado. Fuéle notificada, además, la severa censura, inserta en el *Monitor Oficial* del 14 de septiembre de 1866, á que había dado margen la entrada en el ministerio mexicano de Osmont y de Friant y la orden que se les había dado de renunciar inmediatamente sus carteras. Era ésa una gran pérdida para el gobierno mexicano, al que habían ya prestado notables servicios aquellos dos oficiales inteligentes y activos.

VII

Los americanos, que habían considerado como perjudicial para sus buenas relaciones con Francia la presencia de los dos oficiales franceses en el gabinete mexicano, vieron con disgusto que se retardara hasta la primavera de 1867 la evacuación que debía comenzar en octubre de 1866. Su ministro Bigelow no se contentó con interrogar á Moustier (1), sino que se dirigió al mis-

1 En octubre de 1866, el marqués de Moustier se había hecho cargo de la cartera de Relaciones Extranjeras, que había sido renunciada en agosto por Drouyn de Lhuys, quien había sido reemplazado interinamente por La Valette.—NOTA DEL TRADUCTOR.

mo Napoleón. Este le aseguró que no había en modo alguno renunciado á retirar sus tropas, que sus últimas disposiciones habían sido dictadas por consideraciones exclusivamente militares, y que si acaso se había omitido comunicar todo eso al presidente de los Estados Unidos, había sido porque tal resolución la había tomado Napoleón estando ausente su ministro de Relaciones Extranjeras, pero que la nota dirigida á Bazaine estaba redactada con toda claridad, para que su contenido fuera conocido desde luego en Washington; y añadió que había aconsejado á Maximiliano que abdicara y que acababa de enviar á México á su ayuda de campo el Gral. Castelnau para que le convenciese de que era necesaria tal abdicación (2).

Bigelow ya no dudó de que el emperador obrara de buena fe, ni de que su consejo diera por resultado inmediato la abdicación, porque «semejante consejo, decía, dada la situación subalterna de Maximiliano, equivale á una orden» (8 de noviembre de 1866). Con la misma convicción, el presidente Johnson acreditó á Campbell y á Sherman cerca de Juárez, ordenándoles que se dirigieran á Chihuahua ó á la ciudad en que residiera. Inviéstóseles de plenos poderes para interponer sus buenos oficios y conferenciar con los partidos ó sus agentes, prohibiéndoles sólo que estipularan algo con los comandantes franceses, ni con Maximiliano, ni con quien quiera que contrarrestara á la administración del presidente de México. Por lo demás, los ojos de los americanos no estaban vueltos solamente del lado de Francia. Habiéndose sabido en Washington que un cuerpo de voluntarios se organizaba en Trieste para ir á México, notificaron al gobierno austriaco que si ese cuerpo no era licenciado, llamarían á su embajador. Y los voluntarios fueron licenciados.

2 Entre los documentos sometidos al Congreso americano se incluyó una nota del 23 de noviembre de 1866 muy dura é inaceptable para nuestra dignidad. Moustier escribió á Bertemy con fecha 27 de diciembre de 1866: «Esa nota no había sido enviada para que nos fuese comunicada y *no lo fué*; por eso no tuvimos ocasión de refutar sus argumentos poco equitativos en el fondo y poco comedidos en la forma, lo cual nos habría sido muy fácil» —NOTA DEL AUTOR.

VIII

Maximiliano contestó con altivez la carta en que Napoleón III le comunicaba sus negativas á las súplicas de la emperatriz Carlota: «Cumplo con un grato deber expresando á V. M., así como á la emperatriz, mi profunda gratitud por la amabilidad con que habéis tenido á bien recibir á mi esposa. En una carta que acaba de escribirme, ella me participa cuánto la ha conmovido la simpática acogida que recibió de VV. MM. En lo que toca á la parte política de vuestra carta, mi conciencia no me permite aún contestar de una manera decisiva. Mi posición me impone deberes que me obligan á pensar maduramente en la línea de conducta que debo seguir y de la cual depende el bienestar de todos aquéllos que me son adictos. Cualquiera que sea la suerte que me reserve el porvenir, V. M. podrá siempre contar con mis más vivas simpatías y mi inalterable adhesión» (8 de octubre).

Por el mismo correo, Bazaine, haciendo suyas como siempre las ideas de su soberano, le escribía: «En mis relaciones con el emperador Maximiliano, he hecho lo posible por iluminarle haciéndole, con toda lealtad, ver que el país se separa del imperio incesantemente. El no lo cree, porque las personas que le rodean le adulan asegurándole que cuenta con el amor de la raza indígena. Pero ahora que los hechos hablan con una brutalidad que huele á revolución social, ya no quedan esperanzas de consolidar el imperio mexicano, porque ni el emperador ni su corte, numerosa por cierto, tienen ni la energía ni otras cualidades necesarias» (8 de octubre).

La noticia de la locura de la emperatriz Carlota llegó poco después de enviadas á su destino esas cartas. Contestando á las manifestaciones de condolencia que le dirigió Bazaine, Maximiliano le escribió: «Me han conmovido hondamente las frases de consuelo que me habéis escrito y por ellas os envío la expresión de mi más profunda gratitud. La terrible desgracia que me han anunciado las últimas noticias, así como el mal estado de mi salud, minada por la fiebre intermitente, que se ha agravado naturalmente en estos días, hacen necesario, se-

gún opinan mis médicos, que me traslade á un clima más sano. Confío, con la mayor confianza, en que vuestro tacto sabrá mantener el orden y la seguridad en la capital y en los demás puntos que están ocupados por las tropas que están bajo vuestro mando. En estas dolorosas y difíciles circunstancias, cuento más que nunca con la lealtad y la amistad de que me habéis dado constantes pruebas. Vuestro muy afectuoso.....» (20 de octubre).

Maximiliano partió, en efecto, para Orizaba. Muchas circunstancias indicaban que ese viaje era el preludio de la abdicación: todos los objetos precisos del palacio imperial habían sido expedidos hacia Veracruz, en donde la fragata *Dandolo* estaba lista para hacerse á la mar. Tanto lo llegaron á creer los ministros conservadores, que, alarmados, dijeron que darían su dimisión colectiva si el soberano salía de México. Bazaine les intimó que permanecieran en sus puestos, amenazándoles con medidas coercitivas si no obedecían, y ellos, asustados, se quedaron. Entonces, Bazaine envió un recado á Maximiliano, que esperaba en Chapultepec, diciéndole. «Podéis partir: me encargo de conservar el orden». Siendo la abdicación de Maximiliano el fin que se perseguía, el mariscal habría procedido mejor no reteniendo á los ministros, interesados en impedir aquella abdicación.

El 21 de octubre, á las dos de la mañana, Maximiliano tomó el camino de Orizaba sin pasar por México y rodeando. Iba acompañado del Padre Fischer, del coronel Kodolisch y de su médico el Dr. Bash. Al atardecer, escribió á Bazaine de la hacienda de Zoquiapa: «Me propongo depositar mañana en vuestras manos los documentos necesarios para dar fin á la situación violenta en que me encuentro y en que se encuentra también todo el país. Entre otras muchas cosas, me preocupan tres, y quiero descargarme de la responsabilidad que me corresponde. Deseo, 1º, que las cortes marciales cesen de tener intervención en los delitos políticos; 2º, que la ley de 3 de octubre sea de hecho revocada; 3º, que ya no haya persecución ninguna por causas políticas y que cesen toda clase de hostilidades. Quiero, en consecuencia, que llaméis á los ministros para convenir con ellos en las medidas necesarias para realizar esos tres puntos, sin que tenga el público conocimiento de las intenciones que os

he manifestado al principio. No dudo que añadiréis esta nueva prueba de verdadera amistad á todas las que me habéis dado, por lo cual os envío la expresión de mi gratitud, al mismo tiempo que la de mi estimación y amistad. Vuestro muy afectuoso.....» (21 de octubre).

A poca distancia de la hacienda, en Ayotla, el emperador se cruzó con el personaje que iba á desenlazar aquellas complicaciones: el Gral. Castelnau. Había llegado á Veracruz, procedente de París, el 12 de octubre y se dirigía á México. Supo por el coronel Kodolisch que en una de las piezas de la detestable hostería en que descansaba, se albergaba Maximiliano, pero se le dijo que su médico había ordenado que no se turbase su reposo y guardaba su puerta. Castelnau se limitó á hacer que fueran presentados á S. M. sus respetos y le envió la manifestación de la pena que le causaba su enfermedad; y poco después, desde una ventana de la hostería, vió que Maximiliano, con ligereza y agilidad, subía á su carruaje y seguía su camino.

Los procedimientos de este príncipe en la crisis que comenzaba entonces, fueron extraños, incoherentes. No supo ya tomar ninguna resolución viril después de maduras reflexiones ni perseverar en ninguna de las que tomaba. Agitada, vacilante, inconsistente, contradictoria, su conducta fluctuaba entre la sinceridad y el disimulo, mostrándose ora caballeroso, ora camastrón, causando á veces lástima, á veces impaciencia, y acabando por no saber él mismo lo que quería. Todo eso no sólo se explicaba por el desequilibrio de su inteligencia, por el enervamiento de su voluntad y por su falta de clarividencia, sino también por el estado de su salud, seriamente alterada desde hacía tiempo. La fiebre intermitente y la disenteria le minaban en efecto; no salía de su postración sino durante ciertos accesos de exaltación febril, provocados ó agravados por su costumbre de beber constantemente, á pequeños sorbos, vino del Rin. El abandono de su protector, la demencia de su esposa, el desastre de su hacienda, el aniquilamiento de su ejército, las perspectivas tenebrosas que descubría por todas partes, habían al fin arrancado de su espíritu toda energía, y así era como se dirigía á Orizaba.

IX.

El general de brigada Castelnau, ayuda de campo del emperador, llegaba de París provisto de los más amplios poderes, para obrar con la misma autoridad con que habría obrado Napoleón en persona. Había sido acreditado cerca del mariscal por medio de la siguiente carta: «Me ha parecido útil enviaros á un oficial general de mi propia casa, y que tiene toda mi confianza, con la misión de haceros conocer mis intenciones: ese oficial es el Gral. Castelnau, á quien he dado á conocer, de la manera más extensa, mis ideas acerca de la línea de conducta política y militar que deberá ser seguida en México, tanto por vos como por las autoridades francesas civiles y diplomáticas. Los poderes de que he creído necesario investirle, le dan derecho para conocer en mi nombre de todas las medidas que se tomen y para intervenir en las deliberaciones que precedan á esas medidas. Me ha parecido indispensable hacer que esté presente en todo, como quisiera estarlo yo mismo, porque *para ingerirse en los grandes negocios, nada hay peor que conocerlos imperfectamente.*» Si esa carta no hubiera dicho más, no habría dejado duda de que su significación era ésta: «Me inspiráis poca confianza; me repugna llamaros; daos cuenta de mis deseos y regresad espontáneamente á Francia.» Eso habría equivalido á aplicar al mariscal el mismo procedimiento que se aplicaba á Maximiliano; pero el emperador añadía: «Por lo demás, la intervención del general no tiene por objeto paralizar vuestra libertad de acción, ni destruir ni amenguar vuestra responsabilidad para conmigo; ésta sigue siendo tan completa como lo es mi confianza en vuestro tacto político y en vuestra alta capacidad militar.»

Así, el mariscal estaba obligado á obedecer al general, y sin embargo, seguiría considerándosele como libre y responsable! Esta carta contradictoria indica las perplejidades de Napoleón, de las cuales no sabía librarse por medio de una decisión enérgica. Por cada correo le llegaban de las diferentes porciones del ejército, quejas contra Bazaine. El Gral. Félix Douay, cuya capacidad, y cuya rectitud estimaba en mucho, no escatimaba las in-

ventivas. Napoleón III seguía persuadido de que el mariscal le había prestado servicios y de que sería cosa grave separarle del mando de un ejército cuya retirada estaba preparando; pero creía prudente sujetarle á observación. Por eso tomaba esta medida indecisa: no le llamaba, como él había solicitado, y le ponía bajo la férula de un general de brigada de toda su confianza.

Si el mariscal hubiese tenido la rigidez y la alteza de un Mac Mahon y si Castelnau hubiese sido presuntuoso, la situación creada por esa carta no habría durado cinco minutos. Pero el mariscal era dócil, sabía acomodarse á las exigencias de la disciplina, como buen soldado, y el general, dotado de tanto tacto como inteligencia, benevolencia y penetración, no era hombre capaz de abusar de sus ventajas. Bazaine le recibió con una cordialidad algo forzada; pero, tranquilizado por sus explicaciones, se manifestó más franco con él y hasta le ofreció un departamento en su palacio y un lugar en su mesa. Pero el general prefirió vivir independiente.

Castelnau procuró desde luego averiguar la situación física y moral del ejército. «Desde hace tres años, escribió al emperador, estas tropas han recorrido México, yendo de las tierras calientes á las frías, del golfo de las Antillas al Pacífico, sometidas á todos los azares de la guerra. Si su disciplina estuviese menos relajada, no cabe duda de que sería éste el mejor de los cuerpos de ejército; pero es visible que estas tropas anhelan descansar. No hay un solo soldado que ignore que los esfuerzos del ejército han sido infructuosos, y ante este triste resultado, todos se sienten fatigados y se quejan. Su fracaso les humilla y acusan de él á sus jefes. Los oficiales están aún más desanimados que los soldados, y el deseo de poner fin á esta larga y penosa campaña es más vehemente en el cuerpo expedicionario que en el espíritu de V. M. Debo, no obstante, decir que en los momentos difíciles, el sentimiento del honor y el del deber se imponen á nuestros soldados sobre cualquiera otra consideración.

«El regimiento extranjero está muy lejos de valer lo que la antigua legión; es, sobre todo, muy inferior á los regimientos franceses. Una parte considerable de los hombres que lo componen se han alistado con el único objeto de pasar gratuitamente de Europa á América, y luego que la ocasión se les presente desertan en masa. En Matamoros y en las regiones del río Bravo, ha llegado á haber en un solo día ochenta desercio-

nes, y los casos de deserción aislados son incesantes, no sólo durante las marchas, sino en las guarniciones y hasta en la capital. Por eso en cada guerrilla enemiga hay desertores del regimiento extranjero. Por otra parte, los oficiales franceses se niegan casi todos á servir en México después de que el ejército francés se haya llevado su bandera. Estoy persuadido de que si este cuerpo de ejército quedara aislado, perdiendo sus oficiales y dejándosele en México, muy pronto, en este medio malo, se volvería tan malo como las mismas tropas mexicanas. Los austriacos y los belgas disminuyen día por día, y están condenados á desaparecer por completo aunque el emperador se rehusase á abdicar, puesto que ya no es posible esperar que un nuevo reclutamiento llene los huecos que van quedando en esas tropas auxiliares. Además, no tienen cohesión ni disciplina, están mal administradas y peor mandadas, adolecen de todos los vicios propios de los mercenarios extranjeros, y, cordialmente detestadas por los mexicanos, sin distinción de partido, lo son especialmente por los disidentes, que las han derrotado en casi todos los encuentros. Ahora están reducidas, poco más ó menos, á seis mil austriacos y ochocientos belgas.

«Cuanto al ejército mexicano llamado regular, está en un estado tal de desorden y de disolución, tan miserablemente compuesto, tanto en lo que ve á los soldados como en lo que ve á los oficiales, que no es posible tener en él confianza alguna. Diariamente y por todas partes hay en sus filas nuevas defecciones, pronunciamientos nuevos. Es raro que esas tropas se sostengan frente al enemigo, y muy frecuente que se pasen á él durante la acción. Cuando están en marcha, sus columnas se deshacen en cada etapa, á tal grado que, después de algunos días de caminar, apenas llega un puñado de hombres á su destino. La mayor parte de los oficiales han sido improvisados, lo mismo que en las numerosas revoluciones del país, y, sin instrucción, sin experiencia, sin moralidad y sin honor, son, por todos conceptos, dignos jefes de sus soldados. Debo añadir que el ejército mexicano recibe sus pagas irregularmente y que su mala administración abre la puerta á todos los abusos, á todas las malversaciones y á los derroches más ruinosos. Entre las tropas imperiales, las únicas algo sólidas son las bandas ó contra guerrillas sostenidas con subvenciones del gobierno, por diversos jefes, poderosos, enérgicos y osados, á quienes el interés, la simpatía por la causa monárquica ó el sentimiento re-

ligioso, han hecho formar parte del ejército conservador. Pero esas bandas, poco numerosas, mal equipadas y mal armadas, están diseminadas aquí y allá, en toda la superficie del país, y su influencia sólo se hace sentir en un pequeño radio de acción. Son, por otra parte, muy independientes y se niegan á entrar en combinación con el ejército regular. En vano el mariscal se esforzaba últimamente, quizá demasiado tarde, por reconstituir este ejército incorporándole oficiales y hombres de las tropas francesas, austriacas y belgas. La fusión de estos elementos diversos para formar los batallones de cazadores, de reciente creación, ha dado resultados deplorables» (1).

A Castelnau parecióle que la evacuación, punto esencial de su tarea, se preparaba bien. «Se opera, dijo, tan rapidamente como es posible» (2). No tenía, pues, á ese respecto, nada que objetar, nada que prescribir, y no le restaba más que ocuparse en la parte política de su misión. Dos cosas le parecieron desde luego evidentes: 1ª, que la causa de Maximiliano estaba condenada, perdida, y que su abdicación era tan urgente como nuestra retirada, quizá más; 2ª, que, caído Maximiliano, luego que fuera indudable que nos retiraríamos, Juárez quedaría como único dueño de la situación. «No es probable que Juárez, que desde hace unos años lucha contra nosotros, sin haber desesperado jamás, y que está en vísperas de obtener un éxito favorable, renuncie á los beneficios de su laborioso triunfo, ni que consienta en aceptar condiciones de un enemigo á quien ya no teme» (3).

Por lo demás, esa era la opinión universal. El coronel Bressonnet, cuyas cartas son lo más notable que se ha escrito acerca de la expedición de México, había ya dicho: «Veo la opinión general pronunciarse día por día en favor de Juárez; es cosa indudable para mí, que, después de nuestra partida, él volverá á ser el jefe de este país. Debemos procurar que Juárez, juez en última instancia, se interese por nuestros nacionales y por los mexicanos que se han adherido al imperio: tratar con cualquiera de sus adversarios políticos ó hasta con uno de los suyos que no estuviera debidamente autorizado por él, sería exponernos á

1. Informe del 28 de octubre de 1866. —NOTA DEL AUTOR.

2. *Ibidem*. —NOTA DEL AUTOR.

3. *Ibidem*. —NOTA DEL AUTOR.

una catástrofe inminente. Bien sé que el gobierno francés no puede ponerse en relación con Juárez; sin embargo, como es notorio que es el único que puede darnos las garantías que tenemos que reclamar, será preciso recurrir á él. Sólo que, en vez de hacerlo directamente, habrá que buscar algún sesgo. Juárez no es lo que se cree en Francia, en donde se le difama; como mexicano, tiene todos los defectos de su raza, pero pocos de sus compatriotas tienen sus cualidades: es desinteresado, está siempre pronto á hacerse á un lado si lo exige el interés de su país, y nada tiene de sanguinario. Ha proclamado ya, exceptuando sólo á algunos mexicanos demasiado comprometidos, una amnistía general en las provincias sometidas hoy á su poder. Procura restablecer el orden y que vuelva á reinar la confianza. Es cierto que sus instrucciones no son obedecidas; pero no puede hacérsele responsable del estado de anarquía en que se encuentra México: cualquier otro obtendría menos de los numerosos jefes á quienes sólo guía el interés personal» (1).

Castelnau, que sin duda habló con el coronel Bressonnet, adoptó estas ideas y hasta escogió al hombre que representaría, aunque no ostensible ni oficialmente, á Juárez: Lerdo de Tejada. «Dotado de una gran inteligencia, de un buen carácter, de una energía que no excluye ni las costumbres suaves ni el espíritu conciliador, decía el general, Lerdo me parece ser el hombre que ofrece mayores garantías y el que debe ser aceptado por Juárez más fácilmente. Se me pinta á Juárez como una especie de antiguo romano, animado del más firme y ardiente patriotismo y siempre dispuesto á hacer á su país el sacrificio de su ambición personal. Si este retrato es fiel, será menos difícil de lo que temo lograr que Juárez permanezca en la inactividad y en la sombra en el momento en que abdique Maximiliano» (2). El general contaba también con la intervención ó con los buenos oficios de los Estados Unidos.

Así, la expedición que había tenido por objeto desembarazar á México de aquél Juárez cuyo nombre no podía sin horror pronunciar Rouher, no encontraba, para terminar honrosamente, otro medio que tratar con Juárez ó con uno de sus amigos! Y para obtener esta humillante salvaguardia, se contaba

1 27 de octubre de 1866.—NOTA DEL AUTOR.

2 Informe del 23 de octubre de 1866.—NOTA DEL AUTOR.

con el concurso de los Estados Unidos, á cuya ambiciosa expansión se había ido á poner coto!

En París, esta capitulación no pudo ser aceptada. Se excitó á Castelnau para que se dirigiera á uno de los adversarios de Juárez, á González Ortega, en cuyo favor se creía tener el apoyo de los Estados Unidos. Pero Castelnau supo que González Ortega estaba desacreditado por su incapacidad política y su inmoralidad personal. Era, según parece, «un libertino de baja ralea, que estaba encenegado en los vicios y carecía de todas las cualidades necesarias para desempeñar el papel que se le reservaba, y para el cual no contaría jamás con el apoyo de los Estados Unidos». Estos, precisamente, como él hiciera en esos momentos preparativos militares para contrarrestar la administración de Juárez, le habían hecho aprehender y encarcelar.

No pudiendo, pues, tratarse sino con Juárez ó con uno de sus amigos, la atención de nuestros plenipotenciarios se fijó un instante en Porfirio Díaz, cuya personalidad comenzaba á elevarse por encima de todos sus compañeros de armas. Porfirio Díaz no pensaba de otra manera que los demás auxiliares de Juárez. Fortalecidos por sus éxitos, no teniendo interés alguno en contemporizar con un enemigo de quien ya no tenían nada, todos se habrían negado á entrar en un arreglo poco digno, que pareciese una retractación de la conducta que habían observado hasta entonces. Se habría, sin duda, logrado que Juárez, con ó sin intervención de los Estados Unidos, concediese garantías en favor de nuestros nacionales y de los imperialistas, pero jamás el reconocimiento de los créditos cuyo cobro había costado al país tanta sangre y devastación.

Por fortuna, Maximiliano, al rehusarse á abdicar, libró al gobierno francés de la humillación de entregarse á merced del *ex-bandido* Juárez.

X

El emperador había continuado, á cortas jornadas, su viaje hacia Orizaba, prefiriendo, para alojarse, las casas de los curas. Mientras almorzaba en Acultzingo, le fueron robadas las ocho

mulas blancas de su carruaje, y este incidente le demostró hasta qué punto se había logrado *la pacificación*. En Orizaba, el partido clerical había organizado una ovación en su honor, y para que tuviese un carácter exclusivamente nacional, dejó detrás su escolta francesa, sin la cual, empero, no habría podido dar un paso entre sus leales súbditos. Pasó algunos días en la ciudad y ahí recibió las más tristes noticias.

Un batallón de cazadores, compuesto de sesenta franceses y doscientos cincuenta mexicanos, había salido de la ciudad de Oaxaca en persecución de una tropa enemiga que se decía se encontraba á corta distancia. Trabada la acción, los imperialistas mexicanos, al primer tiro, se habían vuelto contra los franceses y, matándolos casi á todos, pasado al enemigo. Entonces había sido enviada para socorrerles una columna austriaca de mil doscientos hombres; pero, sabedor Porfirio Díaz de este movimiento, había reunido á sus tropas diseminadas, avanzado á marchas forzadas para adelantarse á la columna de auxilio, derrotado á los austriacos, quitádoles su artillería y vuelto sobre Oaxaca. La plaza, reducida al último extremo, había capitulado el 20 de octubre. Díaz había hecho fusilar á los mexicanos, ordenado que se tratara bien á los franceses y enviado á Bazaine el sable del comandante Testard, muerto en la batalla de la Carbonera. Después de éstas, recibió Maximiliano del mariscal la noticia de que agentes franceses ocuparían, á partir del 1° de noviembre, la aduana de Veracruz (25 de octubre).

Tales acontecimientos no eran á propósito para disuadirle de su idea de abdicar. Se retiró á la hacienda de Jalapilla, cercana á Orizaba, para tomar una resolución con toda madurez. Como era bueno, comenzó por interrogar á nuestros agentes acerca de las medidas que habría que tomar contra la anarquía y el desorden que ocasionaría su partida. Diéronsele las más formales seguridades: todas las plazas y todo el material de guerra serían entregados á las autoridades mexicanas, á quienes se prevendría oportunamente; las tropas francesas seguirían protegiendo á los funcionarios y á las poblaciones adictas, en las zonas ocupadas por aquéllas, pero sin emprender nuevas expediciones. Maximiliano exigió que se asegurase la suerte de los auxiliares austriacos y que se le pusiese en situación de cum-

plir los compromisos que pesaban sobre su caja particular, especialmente el contraído con la familia Bazaine (1).

Los plenipotenciarios franceses le concedieron casi todo cuanto pedía (16 de noviembre), con excepción de lo referente á Bazaine, cuyo nombre no se pronunció, prometiendo sólo que, en caso de que no bastaran los fondos del gobierno imperial, se trataría de que lo que faltara fuese pagado por el *nuevo gobierno de México*. Eso equivalía á vender la piel de un oso no matado aún: á Maximiliano parecióle mal que así se abriese su sucesión antes de su muerte política.

Entretanto el padre Fischer se esforzaba por disuadir al príncipe de su proyecto de abdicación. Prometíale el apoyo del partido clerical, todavía todopoderoso, que le suministraría hombres y dinero, asegurándole que la presencia de los franceses era el único obstáculo para que los mexicanos le manifestaran su adhesión, pero que se la prodigarían luego que, terminada la intervención, apareciese como un soberano nacional. El cónsul inglés, Scarlett, que pasaba por ahí dirigiéndose á Veracruz, secundó estos consejos; Miramón y Márquez, recién llegados, añadieron el ofrecimiento de su espada. Por último, le llegó una carta, fechada en Bruselas y que el público había leído en los periódicos americanos antes que la leyera el príncipe [2], y en la cual Eloin le instaba para que no cediese á las indicaciones francesas: «Tengo la convicción de que el abandonar la partida antes del regreso del ejército francés, será considerado como un acto de debilidad; y teniendo el emperador su poder por el voto popular, el pueblo mexicano, libre de la presión de una intervención extranjera, es á quien debe apelar nuevamente y á quien debe pedirle el apoyo material y los recursos indispensables para subsistir y progresar. Si este llamamiento no es escuchado, entonces V. M., habiendo cumplido hasta el fin su noble misión, regresará á Europa con

1. Según Gaulot, ese compromiso consistía en la promesa de comprar á la mariscal el palacio de Buena Vista en medio millón de francos. Después de la evacuación, Juárez se apoderó de ese palacio y lo puso en venta.—NOTA DEL AUTOR.

2 Eloin había dirigido su carta, bajo doble sobre, al *Cónsul de México en Nueva York*, olvidando que ahí había dos cónsules: el de Maximiliano y el de Juárez, y que éste era el único reconocido oficialmente. Fué á éste entregada la carta, y abierta, leída y comunicada á la prensa antes de ser enviada á su destino.—NOTA DEL AUTOR.

todo el prestigio que á su partida le rodeaba, y, en medio de los acontecimientos importantes que no tardarán en surgir, podrá desempeñar el papel que por todos conceptos le corresponde.....Al atravesar el Austria, he tenido ocasión de convencerme del descontento general que ahí reina. Nada se ha hecho aún; el emperador está desanimado, el pueblo se impacienta y pide públicamente su abdicación. Las simpatías hacia V. M. se propagan ostensiblemente por todo el territorio del imperio; en Venecia hay un partido que quiere aclamar á su antiguo gobernador» (1).

Ni el P. Fischer, ni Miramón, ni Márquez, ni la carta de Eloin, lograron disuadir, sin embargo, á Maximiliano de su idea de abdicar y regresar á Europa. El capitán Pierron, su secretario, telegrafaba con fecha 19 de noviembre: «Acabo de tener una larga conferencia con el emperador. S. M. no volverá á México; va á abandonar el país». Miramón también lo atestiguaba. Con fecha 12 del mismo mes decía: «Hablé hoy con el emperador y le encontré decidido á abandonarnos». El equipaje de Maximiliano había sido enviado á Veracruz en donde lo esperaba el *Dandolo*. Sólo faltaba celebrar el último arreglo: la organización de un gobierno estable que protegiera á los imperialistas. Maximiliano invitó á Bazaine para que fuese á Orizaba, porque creía que con pocas palabras todo quedaría arreglado satisfactoriamente, y al mismo tiempo convocó al presidente de su Consejo de Ministros y al Consejo de Estado, para dictar las últimas disposiciones.

Todo parecía, pues, terminarse según los deseos de Napoleón III: Maximiliano iba á partir. Pero de un día á otro se operó un cambio completo: no partirá, se dijo; no dejará á esos franceses, que quieren deshonorarle después de haberle traído, el cuidado de organizar un gobierno que reemplace el suyo; se pondrá en relación directa con la nación mexicana, la interrogará; si ella desea que permanezca, permanecerá, y si prefiere volver al sistema republicano, tratará con Juárez, sin preocuparse con los intereses ni con los créditos de Francia. En consecuencia, en vez de seguir su camino hacia Veracruz y de enviar á Castelnau noticia de su embarque, iba á esperar en Ori-

1 17 de septiembre de 1866.—NOTA DEL AUTOR.

zaba á Bazaine y á sus consejeros, para darles nuevas instrucciones (1).

El fracaso de Castelnau fué completo. Lo ha atribuido, por despecho, á maniobras del mariscal. Pero se ha engañado. Cualesquiera que hayan sido aquéllas, no podían tener tanta influencia, como no la habían tenido las instancias del partido conservador, las intrigas del Padre Fischer y de Miramón, las excitativas de Eloin. Ese cambio fué debido á una carta de la madre de Maximiliano, la archiduquesa Sofía, que le había llegado por el paquete americano arribado á Veracruz el 20 de noviembre

Francisco José, cuando, después de Sadowa, se dirigía de Schœnbrunn á Viena, había sido recibido con gritos de ¡*Viva Maximiliano!* Palabras comprometedoras, que habían repercutido en la carta de Eloin, eran atribuídas al archiduque, y «tenía diez razones á falta de una para sospechar de su hermano y estar resentido contra él» (2). Su madre le comunicaba esas cosas; le decía que «se encontraría en Austria en una situación ridícula y degradante; que se le recibiría mal, ó mejor dicho, que no se le recibiría mientras se empeñase en llevar el título de emperador, mientras no volviese á su modesta posición de agnado austriaco, la cual no era, por cierto, seguro que obtuviese; que era preferible que se sepultara bajo los muros de México, antes que aparecer como una víctima de la política francesa». (3). Y hé aquí por qué Maximiliano no llegó á Veracruz, adonde sólo llegó su equipaje.

XI

Dano había dicho á Castelnau:—«Desconfiad del mariscal; temo que haga fracasar todas nuestras combinaciones. Todos

1 Carta del 18 de noviembre de 1866.—NOTA DEL AUTOR

2 BEUST, *Memorias*. Tomo I. cap. X.—NOTA DEL AUTOR.

3 Kératry es el único, entre los numerosos escritores que han tratado de la expedición de México, que ha hablado de esa importante carta de la archiduquesa Sofía. El Gral. Castelnau, mejor informado, me ha contado que cartas de Viena, que le anunciaban que su hermano le prohi-

los medios serán buenos para él, siempre que den por resultado prolongar su permanencia en México, en donde le retienen particulares intereses». Castelnau, incrédulo al principio, había llegado poco á poco á adquirir la misma convicción. «No quiso que Bazaine fuese á Orizaba, por temor de que tuviese con Maximiliano una entrevista privada y se uniese á sus consejeros para impedir su abdicación, traicionar los intereses franceses y favorecer los suyos propios» (1). Manifestó al mariscal, que había desde luego resuelto acceder á la invitación de Maximiliano, que no era conveniente que estuviese presente en una reunión de conservadores, enemigos declarados de la intervención francesa. Bazaine escuchó este consejo, escribió á Douay que retardara su llegada á México y tomó este retardo como pretexto para no reunirse con el emperador en Orizaba.

Dieciocho ministros y consejeros acudieron á la cita, y después de dos días de deliberación, decidieron, por mayoría de un voto, la continuación del imperio, «porque los recursos del país permitían que el emperador se sostuviera sin ayuda del extranjero» (26 de noviembre). Una mayoría de un voto no era de tomarse en consideración, y si Maximiliano no hubiese estado ya decidido, no habría acatado el resultado de aquella votación. Sin perder un momento y como si ella hubiese sido unánime, hizo que se anunciara en el *Diario Oficial* que permanecería en México y seguiría defendiendo el imperio. Con objeto de sustraer á Miramón de la autoridad francesa, que le había excluido del servicio de las armas, confirióle un cargo que le hacía depender directamente de su persona, y di-

bía regresar á Austria, en donde su nombre servía de bandera á un pequeño partido, fueron la causa de la resolución tomada por Maximiliano. El mismo Padre Fischer ha hecho idéntica confidencia á un diplomático mexicano distinguido, Don Gustavo Baz, que me la ha comunicado. Por último, Dano, en una recapitulación de sus informes, enviada de Nueva York á Moustier con fecha 1^o de septiembre de 1867, dice: «Acaso V. E. lo sabe ya: comunicaciones de Viena habían hecho que el emperador volviese á México, y su madre la archiduquesa Sofía le había escrito «que no podía regresar á Europa con el cuerpo expedicionario, «porque su posición sería ahí ridícula, y que era necesario que permaneciese en México aunque corriera los mayores peligros». Yo he recibido este informe del mismo barón de Lago, ministro austriaco en México.»

— NOTA DEL AUTOR.

1 Informe del 9 de diciembre de 1866.—NOTA DEL AUTOR.

rigió á su pueblo un manifesto en que daba á conocer «su intención de reunir un congreso nacional, bajo las bases más amplias y liberales, en el cual tendrían participación todos los partidos, y que determinaría si el imperio debía continuar en lo futuro». Y añadía que ese congreso, «en caso afirmativo, ayudaría á la formación de las leyes vitales para la consolidación de las instituciones públicas del país» (10 de diciembre).

Las campanas de México y Veracruz celebraron con un repique á vuelo la resolución de S. M., y al escucharlas, la fragata *Susquehannah*, á cuyo bordo la misión americana esperaba también la abdicación, se hizo á la mar y se alejó. Maximiliano regresó á México á cortas jornadas.

Los ministros, al notificar al cuerpo diplomático los resultados de la deliberación de Orizaba, ni siquiera hicieron alusión á aquel quimérico congreso, al cual no daban importancia alguna.

Castelnau no dudó de que su fracaso fuese debido á Bazaine, sobre todo cuando le fueron mostradas tres cartas: una de Monseñor Labastida, otra de Tabera, ministro de Guerra, y la tercera del coronel Kodolisch, en las que se decía que Bazaine había declarado á Lares «que deseaba el regreso de Maximiliano á su capital y que si tomaba esa resolución y empuñaba las riendas del gobierno, el ejército francés permanecería en México hasta noviembre de 1867». Se decía también en ellas que Bazaine hasta había escrito á Lares y que sus cartas, leídas por los consejeros de Orizaba, habían contribuído para que tomaran su obstinada resolución.

Parece que, en esta coyuntura, lo indicado era mostrar é Bazaine esas cartas é interpellarle acerca de su contenido, porque no debe creerse en la trapacería de un mariscal de Francia sin pedirle antes explicaciones de su conducta. Castelnau no hizo nada de eso. Envío las cartas á París y se limitó á dirigir á Bazaine recriminaciones vagas, á las cuales éste contestó con negativas que aumentaron la indignación del general. Creyó confundirle, obligándole á quitarse la careta ó á contradecirse, y le pidió que firmara una declaración absolutamente contraria al lenguaje que se le atribuía. No sólo consintió Bazaine en firmar, sin hacer observación alguna, sino que escribió de su puño: «Los infrascritos, después de haber examinado en todas sus fases la cuestión mexicana, convienen en declarar que

no ven más que una solución posible para defender los intereses que les han sido confiados: la abdicación del emperador. Los infrascritos, á pesar de la pena que ello les causa, han resuelto hacer constar solemnemente esta opinión, que darán inmediatamente á conocer al gobierno del emperador Napoleón» (8 de diciembre).

Napoleón III, sabedor por un telegrama de Castelnau del cambio de resolución de Maximiliano, contestó *ab irato* en un despacho del 13 de diciembre, que llegó á México el 18: «Haced que regrese á Europa la legión extranjera y todos los franceses, soldados ó paisanos que quieran regresar, así como las legiones austriacas y belgas, si lo desean». La convención de Miramar decía: «La legión extranjera, que estará al servicio de Francia, compuesta de ocho mil hombres, permanecerá en México cuando todas las demás fuerzas francesas hayan sido llamadas». La violábamos, pues, abiertamente. Se habían quitado al príncipe sus aduanas; ahora se le quitaban sus soldados. No nos contentábamos con abandonarle: le expoliábamos, le desarmábamos! (1).

XII

Puesto en tal situación, iba por fin el príncipe á abdicar? Castelnau y Dano, queriendo hacer un supremo esfuerzo para decidirle, solicitaron que les recibiera en Puebla, donde se había detenido. Ahí llegaron ambos el 20 de diciembre y se hicieron anunciar al emperador, alojado en la hacienda de Xonaca. El coronel Kodolisch fué á decirles que el emperador, que estaba bien ese día, recibiría inmediatamente á Castelnau, desearo ver primeramente á solas al enviado de Napoleón III. Una hora después, el general estaba en su presencia, siendo recibido por él «de la manera más amable». Maximiliano se expresó de Napoleón con frases de agradecimiento, y después ha-

1 Maximiliano habría podido retener á los franceses que se habían alistado en el ejército mexicano por determinado tiempo; pero les dejó libres, lo mismo que á los miembros de la legión extranjera que estaban en iguales condiciones.—NOTA DEL AUTOR.

bló de generalidades, dejando para el día siguiente las cosas de fondo.

Al día siguiente, Dano y Castelnau tocaron desde luego, respetuosa pero resueltamente, el asunto que había sido objeto de su viaje. Esforzaronse por hacer ver al emperador la inminencia y la gravedad de los peligros de la situación: la debilidad y la impotencia del partido conservador, en cuyos brazos se había arrojado; la fuerza y la audacia del partido liberal republicano. Dijéronle que reflexionara en que el ejército francés estaba en vísperas de retirarle su apoyo; en que el ejército americano se había puesto en movimiento para prestarle el suyo á Juárez, y en que, desencadenada la guerra civil con todos sus furores, después de nuestra partida, ocasionaría inevitablemente, en medio de los más terribles excesos, la caída del imperio y la ruina del país. Añadieron que sólo él podía conjurar tamaños males, renunciando desde luego á un poder que iba á escapársele, y que, abdicando, con una mira humanitaria y en vista de lo que convenía á los mexicanos, sobre todo á aquéllos que le eran adictos, ejecutaría una gran acción, generosa y digna de la nobleza de su carácter.

Contestóles Maximiliano que nadie tenía menos interés que él en conservar el poder; que estaba dispuesto á deponerlo, siempre que pudiese hacerlo honrosamente; que se consideraba como un soldado de facción y que no debía abandonar su puesto mientras el pueblo, que le había colocado en él, no le relevara; que con ese objeto había resuelto convocar un congreso nacional, cuya idea le había sido inspirada anteriormente por una carta de Napoleón III y habíala hecho aceptar con mucho trabajo por sus ministros; que no se forjaba ilusiones acerca de lo que resolvería ese congreso; que Juárez sería electó; que esa era, por lo demás, para el país, la mejor solución, porque le eran antipáticas las instituciones monárquicas y sólo podía constituirse en federación republicana. Dijo, por último, que aceptaría con satisfacción ese fallo nacional y sería el primero en ir á felicitar al elegido del pueblo, deseándole una suerte mejor que la suya, «después de lo cual, con el corazón sereno y la frente alta, volvería á tomar, como simple ciudadano mexicano, el camino de Veracruz y de Europa».

Castelnau replicó que esos proyectos eran dignos del carácter elevado y generoso del emperador, pero que los juzgaba irrea-

lizables; que la reunión de un congreso, cuando Napoleón III se la había sugerido, habría sido fácil y salvado á México; pero que ese tiempo había pasado; que ya la nación no escucharía su voz; que ni los conservadores ni los liberales aceptarían la idea de tal congreso, aquéllos porque se sentirían demasiado débiles para dominar, éstos porque se sentirían demasiado fuertes para poner su dominio en tela de juicio; que el mismo Lares decía que esa medida era una quimera y que si había fingido adoptarla, era porque veía en ello un medio de ganar tiempo; pero que no haría, sin duda, nada para llevarla á la práctica.

Dano creyóse en la obligación de añadir que el mariscal Bazaine compartía su opinión acerca de la urgencia de la abdicación y de que en ella estaba la única salvación posible. Para apoyar este aserto, que el emperador pareció escuchar con incredulidad, sacó de su cartera la declaración escrita de puño del mariscal y firmada por los tres. El emperador la leyó sin manifestar la menor emoción; después, tomando un papel que estaba sobre su escritorio, lo alargó á Dano diciendo:—«Hé aquí una más reciente: leed». Era un despacho telegráfico que le había sido enviado la víspera por el mariscal, y en el cual le instaba para que conservara la corona y le decía que «sólo el imperio era posible» y que iba «á hacer todos sus esfuerzos para sostenerle». El emperador, después de haber gozado un instante con la confusión de sus interlocutores, les dijo:—«Parece que no estáis habituados á la manera de obrar del mariscal. Yo lo estoy hace tiempo, y hace tiempo sé qué crédito debe dársele. Deploro su falta de franqueza, de la cual más que nadie he sido víctima; pero hoy, sin confiar ya en él, le tomo como un instrumento para la realización de mis designios. El mariscal está perdido, á causa de su matrimonio y de la influencia que ha dejado que ejerzan en su ánimo tanto su mujer como la familia de su mujer; se ingenia para engañar á todo el mundo y se imagina que lo logra, aunque ya á nadie engaña. ¿Cree acaso que ignoro que el 2 de diciembre Porfirio Díaz se sentó á su mesa? ¿Y cree que los liberales ignoran que el mismo día hacía toda especie de promesas á Miramón, á Márquez y á otros jefes del partido conservador?». Después, sin dar más importancia á este incidente, el emperador volvió á su tema del congreso, aseveró que estaba firmemente resuelto á convocarlo, porque se había comprometido á hacerlo en su manifiesto y no po-

día desdecirse. Dano y Castelnau, comprendiendo que sería inútil insistir, se retiraron (1).

XIII

Maximiliano, al emplear un lenguaje tan virulento para hablar de un hombre á quien manifestaba sin cesar en sus cartas afecto y confianza, da pruebas de un doblez tal, que es imposible creer en sus afirmaciones. El examen de los hechos confirma esta presunción. No está probado absolutamente que Bazaine haya tenido relaciones indirectas con Miramón y Márquez, que seguían á Maximiliano como su sombra. Tampoco era exacto que Bazaine hubiese sentado á su mesa á Porfirio Díaz, con quien no había tenido trato personal desde la toma de Oaxaca. Es verdad que cierto individuo llamado Otter-

1 Copio textualmente este relato del informe dirigido por Castelnau al emperador, en 28 de diciembre de 1866, y cuyo original tengo á la vista. Esta es la única versión verídica y debe reemplazar á la que dió el Gral. Douay en una carta escrita á su hermano con fecha 27 de diciembre y que ha sido reproducida por todos los historiadores. En el informe referido, nada se dice acerca de la tentativa, hecha por el padre Fischer entre las dos audiencias, para dividir á los embajadores y ganar tiempo. Maximiliano, antes de la primera audiencia, no había estipulado que no se trataran asuntos políticos, y Castelnau los trató desle luego. Hay que observar que el despacho de Bazaine, tal cual lo presenta Douay, es mucho más explícito que como lo presenta Castelnau. Douay pretende, en efecto, que Maximiliano dijo: «Después de madura reflexión, él (Bazaine) se ha convencido de que la única solución posible es que permanezca yo en el poder; me invita á proseguir vigorosamente la guerra, armando sólidamente á Márquez, Miramón y Mejía; me propone en fin darme armas y me promete su apoyo hasta el último momento de la ocupación». Douay añade que Maximiliano atribuyó á Bazaine «miras avaras y muy ambiciosas, que le habían hecho durante algún tiempo aspirar al gobierno en su propio provecho»; y al atribuir tales palabras á Maximiliano, Douay, que le había calificado de idiota en una carta precedente, dice que «está muy lejos de ser un necio». Por lo demás, es un hecho que, en sus informes y en sus cartas, Douay procuraba satisfacer una venganza personal. En una de esas cartas dice: «Estoy vengado, aun más allá de lo que anhelaba mi corazón lleno de cólera contra el mariscal, por sus desdeños y su malevolencia, con el desprecio que ha llegado á inspirar hasta á sus soldados».—NOTA DEL AUTOR.

bourg, antiguo cónsul americano, había ido á decir al mariscal que, puesto que no se quería tratar con Juárez, Porfirio Díaz era el hombre con quien había que entenderse; pero Bazaine había contestado que Maximiliano seguía siendo á sus ojos el jefe legal que tenía derecho á la protección francesa; que hasta que se efectuara un cambio regular en el orden político, consideraría á cualquier general disidente como un rebelde y no trataría con él, y que sólo después de la abdicación y embarque del archiduque, no tendría inconveniente en entrar en arreglos con Porfirio Díaz. Entonces, Otterbourg, *motu proprio*, había ido á ver al jefe juarista para sondearle relatándole lo dicho por el mariscal, pero el leal Gral. Díaz se había rehusado hasta á hablar de esos asuntos, diciendo que «en ningún caso suplantaría á Juárez, su jefe, su amigo, representante de la independencia nacional» y había rechazado con sequedad una insinuación contraria á los deberes que el honor le imponía (1).

Bazaine halagó, ciertamente, á otros jefes republicanos, sin desalentar á los miembros conservadores del ministerio: estando, para formarse un criterio personal, en mejor situación que Castelnau, se había convencido de que, sin un arreglo con Juárez, que no se quería celebrar, la abdicación de Maximiliano, lejos de sacarnos del atolladero, nos hundía más en él; porque nos encontraríamos en la imposibilidad de constituir un gobierno, por oponerse los liberales, dueños de las tres cuartas partes del país, á la reunión de un congreso, y porque, fuera de toda especie de orden, las porciones de nuestro ejército que estaban aún distantes, quedarían expuestas á ataques, acaso á derrotas, que tendríamos que vengar, retardando hasta quién sabe cuándo la evacuación.

Si Bazaine hubiese pensado en prolongar su permanencia en

1 Porfirio Díaz ha contado que Bazaine le ofreció, por conducto de Otterbourg, venderle seis mil fusiles, cuatro millones de cápsulas, cañones y pólvora. Pero del relato de Otterbourg se desprende que no se trató de ese material de guerra sino en el caso en que *Porfirio Díaz fuese jefe legal de México*. Por lo demás, haya dicho lo que haya querido Otterbourg, ello no comprometía á Bazaine, que no le había encomendado ninguna misión. Un mariscal de Francia no puede vender ni un fusil ni un kilo de pólvora sin el consentimiento de su ministro, y Bazaine habría comparecido ante un consejo de guerra si hubiese cometido la necedad ó la ignominia de vender una parte de nuestro material al enemigo de Francia armado contra ella.—NOTA DEL AUTOR.

México, habría, lejos de oponerse á la abdicación, apresurádola con todas sus fuerzas; pero lo cierto es que, sin separarse oficialmente de Castelnau, no aconsejaba que se efectuara ni que dejara de efectuarse, comprendiendo acaso que para una pronta y segura evacuación era útil que Maximiliano conservase aún el poder; porque así tendríamos tiempo de hacer llegar las porciones distantes de nuestro ejército á la línea de México á Veracruz, poniéndolas á cubierto de los ataques de las crecientes fuerzas republicanas. Pensaba además, y se lo escribió á Moustier en 31 de diciembre, que «no era fácil que Maximiliano se retirara de una manera que no significase una mancha en su vida política, y que era de desearse que tal no sucediera», y que, puesto que Napoleón III le había dejado el apoyo de la legión extranjera, Maximiliano conservaría por cierto tiempo elementos que le permitirían irse más tarde con toda seguridad y más honrosamente que si hubiese regresado á Europa en los furgones de nuestro ejército.

Preparándose, sin embargo, para todo evento, en caso que Maximiliano, envuelto en la rebelión general, no pudiese sostenerse bastante tiempo, Bazaine entró en relaciones con los jefes republicanos, aprovechándose de sus buenas disposiciones, para retardar su triunfo definitivo y ganar tiempo.

Minuciosamente expuso esas miras en sus informes al ministro de Guerra, y ciertamente no puede acusársele de duplicidad ni para con él ni para con Napoleón III (1). No fué igualmente franco con Castelnau. Secundando, sin decir pa-

1 Informe político de 28 de noviembre de 1866: «Es preciso haber experimentado todas las inquietudes que me causaban el 62 de línea y las demás tropas que estaban distantes, diseminadas en todas la superficie del imperio, y la dificultad de ponerlas á mi alcance, para darse cuenta de la contemplación que he necesitado tener con todos los partidos, para reprimir, sin comprometer á la capital en el momento en que operaba mi movimiento de concentración, sin fatigar á mis tropas y sin perder el prestigio de nuestras armas, tanto la audacia de las bandas, cuyo número aumentaba cada día, como el deseo de acción que trataba de apoderarse de mí, y el empuje natural de las diversas porciones del partido liberal, que están impacientes por acabar con el imperio. En resumen, señor mariscal, el partido conservador ha sabido inspirar al emperador suficiente confianza para cambiar su resolución primera, que era abdicar. Después de las tentativas infructuosas para gobernar con los otros partidos, no le quedaba más que arrojar en brazos del conservador. Ha comenzado la nueva experiencia, y haríamos mal en poner obs-

labra, todas las medidas del representante del emperador, esperaba, con secreta satisfacción, el fracaso indefectible de su Mentor, sin dejar, en sus conversaciones, de presagiarlo. Es posible que, para ser buen profeta, hasta haya con sus consejos precipitado el desenlace; y en tal caso, no es contrario á toda probabilidad que haya escrito el telegrama que presentó Maximiliano á Dano y á Castelnau. Pero la trapacería no se combate sino con la franqueza, ruda si es necesario, y Castelnau, sobre todo cuando se le mostraron ciertas cartas, habría debido interpelar netamente al mariscal, obligándole á quitarse la careta. No lo hizo, porque á pesar de sus prevenciones, no podía desconocer la prudencia y habilidad con que Bazaine llevaba al cabo la difícil operación cuyo peso Douay, su sucesor, no quería echar sobre sus espaldas, lo cual hacía que aquél evitase contraer la grave responsabilidad de un cambio de jefatura en tales circunstancias.

Un incidente vulgar hizo conocer á Bazaine una parte de las acusaciones que se le hacían: Un ordenanza, al barrer el alojamiento de Castelnau, recogió una hoja de papel medio rota y la llevó al gabinete del comandante en jefe. El mariscal reconoció la letra: era el borrador del informe del general contra Bazaine, fundado en las cartas consabidas. El mariscal se dirigió á los signatarios de esas cartas. Dos negaron haberlas escrito; Lares, sobre todo, aseguró «que no había recibido en Ori-

táculos al poder que hemos contribuído á crear. El emperador declara que se sostendrá con sus propios recursos. Nuestra misión ha terminado y sólo nos resta retirarnos lo más pronto posible. Abandonemos, pues, á México cuanto antes. Estaré listo para embarcar todas las tropas francesas á principios de febrero de 1867. Desde entorces, el imperio durará lo que pueda durar, y si cae nadie podrá acusarnos de haber ayudado para que caiga. Francia habrá, hasta el último momento, cumplido con sus compromisos; habrá, al partir, afianzado sus derechos, asegurado el éxito de sus reclamaciones y dejado á salvo los intereses de sus nacionales, cosas que no habría obtenido de ningún otro gobierno, porque todos los demás se habrían opuesto á ellas sistemáticamente».

Informe del 29 de diciembre de 1866: «¿Acaso no teníamos que temer también que la sobreexcitación producida en todo el país por el acuerdo con los Estados Unidos, uniese en contra nuestra á todos los partidos y dificultase nuestra retirada? Por eso, señor mariscal, he considerado y considero que nuestro interés exige todavía, mientras permanecemos en México, sostener al imperio mientras crea poderse sostener con sus propios recursos». —NOTA DEL AUTOR.

zaba ninguna carta de S. E. en que se tratara del asunto indicado ni de ningún otro». Kodolisch fué el único que sostuvo su dicho, que el mariscal comentó así en una carta que dirigió al ministro de Guerra: «¿Qué he hecho, pues, para ser tratado de semejante manera en el informe del general Castelnau, del cual no me ha hablado, por supuesto? Debe haber en esto alguna fea intriga que ignoro. Yo no he influido en la resolución del emperador; pero sí he dicho frecuentemente en mis conversaciones que debería mostrarse enérgico, apoyarse en el partido que le llamó al trono, y que si está resuelto á sostenerse con los recursos de su país solamente, es probable que la legión extranjera y los elementos franceses dejados á su disposición, permanezcan aquí, puesto que la convención de Miramar en lo militar no ha sido modificada, según lo ha declarado el ministro de Francia en una sesión oficial. Yo estaba autorizado para hablar así hasta el 13 de diciembre, fecha del telegrama en que el emperador Napoleón me ordenó que regresaran la legión extranjera y todos los franceses que sirven en el ejército mexicano. No he dicho otra cosa al coronel Kodolisch. Ruego á V. E. que ponga esta carta á la vista de S. M. y que le manifieste mi deseo de ser puesto en disponibilidad cuando regrese á Francia, si he perdido su confianza y si la más alta dignidad del ejército, que no me pertenece á mí solo, ha sufrido menoscabo en mi persona» (10 de enero de 1867).

El mariscal Niel, que era ministro en substitución de Randon, contestó: «El emperador me ha encargado que os diga que deplora las invenciones é indiscreciones que han podido herir vuestra susceptibilidad y suscitado el desacuerdo entre oficiales que tienen su estimación y de cuya lealtad no ha llegado á dudar. La expedición de México ha podido causarnos desengaños políticos, pero no ha hecho más que aumentar la buena reputación de nuestro ejército. Todas las operaciones difíciles y lejanas que habéis emprendido, han sido coronadas por el buen éxito, y los movimientos combinados de vuestras tropas, que se retiran en orden perfecto, son una nueva prueba de vuestra habilidad. Cuando los hechos hablan en voz tan alta, mi querido mariscal, no debéis preocuparos con las intrigas que han podido falsear la opinión del Gral. Castelnau, aunque en efecto la hayan falseado al grado que suponéis. Terminad tranquilamente vuestra labor, haciendo que regrese á la patria

todo el ejército que tan bien habéis mandado» (13 de febrero de 1867). (1)

XIV.

El 5 de febrero, Maximiliano regresó á México. Estando su palacio completamente desamueblado, se dirigió, por caminos excusados, á la hacienda de la Teja, sita á dos ó tres kilómetros de la ciudad. Instalóse ahí casi de incógnito, con la mayor modestia, y se confinó en sus departamentos, enfermo y sin recibir más que á sus íntimos. E hizo llamar al mariscal. La opinión personal de éste con respecto á la abdicación inmediata, se había modificado á causa de los últimos acontecimientos militares. La facilidad con que todas las plazas habían sido abandonadas por el ejército imperial y ocupadas por las tropas republicanas, simultáneamente con nuestro movimiento de evacuación, le había convencido al fin de lo que, en su ceguera, no había visto antes: de la imposibilidad en que se encontraría Maximiliano de mantenerse con sus propios recursos después de que se cumpliera la orden de Napoleón para que la legión extranjera se retirara. Y esta vez manifestó á Maximiliano, sin reticencias, su nueva opinión, conforme en todo con la de Castelnau.

La conversación fué larga y afectuosa. El emperador se paseaba apoyado en el brazo de Bazaine, hablando de sus negocios privados y de los asuntos públicos, del pasado y del porvenir. Se quejó de la dureza de Castelnau y de Dano en Puebla. Bazaine le manifestó que desde que Napoleón III había dado la orden de que regresara la legión extranjera, y los Estados Unidos se habían declarado en contra del régimen imperial en México, su trono era efímero, y que tanto su honor como el interés público exigían que no esperase el último momento para retirarse. Añadió que, luego que él partiese, él mismo personalmente entregaría el poder á la asamblea del distrito de

1 Véase acerca de este incidente el capítulo XI del libro de Gaulot, *Fin de imperio*, tan bien documentado.—NOTA DEL AUTOR.

México y el ejército al jefe republicano más capaz de mantener el orden mientras se estableciera un gobierno regular, después de lo cual se retiraría llevando consigo á los generales Márquez y Miramón, aunque fuese por fuerza, para que no siguiesen trastornando al país. El emperador contestó que no había regresado á México sino para cumplir la palabra dada á sus ministros; que ya no se forjaba ilusiones; que se sabía traicionado por aquéllos que le habían instado para que permaneciera, y que reconocía la impotencia del partido conservador frente al republicano. Agregó que presentía que el congreso no podría reunirse y que, luego que tuviese de ello una certeza absoluta, se retiraría sin más vacilaciones; pero que creía deber esperar hasta adquirir tal certeza, sin la cual no podía safarse del compromiso contraído con la nación. Por último, dijo que no quería huir tirando su fusil (1).

Maximiliano rogó al mariscal que repitiera lo que acababa de decirle ante una asamblea de notables que se reuniría el 14 de enero bajo la presidencia de Lares. El ministro de guerra, Tabera, expuso en esa asamblea que creía poder contar desde luego con un efectivo de veintiséis mil hombres. El ministro de Hacienda dijo que el tesoro podía contar con un ingreso efectivo de once millones de pesos, que ascendería á treinta y seis luego que el gobierno imperial pudiese extenderse hasta los confines del país. Se trataba de averiguar si el gobierno «podía y debía continuar la guerra»; la asamblea se componía de treinta y seis notables; el emperador estaba ausente. Bazaine leyó un discurso en francés, que fué inmediatamente traducido al español, en el cual reprodujo las consideraciones presentadas la víspera á Maximiliano, referentes á la imposibilidad de prolongar la existencia del imperio contra la manifiesta voluntad del pueblo, y á la urgencia de evitar una catástrofe indefectible por medio de la devolución del poder á la nación. Uno de los asistentes, Escandón, se mofó de lo que llamó «fanfarronadas del mariscal,» y de los treinta y tres notables presentes, diecisiete votaron por la continuación del imperio, siete en contra y nueve salvaron su voto. El resultado de esta votación estaba conforme con las íntimas intenciones de Maximiliano, quien, aún en los momentos en que fingía ceder,

1 Informe de Castelnau del 9 de enero de 1867.—NOTA DEL AUTOR.

no llegó á abandonar la resolución que la carta de su madre le había hecho tomar.

No obstante, Castelnau no desistía. Escribió á Napoleón: «Me he empeñado tanto más en la estricta observancia de la convención referente á las aduanas, cuanto que uno de los medios más poderosos para lograr que el emperador se someta, es privarle de esas rentas, que serían para él un recurso *in extremis*» (1). Esta pérdida de las aduanas exasperaba á los mexicanos. Habían tratado de evitarla obligando á los comerciantes á pagar por segunda vez los impuestos ya pagados en Veracruz. El mariscal protestó y exigió que fuera desaprobada esta exacción, y como el ministro de Hacienda se negara á ello, autorizó á los comerciantes para que recurrieran á la fuerza armada para hacerse devolver sus mercancías decomisadas. Castelnau hizo que se tomara otra medida coercitiva: Bazaine pensaba ceder al gobierno mexicano algunas piezas de artillería de hierro fundido que no le convenía llevarse; el general no quiso dejar ni esta ayuda á los conservadores, á quienes era preciso desalentar por completo. Decidióse romper las piezas y vender su restos.

¿Habríanse encontrado nuevos medios de influir en la voluntad, reputada siempre indecisa, de Maximiliano?..... Napoleón III volvió inútil toda esa labor diplomática con un despacho fechado en 10 de enero y que llegó á México el 18: «No obliguéis á Maximiliano á abdicar y retardad la partida de nuestras tropas. Haced que regresen á la patria todos los que no quieran permanecer ahí. Los buques han partido ya».

Desde ese día Maximiliano quedó á merced de su triste destino. Su ruptura con sus aliados fué agravada por penosos incidentes. El 15 de enero, Márquez hizo aprehender, á pesar de un salvoconducto francés, á un tal Garay, antiguo ministro de Juárez, de quien Bazaine se había servido en sus negociaciones con los republicanos. El mariscal aprehendió inmediatamente al prefecto de policía y no le soltó hasta que el mismo Garay fué puesto en libertad. Un periódico, *La Patria*, publicó un artículo furibundo contra el ejército francés. Bazaine lo envió al ministro de Gobernación y le anunció que ya ordenaba la aprehensión del gerente de *La Patria* y del autor del artículo y la supresión del periódico. El ministro contestó que el

1 Informe del 9 de enero de 1867.—NOTA DEL AUTOR.

ejército francés no era ya más que un ejército amigo que se encontraba accidentalmente en el territorio mexicano, y que sólo había lugar á una reclamación diplomática. Bazaine aprehendió al periodista y no le puso en libertad hasta que el periódico quedó suprimido.

Algunos días después, Lares escribió al mariscal: «Os habéis comprometido á proteger á las autoridades y á los habitantes de las poblaciones adictas, pero como durante el ataque de Texcoco no habéis creído conveniente prestar vuestro apoyo, el gobierno desea saber cuál sería la actitud de las tropas francesas en la capital si ésta llegase á ser sitiada por los disidentes». Bazaine envió al emperador esta carta impertinente, declarando que en adelante quedaban rotas sus relaciones con los ministros: «Creo hacer un servicio á V. M. llamándole la atención hacia las tendencias é insinuaciones de una facción que tiene pocas simpatías, y cuyos jefes abusan del ascendiente que creen tener, para preparar á México y á V. M. una era de sangrientas represalias y de humillaciones sin cuento». Maximiliano comisionó al Padre Fischer para que devolviera su carta á Bazaine y le dijera: «No pudiendo admitir que os expreséis de sus ministros en tales términos,—si no es que juzguéis oportuno dar una satisfacción por haberlos empleado—S. M. no quiere tener en lo futuro relación alguna directa con V. E.»

Con esta despedida del jefe de nuestro ejército, terminó políticamente la intervención francesa en México.

XV

Bazaine se proponía salir de México con su retaguardia al amanecer. Castelnau no quiso que nuestra retirada se asemejase á una fuga y obtuvo, sin dificultad por cierto, que las tropas se reunieran en pleno día en un paseo público y que desfilaran á tambor batiente y banderas desplegadas por los barrios populosos, yendo él mismo á su cabeza con su estado mayor, como si se tratase de una gran parada (1).

1 Informe de Castelnau de 28 de enero de 1867. Castelnau no esperó la partida de Bazaine. Arreglado todo, se le adelantó.—NOTA DEL AUTOR.

En efecto, el 5 de febrero de 1867, á las diez de la mañana, Bazaine atravesó la ciudad en medio de una multitud cuya calma aparente mal ocultaba una mezcla de simpatía, de pena, de temor, de odio, siendo objeto los soldados de algunas manifestaciones afectuosas, mientras un silencio huraño se hacía cuando pasaba el mariscal. Los balcones y ventanas estaban cerrados. Detrás de uno de aquéllos estaba Maximiliano, siguiendo, de manera de mirar sin ser visto, la marcha de las tropas. Cuando hubieron pasado las últimas filas, dejó caer la cortina que había levantado á medias, y exclamó, volviéndose hacia su secretario Mangino:—«Por fin, estoy libre!» (1).

En México transcurrió el resto del día en medio de una vaga inquietud. A las seis de la tarde, una proclama de Márquez, en que anunciaba que había sido nombrado gobernador de la capital, decía en resumen: «Ya me conocéis; si no os tenéis tranquilos, me conoceréis mejor». Se sabía que haría lo que decía y nadie se movió.

Bazaine se dirigió á Veracruz á cortas jornadas, empujando á los morosos, esperando á los enfermos, á los heridos, de manera de no dejar detrás ni un hombre ni un fusil. Las tropas juaristas le seguían á respetuosa distancia, evitando todo choque y no apoderándose de los caminos y poblaciones sino cuando los habíamos abandonado, con excepción de Puebla, que les cerró sus puertas. Un movimiento de piedad hizo que el mariscal se detuviera algunos días en Orizaba. Sabía que los asuntos del emperador iban mal: le dirigió un despacho diciéndole que podía todavía tenderle la mano para ayudarle á retirarse y que le esperaba aún algunos días. Este postrer llamamiento no encontró ya en México á Maximiliano.

En Veracruz, Bazaine supo lo mal que se había expresado de él el Gral. Douay, y entró acerca de ello en explicaciones con Napoleón: «Este ejército será aquí echado de menos y deja buenos ejemplos. Nuestra influencia no desaparecerá con la evacuación; pocos de nuestros nacionales abandonarán el país. No tengo más que elogios para los generales de Castagny, d'Aymard, Jeanningros y de Mancion, pero no puedo decir otro tanto del Gral. Douay, que, según su táctica ordinaria, puesto que ha hecho lo mismo con mis dos predecesores, no ha cesado de

1 MASSERAS *Un essai d'empire*.—NOTA DEL AUTOR.

censurar abiertamente todo lo que se ha hecho en México conforme á las instrucciones del gobierno de V. M., menoscabando así el prestigio que debe tener todo comandante en jefe en un momento tan difícil como es el de una retirada. El Gral. Douay parece descontento de no haber tomado el mando del ejército cuando le fué ofrecido, y ha tratado de hacer creer que yo quería permanecer en México hasta fines de este año, para trabajar después por mi propia cuenta. Me causa rubor que haya sido así denigrado un jefe que ha sido siempre benévolo para con sus detractores. Soy un soldado leal que V. M. ha elevado á la primera dignidad del ejército y que no ha tenido otra ambición que servirle bien y consagrarle su vida en todas circunstancias» (1° de marzo de 1867). Cuando los buques se hubieron llevado á los cuatro mil quinientos austriacos, á los ochocientos belgas, á mil cien oficiales y á veintidos mil trescientos treinta y cuatro soldados franceses con sus mil novecientos caballos, y no quedó sobre la tierra mexicana más huella del paso de nuestro ejército, que el recuerdo de su valor y, con raras excepciones, de su humanidad, Bazaine, convencido de que había merecido bien de su patria, se embarcó al último, el 12 de marzo de 1867.

Al llegar á Tolón, recibió á bordo la visita del prefecto marítimo y del comandante de la subdivisión, que iban á anunciarle que se había dado la orden de que no se le rindieran honores. Se iba á aplicar al mariscal la práctica regia del chivo expiatorio. El emperador no la ordenó, pero en derredor suyo, en su corte, en el mundo oficial, en el público, corría la opinión, que fué aumentando hasta volverse preponderante, de que el *gran pensamiento del imperio*, sólo había fracasado por la incapacidad, ó peor aún, por la duplicidad de aquél que había sido encargado de realizarlo. Se decía por todas partes, como lo había dicho Douay, «que el mariscal había trabajado dos años para hacer naufragar la nave de Maximiliano y reemplazarle en el poder, y que, ebrio con las aspiraciones ambiciosas de su familia mexicana, había soñado en ser un Bernadotte»; se contaba por donde quiera, como contaba Castelnau, que «sus manejos subterráneos habían impedido al infortunado Maximiliano abandonar la azarosa partida.»

La historia está hoy en posesión de todos los documentos (1) que permiten formular un fallo definitivo y declarar que la mayor parte de las acusaciones basadas en la conducta de Bazaine en México, son falsas ó exageradas. Acusarle de haber tramado la ruina de Maximiliano con objeto de suplantarle, es simplemente ridículo. Su cuerpo tosco y carente de distinción, su cabeza grande, pero astuta y vulgar, su mirada circunspecta, denotaban una alma mediocre, fría, sin impulsos, valiente, pero no heroica, que se complacía en las triquiñuelas mezquinas, pero era incapaz de las grandes infamias; y en este caso, la infamia habría sido necia antes que grande. La baja malicia de que estaba tan abundantemente dotado, bastaba para disuadirle de la idea tonta de que un extranjero, sin ejército, pudiese, por medio de intriguillas, establecer un poder dictatorial en medio de la efervescencia de las pasiones nacionales, ya sin freno después de nuestra partida.

El rasgo saliente del carácter de Bazaine, tal cual se reveló en México, fué la ineptitud absoluta para toda iniciativa personal. Fué ante todo un subordinado, fiel á la consigna; su sola preocupación era complacer á su amo y obedecerle, á veces con dificultad, por lo vago de las instrucciones que recibía, á veces eludiéndolas cuando eran inejecutables. Sólo se rebeló contra el general de brigada á quien se le sometió dejándole toda su responsabilidad, pero su rebeldía fué sorda, no se manifestó á la luz del día, sino en secretos manejos.

Nada hay que criticar en sus operaciones militares. Dada la pequeñez de las fuerzas de que disponía, era imposible hacer otra cosa que lo que hizo, ni menos hacer algo mejor, y su retirada, tan ordenada, tan metódica, tan feliz, pasará á la historia militar como un modelo. Es también completamente inicuo hacerle responsable, ni más ni menos que á Maximiliano, de la imposibilidad invencible de fundar un imperio en un país republicano, bajo la mirada amenazadora de una fuerte república vecina. Hasta dos hombres de genio habrían fracasado en esa empresa.

La gran falta de Bazaine consistió en no haber, desde el prin-

1 Los documentos inéditos que he añadido á los suministrados por Kératry, Masseras, Lefèvre, Paul Gaulot, dan una información muy suficiente.—NOTA DEL AUTOR.

cipio, visto ó querido ver esa imposibilidad y en no habérsela hecho ver al emperador Napoleón, como lo hicieron el mariscal Forey, el coronel Bressonnet y tantos otros oficiales clarividentes y sinceros: «*Sire*, se os engaña al haceros esperar una pacificación que no puede lograrse, y una adhesión contra la cual el país entero protesta, hasta cuando parece domeñado. Si queréis vencer la resistencia de México, hay que conquistarlo palmo á palmo; no basta pasear por su territorio columnas móviles en todas direcciones, lanzándolas, llamándolas y volviéndolas á lanzar; es preciso enviar un ejército, un gran ejército, y mantenerlo ahí durante algunos años». En vez de hablar así, Bazaine no cesó de halagar las ilusiones y la confianza de Napoleón, de presentarle siempre, como próxima á consumarse, una pacificación que no avanzaba, de tranquilizarle acerca de la pequeñez del efectivo y de retardar así una resolución que debía haber sido tomada hacía tiempo. Encontrándose en una grata situación, en un bello palacio, rodeado de honores regios, estaba dispuesto de buena fe á creer que todo iba bien para todos, como iba bien para él. Se complacía en la satisfactoria quietud de un egoísmo indolente, dirigiendo su ejército desde la altura en que se encontraba, no ocupándose en hacerse amar por él, en tenerlo bajo su influencia. Era más bien accesible que cordial, nunca afectuoso, é inspiraba la idea de que él mismo era el único objeto de sus preocupaciones. Con respecto á Maximiliano, antes pecó por exceso de condescendencia y sólo tuvo para con él las durezas que se le ordenaron.

No he encontrado ni trazas de embrollos pecuniarios, como se ha insinuado; pero la delicadeza del ejército se sentía, sin duda, herida por la combinación que imponía á la ciudad de México el pago anual á la mariscalá de una suma de sesenta mil francos, para alojar á su marido en un palacio de que era dueño por donativo de Maximiliano.

El ejército, aunque no dudaba de sus aptitudes militares, regresó á Francia siéndole, casi en su totalidad, hostil. Apenas si algunos, como el coronel de Galliffet, se mostraban para con él medio benévolos: «El mariscal, á pesar de sus errores, es aún utilizable, y lo es en excelentes condiciones. Que luego que haya una guerra, el emperador exija que su mujer permanezca en Francia, y volveréis á encontrar en él un grande hombre de

guerra» (1). El mariscal Vaillant, siempre compasivo con sus compañeros de armas, sugirió al emperador la idea de una averiguación oficiosa que pediría Bazaine «para salir de la atmósfera de reprobación en que se encontraba». El emperador aprobó y encargó al mariscal que hablara de ello con Bazaine. Este aceptó y prometió pedir por escrito la averiguación (2). Pero después de pensarlo bien, se abandonó la idea.

Los ataques de los amigos del imperio dieron margen á los elogios de la oposición. Thiers no hablaba del mariscal sino llamándole. «Nuestro glorioso Bazaine»; Kératry publicó su libro para justificarle; Prévost-Paradol, en el prefacio de ese libro, decía: «Felicito á mi país por haber encontrado, en el principal y último jefe de esa penosa guerra, un servidor experimentado cuya mano firme y cuya voluntad serena pueden prestar pronto á Francia algún gran servicio».

XVI (3)

El discurso del trono, al abrirse el período legislativo de 1867, era esperado con impaciencia, porque debía tratar de una multitud de asuntos delicados: entre ellos, de la evacuación de México. A ese respecto, el emperador se expresó en los siguientes términos, después de haber dado cuenta de los últimos acontecimientos políticos europeos: «En otra parte del globo, nos vimos obligados á recurrir á la fuerza para tomar satisfacción de agravios que se nos habían inferido, y tratamos de restablecer un antiguo imperio. Los felices resultados obtenidos desde luego fueron más tarde inútiles á causa de un enojoso concurso de circunstancias. El pensamiento que hizo que se emprendiera la expedición de México era grandioso: regenerar á un pueblo, infundirle ideas de orden y de progreso, abrir á nuestro comercio extensos mercados y dejar, como

1 Carta á Franceschini Pietri, 2 de febrero de 1867.—NOTA DEL AUTOR.

2 Libro de memorias del mariscal Vaillant, 6 y 7 de abril de 1867.—NOTA DEL AUTOR.

3 Parágrafo formado como el XI del capítulo I.—NOTA DEL TRADUCTOR.

huella de vuestro paso, el recuerdo de servicios prestados á la civilización. Tal era mi deseo y el vuestro. Pero el día en que la magnitud de nuestros sacrificios me pareció que sobrepasaba á los intereses que nos habían llevado allá, decidí espontáneamente llamar á nuestro cuerpo de ejército. El gobierno de los Estados Unidos comprendió que una actitud poco conciliadora sólo habría servido para prolongar la ocupación y agriar relaciones que, para bien de ambos países, deben seguir siendo amistosas» (1).

1 Este engañoso y reticente fragmento del discurso imperial no dió margen en 1867 á protestas del partido liberal en el seno del Cuerpo legislativo, como había sucedido los años anteriores al discutirse las enmiendas propuestas á la *adresse*, por dos razones: 1ª, porque el derecho de *adresse* había sido abolido algunos días antes por el decreto de 5 de febrero, y substituído por el derecho de interpelación otorgado á los diputados; 2ª, porque, satisfecho dicho partido con las reformas liberales que Napoleón III había introducido en el regimen imperial y con la evacuación de México, no creyó prudente insistir en censuras extemporáneas. Además, el grupo de los Cinco, que había sido el promotor de las protestas contra la expedición de México, se había definitivamente disuelto, habiéndose Emilio Olliver, desde que se había inaugurado el imperio liberal, adherido abiertamente al gobierno, en el cual, aún antes de ser ministro, tenía una influencia preponderante.—NOTA DEL TRADUCTOR.



CAPITULO IX.

El cerro de las Campanas.

I (1).

El 1.º de julio, en la solemne distribución de las recompensas otorgadas con motivo de la Exposición Universal de 1867, Napoleón III, que tenía á su derecha al sultán Abdul-Azís, pronunció un discurso que terminaba con las siguientes frases: «Los extranjeros han podido apreciar que esta Francia, antes tan inquieta y que llevaba sus inquietudes más allá de sus fronteras, ahora laboriosa y tranquila, es siempre fecunda en ideas generosas y sabe amoldar su genio á las maravillas más variadas, no dejándose enervar por los goces materiales. Los espíritus observadores deben haber comprendido sin dificultad, que, á pesar del desarrollo de la riqueza, á pesar del esfuerzo hacia el bienestar, nuestra fibra nacional está siempre pronta á vibrar luego que se trata de honor y de patria; pero que esa noble susceptibilidad no puede inspirar temores de que sea turbado el reposo del mundo. Que aquéllos que han vivido entre nosotros algunos instantes vuelvan á su país llevando formada una justa opinión del nuestro; que estén persuadidos de los sentimientos de estimación y de simpatía que abrigamos hacia las naciones extranjeras y de nuestro sincero deseo de vivir en paz con ellas».

Mucho llamó la atención la palidez del semblante y la emoción de la voz del emperador, que contrastaban con la serenidad de sus palabras. Al entrar al palacio del Campo de Marte,

1 Este párrafo forma parte del capítulo de *El Imperio Liberal* que precede al que lleva el título de *El cerro de las Campanas*. —NOTA DEL TRADUCTOR.

había recibido, de manos del príncipe de Metternich, el despacho que anunciaba la ejecución de Maximiliano, acerca de la cual corrían rumores en París desde la víspera.

II.

Tal acontecimiento era cruel, pero no inesperado. Parecía inminente desde la retirada de nuestras tropas.

En ese instante, México entero, recobrado por Juárez, que iba á establecer su gobierno en San Luis Potosí, estaba en poder de los ejércitos republicanos, con excepción de cuatro ciudades: Veracruz, Puebla, México y Querétaro. Pero pronto Porfirio Díaz acampó frente á Puebla, y Escobedo y Corona marcharon sobre Querétaro.

Miramón comenzó lo que Maximiliano llamaba *la pacificación* por un ataque contra Zacatecas, que tuvo éxito favorable. Ebrio de gozo por este triunfo, Maximiliano le escribió: «En caso de que logréis apoderaros de Don Benito Juárez, Don Sebastián Lerdo de Tejada, Don José M. ^{de} Iglesias ó Don Miguel Negrete, os recomiendo de una manera especial *que les hagáis juzgar y condenar por un consejo de guerra*, conforme á la ley de 4 de noviembre último. Pero la sentencia no deberá ser ejecutada antes de recibir nuestra aprobación. De ella nos enviaréis inmediatamente una copia, por conducto del ministro de Guerra, y hasta que no hayáis recibido nuestra resolución, os recomendamos que deis á los prisioneros un trato conforme con lo que exige la humanidad, sin dejar por eso de tomar todas las precauciones necesarias para evitar una evasión» (5 de febrero de 1867). Esta carta no llegó á su destinatario, que había sido ya derrotado: cayó en manos de los juaristas y fué después una pieza funesta del expediente formado con motivo del proceso de Maximiliano.

Al día siguiente de su victoria efímera, Miramón, atacado por fuerzas superiores, fué literalmente hecho pedazos en San Jacinto (6 de febrero); su hermano Joaquín, hecho prisionero, fué fusilado á la luz de una vela; ciento cincuenta y siete soldados franceses fueron ejecutados en pequeños grupos. Mi-

ramón, herido, se escapó con gran trabajo. El desaliento de Maximiliano al recibir la noticia de esta derrota, fué igual á su reciente exaltación, y dió dos pasos que demostraron el desorden de sus ideas.

El primero fué enviar á Porfirio Díaz á un tal Burnouf, para ofrecerle el mando de las fuerzas encerradas en Puebla y en México, añadiendo que «Márquez, Lares y Cía. serían despojados del poder y que él mismo abandonaría el país, dejando la situación en manos del partido republicano». Porfirio Díaz contestó que, «como general en jefe del cuerpo de ejército cuyo mando había querido confiarle el gobierno, no podía tener con el archiduque otras relaciones que las que la ordenanza y las leyes militares autorizan con el jefe de la fuerza enemiga», y dió inmediatamente cuenta á Juárez de la proposición.

El segundo paso que dió Maximiliano fué escribir una carta á Lares: «La situación actual de México me conmueve profundamente. Cada resolución adoptada para terminar la guerra nos conduce á encenderla más, y donde quiera que se intenta consolidar el imperio corren torrentes de sangre sin obtener la menor ventaja. Se esperaba que, una vez *emancipado* el imperio de la intervención francesa, nuestra acción se haría sentir de una manera saludable en favor de la paz y del bienestar de las poblaciones. Desgraciadamente, ha sucedido lo contrario, y si los hechos para siempre lamentables de San Jacinto y del Monte de las Cruces nos sirven para abrimos los ojos, constituirán el recuerdo más amargo del imperio. Mucho se prometía de la habilidad, de la aptitud, de la lealtad y del prestigio de los generales Mejía, Miramón y Márquez. El primero ha dejado el servicio so pretexto de su estado de salud; el segundo ha sacrificado, casi sin combatir, en la primera batalla que ha dado, todos los elementos que se le habían confiado; el tercero, después de haber arrancado todo, por los medios más violentos, á los ciudadanos laboriosos y pacíficos, ha ordenado una expedición mal calculada, cuyos sangrientos resultados no se deplorarán nunca lo bastante. Al mismo tiempo, el tesoro está agotado; para atender miserablemente al servicio de algunos ramos de la administración, hay que imponer préstamos forzados, imposibles de realizar, aún por medio de los procedimientos más vejatorios, y decretar contribuciones extraordinarias más odiosas que productivas. El imperio no tiene, pues, en su favor la

fuerza moral ni la fuerza material: los hombres y el dinero huyeron de él y la opinión se pronuncia de todas maneras en su contra. Por otra parte, las fuerzas republicanas, que injustamente se ha tratado de representar como desorganizadas, desmoralizadas y solamente animadas del deseo de pillaje, prueban con sus actos que constituyen un ejército homogéneo, estimulado por el valor y la habilidad de su jefe y sostenido por la idea grandiosa de defender la independencia nacional, que cree puesta en peligro por la fundación del imperio. En situación tan crítica, no tenemos siquiera el recurso de apelar al sufragio universal de las poblaciones, porque el voto de algunas localidades ocupadas por las armas imperiales, no significaría nada en cuanto al resultado. El momento de emplear este medio ha pasado; debemos, pues, renunciar á él para siempre. Yo he contraído para con México el compromiso de no ser nunca causa de que se prolongue la efusión de sangre. El honor de mi nombre y la inmensa responsabilidad que pesa sobre mi conciencia, ante Dios y ante la Historia, me prescriben no diferir más una gran resolución que haga cesar inmediatamente tantos males. Espero, pues, que tenga Ud. á bien indicarme, con la prontitud que las circunstancias exigen, las medidas que juzgue Ud. oportunas para desenlazar la crisis actual; arreglándose sobre las ideas expresadas en esta carta, y teniendo en cuenta únicamente el bien y la prosperidad del pueblo mexicano, con entero desprendimiento de todo interés político y personal».

Esta carta sorprendente, verdadera requisitoria contra el imperio, tan dura como ningún juarista la hubiera pronunciado, exigía esta única contestación: «Si es así, idos!».

«Idos!», contestó en efecto Laredo, pero sólo de vuestra capital; dirigíos á Querétaro. De ahí podréis, mejor que de México, realizar vuestro proyecto de tratar con Juárez. Concentrad ahí el mayor número posible de tropas regulares, á las órdenes de los generales más distinguidos y más leales, y tomad el mando en jefe para reprimir las rivalidades y las preferencias inevitables entre nosotros cada vez que se hallan en contacto dos ó más oficiales del mismo grado. Asumiendo así una actitud verdaderamente fuerte, que haga comprender á los republicanos que encontrarán aún enérgicas resistencias, entraréis directamente en arreglos con Juárez, debiendo limi-

tarse el debate á hacer que se estipule la introducción de las siguientes reformas constitucionales por el primer congreso que se reúna: creación del Senado, inamovilidad de los miembros de la Suprema Corte de Justicia, elección directa del presidente y de los diputados, restitución del derecho de voto al clero, libertad á las corporaciones para adquirir bienes raíces, amnistía etc., etc.»

Así, el emperador y sus ministros estaban contestes en que el imperio era imposible y en que era preciso no asumir una actitud de combate sino con el objeto de lograr que fuera reemplazado, lo más honorablemente posible, por la república de Juárez. Hasta entonces se habían visto gobiernos que abdicaran obligados á ello por la fuerza: el de Maximiliano decretaba él mismo su muerte.

Maximiliano escuchó aquellos consejos. Nombró á Lares depositario del poder, con el carácter de presidente del Consejo de Ministros, dió al Gral. Tabera el mando en jefe del 2º cuerpo de ejército, de guarnición en México, y tomó el camino de Querétaro furtivamente, á las 5 de la mañana, el 13 de febrero, con una fuerza de mil quinientos hombres y cincuenta mil pesos. Iba á la cabeza de la columna en traje nacional mexicano, y formaban parte de su estado mayor: Vidaurre, hombre experimentado y de criterio firme y recto, el príncipe de Salm-Salm, prusiano que, después de haber servido en la guerra de Secesión, había sabido captarse su confianza, el coronel López, oficial de la Legión de Honor, de hermosa presencia, de rubia cabellera, de maneras distinguidas, y que gozaba también de su estimación. El personaje más importante de ese estado mayor era un hombrecillo de ojos y cabello negros y que ocultaba bajo una barba también negra una cicatriz que tenía en la mejilla: el Gral. Márquez. Gustaba de estar solo, andaba siempre pensativo y sombrío, y no se acercaba al emperador sino cuando le llamaba, volviéndose entonces muy obsequioso. Márquez no admitía que se tratase con Juárez. Clerical irreductible, sólo concebía la lucha sin tregua ni piedad, y estaba dispuesto, si Maximiliano renunciaba á ella, á continuarla por sí solo ó en compañía de Santa Anna.

En Querétaro encontró Maximiliano á Miramón y al Gral. del Castillo, y llegó ahí Méndez poco después. Una desenfadada discordia reinaba entre los diversos miembros de este estado mayor.

Miramón y Márquez se aborrecían, Méndez desconfiaba de uno y de otro igualmente, y todos tenían celos de López, á causa de la preferencia con que le distinguía el emperador. Maximiliano, en medio de esas rivalidades, no sabía qué partido tomar, porque carecía de autoridad suficiente para imponerse á todos. Sin embargo, como era preciso decidirse en favor de alguien, escogió á Márquez y le hizo jefe del estado mayor. Miramón, que había sido presidente de la República, creía que aquel puesto le pertenecía, se sintió postergado y eso aumentó su descontento.

III

Querétaro tenía treinta y cinco mil habitantes. Se la llamaba la *ciudad levítica*, porque ahí dominaban los frailes y abundaban los conventos, grandes como fortalezas. El representante del partido conservador podía, pues, estar seguro de ser ahí recibido con entusiasmo y sostenido con abnegación. Desde el punto de vista estratégico, la elección de Querétaro no podía ser peor: la ciudad sólo puede defenderse ocupando las alturas que la rodean, y como para eso no bastaba el pequeño efectivo del ejército imperial, éste se encontró dentro de una ratonera, sin más salida que los cercanos desfiladeros de la Sierra Gorda. La llave de plaza era el convento de la Cruz, situado en su ángulo sudeste, sobre una roca que la domina en una longitud de seiscientos metros y una anchura de cuatrocientos. Este convento estaba resguardado por una fuerte muralla exterior y dentro de él había extensos patios, una capilla y sólidos edificios de cantera. En el otro extremo de la ciudad está el cerro de las Campanas, ligado á la posición anterior por el río que atraviesa la ciudad. La guarnición ascendía apenas á diez mil hombres, pero eran aquéllas las tropas mexicanas más vigorosas, y había entre sus filas algunos intrépidos franceses.

Dos ejércitos republicanos marchaban sobre Querétaro: el uno á las órdenes de Escobedo (doce mil hombres), el otro á las de Corona (ocho mil). Distaban uno de otro cincuenta

leguas al menos. En tal caso, la estrategia mandaba que se imitara lo que con tan buen éxito acababa de hacer en Falkenstein el ejército del Mein: arrojarse primeramente sobre una de las fracciones republicanas, derrotarla y volverse sobre la otra. Eso aconsejó Miramón, pero Márquez, muy ignorante en asuntos de estrategia, se opuso á ello y Maximiliano se adhirió á su opinión. Se esperó, pues, en completa inactividad, que los dos ejércitos se reunieran, y se les dejó investir reunidos la plaza. Envalentonado por tal inercia, Escobedo, general en jefe de las fuerzas unidas, dió un asalto el 14 de marzo; pero éste fué rechazado brillantemente, gracias á la caballería de Mejía, dando esa vez Maximiliano pruebas de gran bravura. No obstante, el cerco se volvió más estrecho, y sabido es que plaza completamente cercada es plaza tomada por hambre tarde ó temprano.

¿Teníanse esperanzas de recibir auxilio y provisiones, ó era preferible salir antes de una completa sofocación y encerrarse en México, para hacer ahí, en mejores condiciones, la suprema defensa? Maximiliano reunió un consejo de guerra para resolver ese problema. No queriendo influir en las opiniones, se abstuvo de asistir á ese consejo, dejó que lo presidiera Miramón y esperó el resultado en una pieza vecina. Como siempre, Miramón y Márquez opinaron de manera distinta: Márquez sostuvo que era preciso regresar á México, Miramón que se debía permanecer en Querétaro. Y el consejo adoptó la opinión de éste último, porque no valía la pena haber salido de México para regresar ahí inmediatamente, y además, porque las tropas, insuficientemente disciplinadas, eran incapaces de afrontar, al retirarse, los ataques de los ejércitos republicanos reunidos. Se creyó que bastaría con enviar á México á Márquez, con el título de lugarteniente general del imperio y plenos poderes del emperador.

Con respecto á las instrucciones recibidas por Márquez, hay dos afirmaciones contradictorias. Según Maximiliano y sus generales, se le prescribió que llevara de la capital á Querétaro, tropas, municiones, dinero, y Márquez prometió, bajo su palabra de honor, estar de vuelta veinte días después, cuando más tarde. Según Márquez, no se le dieron esas instrucciones, sino que se le ordenó que defendiera y conservara la capital como

centro de resistencia y punto de reunión, como último recurso, y que enviara á Querétaro, por medio de correos y diariamente, los fondos y municiones que pudiera conseguir. Habría sido inútil que se le invitiese con los poderes de lugarteniente general, si su única misión hubiese sido llevar tropas y provisiones de guerra á Querétaro.

Vidaurri partió con Márquez, con el carácter de ministro de Hacienda y presidente del Consejo de Ministros, é Irribarren, conocido por su indomable energía, fué nombrado ministro de Gobernación en lugar de Lares. Maximiliano completó estas medidas con una *acta de abdicación* en la que no decía una palabra de abdicación y en la que sólo instituí, por ausencia de la emperatriz, una regencia «que aseguraría la felicidad de la nación mexicana, aún después de la muerte del emperador» (30 de marzo de 1867). La noche del 22, Márquez salió de Querétaro, acompañado de mil jinetes al mando del Gral. Quiroga. Mientras Maximiliano debilitaba así sus fuerzas, quedando en espera de un socorro eventual, Escobedo aumentaba las suyas con un inmenso contingente.

IV

Márquez burló la vigilancia del enemigo y llegó á México el 27 de marzo, causando estupefacción con su llegada. La capital había pasado aciagos días. El cerco comenzaba á estrecharse en rededor suyo, y miserablemente defendida por seis mil hombres, se había ya empezado á sujetar á ración á sus habitantes. Se había impuesto, aún á los extranjeros, una contribución de 1 p 8, sobre todo capital susceptible de ser empleado en una industria cualquiera, debiendo verificarse ese pago mitad dentro de los seis días siguientes á la expedición del decreto, mitad dentro de los otros quince días. Había habido imposibilidad material para hacer efectivo ese impuesto, y Márquez, al día siguiente de su llegada, convocó al alto comercio y á los grandes propietarios extranjeros y les cotizó á su antojo, exigiéndoles inmediatamente el pago de sus cuotas. Hubo pro-

testas y gritos, pero al caer la tarde, el tesoro había reunido más de trescientos mil pesos.

Provisto así de dinero, Márquez dejó á Vidaurri encargado del gobierno y partió rumbo á Puebla con mil novecientos infantes, mil seiscientos jinetes y una batería. Había recibido malas noticias de esa ciudad, que Porfirio Díaz, con ocho mil hombres, se apercibía á atacar. Pensó que dirigiéndose ahí violentamente, aumentaría su efectivo con el de la guarnición que la defendía, y que podría volverse sobre Querétaro y obligar á Escobedo á levantar el sitio. Este plan era atrevido; su buen éxito habría puesto en peligro á la república. Una señora de México se lo comunicó á Díaz, y éste, que estaba desprovisto de municiones, pidióle las suficientes al Gral. Alvarez, reunió á sus generales y oficiales superiores y les dijo: «Cuando veáis encendida una hoguera en la loma de San Juan, entrad á Puebla». A las cuatro de la mañana encendió la hoguera y se dió el asalto por trece lados á la vez. Los imperialistas, sorprendidos, se rindieron y los fuertes capitularon (2 de abril).

Díaz, sin perder un instante, se arrojó sobre Márquez. Este no supo qué partido tomar; su fuerza, amenazada de ser atacada por la retaguardia por la caballería enemiga, se dispersó, y él, dejando que sus soldados salieran del paso como pudieran, derribó á algunos jinetes que le cerraban el camino y huyó rumbo á México con su estado mayor. Ninguno de aquellos vencidos habría regresado á la capital, si no hubiese sido por la sangre fría del coronel Kodolisch, que tomó el mando y supo salvar á dos mil hombres, con los cuales llegó á la capital el día 8 de abril.

Esta derrota produjo desastrosos resultados. Márquez siguió siendo temido, pero ya no respetado. Los austriacos le acusaban en alta voz de incapacidad y cobardía, y sólo pudo sostenerse en el mando redoblando sus rigores. El desaliento cundió. Porfirio Díaz no intentó ya entrar en la capital: ocupó la Villa de Guadalupe y Chapultepec, posiciones excelentes, y comenzó á cercarlas, cortando las comunicaciones y llevando de Puebla el material necesario (14 de marzo). Márquez, sitiado, se vió en la imposibilidad de socorrer á Maximiliano, por necesitar él mismo que se le socorriera.

V

Entretanto, en Querétaro, se decía diariamente: «Va á llegar Márquez». Aumentaban las privaciones, disminuían los recursos, mientras al enemigo le llegaban de todas partes. El 24 de marzo, Escobedo emprendió un nuevo asalto con tropas recién llegadas, que combatieron con tanta mayor resolución cuanto que se las había dicho que la empresa era fácil. Estos soldados brillaban por su limpieza; lucían pantalones blancos que habían lavado antes de la batalla, paseándose al aire libre, en traje de Adam, mientras se secaban. Se les dejó acercar á algunos centenares de pasos de distancia y se les recibió con una lluvia tal de proyectiles, que huyeron despavoridos. La segunda columna no fué más feliz que la primera: aunque por un instante se apoderó de la Casa Blanca, no pudo sostenerse ahí. Méndez la rechazó, y aunque volvió á la carga, tuvo al fin que retirarse dejando en el campo dos mil muertos.

Maximiliano recompensó á los que se habían distinguido en esta jornada, con una medalla de bronce. Cuando todos los oficiales hubieron recibido esta condecoración, Miramón la ofreció al emperador diciéndole: «En nombre del ejército, me tomo la libertad de ofrecer esta prenda de bravura al más bravo de todos».

Todo esto era muy honroso, pero no proporcionaba soldados ni víveres. Márquez no llegaba, y por más tenaz y gloriosa que fuese la resistencia, su resultado no era dudoso. Mejía y Méndez lo sentían y conjuraron á Maximiliano para que saliese de aquella ratonera antes de que la empresa se volviese imposible. La Sierra Gorda estaba á ocho leguas de Querétaro, hacia el norte; en aquellos estrechos desfiladeros, bastarían algunos hombres para detener á un ejército. Esa era la tierra natal de Mejía, que mandaba ahí como rey absoluto; todos los indios, que le llamaban *papá Tomasito*, acudirían á su primer llamamiento. El emperador podría permanecer en la sierra algunos meses y ganar después la costa del golfo de México. Pero Miramón, que, desde la partida de Márquez, tenía influencia preponderante en el ánimo de Maximiliano, no le dejó seguir este

consejo, alegando que Querétaro podía sostenerse aún y que, no siendo indudable que Márquez no volviese, era preciso esperar. Esta obstinación estaba en consonancia con el sentimiento de orgullo que constituía el fondo del carácter de Maximiliano. Quería acabar bien, pero teatralmente, como un caballero que rinde su espada pronunciando frases sonoras, no como un triste aventurero que se escapa por los desfiladeros de la montaña. Por otra parte, estaba convencido de que nada arriesgaba, porque Juárez no se atrevería á atentar contra la vida de un archiduque de Austria. Sin cuidarse de la suerte de sus generales, que no podían contar con la misma impunidad, lo sacrificó todo á su deseo de caer en actitud artística, y todos permanecieron en Querétaro.

Márquez, entretanto, no llegaba, y los víveres se agotaban y los hombres disminuían. Fué preciso adoptar medidas extremas. Todo el azufre y el salitre de la ciudad, hasta las pequeñas cantidades que había en las boticas, fué sujeto á requisición; las campanas de las iglesias y el techo del teatro, que era de plomo, fueron fundidos; se comía solamente maíz y carne de mula. Cuanto al dinero, se obtenía por medios que parecían ideados por el mismo Márquez. Así, un habitante que se negó á entregar seis mil duros fué expuesto, durante dieciocho horas, al fuego de los sitiadores en un fortín, y después encerrado en una especie de jaula, debajo de una escalera, sin comer ni beber, hasta que fué entregada la suma. Una joven estuvo presa en un calabozo inmundo hasta que su padre entregó el dinero que se le exigía. A los muchos que eran expuestos en los fortines al fuego enemigo durante la noche, se les obligaba á tener en la mano una tea, para que pudiesen servir de blanco á los asaltantes. Pero peor que todo eso era el disentiimiento que había surgido entre Méndez y Miramón. Cada cual quería que el emperador ordenase que el otro fuese arrestado.

Como Márquez persistía en no llegar, Maximiliano resolvió que alguien fuese á encontrarle. Comisionó al príncipe de Salm-Salm para que en México le buscara y le llevara á Querétaro, aprehendiéndole si había traicionado. Miramón hizo que el Gral. Moret se agregara á Salm-Salm. Los dos enviados encontraron al enemigo informado de su salida por unos espías, y se vieron obligados á regresar á la plaza. Se pensó entonces

que un hombre solo podría pasar fácilmente al través de las líneas enemigas, y se envió al alsaciano Muth.

Antes de su regreso llegaron las malas noticias. Campanas que repicaban y clarines que tocaban diana en el campo de los sitiadores, hicieron saber á los sitiados que allá había motivo de regocijo, y un peón de la hacienda del Jacal, en donde estaba el cuartel general de Corona, fué á contar que los republicanos celebraban una derrota que Márquez había sufrido entre Puebla y México, y que discutían acerca de lo que se debía hacer con Maximiliano y afirmaban que era preciso fusilarle, aunque manifestando temores de que fuese perdonado. Ese hombre añadió que Corona había dicho: «Para evitar eso, hay un medio: que sea fusilado por su escolta, como lo fué el presidente Comonfort».

Maximiliano no quería creer en la derrota de Márquez, cuya presencia no se explicaba por el rumbo de Puebla. Pero Muth volvió y confirmó la noticia. El alsaciano había entrado al campo liberal fingiendo desertar de la plaza sitiada, y traía noticias exactas: Márquez había sido derrotado, Puebla tomada y el enemigo estaba resuelto á no dar ya ningún asalto, sino sólo á estrechar la plaza para que se rindiera por hambre. Maximiliano tomó entonces la resolución desesperada de pasar con su ejército al través de las líneas enemigas. Sólo dió noticia de este proyecto á Miramón, Castillo, Salm-Salm y López, y para que los habitantes ni siquiera lo sospecharan, tocaron diana los clarines, y las campanas que todavía no habían sido fundidas repicaron como en días de victoria. El ímpetu con que las tropas imperialistas atacaron á los sitiadores fué tal, que éstos abandonaron quince cañones, una cantidad considerable de armas, de municiones y de prisioneros, y huyeron presa del pánico, algunos á cuatro leguas de distancia de Querétaro. Se había logrado el fin que se perseguía con la salida: transcurrirían muchas horas antes que Escobedo pudiese enviar nuevas tropas. Era preciso aprovechar desde luego la ventaja obtenida para salir del círculo de hierro que cada día se volvía más estrecho. Pero Maximiliano era incapaz de llegar al cabo de ninguna empresa. Aturdido con las aclamaciones que le acogieron en el campo de batalla, no se precipitó hacia la salida, que estaba franca en ese momento: se entretuvo en deliberar con Miramón y se dejó persuadir de que, en vez de huir, era preferible

quedarse para obtener una victoria completa. Este tiempo, perdido por Maximiliano, no lo había sido por Escobedo: cuando los imperialistas volvieron á tomar la ofensiva, procurando trepar por las pendientes del Cimatario, las tropas republicanas, que ya ocupaban de nuevo la cúspide, los recibieron con un fuego terrible, y á pesar del ejemplo de Maximiliano, que iba á su cabeza espada en mano, fueron á su vez rechazados y obligados á abandonar en completo desorden las posiciones que momentos antes habían conquistado. Aquel día fué, sin embargo, glorioso para los defensores del imperio: hicieron seiscientos prisioneros y se apoderaron de veintidós cañones; pero fué estéril é hizo que se desvaneciera la última esperanza de salvación (27 de abril).

V

Comenzó entonces la agonía de la plaza. Faltó el dinero, las municiones, los víveres y hasta el maíz; reinó el hambre; los infantes, cuyo número había disminuído, fueron reemplazados, en la defensa de las trincheras, por jinetes cuyos caballos habían muerto de hambre; todas las noches llegaban al campo enemigo desertores que pedían pan. La guarnición ya no contaba más que con cinco mil ciento treinta y siete hombres. Hasta entonces el problema había sido: capitular ó abrirse paso; pero ya ni una ni otra cosa era posible: no se podía huir, porque el cerco era hermético, ni se podía capitular, porque el enemigo no lo habría consentido. Había que escoger entre entregarse á discreción ó hacerse matar en medio del pillaje y de la carnicería de un asalto general. Miramón y algunos oficiales propusieron que se hiciese una suprema tentativa para salir de la plaza después de haber clavado los cañones y destruído municiones y pertrechos.

Era un proyecto loco hasta el salvajismo. Apenas hubiesen los sitiados avanzado algunos pasos, habrían sido aniquilados, siendo pasados por las armas sus oficiales, sin proceso alguno, y tomada la ciudad á sangre y fuego por una soldadesca desenfrenada. Entonces despertó en Maximiliano un

instinto que era en él tan poderoso como el orgullo: la bondad. Causóle horror el cubrirse con tanta sangre inútil; pero siempre débil, no sabiendo resistir de frente, temeroso de ser desobedecido, recurrió á la astucia. Fingió aceptar la idea de aquella loca salida y se ingenió en retardar el día en que se verificara, bajo los más fútiles pretextos. Fijó primeramente el 10 de mayo, después el 13, y por último, constreñido por Miramón, señaló la noche del 14. Un consejo de guerra fué convocado para la tarde de ese día, con objeto de dictar las últimas disposiciones.

Tomó entonces Maximiliano una determinación radical: comisionó á su favorito López para que fuese á ver á Escobedo y le pidiese que le dejara, con su séquito y su escolta, ganar el puerto de Tuxpan, en donde se embarcaría para Europa, dando su palabra de honor de no volver jamás á México. Era tanto el deseo que tenía Maximiliano de impedir la carnicería que se preparaba, que autorizó á López para que, en caso que Escobedo se negara á dejarle salir, le dijera que se entregaba á discreción; que en el convento de la Cruz, á las tres de la mañana, no encontrarían los republicanos ninguna resistencia, y que él se constituiría prisionero. Maximiliano esperaba que, destruído el imperio y él lejos de México, cesaría la exasperación y Juárez cedería á las insinuaciones de su carácter, inclinado á la clemencia. Por eso lo esencial le parecía obtener la libertad de salir del país.

Provisto de tales instrucciones, López se presentó á las siete de la noche en el campo republicano y solicitó una entrevista con el general en jefe. Este le recibió con desconfianza. Sin embargo, como López se decía formalmente enviado por Maximiliano, Escobedo consintió en hablarle á solas, y cuando hubo escuchado lo que se solicitaba de él, dijo: «Tengo órdenes precisas; no puedo tratar sino de la rendición sin condiciones». López quiso entrar en discusión, hizo un elogio del emperador y de sus tropas, dijo que podían aún forzar las líneas de los sitiadores, prolongar la guerra y ocasionar mayor derramamiento de sangre. Escobedo contestó: «Conozco vuestra situación tan bien como vos mismo. Sé que vais á intentar una salida, que columnas ya formadas sólo esperan la orden de pasar las trincheras. Eso es para mí satisfactorio; hasta facilitaré vuestro movimiento dejandoos paso franco, para caer después sobre

vosotros con mis doce mil jinetes, que convertirán el campo de batalla en un lago de sangre imperialista». Los desertores que Escobedo recibía todos los días, le habían, en efecto, dado á conocer la verdadera situación de los sitiados. López no pudo replicar.

Escobedo creía terminada la entrevista, cuando oyó con sorpresa que el emisario le dijo que Maximiliano le había ordenado que, «para poner fin al sitio bajo cualesquiera condiciones, y estando resuelto á impedir los sangrientos acontecimientos que estaban próximos, le manifestara que se entregaba á discreción, y que, á las tres de la mañana, las tropas que defendían el cementerio de la Cruz se concentrarían en el convento, para que los republicanos pudiesen apoderarse sin resistencia de esa llave de la plaza». El general no pudo menos de manifestar que no daba crédito á lo que escuchaba, á aquellas proposiciones inexplicables de parte de un príncipe que había demostrado tanta energía en Orizaba. Pero López le reveló que el emperador ya no quería continuar la defensa; que creía todos sus esfuerzos absolutamente inútiles; que aunque las columnas que debían forzar la línea del sitio estaban formadas, él quería detenerlas y no estaba seguro de que sus órdenes fuesen cumplidas por jefes obstinados que ya no le obedecían.

VI.

Mientras López parlamentaba, Maximiliano deliberaba con sus generales, ganando tiempo con discusiones pueriles acerca de los términos de una proclama que se redactaba. Muchas veces mandó á un ayuda de campo que buscara á López, que no fué encontrado en su alojamiento hasta las once. Se le notó cierta turbación, pero el emperador la atribuyó á la pena que le causaba haberse hecho esperar. Después, le llamó aparte y habló con él largamente. López le dió cuenta del desempeño y del fracaso de la misión que le había encomendado, y le comunicó lo que había convenido con Escobedo. Terminada la conversación, Maximiliano le condecoró, delante de sus oficia-

les, con la medalla militar. «¿Por qué? Ese es un misterio», escribió Salm-Salm. Pero ya no hay tal misterio.

El emperador, inmediatamente después, ordenó que se aplazara la salida para el día siguiente, y como Miramón protestara, —«No os aflijáis, Miguel, le dijo; ¿qué importan veinticuatro horas para el éxito de una operación de guerra?»—«Sire, contestó Miramón, no soy de vuestra opinión: Dios nos guarde durante esas veinticuatro horas». Y se retiró muy descontento. Maximiliano dió luego orden á López para que fueran desensillados todos los caballos de los que formaban su séquito y los del regimiento de la emperatriz, que estaban listos para la salida, y se retiró á su aposento. «No se acostó hasta la una; la agitación le impedía dormir» A las tres, que era la hora fatal, llamó al Dr. Basch: se sentía muy mal. Basch le atendió, le procuró algún alivio, retirándose luego (1), y Maximiliano esperó.

Sólo á medias había quedado convencido Escobedo de que López había obedecido órdenes de Maximiliano, y no estaba seguro de que la rendición no fuese un lazo que se le tendiera. Al encontrar al Gral. Vélez, á quien había hablado de la misión de López, en el cementerio de la Cruz, le recomendó que estuviese en guardia contra todos, hasta contra López. Vélez llegó al convento. No encontró resistencia. Sólo divisó á López que hacía una ronda. Se apoderó de él, le amenazó con levantarle la tapa de los sesos si hacía un movimiento sospechoso, le exigió que diera su palabra de no escaparse y que les guiara al través del convento. López, sin hacer resistencia alguna, dió la palabra que se le exigía y les guió. Sin embargo, encontró ocasión para apartarse un instante, llegar á la pieza de Salm-Salm y gritarle: «¡Aquí está el enemigo: salvad al emperador!» (2). Al grito de López, Salm-Salm corrió al aposento de Maximiliano. Le encontró levantado, vestido, con una tranquilidad que sorprendió á todos (3) ¿Como que él no tenía por qué sorprenderse! «Nos han traicionado, dijo: que

1 DR. BASCH. *Erinnerungen aus Mexico. Geschichte der letzten zehn Monate des Kaiserreiches.* (Recuerdos de México. Historia de los diez últimos meses del imperio). Tómo I, págs. 232 y siguientes.—NOTA DEL AUTOR.

2 Este hecho ha sido corroborado por el Gral. Vélez y cinco de sus oficiales. Es incontestable.—NOTA DEL AUTOR.

3 DR. BASCH. *Obra citada.*—NOTA DEL AUTOR.

marchen los húsares y la guardia nacional; iremos al cerro de las Campanas para ver ahí qué es lo que hacemos». Bajó, después de haberse puesto un sobretodo, á causa de su estado enfermizo, sobre su uniforme. En la plaza del convento encontró soldados de Escobedo y á López al lado del coronel republicano Rincón Gallardo, á cuya hermana había hecho en otro tiempo algún favor. Este reconoció á Maximiliano y no le detuvo; hasta dijo á sus soldados:—«Son civiles; dejadles pasar».—«Ya veis: dijo Maximiliano á Salm-Salm, cómo es siempre útil ser bueno y hacer favores». No manifestó extrañeza de ver á López entre los invasores de la plaza.

En esos momentos López desapareció y volvió á los pocos instantes con un caballo ensillado:—«Montad, *Sire*; id á casa del banquero Rubio; ahí estaréis en seguridad y podréis ganar la costa». Maximiliano no manifestó cólera ni sorpresa, como antes. Se negó á montar á caballo y siguió á pie hacia el cerro de las Campanas. Cuando llegó, el sol brillaba ya en todo su esplendor y las campanas, repicando á vuelo, anunciaban que la ciudad estaba en poder de Escobedo. A Méndez no había sido posible participarle lo que sucedía. Miramón, atacado por un destacamento de caballería, había sido herido en la mejilla y conducido á casa de un médico amigo suyo, el Dr. Licea. Sólo Mejía había llegado con algunas tropas. Pero la defección iba á consumarse en presencia del mismo Maximiliano. A cincuenta pasos de distancia del cerro, todo un batallón volvió la espalda, y un ayuda de campo que fué enviado para recordar su deber á los soldados, fué recibido con risas de burla.

En el cerro llovía metralla. El emperador preguntó á Mejía si todavía era posible pasar al través de las líneas enemigas. El general contestó.—«No me importa morir; pero yo no quiero exponer á V. M. á una muerte segura». Entonces el emperador envió á su ayuda de campo Prádillo, precedido de un soldado que enarbolaba una bandera blanca, para que tratara de la rendición. Cesó el fuego. Escobedo se presentó. Maximiliano le entregó su espada.—«Si es preciso que haya alguna víctima, dijo, que yo sea la única. Mi único deseo es abandonar el país, comprometiéndome bajo mi palabra de honor á no volver á él». Escobedo contestó que no podía prometer nada; que su gobierno resolvería.—«Espero, replicó Maximiliano, que no permitiréis que se me insulte; que me trataréis como

prisionero de guerra»—«En efecto, sois mi prisionero» Y dejó Escobedo á Maximiliano bajo la custodia del coronel Riva Palacio, hombre de honor que desempeñó esa misión con humanidad.

El vencido fué reinstalado en su antiguo cuarto del convento de la Cruz. Lo encontró enteramente desamueblado: no quedaba ahí más que una mesa, una silla y el catre de campaña cuyo colchón había sido despancijado para ver si ocultaba dinero. El emperador, sintiéndose indispuerto, se recostó. Se le llevó un desayuno que no quiso tocar. Habiendo ido á verle el Dr. Basch, le dijo de pronto, como si dejara escapar un secreto íntimo:—«Me alegro de que todo haya pasado sin derramamiento de sangre: *he obrado conforme á mis propósitos*» (1).

El 17 de mayo, acompañado de Castillo, Salm-Salm y el ministro García Aguirre, fué trasladado al convento de Santa Teresa, de donde habían sido expulsadas las monjas; después se le trasladó al convento de Capuchinas. Se le alojó en una celda en que entraba la luz por una claraboya sin vidriera y que daba hacia un corredor del convento. En celdas vecinas fueron alojados Mejía y Miramón, á quien su amigo el Dr. Licea había entregado. Se autorizó á Maximiliano para conservar á su lado á su ayuda de cámara, á su mayordomo y al Dr. Basch, y para recibir la visita de ciertas personas, entre ellas el príncipe de Salm-Salm, y pudo telegrafiar á Viena: «Soy prisionero de guerra. No os inquietéis: se me trata de tal manera, que no se infringe ninguna de las leyes y costumbres de los pueblos civilizados». Escobedo había, en efecto, dado orden de que Maximiliano fuera tratado con toda la cortesía compatible con la estricta vigilancia á que era preciso sujetarle.

Publicóse un bando militar en que se ordenaba que todos los que hubiesen combatido por Maximiliano ó desempeñado algún cargo en su gobierno, se presentasen en el término de veinticuatro horas, so pena de muerte. Méndez no acató esta orden; su criado le denunció; fué aprehendido y se le concedieron dos horas para que se despidiera de su familia. Pasó sus últimos momentos con su mujer, su hijo, que tenía diez años, su hermana y un sacerdote, y cuando el comandante del piquete de ejecución le hizo una seña, se separó de los suyos bajo un pre-

1 DR. BASCH—*Obra citada.* —NOTA DEL AUTOR.

texto y fué conducido á la Alameda, hacia donde marchó resueltamente. Se le fusiló por detrás, como á los traidores. Al oír que preparaban los fusiles, apoyado en una sola rodilla se volvió hacia los soldados y gritó: *¡Viva México!* Cayó de bruces, herido, pero no muerto, y conciente todavía, señaló su oreja, como implorando que se le diera ahí el tiro de gracia. Así murió el Gral. Méndez.

VIII.

Maximiliano solicitó de Escobedo una entrevista. El general estaba enfermo y no podía salir de su tienda. Envió á dos coroneles (18 de mayo) para que condujeran á ella á Maximiliano. Este manifestó deseos de ver á Juárez, «á quien tenía que revelar secretos importantes». Escobedo le contestó que estaba á sus órdenes, que iba á transmitir por telégrafo su solicitud, pero que, en todo caso, podía escribir al presidente. El emperador no insistió y dijo que quería ver á López. Escobedo consintió en ello y añadió que podía hablar con quien quisiera. En su entrevista con su ayuda de campo, Maximiliano le conjuró para que guardara el más profundo silencio acerca de la comisión que había desempeñado la noche del 14, y para que obtuviera que Escobedo hiciera otro tanto, para que su prestigio no sufriera menoscabo.

Relatada por López á Escobedo esta conversación, el general contestó que no tenía motivo para callar ni para hablar, puesto que ni su honor ni el de su partido estaban en ello interesados; pero que él, López, sí sufriría grave perjuicio con su silencio, porque sus compañeros le acusaban ya de haber traicionado al archiduque. Por último, declaró que no podía comprometerse á nada. López dijo con indiferencia que la opinión acerca de su conducta le importaba poco, que callaría porque su deber era obedecer al emperador á quien debía tanto y que además poseía un documento que le justificaba. Era una carta cuya autenticidad parecía indiscutible: «Mi querido coronel López: Nos os recomendamos guardar profundo sigilo sobre la comisión que para el general Escobedo os encargamos; pues si

se divulga quedará mancillado Nuestro honor. Vuestro afectísimo. *Maximiliano*» (1).

López, provisto de una carta de Escobedo para Porfirio Díaz, se dirigió á Puebla adonde le llamaban asuntos de familia, haciendo antes saber á Maximiliano que seguía á su disposición. Algunos días después, Escobedo devolvió su visita á Maximiliano cuya salud iba empeorando (28 de mayo). El emperador le dijo que le estaba muy agradecido por la manera de tratarle, y le preguntó si López había hablado con él. Como el general contestara afirmativamente, Maximiliano le confesó que no se sentía con bastante fuerza de ánimo para soportar los reproches de sus compañeros de infortunio, si llegaran á saber que López había obrado por su orden, y le rogó encarecidamente que guardara secreto acerca de lo acontecido. Escobedo le objetó que su silencio haría aparecer á López como autor de un acto infame, por el cual era ya despreciado y aborrecido, y que á este infeliz era á quien Maximiliano debía dirigirse. El príncipe aseguró que López callaría mientras callara Escobedo, y compadecido, éste prometió no hablar.

De todo esto se desprende que López, lejos de ser un traidor, fué sólo una víctima de su abnegación. Estos hechos han sido ignorados durante veinte años, y á pesar de una protesta que López publicó en 1867 y que no tuvo eco ninguno en la opinión, fué durante ese tiempo objeto de la aversión pública: hasta llegó á fijarse en cuarenta mil pesos la suma que había recibido por su traición, y como la miseria en que vivía era una refutación de tal aserto, se decía que había perdido en el juego el producto de su infamia. Por fin, en 1887, como se le dirigieran nuevas injurias, instó á Escobedo para que dijera la verdad. El anciano general retirado, en vísperas de desaparecer de este mundo, creyó que era un deber que se imponía á su conciencia dirigir á su gobierno un informe oficial y así lo hizo en 8 de julio de ese año. Me he servido, para hacer el ante-

1 El Dr. Kaska, que fué devoto amigo de Maximiliano, ha negado la autenticidad de esta carta y pretendido que cuatro dibujantes, no expertos calígrafos, han declarado por unanimidad que la escritura de la copia fotográfica de ella no era de la misma mano que había escrito y firmado otros documentos que tenían á la vista. Este juicio pericial no ha tenido seriedad ninguna, según dice Iglesias Calderón en sus *Rectificaciones históricas*, pag. 96.—NOTA DEL AUTOR.

rior relato, de ese informe, que pueda resumirse así: «El coronel Miguel López no traicionó á Maximiliano de Austria: no entregó al enemigo su puesto de combate». A menos que el Gral. Escobedo haya sido el más pícaro de los impostores, lo cual nadie tiene derecho de suponer siquiera, deben aceptarse como verídicas sus revelaciones. Ya algunos pasajes inexplicables de los relatos de Salm-Salm y del Dr. Basch habían hecho presentir lo que realmente había pasado y que al fin ha sido plenamente corroborado por el confesor de Maximiliano. Interrogado, en efecto, el Padre Soria acerca de lo que pensaba de la traición de López, contestó: «El coronel López no hizo sino lo que se le mandó» (1).

Juárez no tardó en decidir de la suerte de los prisioneros. Su ministro de Guerra ordenó á Escobedo que hiciese juzgar por un consejo de guerra á Maximiliano, Miramón y Mejía. Su carta, dejando á un lado ciertas durezas de estilo, contenía la verdad absoluta acerca de la empresa imperialista en México. Decía en resumen: «El archiduque Maximiliano de Hapsburgo ha colaborado en una obra de iniquidad y de traición; ayudado por un ejército extranjero, ha intentado destruir la Constitución y las leyes de un país libre, sin más título para ello que algunos sufragios sin valor; ha desencadenado contra la república todas las calamidades. No contento con hacer una guerra de filibusteros, ha llamado en su ayuda mercenarios austriacos y belgas, súbditos de naciones que no estaban en pugna con la república; ha promulgado un decreto, con prescripciones bárbaras, para asesinar á los defensores de la independencia; ha hecho que se lleven al cabo ejecuciones sangrientas y se incendien poblaciones enteras. Después de la partida del ejército extranjero, ha seguido sosteniendo, por medio de la violencia y de la devastación, sus falsos derechos, á los que sólo ha

1 IGLESIAS CALDERON. *Obra citada*, pag. 96. La disertación del Sr. Iglesias, tan notable por la sagacidad de sus observaciones y por la fuerza y claridad de su argumentación, ha destruido definitivamente la leyenda de la traición de López. Pero yo no creo que deba reemplazársela por la traición de Maximiliano hacia sus generales. La misión que se encomendó á López fué un proceder ideado por un príncipe humano, pero débil, que no sabía imponer su voluntad. Maximiliano no traicionó á nadie: no hizo más que impedir un espantoso é inútil holocausto.—NOTA DEL AUTOR.

renunciado urgido por la derrota. El gobierno republicano puede, en virtud de la ley de 25 de enero de 1862, hacer fusilar, con sólo la identificación de las personas, á los culpables de delitos contra la independencia y seguridad de la nación, contra el derecho de gentes, contra las garantías individuales y contra el orden y la paz públicos. Sin embargo, ha ordenado que en este caso se proceda á un juicio en forma, para que se oiga la defensa de los acusados y se pronuncie la sentencia que corresponda en justicia» (21 de mayo).

Inmediatamente después, el teniente-coronel Aspíroz, nombrado fiscal, procedió al primer interrogatorio de Maximiliano y al día siguiente al segundo. Maximiliano no comprendió que, en ciertas circunstancias, ser acusado equivale á ser condenado, ni que entonces un silencio digno y desdeñoso es la mejor defensa, la única que no degrada. Se puso á argüir como un curial: «O me consideráis como soberano legítimo ó como simple archiduque. Si lo primero, debo ser juzgado por un congreso nacional; si lo segundo, debo simplemente ser enviado á mi país. En ambos casos, sois incompetentes». Escribió dos cartas á Juárez. En la una pedía defensores y solicitaba la asistencia de los representantes de Austria y Bélgica ó en su defecto, de Inglaterra y de Italia, con los cuales arreglaría sus asuntos de familia; la otra estaba así concebida: «Señor Presidente: Deseo hablar personalmente con Ud. de asuntos muy importantes al país. Amante decidido Ud. de él, espero que no se negará Ud á una entrevista: estoy listo para ponerme en camino hacia esa ciudad, á pesar de las molestias de mis enfermedades».

Juárez no contestó directamente á ninguna de esas cartas. Manifestó, por conducto de Escobedo, que la entrevista no podía verificarse á causa de la distancia y de los términos del juicio, pero que ya ordenaba al Gral. Díaz que dejara salir de México, sitiado por él, á los ministros extranjeros y á los abogados encargados de la defensa, los cuales debían llegar á Querétaro dentro del plazo fijado por la ley, porque el procedimiento no admitía dilaciones.

IX

No fué Porfirio Díaz quien retardó la llegada á Querétaro de los ministros extranjeros y de los abogados: fué Márquez.

Desde su regreso á México, había sometido á la ciudad á un régimen de terror y de exacciones. Cuando un rico se negaba á pagar lo que se le exigía, se le exponía, como en Querétaro, al fuego de los sitiadores hasta que abría su caja. Sobre algunos pesaban impuestos diarios que solían ascender á seiscientos pesos y no bajaban de cinco. Vidaurri, indignado, quería irse y tuvo que ocultarse para no ser fusilado.

No se sabía nada de Maximiliano. El día 15 de mayo se oyeron aclamaciones entusiastas en las líneas avanzadas del enemigo, que estaban cada día más próximas á la ciudad, y salvas de artillería y cohetes. Por último, granadas que estallaron en las calles esparcieron boletines que anunciaban la caída de Querétaro y la captura de Maximiliano. No obstante, la prensa, aterrorizada, guardó silencio hasta que, á los tres días, el *Diario Oficial del Imperio* dijo: «Parece inútil afirmar que la noticia es falsa. La situación de Querétaro es satisfactoria para los amantes del orden; se tienen noticias ciertas de que todo va bien por ese lado».

Por supuesto, cuando del llamamiento de Maximiliano al barón Magnus, ministro de Prusia, y á sus abogados (25 de mayo), tuvo Márquez conocimiento, guardó acerca de él un absoluto secreto. Sólo por una circunstancia fortuita supieron los interesados que el emperador les llamaba: un emisario oficioso llevó al padre del Gral. Riva Palacio, que era uno de los defensores escogidos, una carta en que su hijo le comunicaba la captura y el proceso de Maximiliano. El abogado fué al instante á ver al ministro de Gobernación, y después al presidente del Consejo de Estado. Ninguno de los ministros juzgó el documento concluyente. Sin embargo, autorizaron á Riva Palacio para que fuera á pedir noticias al mismo Porfirio Díaz, y éste mostró á aquél un telegrama que se le había comunicado veinticuatro horas antes y que decía: «El emperador Maximiliano al barón Magnus: Tenga ud. la bondad de venir cuanto antes

á verme, acompañado de los Lic. D. Mariano Riva Palacio y Martínez de la Torre, ó de cualquiera otro que juzgue Ud. apto para defender mi causa». Siempre generoso, Porfirio Díaz prometió que, para darles facilidad de atender á este llamamiento, suspendería el bombardeo durante dos días, y que dejaría salir libremente á los defensores, á los ministros extranjeros y á todos los que quisieran salir de México. Usando de esta franquicia, Dano, ministro de Francia, quiso dirigirse á Querétaro; pero Márquez se lo impidió, lo mismo que á Lago, ministro de Austria, y á Hoorrichs y Curtopasi, encargados de los negocios de Bélgica é Italia.

Reanudóse el bombardeo, las comunicaciones quedaron cortadas de nuevo, y el *Diario Oficial del Imperio* dijo desfachatadamente: «Ya S. M. está cerca de México, á la cabeza de su heroico ejército y seguido de todos sus convoyes». Y al día siguiente volvió á decir: «La buena noticia se á confirmado: pronto saludaremos en esta capital á nuestro ilustre soberano y á su valiente ejército».

El barón de Lago y su agregado Tabera, Hoorrichs y Curtopasi lograron burlar la vigilancia de Márquez. Forest, antiguo cónsul francés en Mazatlán, encargado por Dano, que no podía salir de México, para que le representase cerca de Maximiliano, logró esconderse en el carruaje que conducía á los abogados á Tacubaya, cuartel general de Díaz. Llegado ahí, se dirigió al jefe republicano y le dijo:—«El Señor Dano me ha encargado que os entregue esta carta y os pida un favor. Tanto él como yo nos dirigimos á Porfirio Díaz, no al comandante en jefe del ejército sitiador». Y el general había contestado:—«Más vale así; porque como no reconozco al Sr. Dano como ministro de Francia, no podría tener con él relaciones oficiales; pero me será siempre grato serle útil en algo». Después de leer la carta de Dano y de enterarse de lo que se solicitaba en ella, el Gral. Díaz dijo á Forest:—«Aunque no habéis sido llamado por Maximiliano, no tengo inconveniente en permitirlos que vayáis á Querétaro como simple particular». Así fué como Forest pudo salir de México y llegar á Querétaro el 4 de junio á las once de la noche.

X

Los defensores de Maximiliano fueron á verle inmediatamente y le encontraron tranquilo y resignado, aunque padeciendo cruelmente de disenteria y de su antigua enfermedad del hígado. Sólo algunas horas se levantaba en el transcurso del día. Se puso á hablar con gran volubilidad de los asuntos políticos de México, como si no estuviera á discusión su propia suerte, y costó trabajo que se ocupara en hacer un examen serio de sus medios de defensa. Prometió consignar en una nota los puntos esenciales.

Pocas esperanzas tenían ya los abogados de impedir que se dictara una sentencia de muerte. Bien sabían que los verdaderos jueces, los que tenían que fallar, estaban en San Luis Potosí. Se dividieron, por lo tanto, el trabajo: dos de ellos, Ortega y Vásquez, de Querétaro, litigarían ante el consejo de guerra; los otros dos, Riva Palacio y Martínez de la Torre, irían á San Luis para interceder con Juárez por Maximiliano. Este se regocijó cuando supo lo que se iba á hacer. Hasta forjó proyectos para el porvenir: iría á Cádiz en su *yacht*, establecería ahí á algunos de sus fieles servidores, Miramón, Mejía y García Aguirre, pasaría el invierno en Oriente ó en el Brasil. Sin embargo, en otras ocasiones aparecía menos confiado: preparaba su testamento y legaba á su familia los objetos de valor que le quedaban. Sacando de su pecho una medalla de oro de la Virgen, dijo:— «Es un regalo de la emperatriz Eugenia. No puedo dejársela á ella; sería una ironía; porque al dárme la me dijo: «Os dará la felicidad». Prefiero dejársela á la emperatriz-viuda del Brasil».

Cuando hablaba del pasado, se quejaba de Bazaine, acusaba á López, pero sin insistir en sus acusaciones. Ya se sabe por qué. Al contrario, al hablar de Márquez se exaltaba, decía que era el verdadero traidor (1) y eran amargas también sus recri-

1 Cada vez que hablaba de López y de Márquez, se notaba esa diferencia. Tabera, el agregado austriaco, dice: «Habla con serenidad de ánimo (*mit Gleichmut*) de López; sólo cuando se refería á Márquez se mostraba colérico: decía que había sido la causa principal de su desdicha» (*Die Mexikanische Kaisertragodie*, pág. 96). A pesar de eso, si López le hubiese entregado á sus enemigos durante su sueño, habría sido más culpable que Márquez, á quien sólo podía acusar de no haber hecho lo que le había ordenado.—NOTA DEL AUTOR..

minaciones contra Napoleón III, «que le había abandonado». Empero, cuando supo que Dano, que no había podido ir á Querétaro, le había enviado á Forest con orden de prestarle toda clase de servicios, se manifestó muy agradecido y rogó al barón Magnus, ministro de Prusia, que tenía autorización para visitarle todos los días, que le dijera que tenía deseos de recibir su visita.

Pero se había vuelto difícil llegar hasta Maximiliano, á causa de una tentativa frustrada de evasión. La princesa de Salm-Salm, joven americana, muy graciosa, emprendedora y atrevida, había ido á reunirse con su marido. Llegaba de San Luis en donde había oído y observado mucho y convencídose de que Maximiliano sería irremisiblemente condenado y de que los esfuerzos de los defensores no darían ningún resultado, puesto que Lerdo de Tejada y Juárez les habían recibido cordialmente, pero rechazando el recurso de incompetencia que habían interpuesto y aplazando para después de que fuera pronunciada la sentencia toda conversación acerca de la gracia de indulto. Era, pues, evidente que sólo la fuga podía salvar la vida del cautivo. La princesa invitaba á su casa á los oficiales liberales, desplegaba con ellos todo el atractivo de sus gracias, y logró obtener la adhesión de algunos. El príncipe, que visitaba casi diariamente á Maximiliano y estaba autorizado para hablar con él con toda libertad, siempre que fuera en español, le deslizaba en sus pláticas confidencias que el jefe de la guardia no podía escuchar. Así le hizo saber el proyecto que había concebido y cuya realización estaba preparando su mujer. Maximiliano acogió con frialdad esta noticia: le repugnaba huir sin Miramón ni Mejía. Además, tendría que disfrazarse y no se resolvía á cortar su hermosa barba rubia. Salm-Salm le dijo que bastaría que se la atara por detrás, sobre la nuca, y que se pusiera anteojos. Sólo así aceptó la idea de la evasión y hasta fijó el día en que debía realizarse: el 2 de junio. Pero se arrepintió en el último momento, diciendo que tenía que esperar á sus abogados y al barón Magnus. El príncipe se arrojó á sus pies y le manifestó que esos caballeros quedarían muy satisfechos de no encontrarle ya en su prisión. Pero él, inflexible, dijo:—«No urge», empleando esa frase que le era favorita. Creía que su vida no corría ningún peligro; que, de cualquiera manera que fuese, no se atreverían á fusilarle. Y como la cosa se había retardado,

los oficiales que se habían comprometido temieron haber sido descubiertos y denunciaron el complot. Al punto fueron tomadas las más rigurosas precauciones.—«Habéis tratado de que se evadiera el archiduque, dijo el Gral. Paz á Salm-Salm; si reincidís, seréis fusilado sin formación de causa». Desde entonces, tres coroneles, pistola en mano, vigilaron al cautivo, y la guardia fué triplicada y cambiada, no quedando de la antigua más que un alemán, tráfuga de la legión austriaca, que gozaba de la confianza del emperador y era en realidad un espía. Fueron privados los prisioneros hasta de cuchillos de mesa y de tenedores, y se vieron obligados á comer con los dedos.

En tal estado las cosas, Forest no recibió desde luego autorización para visitar á Maximiliano. No se le permitió que penetrara á la prisión hasta el 12 de junio, víspera del día en que comenzó á verse la causa. A las dos de la tarde, el oficial de guardia le condujo á la celda del convento de Capuchinas que ocupaba Maximiliano. Este le tendió la mano con amabilidad y le dijo:—«Sentémonos en el corredor: huele mal en mi cuarto». Y comenzó desde luego á hablar de un nuevo proyecto de fuga en cuya realización parecía tener fe. Forest le dijo que era preferible que tuviera paciencia, que no comprometiera el éxito de los esfuerzos que se hacían en San Luis; pero añadió que si la evasión estaba arreglada, estaba listo para ayudar en lo que fuese necesario.—«De San Luis no hay que esperar nada», contestó el emperador.—«El peligro es grande, dijo Forest, pero no he perdido toda esperanza». Entonces, Maximiliano, sonriendo tristemente, añadió:—«Sé la suerte que me espera y estoy resignado; pero no quiero sentarme en el banquillo de los acusados: prefiero exponerme á todo. Hablad con el médico en jefe y decidle que haga que sea atendido lo que dice en su certificado: que estoy muy débil y no podría soportar las fatigas de la audiencia. Flaqueará mi cuerpo y mis enemigos dirán que me ha faltado valor. Pero si me decido á evadirme y os ruego que me acompañéis, consentiréis en ello?»—«De todo corazón, *Sire*. No tengo actualmente ningún carácter oficial y en nada comprometería á mi gobierno. Por lo demás, estoy seguro de que aprobaría mi conducta. Espero, pues, las órdenes de V. M.; pero permitidme que os haga observar que nos escuchan. No hablemos más de este asunto. Forest recordó en seguida la abnegación de los soldados france-

ses prisioneros. Maximiliano contestó:—«Estoy muy satisfecho de ellos: han cumplido con su deber. Deseo que se sepa en Europa». Después habló de sus medios de defensa. Forest le comunicó que Dano deseaba que evitara todo lo que pudiera ser tomado por una recriminación, porque éstas serían inútiles.—«El Sr. Dano tiene razón. Decidle que hasta hoy, tengo derecho de repetir la frase de uno de vuestros reyes: «Todo se «ha perdido, menos el honor». Después de mi muerte, eso se podrá decir de mí, porque no permitiré que se haga nada contra mi honor ni contra mi dignidad. En el fondo de mi corazón no hay hiel ni amargura». Y como Forest tratase de justificar la conducta de Francia y sus consejos cuando se había convenido de la imposibilidad de fundar en México un imperio, Maximiliano le interrumpió repitiendo con vehemencia:—«No hay en el fondo de mi corazón ni hiel ni amargura».

La entrevista había durado hora y media; Maximiliano parecía fatigado y Forest quiso retirarse.—«No, no os vayáis; las horas que se pasan en prisión son muy largas. Me es grato conversar un poco». Y habló de diversos asuntos; de México, de sus ministros, de las simpatías que le manifestaban los habitantes de Querétaro. Dijo también:—«Quiero á los franceses: fuí educado por una francesa.» Pero no pronunció el nombre del emperador Napoleón ni el de Francia. Por último, Forest observó que su semblante denotaba un vivo sufrimiento y que hacía penosos esfuerzos para dominarse, y se levantó, suplicándole que le permitiera volver.—«Sí, sí, venid diariamente, como vienen los ministros de Prusia, de Austria y de Bélgica: tengo muchas cosas que deciros».

XI

Al día siguiente, 13 de junio, á las nueve de la mañana comenzó el proceso en el teatro Iturbide. El patio, reservado á los espectadores, estaba sumergido en la obscuridad; el escenario, bien iluminado, representaba un salón con una columnata y una fuente brotante. A la derecha, se veían tres mesas y detrás nueve sillas; al frente, tres toscos banquillos, el del centro,

más bajo, para el emperador, y sillones para los abogados. El público se componía de trescientos espectadores, casi en su totalidad militares. Instalóse el consejo de guerra presidido por el coronel Platón Sánchez, quien tenía á su derecha al fiscal y á tres vocales, y á su izquierda al secretario y á los otros tres vocales, que eran todos muy jóvenes. Entraron Mejía y Miramón rodeados por un pelotón de soldados y seguidos por sus defensores. Los soldados, con las armas vueltas hacia los reos, se formaron en semi-círculo detrás de sus oficiales, que tenían la espada en la mano.

Miramón tomó una actitud soberbia y altanera, como si desafiara á sus jueces; Mejía, agobiado por el dolor, aunque sin ningún desfallecimiento moral, inspiraba piedad: su posición era incómoda, porque su banquillo era demasiado elevado y sus piernas, demasiado cortas, no le permitían apoyarse en el suelo. Sin embargo, cuando el presidente le preguntó su nombre, —«Demasiado lo sabes» le contestó. Leída el acta de acusación, su abogado, Próspero Vega, se levantó y leyó con voz monótona su defensa. Cuando ésta terminó, Mejía, á quien preguntó el presidente si nada tenía que agregar á lo dicho por su defensor, contestó con un ademán negativo y se retiró seguido por un piquete de soldados. En seguida, los licenciados Jáuregui, de San Luis Potosí, y Ambrosio Moreno, de Querétaro, leyeron sus defensas de Miramón. Había llegado el turno de Maximiliano. Un comisario del gobierno fué á la prisión y regresó después de haberse cerciorado de que el estado de su salud no le permitía asistir á la audiencia. Entonces se concedió la palabra á sus defensores, quienes hablaron hasta las nueve de la noche.

A las cuatro de la tarde, mientras hablaba uno de los defensores de Miramón, el barón de Lago fué al teatro en busca de Forest. Ambos se pusieron á pasear en la plaza, para poder hablar sin ser oídos. El barón de Lago dijo: —«La fuga del emperador está concertada para esta noche. A las diez será conducido á la capilla: le custodiará el regimiento del coronel Palacios y hará el servicio nocturno el coronel Villanueva. Ambos oficiales han consentido en salvarle si se les dan cien mil pesos á cada uno. Aquí traigo libranzas firmadas por el emperador. Pero exigen que las firmemos también Hoorrichs, Curtopasi y yo, y además que llevemos esta noche á casa de la

princesa de Salm-Salm, que está al corriente de todo, ocho mil pesos en oro, para distribuirlos entre los soldados. El emperador os ruega que le acompañéis. Será preciso que os encontréis cerca de la capilla. Seis caballos ensillados esperarán en una casa vecina. Esta noche, en casa de la princesa, se os darán más detalles».

Forest contestó que los ocho mil pesos estaban á disposición del emperador; que se encontraría en el lugar indicado y estaba listo á prestar en todo su ayuda; pero que el proyecto era insensato. Y suplicó al barón de Lago que, sin perder un momento, volviera á ver al emperador y le hiciera saber: que el motivo que se alegaba para precipitar la fuga no era atendible, puesto que la sentencia no sería pronunciada hasta el día siguiente por la noche; que la princesa era espiada por algunos traidores y que llevar el oro á su casa era descubrir el complot, y finalmente, que si los coroneles Palacios y Villanueva eran leales al ofrecer su concurso, debían exponer su proyecto y sujetarlo á discusión.

Forest y el barón de Lago fueron en seguida á comunicar estos acontecimientos á Hoorrichs y Curtopasi y á pedirles que firmaran las libranzas. El belga y el italiano juzgaron también que el plan era quimérico, que el emperador había caído en una trampa y se negaron á firmar las libranzas y aun rogaron al barón que retirara su firma. Como éste se rehusara, uno de ellos tomó unas tijeras y cortó el pedazo de papel en que estaba dicha firma. El barón se dirigió entonces violentamente al convento de Capuchinas y enseñó al emperador las libranzas mutiladas. Maximiliano se enfureció, dijo que los ministros hacían mal en dudar, que estaba seguro de los coroneles y que era preciso no desaprovechar su buena voluntad. Sin embargo, renunció á que las libranzas fuesen firmadas por los ministros, esperando que bastaría su sola firma, y sólo suplicó que se llevara al día siguiente al medio día, á casa de la princesa, la mayor suma de dinero que se pudiera conseguir; porque los coroneles eran demasiado orgullosos para ofrecer su cooperación: tocaba á los amigos de Maximiliano obtenerla.

Al día siguiente, 14 de junio, Hoorrichs y Curtopasi se dirigían hacia el local en que continuaba el proceso, cuando el coronel Dávalos les invitó á que volvieran sobre sus pasos y le siguieran. Pasaron frente al hotel en que se alojaban el barón

de Lago y su agregado Tabera, y les divisaron escoltados por otro oficial. Todos fueron llevados á la presencia de Escobedo, que les dijo brevemente:—«Hé aquí un pasaporte colectivo: salid inmediatamente de la ciudad»—«Dadnos siquiera dos horas»—«No, es preciso partir inmediatamente». Se les hizo subir á un carruaje y en el momento en que el cochero iba á azotar á los caballos, Dávalos les dijo en voz baja:—«Señores, si regresáis á esta ciudad antes de tres ó cuatro días, os costará la vida» (1).

La princesa de Salm-Salm fué llamada á su vez. Escobedo le dijo:—«Señora mía: El clima de Querétaro es muy malsano; hay aquí mucho tifo. Si estuviera en vuestro lugar, si gozara de vuestra libertad, yo me iría. Eso es lo que os conviene desde todos los puntos de vista, y yo deseo que partáis dentro de dos horas». Pero el oficial que la acompañó hasta su casa, no la concedió más que diez minutos. Fué conducida á Santa Rosa, al pie de la Sierra Gorda, y de ahí, puesta en libertad, ganó San Luis Potosí. El Príncipe de Salm-Salm, separado de los demás oficiales imperialistas, fué encarcelado y vigilado estrictamente.

Uno de los coroneles que, en efecto, habían escuchado y hasta aparentado acoger favorablemente los ofrecimientos de la princesa, el coronel Palacios, los había revelado á Escobedo.

XII.

Continuó el proceso. Se oyeron la requisitoria y las réplicas. Los defensores insistieron en la incompetencia y, en el fondo, reprodujeron ideas expresadas por Maximiliano en una pequeña nota que era, en resumen, una recriminación contra Francia. «Lejos de haber sido su instrumento, decía esa nota, entré en lucha con ella desde que llegué. Mi primer ministerio, el de Ramírez, era antifrancés y sostuvo la integridad del territorio, negándose á la cesión de Sonora. No vine como usurpador sino como elegido de la nación y mi sola ambición era hacerla feliz. No tuve participación ninguna en las cortes marciales de

1 Informe de Forest á Dano.—NOTA DEL AUTOR.

los franceses, que me acusaban de ser demasiado clemente. Mis ministros han sido liberales y han imitado á Juárez. Luego que pude sustraerme á la opresión francesa, me apresuré á revocar la ley de 3 de octubre, de la cual algunos artículos me fueron dictados por el mismo mariscal Bazaine. Permanecí en México después de la partida de los franceses, para realizar mi idea de convocar un congreso, en tanto que aquéllos deseaban les siguiera para celebrar arreglos pecuniarios y entrar en tratados con González Ortega. Mi perseverancia ha salvado al país. llamé entonces á Márquez por razones de economía, pero no llamé á Miramón. En 1865, antes de la traición de los franceses y de la intervención de los Estados Unidos, yo gobernaba en casi todo el país, y siempre juzgué honrosa la constancia de Juárez, quien no podrá encontrar, en la multitud de leyes y decretos que expedí, una sola palabra que hiera su reputación. Por último, el fracaso de mi empresa sólo puede demostrar la vitalidad del sentimiento republicano en México, pero nunca que yo haya cometido algún crimen».

Con respecto á la incompetencia, el acusador encontró una respuesta fácil. «Cuando creísteis, díjole, que Juárez iba á caer en vuestras manos, disteis orden á Miramón de que le hiciera condenar á muerte por un consejo de guerra. Aceptad, pues, ahora, la suerte que le teníais preparada». Sus otras respuestas no eran menos sólidas: «Es cierto que en los últimos momentos revocasteis la ley de 3 de octubre, pero ello fué demasiado tarde, después de haberla aplicado cruelmente en varias ocasiones». ¿Cómo habéis podido creer que las actas de adhesión falsificadas que os fueron presentadas en Miramar, expresaban la voluntad del pueblo? En todo caso, después de la partida de los franceses, cuando todo el país, con excepción de cuatro ciudades, había vuelto al poder de los republicanos, no podíais conservar tal ilusión, y sin embargo, habéis continuado la guerra por vuestra propia cuenta. ¿Decís que lo hacíais para preparar un arreglo? Los arreglos no se preparan á tiros. Habéis sido aprehendido con las armas en la mano; estáis bajo el dominio de la ley».

El consejo de guerra se declaró competente y pronunció á las once de la noche sentencia de muerte contra los tres acusados. El 16, á las once de la mañana, el coronel Palacios fué á notificarles la sentencia, comunicándoles que serían eje-

cutados el mismo día, á las tres de la tarde. El emperador le escuchó sonriendo tranquilamente y dijo al Dr. Basch: «Nos quedan tres horas: me bastan para arreglar mis asuntos». A las tres, los condenados esperaban en el umbral de sus celdas; pero sonó la hora, transcurrieron algunos minutos y nadie iba á buscarles. A las cuatro, se presentó Riva Palacio con un papel en la mano. ¿Era el perdon? No: era simplemente una orden de aplazamiento. La ejecución debía verificarse el 19 á las siete de la mañana.

Habiendo recibido por telégrafo noticia de la condena y de la hora en que debía ser ejecutada, los defensores de Maximiliano se habían dirigido á Lerdo de Tejada pidiendo gracia entre lamentos y lágrimas. El barón Magnus, que les acompañaba, pedía que, cuando menos, se aplazara algunos días la ejecución para que Maximiliano pudiese arreglar sus asuntos. Lerdo había escuchado las súplicas, había entrado al gabinete en que estaba Juárez con sus otros ministros y había salido tres cuartos de hora después, llevando en la mano una orden que iba á ser transmitida por telégrafo. Esa orden, dirigida al general Escobedo, decía: «Los defensores de Maximiliano y de Miramón han pedido el indulto de los condenados. El gobierno se ha negado á concederlo; pero, con objeto de que tengan tiempo para arreglar sus asuntos, el presidente de la República ha resuelto que la ejecución se verifique el miércoles 19 por la mañana». Lerdo añadió con voz conmovida:—«Con indecible pena ha tomado el gobierno esta resolución, que considera como una garantía de tranquilo porvenir para el país. La justicia y el interés público lo exigen. Si el gobierno comete un error, no se lo inspira la pasión: nuestra conciencia nos dicta la negativa que oponemos á vuestra solicitud». Era la una de la tarde. Por su parte, Escobedo, por un último escrúpulo, había retardado la ejecución; que, si no, el telegrama habría llegado demasiado tarde. Magnus habría querido que la ejecución se aplazara hasta el 21, pero había parecido inhumano prolongar tanto aquella agonía. Se puso á disposición del ministro de Prusia una diligencia especial que le condujera á Querétaro, de manera que llegara oportunamente para tener con Maximiliano una suprema entrevista.

Juárez y sus ministros estaban convencidos de que el indulto de Maximiliano prolongaría la guerra civil; porque, por más que empeñara su palabra, no podría el príncipe resistir á las

instancias de sus partidarios y volvería á intervenir en los asuntos de México. Antaño se había perdonado la vida á Iturbide, y había vuelto y había sido preciso fusilarle. El archiduque no obraría con más prudencia: hablaría, escribiría, constituiría un foco permanente de intrigas. Y la clemencia no sería considerada como hija de la generosidad, sino de la debilidad; porque era contrario á la justicia que regresara á su país tranquilamente, para solazarse bajo las umbrosas avenidas de Miramar, aquél que, sin ningún derecho, había ensangrentado á México durante tantos años. Aunque el gobierno lo hubiese querido, no habría tenido posibilidad material de salvar á Maximiliano; porque si lo hubiese hecho, el grito de ¡Traición! habría resonado por todas partes y habría sido ese gobierno derribado, y la guerra civil, próxima á terminar, habría continuado con más violencia. En el ejército, las pasiones se habían exacerbado, en efecto, de una manera extraordinaria. Tanto en Querétaro como en México, las tropas estaban exasperadas. Porfirio Díaz, que era el jefe republicano que personificaba la moderación, había escrito á Juárez: «Si se indulta á Maximiliano, no podré dominar á mis soldados». De Tacubaya Forrest escribió más tarde á Dano: «Se nos engañaba cuando se nos presentaba á los jefes militares republicanos como dispuestos á solicitar el indulto de Maximiliano. En todos los campamentos los oficiales pedían su cabeza y la de todos los que se habían adherido al imperio, sin distinción de categorías, y siguen haciendo alarde de un odio implacable contra los extranjeros, especialmente contra los franceses. Irritados por la nota del Sr. Campbell, hablan de arrojar el guante á los Estados Unidos por haber tenido la audacia de pedir que se dejara la vida al archiduque austriaco. En resumen, en palabras sanguinarias el desenfreno llega á la estravagancia y el orgullo llega á la demencia» (1). En el comedor del hotel de diligencias de Querétaro se encontraban unos quince oficiales superiores, y un teniente-coronel del estado mayor de Escobedo había dicho: «Sería bueno que el cuerpo de Maximiliano fuera dividido en varios trozos y enviado uno á cada ciudad de México». En las casas particulares en donde los franceses eran benévolamente acogidos, habían oído á los militares mexicanos que las visita-

1 31 de agosto de 1867.—NOTA DEL AUTOR.

ban, expresarse como energúmenos que recordaban los peores días de la Revolución (1). Los periódicos habían reproducido las cartas desgarradoras escritas por los generales Arteaga (2) y Salazar (3), fusilados en virtud del decreto sanguinario de Maximiliano, por el crimen de haber defendido á su patria contra la invasión extranjera.

En el estado de tensión en que esta atroz guerra civil mantenía los ánimos, fusilar ó ser fusilado era considerado como un acto natural de la existencia y no inspiraba horror ninguno. Hé ahí cómo hombres de un carácter humano, ajenos á la cólera y al odio, se creyeron obligados á resistir á los impulsos de la piedad y del enternecimiento, para mostrarse ferozmente inflexibles.

XIII

Desde el 6 de abril, los Estados Unidos habían exhortado al gobierno mexicano á que tratase á Maximiliano, en caso que fuese hecho prisionero, con la humanidad con que las naciones civilizadas tratan á los prisioneros de guerra. Lerdo de Tejada ha-

1 Informe de Forest á Dano.—NOTA DEL AUTOR.

2 «Madre mía adorada: He sido hecho prisionero el 13 de este mes por las tropas imperialistas y mañana seré fusilado. Le ruego á usted, mamá, que perdone todo el mal que le he hecho durante el tiempo en que he seguido la carrera militar contra su voluntad. Mamá, á pesar de todos mis esfuerzos para ayudarles, les envié en abril último todo aquello de que podía disponer. Pero Dios está con nosotros y no permitirá que perezcan ni usted ni mi hermana Trinidad, la yanquita. Mamá, no dejo nada más que mi nombre sin mancha, porque no he tomado jamás nada que no me perteneciera. Espero que Dios me perdone mis pecados y me reciba en su santa gloria. Muero como cristiano y les digo adiós á todos: á usted, á Dolores, á toda la familia. Su hijo obediente.—NOTA DEL AUTOR.

3 Madre adorada: Son las siete de la noche, y el Gral. Arteaga, el coronel Villagómez, otros tres jefes y yo acabamos de ser condenados á muerte. Mi conciencia está tranquila: bajo á la tumba á los treinta y tres años, sin mancha en mi carrera militar ni en mi nombre. No llore usted; tenga valor; porque el único crimen de su hijo es haber defendido la causa santa de la independencia de su país. Por eso voy á ser fusilado, No tengo dinero, porque nada he podido economizar y nada les dejo;

bía contestado con altivez, que México, habiendo reconquistado su autonomía, no tenía que recibir órdenes ni consejos, y que si la persona á quien se recomendaba caía entre las manos de la nación, ésta no podría considerarla como un simple prisionero de guerra, porque sus crímenes estaban bien definidos por el derecho de gentes y por las leyes de la república. Francisco José, sin embargo, después de haber devuelto á su hermano sus derechos de agnación, como garantía de su renuncia de la corona de México, encomendó á su representante en Washington que solicitara de los Estados Unidos que hiciesen una nueva tentativa en favor de los condenados. Los gobiernos francés é inglés se unieron al austriaco, y el 1.º de junio Seward telegrafió á Campbell, su agente en Veracruz: «Dirigíos inmediatamente al lugar en que reside Juárez, é instadle para que sea clemente con Maximiliano y, si es posible, también con los otros prisioneros». Campbell, que proveía una rotunda negativa, prefirió dar su dimisión á hacer lo que se le ordenaba. El destino del infeliz Maximiliano iba, pues, á cumplirse.

El barón Magnus llegó á Querétaro la noche del 17, y vió á Maximiliano el 18 al medio día, y después en la noche para recibir sus últimas instrucciones. Todavía hizo un postrer esfuerzo y telegrafió á Lerdo: «Llegué hoy aquí y me consta que los tres condenados están moralmente muertos y que todo el mundo como muertos les considera, puesto que, después de haber tomado todas sus disposiciones para morir, esperaron, minuto por minuto, durante una hora, que se les llevase al lugar del suplicio. Las costumbres de nuestra época no permiten que, después de haber sufrido esta horrible tortura, se les haga morir por segunda vez. En nombre de la humanidad, en nombre del cielo os conjuro que ordenéis que no se les quite la vida!»

Dios les ayudará á usted y á mis hijos, que se sentirán orgullosos de llevar mi nombre. Gufe usted á mis hijos y á mis hermanos por el camino del honor. El cadalso no mancha el nombre de un patriota. Adiós, madre querida, bendiga usted mi tumba. Dé usted un abrazo de mi parte á mi tío Luis y muchos besos á Tecla, Lupe é Isabel, lo mismo que á Carmelita, á Cholita y á Manuelito. Les mando á todos un adiós del fondo del corazón. Lego al primero mi reloj de plata y á Manuel mis cuatro vestidos. Afectuosos recuerdos á mis tíos, tías y primas, así como á todos los amigos y patriotas, y reciba usted el último adiós de su obediente hijo que la quiere mucho».—NOTA DEL AUTOR.

Maximiliano, por su parte, telegrafió á Juárez: «Deseo que se conceda la vida á Miramón y á Mejía, que sufrieron antier todos los dolores y todas las amarguras de la muerte, y que sea yo la única víctima, como lo pedí en el momento en que fuí hecho prisionero» Lerdo contestó confirmando la orden de que fuese al día siguiente ejecutada la sentencia.

Los condenados pasaron su ultimo día con sus familias ó sus amigos. Maximiliano escribió al papa pidiéndole perdón por las penas que había podido causarle y protestando que moría en el seno de la iglesia católica; recomendó á su familia que protegiera á la viuda é hijos de Miramón; dirigió frases de gratitud á sus defensores y al capitán Pierron, que había sido su secretario, é hizo á Juárez una suprema exhortación: «Haced que mi sangre sea la última que se derrame, y consagra la perseverancia con que habéis defendido la causa que ha triunfado, perseverancia que reconocí y admiré siempre en medio de mi prosperidad, á la tarea más noble aún de reconciliar los ánimos y de establecer la paz en este infortunado país». Rogó á Escobedo, por conducto del barón Magnus, que se escogieran buenos tiradores y que se les recomendara que no le desfiguraran el rostro y que le mataran á la primera descarga, porque sería un espectáculo poco conveniente para una multitud, ver á un emperador retorcerse en el suelo con las convulsiones de la agonía. Manifestó en seguida deseos de ver al Gral. Escobedo para despedirse de él, y mientras llegaba, se durmió. A las once se le despertó para que recibiera al general, quien, después de la entrevista, se retiró muy emocionado, llevando un retrato en que Maximiliano había escrito: «Al Gral. Don Mariano Escobedo.—Maximiliano».

El general se dirigió luego á la celda de Mejía, á quien encontró enfermo y desesperado. No había olvidado que aquel infeliz le había salvado en otro tiempo la vida. Desde el día en que había caído prisionero le había visto varias veces y le había ofrecido interponer su influencia con el gobierno y su prestigio en el ejército para obtener su libertad. Mejía había siempre contestado que sólo aceptaría esos ofrecimientos si Maximiliano y Miramón se salvaban también; y como Escobedo dijera: «Eso es imposible», el heroico indio había exclamado estoicamente: «Que me fusilen con S. M.». Escobedo fué, pues, ya no á ofrecerle la vida, sino á prometerle que se encar-

garía de su viuda y de su familia, porque Mejía, recientemente casado, acababa de tener un hijo, al cual no le dejaba más que veintiocho vacas y un *jacal* en la sierra (1).

Maximiliano, que se había vuelto á dormir, despertó á las tres y media de la mañana y se vistió con esmero. Se puso un pantalón y un chaleco negros, un sobretodo de color oscuro y un sombrero de fieltro, que con dificultad se le consiguió en esos momentos. A las cinco, el Padre Soria, que le había dado el viático, llegó para celebrar el sacrificio de la misa en la celda. En seguida, Maximiliano se desayunó, tomando pollo, vino y una taza de café, é hizo después algunos encargos al Dr. Basch, recomendándole especialmente que entregara á su madre un escapulario que llevaba en el bolsillo del chaleco.

La ejecución se había fijado para las siete de la mañana. Escobedo la adelantó con el objeto de evitar manifestaciones populares. A las seis en punto se presentó un oficial. Maximiliano salió de su celda, y con esa grandeza sencilla y esa serena intrepidez que conservó hasta el último momento, dijo:—«Estoy listo» Después fué á las celdas de sus compañeros:—«¿Estáis ya listos, señores? Yo ya lo estoy». Y les dió un abrazo. Maximiliano subió primero, en un simón que fué rodeado por una escolta de infantería y caballería. Su doméstico húngaro y el Padre Soria tomaron asiento á su lado. Miramón y Mejía iban detrás, en otros coches, con sus confesores. Había sido preciso arrancar á la esposa de Mejía de los brazos de su marido, y no pudo impedirse que siguiera el carruaje, con su hijo en los brazos, lanzando gritos desgarradores.

Todas las tropas de la guarnición formaban valla para detener á la inmensa y silenciosa multitud. Un sol radioso iluminaba las calles invitando á vivir, mientras doblaban lúgubremente todas las campanas de las iglesias. Cuando pasaban los coches en que iban los condenados, muchos espectadores respetuosamente se descubrían, y las mujeres lloraban, sobre todo ante el espectáculo que daba la desdichada esposa de Mejía. Cuando el cortejo hubo llegado al cuadro de cuatro mil hombres que rodeaba el lugar en que la ejecución iba á verificarse,

1 En efecto, más tarde, Escobedo envió algún socorro á la viuda de Mejía; pero la noble mujer rechazó toda asistencia de los matadores de su marido y dijo que, siendo joven y fuerte, trabajaría para mantener á su hijo.—NOTA DEL AUTOR.

el emperador abrió la portezuela y saltó á tierra. El Padre Soria se sintió desfallecer: Maximiliano tomó su pomo de sales y se lo acercó á la nariz para reanimarle. Después, dirigiendo una mirada escudriñadora hacia la compacta multitud, preguntó si no se encontraba ahí ninguno de sus amigos. Se le contestó que estaba presente el barón Magnus, pero que no podía verle.

Se le colocó en el centro, teniendo á Miramón á la derecha y á Mejía á la izquierda; pero él se volvió hacia Miramón y le dijo:—«Un valiente debe ser admirado hasta por los monarcas; permítame usted que le ceda el lugar de honor», y colocándole en el centro, se puso á su derecha.

Tres pelotones de ejecución, compuestos cada uno de siete hombres, se formaron frente á los condenados, á un metro de distancia. El oficial encargado de dar la orden de disparar, se acercó al emperador y le suplicó que le perdonara.—«Joven, contestó Maximiliano, agradezco á usted su deferencia y su compasión, pero los soldados tienen que obedecer». En seguida se acercó á su vez á los hombres del pelotón que tenía delante, le dió á cada uno una onza de oro y les dijo:—«¡Muchachos, apunten bien!» y les señaló su corazón. Después volvió á su lugar y dijo con voz firme y clara:—«Voy á morir por una causa justa: la de la independencia y libertad de México. ¡Que mi sangre selle las desgracias de mi nueva patria! ¡Viva México!». Se quitó el sombrero, lo entregó á su criado para que lo entregase á su madre, se enjugó la frente con el pañuelo, dirigió una sonrisa á un grupo de hombres y mujeres que sollozaban, y echando hacia atrás su larga barba rubia, se quedó mirando de frente á los que iban á quitarle la vida.

Miramón leyó un discurso que terminaba con el mismo grito de ¡Viva México! Mejía dejó caer sobre su pecho el crucifijo que tenía en la mano; los soldados apuntaron al pecho de las víctimas; los oficiales levantaron sus espadas, y estalló la descarga.

Maximiliano cayó del lado derecho, murmurando: ¡Hombre! ¡hombre! Todas las balas le habían herido mortalmente, pero como diera todavía señales de vida, el oficial colocó boca arriba el cuerpo del archiduque, señalando su corazón con la punta de la espada. Un soldado se adelantó y le dió ahí el tiro de gracia. Entretanto, seguían tocando á muerto las campanas.

Fué respetada la majestad de la muerte: el cadáver de Maximiliano no fué objeto de ninguna profanación; fué embalsamado, mal primeramente, por el Dr. Licea, el mismo que había entregado á Miramón, y después trasladado á México, en donde se hizo la operación en mejores condiciones.

El historiador César Cantú, prohibiendo díceres de periódicos mal informados, ha acusado á Juárez de haber vendido al emperador de Austria el cadáver de su desventurado hermano. Esa es una calumnia. El cadáver de Maximiliano, era reclamado por cuatro personas: el Dr. Basch, el ministro de Prusia, el de Austria y el almirante Tegethoff; en presencia de este conflicto de peticiones, el gobierno mexicano resolvió no entregar el cadáver sino á la persona que presentara un documento oficial del gobierno austriaco ó una solicitud auténtica de la familia del archiduque; y como Beust, canceller del imperio, certificara, en una nota fechada en 22 de septiembre de 1867, que el almirante Tegethoff, estaba encargado por la familia de reclamar el cuerpo de Maximiliano, Lerdo hizo saber al almirante que se le entregaría inmediatamente. Después del segundo embalsamamiento, ese cuerpo había sido objeto de los más respetuosos cuidados: se le había vestido de negro y recostado sobre almohadones de terciopelo, dentro de un féretro de madera de rosa, primorosamente tallado y que contenía otra caja de zinc; y fué así como le fué entregado á Tegethoff.

XIV

Ninguna ejecución siguió en Querétaro á la de Maximiliano. Fué ahí su sangre la última que se derramó. Sin embargo, siguieron siendo tratados con rigor sus compañeros de lucha. Todos los oficiales fueron condenados arbitrariamente, sin forma de proceso: los coroneles á seis años de prisión, los tenientes-coroneles á cinco, los mayores á cuatro, los capitanes y tenientes extranjeros á dos; los tenientes mexicanos fueron puestos en libertad, pero sujetos á vigilancia durante un año. Algunos oficiales, á quienes se hacían cargos especiales, fueron degradados y llevados ante una corte marcial, así como el mi-

nistro García Aguirre, el prefecto Domínguez y el secretario Blasio. Morelia fué la ciudad escogida para que los oficiales condenados á cautiverio extinguieran su condena. Muchos, debilitados por sus heridas, marchaban á pie hacia allá, bajo los rayos del sol tropical, agobiados por los fardos que cargaban, con los pies ensangrentados, pidiendo á gritos que se les fusilara; pero compadecidos los habitantes de las poblaciones por donde pasaban, les suministraron víveres y caballerías para que pudieran llegar con vida á su triste destino. Los oficiales franceses fueron enviados á Zacatecas, confundidos en la cárcel con los criminales y encadenados. Como protestaran enérgicamente contra tal tratamiento, fueron trasladados á un convento y se les quitaron las cadenas; pero el gobierno no les daba sueldo ni alimentos, y habrían muerto de hambre si no les hubieran socorrido los negociantes franceses de la ciudad.

Para la completa pacificación del país, faltaba sólo la rendición de México. No se hizo esperar. Márquez había continuado la defensa á fuerza de mentiras, de exacciones y de terror. Llevó la desvergüenza hasta el cinismo. Habiendo llegado á la capital el Gral. Arellano, que había logrado escaparse de Querétaro, y confirmado las noticias que se tenían ya de la caída de esa plaza y de la cautividad de Maximiliano, Márquez ordenó que repicaran las campanas, que tocaran las banderas militares y que se fijaran en las paredes carteles en que se anunciaba que Arellano había llevado la grata noticia de que el ejército imperialista iba á socorrer á México y llegaría muy pronto. Hubo iluminaciones, y se tiraron cohetes, á pesar de que, siendo ya hermético el cerco, el hambre hacía tales estragos que había infelices que caían muertos en las calles, quedando abandonados sus cadáveres.

Porfirio Díaz habría podido poner fin á esa lúgubre farsa, asaltando la ciudad; pero eso habría equivalido á entregarla al pillaje y á violencias sin cuento. Asumiendo ya la noble actitud pacificadora que había de ser la mayor de sus glorias, no quiso someter á la capital, en donde iba á instalarse de nuevo la república, á tamaños horrores, y ni consejos, ni ruegos, ni amenazas, ni reproches de traición, lograron disuadirle de su resolución magnánima, y el desenlace que deseaba se produjo al fin.

El 18 de junio, los austriacos, informados por una carta no

interceptada, de la verdad de los acontecimientos que se desarrollaban en Querétaro, se negaron á obedecer á Márquez, y el comandante de la contra-guerrilla francesa siguió su ejemplo. El Gral. O'Horán, gobernador de la plaza, se puso en comunicación con Díaz y exigió que Márquez presidiera un consejo de guerra que debía celebrarse el 19. Márquez reunió el consejo y le envió una carta así concebida: «Como está probado que el emperador está preso, el infrascrito cesa de ser lugarteniente del imperio». Y desapareció, y no se volvió á saber de él (1).

Porfirio Díaz no admitió una capitulación: exigió que á discreción se entregara la ciudad (20 de junio), y el 21 al amanecer entró en ella á la cabeza de la primera división del ejército. Oyéronse á su paso algunos vivas; pero él, refrenando su caballo y dirigiéndose á los que le aclamaban, les dijo:—«Doy á ustedes las gracias, pero les ruego que guarden silencio. Un grito de aprobación puede hacer que resuenen otros de protesta, y es preferible que nuestra victoria no suscite manifestaciones de rencor». Carros cargados de pan seguían á la columna. Juan José Baz, gobernador de México, secundó con inteligencia y abnegación las filantrópicas miras de Díaz. Los tropas, entrando por destacamentos, conservaron un orden perfecto, y se proveyó á sus necesidades por medio de un empréstito voluntario.

Las órdenes rigurosas llegaron de San Luis Potosí. Todos los que, con el carácter de notables, habían votado por el imperio, y todos los que le habían servido, debían presentarse antes que transcurrieran 24 horas, so pena de ser fusilados sin proceso; los habitantes de la ciudad estaban obligados á dejar que sus casas fueran registradas, debiendo sufrir de seis meses á dos años de prisión aquéllos que ocultaran á algún delincuente, á menos que éste fuese padre, hermano, hijo ó esposo de la persona que le ocultara. Díaz suavizó estas órdenes ampliando el plazo conminatorio; pero no pudo evitar dos ejecuciones: la de Vidaurri y la de O'Horán, que habían sido sorprendidos en sus respectivos escondites.

Porfirio Díaz y Vicente Riva Palacio, que había dejado de ser general y vuelto á ser periodista, aconsejaban á Juárez una

1 Más tarde se supo que se había refugiado en La Habana, de donde regresó á México después de la pacificación general.—NOTA DEL AUTOR.

amnistía plenaria; Lerdo preconizaba las medidas severas. El 15 de julio, el presidente entró á México, y se supo dos días después que no concedía un perdón general, pero que las penas sí serían menos duras. No se fusiló más: se dictaron sentencias de dos á quince años de prisión. Hubo alguna incertidumbre acerca de la suerte que esperaba á Dano, ministro de Francia. Juárez callaba á ese respecto, y se le atribuía la intención de conservarle en rehenes para canjearle por Almonte, que se encontraba en París. Pero los americanos se propusieron salvarle: su ministro Otterbourg instó á Juárez para que le pusiera en libertad, y el almirante Palmer, enviado á Veracruz con una fragata, llegó á inquirir lo que Juárez había resuelto. Juárez comprendió lo que aquello significaba y dió á Dano su pasaporte, lo mismo que á los ministros de Bélgica y de Italia, proporcionándoles una escolta hasta el momento en que se embarcaron.

El 17 de agosto, se convocó á elecciones de diputados, de presidente y de miembros de la Suprema Corte, y se consultó al pueblo acerca de reformas constitucionales que creaban el Senado y conferían al presidente el derecho de veto. No podía votar ni ser votado quienquiera que hubiese servido al imperio.

El 8 de octubre, Juárez fué reelecto y tomó posesión de la presidencia de la república el 1° de diciembre, teniendo á Lerdo de Tejada como presidente de la Suprema Corte de Justicia. El orden republicano quedaba así restablecido, quedando de la aventura imperialista sólo dos restos: una infeliz princesa envuelta en las sombras de la locura y un miserable cuerpo acribillado á balazos y devuelto así á su patria, de donde había salido radiante de juventud. Jamás un atentado contra el principio de las nacionalidades, ha sido tan pronta ni tan terriblemente castigado (1).

1. Juárez murió cuatro años después. Bajo su gobierno justo y vigoroso, México prosperó lenta y seguramente, y cuando rindió cuenta al país de su labor administrativa, en octubre de 1870, fué electo presidente por tercera vez; pero, muy afectado por la muerte de su esposa, murió en 18 de julio de 1872, siendo reemplazado por su amigo Lerdo de Tejada. Hoy México está muy tranquilo y prospera bajo la presidencia siempre renovada de Porfirio Díaz.—NOTA DEL AUTOR.

XV (1).

Napoleón III se conmovió profundamente con esos acontecimientos; la emperatriz se mostró tan consternada cuanto colérica, porque se había opuesto á que el infeliz Maximiliano fuese abandonado. Hasta decía con vehemencia.—«El hizo bien en permanecer en México; si yo hubiera estado en su lugar, habría obrado de la misma manera, habría dicho: «Me han abandonado; voy á jugarles una mala pasada». Sin embargo, añadía:—«Hemos cometido faltas, ciertamente; pero no somos los únicos sobre quienes debe pesar la responsabilidad: los Estados Unidos y la corte de Roma deben ayudarnos á soportar tan enorme far-do». Después lloraba y decía:—«Estamos como dentro de una plaza sitiada: no termina aún un asunto desastroso, cuando empieza otro. Si el príncipe imperial tuviese dieciocho años, abdicaríamos».

Los implacables enemigos del imperio no dejaron pasar esta ocasión: buscaron el triunfo en medio del desastre. La discusión del presupuesto había comenzado en el Cuerpo Legislativo. Sin que fuese necesario recurrir á la interpelación, Julio Favre hizo por la centésima vez la historia de la malhadada expedición cuyas nefandas consecuencias había predicho, y terminó: «No he sido el único que he experimentado un dolor profundo al ver que las combinaciones políticas no permitían que se trajese al infeliz archiduque, para que Francia pudiera no tener responsabilidad en el derramamiento de una sangre que al fin ha caído sobre ella (*Ruidosas exclamaciones y protestas. Aplausos no menos ruidosos en los bancos de la izquierda*). Tengo el derecho de decir que en un país libre seríais procesados» (*Nuevas y más vehementes protestas*).

Rouher replicó no menos violentamente: «No puedo menos de protestar con la mayor indignación contra la responsabilidad que se quiere atribuir al gobierno francés en el asesinato que se acaba de cometer en México. Sí, Maximiliano ha sido víctima de una cobarde traición (*Sí, sí, muy bien!*), y cuando ha sido entregado durante su sueño á un enemigo triunfante, éste,

1 Parágrafo formado como el XI del capítulo I.—NOTA DEL TRADUCTOR.

en vez de refrenar su odio para que las pasiones se calmaran, ha recurrido á un proceso á puerta cerrada para que Juárez asesinara al emperador, después de haber hecho que se le traicionara (1). Cuando nos vimos obligados á abandonar á México, hicimos todos los esfuerzos posibles para que, al abrigo del pabellón francés, regresara Maximiliano; pero él no quiso regresar, y tal resolución á nadie ha causado tanto dolor como á nosotros. Lo afirmo con toda la sinceridad de mi alma y de mi conciencia».

Thiers fué menos impetuoso, pero no menos áspero. Según él, la enseñanza principal que debía sacarse de aquel desastre del poder personal, era que «había que restablecer la monarquía constitucional, dentro de la cual cabe tanta libertad como dentro de una república». Y señaló las consecuencias hacendarias y políticas de aquel gigantesco error. «El tesoro ha gastado seiscientos millones, sin contar los trescientos perdidos por los subscriptores del último empréstito. En el Nuevo Mundo nuestro prestigio ha sufrido grave menoscabo, y Francia ya no inspira el saludable temor que inspiraba. La raza anglosajona, cuya expansión se quería detener, ha triunfado, y nosotros mismos nos vemos hoy obligados á desear que invada á México, para que nos venga de ofensas que no podemos vengar, de la desdicha de nuestros conciudadanos. El año pasado, no hay que forjarnos ilusiones, la situación de Europa ha sido modificada profundamente. Una de las más grandes revoluciones que han transformado al mundo, se ha verificado en Alemania. En tan solemne momento, habríamos sido necesario tener los brazos libres..... Oh! bien sé que, á pesar de la expedición de México, si Francia hubiese querido, habría podido, con su poderosa voluntad, con la fuerza de que siempre podrá disponer, hacerse escuchar, pronunciar palabras decisivas. Pero no hay que negar que esa expedición ha pesado con enorme peso en la balanza de los acontecimientos europeos del año pasado. Porque no se trataba sólo de los treinta mil hombres que se encontraban ocupados en México; porque, si reflexionáis en los detalles de la administración militar, sabréis que esos treinta mil hombres nos causaban embarazos enormes, que no estaban en

1 Ya ha podido verse por mi relato anterior, que todos estos asertos son contrarios á los hechos.—NOTA DEL AUTOR.

relación con ese número; que nuestra artillería estaba desorganizada; que nuestro efectivo había descendido á una cifra lamentable; que los cuadros, desgraciadamente destruidos, lo han sido para compensar una parte de los gastos de México».

Jamás Rouher se había encontrado en situación tan difícil. Pero en esas situaciones desplegaba todas sus poderosas facultades de abogado elocuente. No retrocedió ante ninguna objeción. «El gasto, dijo, no ha sido de seiscientos millones, sino de trescientos. Cuanto al prestigio de Francia, no ha sufrido menoscabo. ¿Sabéis por qué? Porque en los cuatro años transcurridos, jamás, de una manera seria, nuestro pabellón ha estado comprometido. Hemos recorrido ese inmenso territorio en pequeños destacamentos, encontrando siempre un número superior de enemigos, y en cien combates hemos salido vencedores de las bandas agresoras (*Sí, sí, muy bien! muy bien!*). La América central y la del sur han sido testigos de ese valor heroico y de esa abnegación. Ya saben lo que valen nuestros soldados. Cuando nos han visto abandonar las playas mexicanas, han comprendido que las abandonábamos en la plenitud de nuestra fuerza y de nuestra grandeza. Por eso, los que por algunos instantes nos habían afrontado, se mantuvieron después lejos de nuestros soldados, hasta que el último de ellos salió de Veracruz (*Muy bien! Muy bien!*). La expedición de México no ha pesado en las determinaciones del gobierno respecto de los acontecimientos de Alemania. Porque sólo veintidós mil hombres estaban lejos de Francia y esos veintidós mil hombres no disponían más que de un material que representaba apenas, el valor de los caballos inclusive, una suma de veinte millones. Si el gobierno hubiese creído comprometido el honor del país en la cuestión alemana, habría podido hacer frente á todos los acontecimientos (*Asentimiento general*). ¿Qué hemos fracasado? Sí; pero no se necesitaba esa prueba para demostrar la falibilidad humana, para convencerse de que son engañosas las más justas, las mejor estudiadas combinaciones concebidas por los hombres, para saber cuán misteriosos son los designios de la Providencia, que aplaza á veces la hora de la expiación, de la justicia y del castigo (*Muy bien! muy bien!*). Mas ¿qué habríais dicho si la fortuna hubiese seguido sonriéndonos? ¿Acaso no hubiera sido un título solemne á la gratitud de la posteridad, haber reconquistado esa nación, para

volverla en sí, librándola por siempre de la guerra civil y de la anarquía? Dios no lo ha querido: respetemos sus decretos».

El mariscal Vaillant escribió en su libro de memorias (10 de julio de 1867): «Consejo de ministros. La violencia de las discusiones del Cuerpo Legislativo pesa con enorme pesadumbre sobre el ánimo del emperador y de la emperatriz. El emperador ha hablado de celebrar en Nuestra Señora una gran ceremonia fúnebre. Se le ha disuadido con gran trabajo de llevar al cabo ese proyecto, que se ha convertido en misas que se dirán en todas las iglesias».

FIN

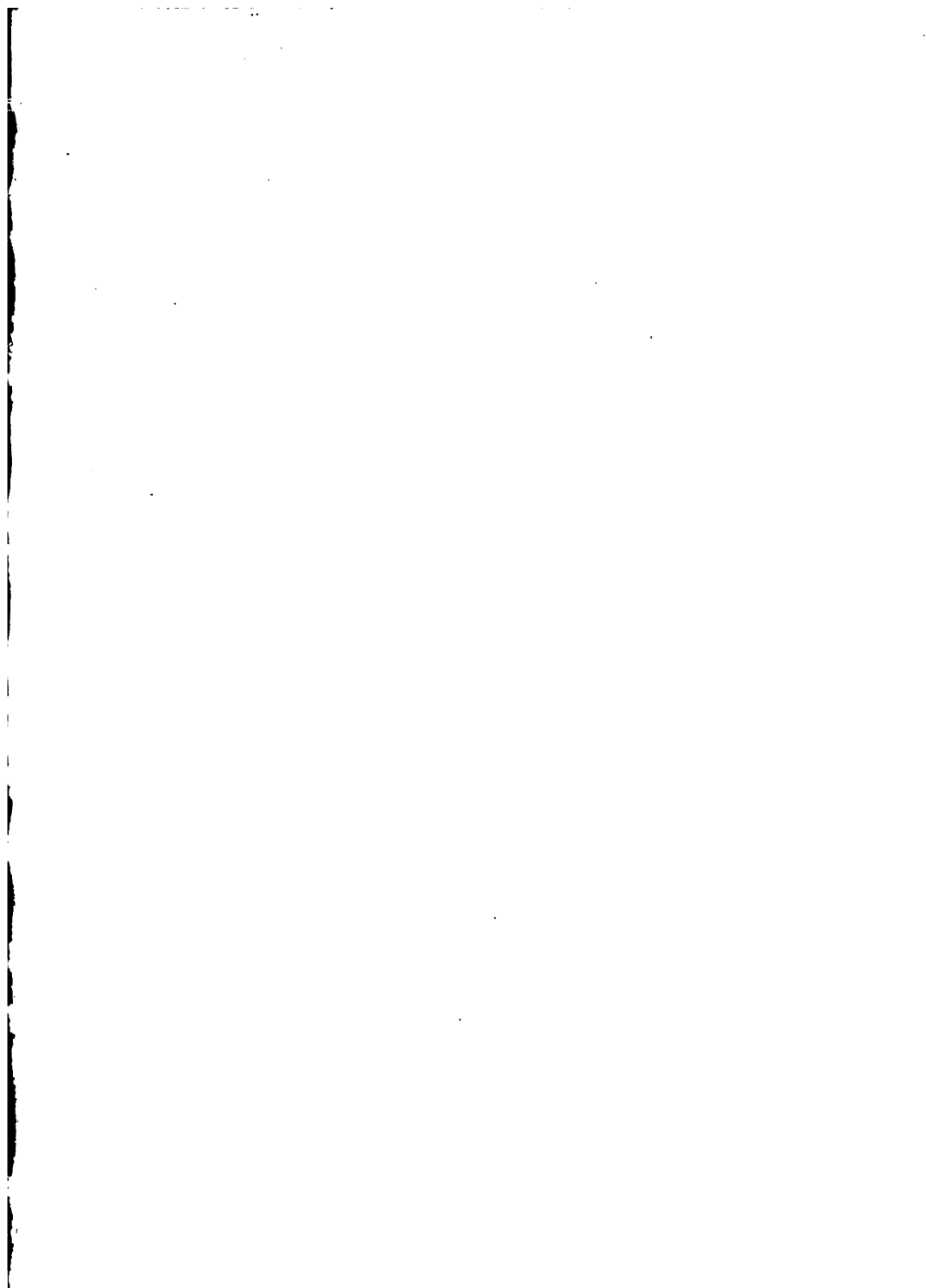
INDICE

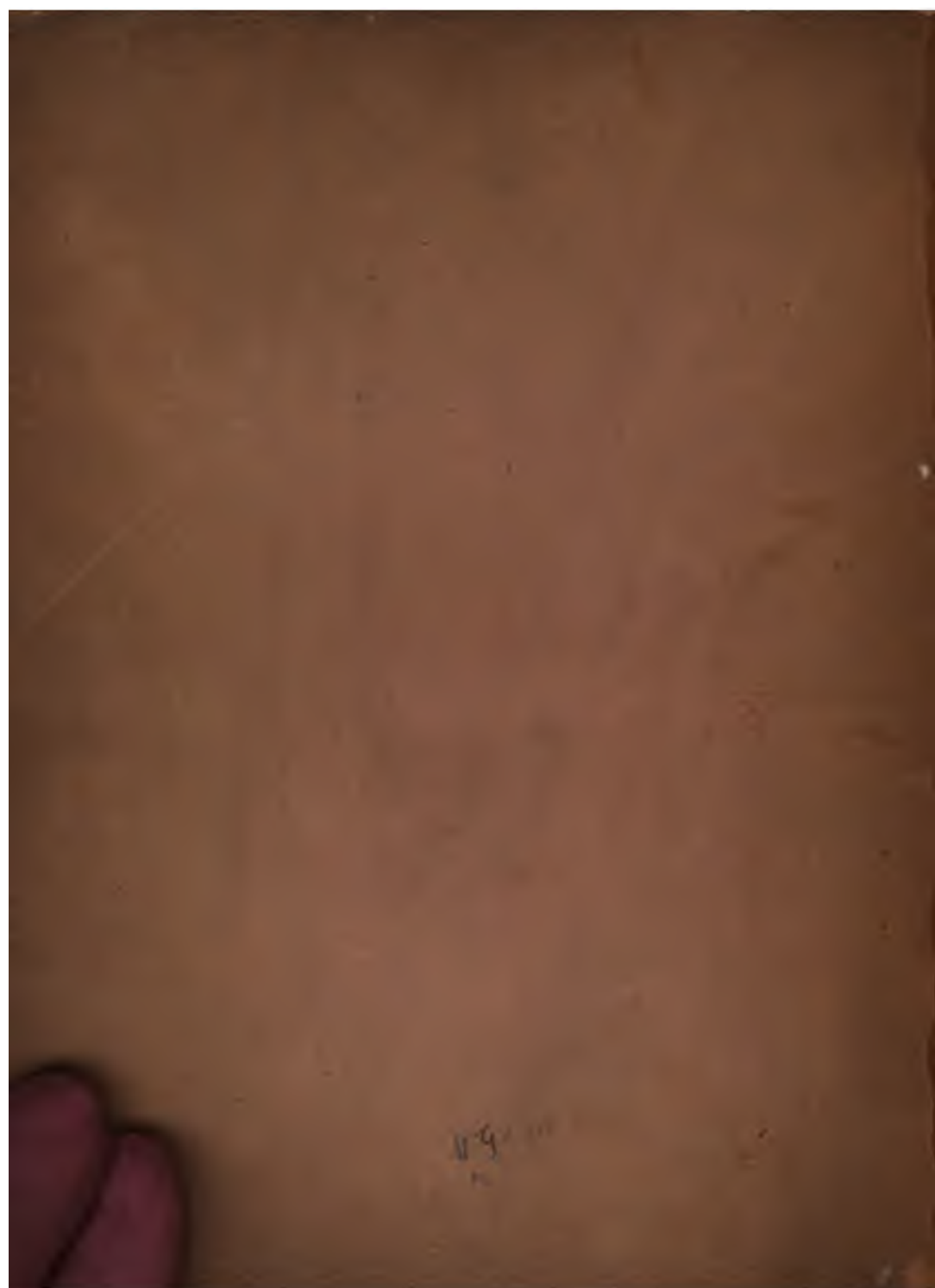
| | Págs. |
|---|-------|
| Introducción..... | IV |
| Cap. I. México y la convención de 31 de octubre de 1861..... | 1 |
| „ II. Los comienzos de la expedición de México.—La convención de la Soledad.—Puebla | 40 |
| „ III. Toma de Puebla.—Entrada á México. | 79 |
| „ IV. La expedición de México en la discusión de la «adresse»..... | 98 |
| „ V. La aceptación de Maximiliano..... | 121 |
| „ VI. Maximiliano en México..... | 134 |
| „ VII. El abandono de Maximiliano..... | 164 |
| „ VIII. La evacuación de México..... | 197 |
| „ IX. El cerro de las Campanas..... | 247 |

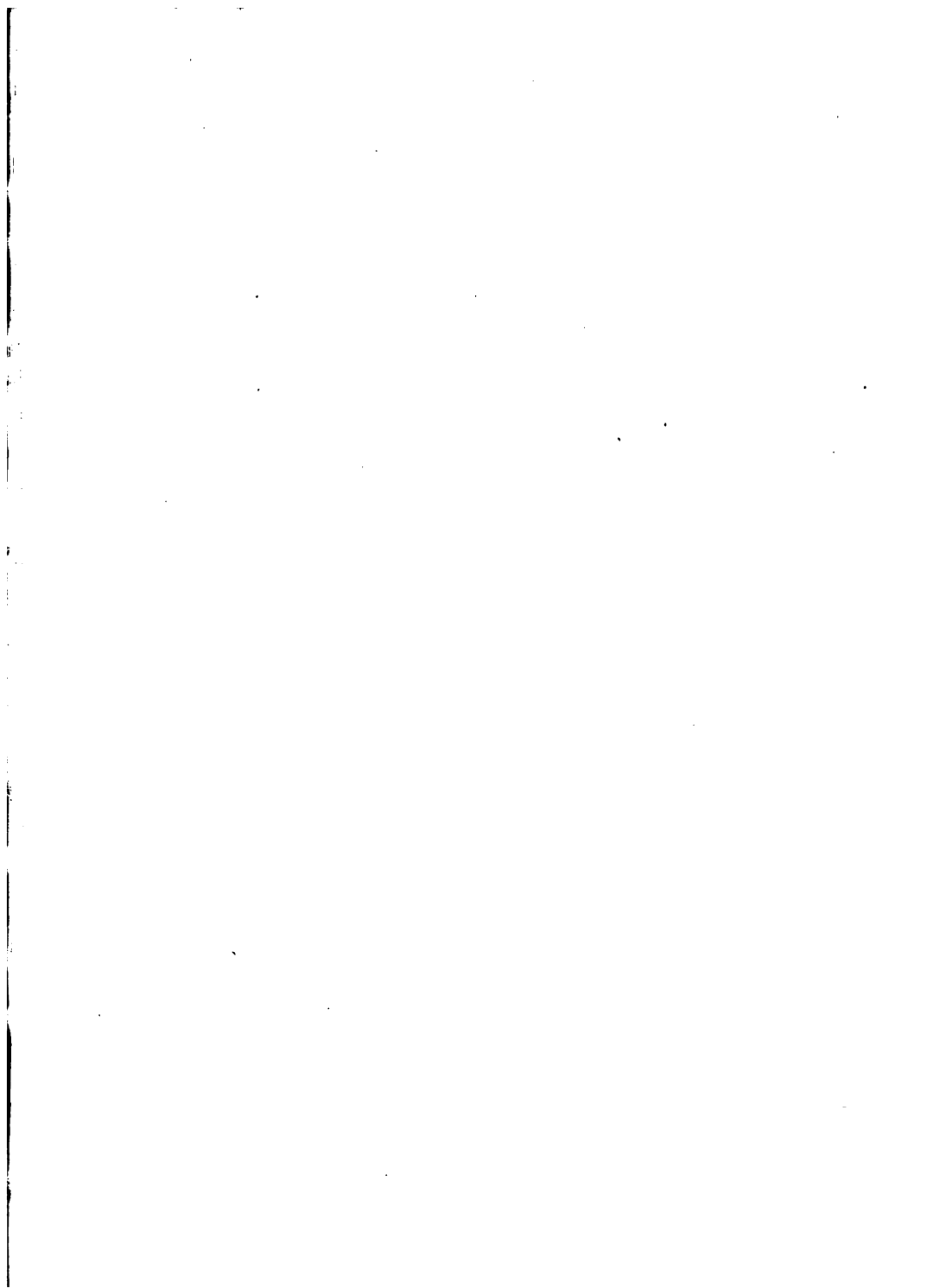


Erratas notables

| PÁGINA | LÍNEA | DICE | LEÁSE |
|--------|-------|----------------|----------------|
| 16 | 5 s | relato | rebato |
| 27 | 28 s | al derecho | el derecho |
| 30 | 10 s | acentuará | acentuara |
| „ | 26 s | podría | podrá |
| „ | 33 s | sus | un |
| 34 | 24 s | su | la |
| 40 | 12 s | dueños | dueñas |
| 44 | 14 s | transó | transigió |
| 45 | 3 s | habían | había |
| 61 | 25 s | en guerra | de guerra |
| 67 | 22 s | nuestras | vuestras |
| 74 | 4 s | obligada | obligado |
| 77 | 20 s | el gobierno | al gobierno |
| 84 | 28 s | había | habría |
| 86 | 12 s | nuestra | vuestra |
| „ | 19 s | ciudadano | ciudadano, |
| 88 | 31 s | su | un |
| 100 | 26 s | Autietam | Antietam |
| 101 | 23 s | comenten | comentan |
| 106 | 31 s | gobiernos | gobiernos: |
| 110 | 21 s | partido | partida |
| 111 | 8 s | les | le |
| 126 | 5 s | nuestra | vuestra |
| „ | 18 s | el archiduque | al archiduque |
| 166 | 33 s | las disidentes | los disidentes |
| 174 | 6 s | cesará | cesaría |
| „ | 7 s | acabará | acabaría |
| 187 | 24 s | el crédito | al crédito |
| 191 | 3 s | mal | mala |







THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT

This book is under no circumstances to be
taken from the Building

[illegible]

BD FEB 26 1912

